

## Chapitre II

### POLITIQUE DE LIQUIDITÉ DES BANQUES DE DÉPÔT DURANT LA PÉRIODE S'ÉCOULANT ENTRE OCTOBRE 1967 ET FÉVRIER 1973

#### 1. L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE

Après avoir examiné les politiques de liquidité des banques commerciales dans la période qui précède la constitution de la Banque centrale, il nous reste à analyser ces politiques dans la période successive (1); mais avant d'entrer dans le vif du sujet, il nous a paru nécessaire de considérer l'évolution de la structure du système bancaire et les limites que les Autorités monétaires ont apporté à la liberté de choix des banques.

Il faut tout d'abord rappeler qu'à la fin de 1967 le système comprenait — outre une banque enregistrée au Kenya, mais dont le paquet d'actions était détenu par des banques étrangères (*Commercial Bank of Africa Ltd.*) — les huit filiales de banques étrangères suivantes:

- *The Bank of Baroda Ltd.*
- *The Bank of India Ltd.*

---

(1) Notre enquête commence en 1967 parce que c'est à cette date que l'on peut faire remonter, de fait, le début de l'activité de la Banque centrale. En outre, ce choix a été dicté par le fait qu'à partir de cette date les Autorités monétaires ont adopté de nouveaux critères de formulation des statistiques, de telle sorte que les nouvelles séries de données ne sont pas homogènes avec les précédentes.

- *Barclays Bank D.C.O.*
- *General Bank of the Netherlands*
- *Habib Bank (Overseas) Ltd.*
- *National & Grindlays Bank Ltd.*
- *Ottoman Bank*
- *The Standard Bank Ltd.* (1)

Rappelons en outre que dans les statistiques de la Banque centrale figurent également des données sur la *African Banking Corporation* — une filiale de la *Standard Bank* — bien que cet établissement n'ait jamais exercé, durant cette période, en tant qu'intermédiaire de crédit.

En janvier 1968 entre en fonction la *Co-operative Bank of Kenya Ltd.* instituée aux termes du *Co-operative Societies Act*. Quoiqu'enregistrée comme banque, on ne peut considérer cet établissement comme une véritable banque de dépôt, car elle travaille surtout avec les unions de coopératives qui financent les coopératives et seules ces dernières peuvent octroyer des crédits aux agriculteurs (2). Précisons en outre que pour obtenir un crédit de la *Co-operative Bank* il faut nécessairement en être membre.

En juin 1968 on voit se constituer la *National Bank of Kenya Ltd.*, dont le capital est entièrement détenu par le gouvernement.

En mars 1969, les filiales de l'*Ottoman Bank Ltd.* opérant en Afrique Orientale anglaise sont absorbées par la *National & Grindlays Bank Ltd.* Ainsi reste-t-il 11 banques actives au Kenya.

En juin 1970, lorsque l'on annonce un projet de fusion entre la *Standard Bank Ltd.* et la *Barclays Bank D.C.O.*, il semble que

---

(1) La *Standard Bank Ltd.* — dans la période considérée — était une subsidiaire de la *Chase Manhattan Bank*.

(2) La banque accorde du crédit à 7% et les unions de coopératives et les coopératives retiennent à leur tour un taux de 0,50%. De cette façon, le prix du crédit pour les agriculteurs s'élève à 8%.

ce nombre est encore appelé à diminuer. Cette fusion, en effet, aurait dû donner naissance à la *Union Bank of Kenya Ltd.* dont le capital aurait été de 4,5 millions de livres. Le gouvernement du Kenya aurait souscrit 50% de ce montant, tandis que l'autre moitié aurait été acquise en parties égales par les deux sociétés.

En décembre 1970, on assiste par contre à la scission de la *National & Grindlays Bank Ltd.* en deux banques: la *Kenya Commercial Bank Ltd.* et la *Grindlays Bank International (Kenya) Ltd.* La première, dont le capital social s'élève à 2,1 millions de livres, détenu dans la mesure de 60% par le gouvernement du Kenya et de 40% par la *National & Grindlays Bank Ltd.*, absorbe tout le réseau des guichets (1) sauf trois et relève de ce fait la tranche de marché relative au crédit ordinaire de la *National & Grindlays Ltd.* La seconde revêt par contre les caractéristiques d'une *merchant bank* et son capital de départ, de 0,4 millions de livres, est souscrit dans la mesure de 60% par la *National & Grindlays Ltd.* et de 40% par le gouvernement du Kenya (2).

En 1971, le capital de la *Barclays Bank D.C.O.* passe entièrement à la *Barclays Bank* de Londres. A la suite de cet événement, la dénomination sociale de cette banque fut modifiée et devint *Barclays Bank International Ltd.*

En juillet 1972, enfin, le Ministre des Finances manifeste l'opposition du gouvernement au projet de fusion entre la *Standard Bank* et la *Barclays Bank International*. Le gouvernement décide par contre d'acquérir 50% des actions des deux sociétés, dès que celles-ci auront enregistré des succursales au Kenya. Les deux banques demandent et obtiennent l'enregistrement en tant que filiales

---

(1) Le réseau se composait de 81 guichets.

(2) Voir à ce propos le Tableau 33.

de banques étrangères ayant leur siège à Londres, mais opérant au Kenya.

Cette configuration demeure inaltérée jusqu'à la fin de la période considérée.

A ce point, il nous semble indiqué, même si les tableaux rapportés à la fin de cet ouvrage (de 33 à 42) le montrent clairement, de procéder également à une brève analyse de l'importance relative des tranches de marché qui reviennent aux trois groupes — banques de grandes, moyennes et petites dimensions (1) — auxquels appartiennent les établissements qui nous intéressent. A ce propos, on peut tirer de la série de données figurant aux Tableaux 34 et 35 les constatations suivantes:

- a) le rapport emplois/dépôts a tendancielllement diminué pour les catégories examinées et le champ de variation s'est considérablement restreint par rapport aux deux premières années de la période considérée;
- b) le rapport titres/dépôts et le rapport soldes nets interbancaires/total dépôts ont connu entre eux — pour les trois classes de banques — une corrélation négative et ils ont été caractérisés par une dynamique qui a fini par faire varier les valeurs de ces rapports dans un champ assez limité;

---

(1) Les banques de grandes dimensions comprennent la *Standard Bank Ltd.*, la *Kenya Commercial Bank Ltd.* et la *Barclays Bank International Ltd.*; celles de moyennes dimensions comprennent la *Grindlays Bank International (K.) Ltd.*, la *Bank of Baroda*, la *National Bank of Kenya Ltd.* et la *Ottoman Bank*, et enfin celles de petites dimensions comprennent la *Habib Bank Ltd.*, l'*Algemene Bank Nederland N.V.*, la *Bank of India Ltd.*, la *Co-operative Bank of Kenya Ltd.* et l'*African Banking Corporation (E.A.) Ltd.* Soulignons que la valeur significative de la dynamique des quantités économiques concernant l'importance relative des dimensions des trois groupes d'établissements bancaires est gravement invalidée par la scission de la *National & Grindlays* en deux banques dont une de grandes et l'autre de moyennes dimensions.



- c) la propension — toujours pour les trois groupes — à financer les activités commerciales et notamment le commerce d'importation se réduit, ne serait-ce que comme tendance, et s'établit, à la fin de la période considérée, sur des niveaux assez voisins entre eux (1);
- d) la dynamique du rapport titres/dépôts a été essentiellement la même pour les trois catégories de banques;
- e) les rapports de liquidité, quoique caractérisés par des allures non uniformes, ont atteint des valeurs assez proches les unes des autres.

On peut donc déduire de l'allure de ces rapports que le comportement des trois groupes de banques a eu tendance à s'uniformiser.

Avant de passer à l'étude des tranches de marché revenant à chacun de ces groupes d'établissements, nous avons jugé bon de relever certaines imprécisions dans les données qui nous ont servi à établir ces parts de marché. Tout d'abord, le poste « Total 6 » dans le Tableau 36 concernant le portefeuille-titres comprend, dans les titres détenus par le secteur privé, les « autres titres » du Tableau 21. Ceux-ci sont constitués, en partie du moins, par des dépôts à vue effectués par les banques auprès de la *Cereals and Sugar Finance Corporation* sur l'invitation des autorités publiques. Ces

---

(1) Il est intéressant de souligner que ces deux rapports atteignirent des valeurs minimales pour les établissements de grandes dimensions et maximales pour les établissements de petites dimensions. Par exemple, alors que — pour les grandes banques — la propension au financement du commerce descendit de 43,78 à 29,41% de la valeur des emplois globaux effectués en faveur du secteur privé, pour celles de moyenne dimension elle passa de 55,16 à 29,54% et pour les petites banques elle descendit de 68,70 à 39,55 pour cent. Des considérations analogues peuvent être faites pour la propension, de la part de diverses banques, à financer les importations. A cet effet voir le Tableau 38.

dépôts devraient donc figurer parmi les actifs financiers liquides de ces banques.

En outre, les séries chronologiques relatives aux dépôts et aux avances n'ont pas été dépurées des valeurs figurant sous la rubrique « postes itinérants ». Comme chacun sait, les banques font figurer sous cette rubrique les chèques payés dont on n'a pas encore reçu la note de crédit, les chèques en cours de paiement chez les autres banques du Kenya et tous les autres postes débiteurs nets en voyage entre les banques ou les différentes filiales d'une même banque, au net des crédits qui leur sont accordés et dont on n'a pas encore reçu la note de débit. Un ajustement entre les divers organismes d'un système bancaire en ce qui concerne les parties en voyage est nécessaire si l'on veut éviter de sur ou sous-évaluer certaines quantités économiques à l'intérieur même de ce système. En effet, la valeur d'un chèque qui aurait été crédité sur le compte courant du bénéficiaire dans une banque donnée, mais qui n'aurait pas encore été débité du compte courant de l'émetteur dans une autre banque ou une autre filiale de la même banque, figure — dans le cas où les deux comptes seraient passifs — deux fois dans les dépôts bancaires.

D'autre part, il ne faut pas oublier non plus que les postes en voyage peuvent avoir une certaine influence sur les avances en compte courant, sur les prêts ou sur les comptes créditeurs. Aussi, serait-il incorrect de ne dépurer de ces composantes que les dépôts. Il ne semble d'ailleurs pas plus indiqué d'attribuer les postes en voyage aux dépôts lorsqu'il s'agit de comptes débiteurs ou aux emplois lorsqu'il s'agit de comptes créditeurs.

Tout à fait arbitraire nous apparaît enfin pour le Kenya la méthode — déjà criticable dans le contexte anglais pour lequel elle a été expressément mise au point — de retrancher du total des dépôts 60% du solde net entre la valeur des postes débiteurs

et celle des postes créditeurs en voyage (1) et d'ajouter 40% du montant de ce solde au total des avances nettes.

Au Kenya, faute de données statistiques sur la circulation des chèques, on a jugé arbitraire de procéder à toute épuration de ces séries. Aussi, vu les inévitables duplications qui grèvent les séries chronologiques relatives aux dépôts et aux emplois, la détermination des dimensions des différentes classes de banques et de leur liquidité respective est-elle gâtée par une approximation par défaut, comme le sont d'ailleurs les rapports emplois/dépôts (2).

Ceci précisé, nous pourrions interpréter plus correctement les indices se rapportant aux tranches de marché qui reviennent aux trois groupes d'établissements bancaires. Nous allons donc commencer notre étude par les dépôts et les emplois.

La part de marché concernant les dépôts des grandes banques n'a cessé de diminuer durant la période considérée. En effet, l'ensemble des dépôts classés par ces dernières a baissé de 88,38% en 1967 à 78,03% en 1972, tandis que les dépôts à vue passaient de 91,88% à 91,32 pour cent (3).

Quant aux emplois on peut faire des considérations à peu près analogues, car l'importance relative des emplois effectués par les grandes banques a fini par diminuer — quoiqu'avec un rythme

---

(1) Si les postes débiteurs en attente sont plus petits que les postes créditeurs, 60% du solde net devraient être ajoutés aux dépôts. Voir BANK OF ENGLAND, *Quarterly Bulletin*, décembre 1971, p. 482-486.

(2) Naturellement, dans les limites où les séries chronologiques des dépôts sont affectées de duplications comptables, même celles qui concernent la quantité de monnaie en circulation ( $M_1$  et  $M_3$ ) résulteront affectées par les mêmes duplications.

(3) Un intérêt particulier présentent les données relatives aux années 1969-1970. De ces dernières, en fait, on peut en déduire l'influence exercée par la scission de la *National & Grindlays Bank Ltd.* en deux banques, contrôlées par des sujets économiques différents. Voir le Tableau 35.

irrégulier — et a passé de valeurs légèrement supérieures à 80% à des valeurs légèrement inférieures (1). Il en est de même des portefeuilles-titres des établissements de grandes dimensions: la valeur des titres en portefeuille a passé de 98,93% à 79,28%.

Quoiqu'ayant subi une contraction de leur tranche de marché, les grandes banques n'en ont pas pour autant perdu leur faculté de conditionner, par leur comportement, la dynamique des quantités économiques qui passent par le système bancaire, d'autant plus que les autres banques ont adopté simultanément des comportements plus homogènes (2).

Il ressort cependant de l'analyse de la demande de monnaie légale, ainsi que de celle des réserves volontaires des banques de toutes dimensions, que les caractéristiques et le degré d'efficience des circuits financiers emplois/dépôts — malgré le comportement plus homogène des différentes catégories de banques — ont été fortement influencés par les dimensions des établissements (3), com-

---

(1) D'après les données du bilan il fut impossible de déterminer les pertes sur crédits. Toutefois, un indice peut être fourni par les fonds de dévaluation de crédits de la *Kenya Commercial Bank Ltd.* et de la *Barclays Bank International Ltd.* Durant 1972 par exemple, la *Kenya Commercial Bank* augmenta ce fonds pour un montant égal à 2,196 millions de livres, c'est-à-dire de 6,65% de ses emplois à cette date, alors que la *Barclays* mit de côté des fonds en mesure égale à 0,90% de ses crédits.

(2) A cet effet, voir ce qui a été précédemment soutenu à propos des quotients financiers.

(3) Il semble toutefois que la différente articulation territoriale des banques de grandes dimensions par rapport à celles de moyennes et petites dimensions, la viscosité conditionnant très probablement la rapidité et l'efficience des canaux d'information entre le centre et la périphérie et la demande accrue de monnaie légale caractérisant la population rurale poussent les banques de grandes dimensions à détenir, aux guichets, des provisions élevées de monnaie légale — définies d'après les besoins maximums — afin de pourvoir à d'éventuels besoins imprévus. Dans un contexte de ce genre, il paraît difficile d'introduire des modèles de simulation générale qui permettraient de calculer les besoins des monnaie légale de chaque agence, à cause du manque de moyens de *hardware*



me nous le montrent le Tableau 42 et celui ci-dessous concernant le rapport entre la valeur de la monnaie légale et des dépôts libres auprès de la Banque centrale et celle de l'ensemble des dépôts (*cash ratio*) des différents groupes de banques:

CASH RATIO DE BANQUES DE DIFFÉRENTES DIMENSIONS

Années	Grandes	Moyennes	Petites
1967	8,24	8,70	6,33
1968	7,41	6,89	5,89
1969	7,43	5,58	3,75
1970	8,21	7,59	5,32
1971	7,99	9,35	5,70
1972	7,96	11,17	3,58

Les *cash ratio* de ce tableau présentent un intérêt particulier parce qu'ils montrent la relation entre la demande de monnaie légale et les dimensions des banques (1).

qui seraient nécessaires à la gestion de ces modèles. Sur la possibilité de diminuer la demande de base monétaire de la part des banques de grandes dimensions, voir L. FREDIANI, *La ricerca operativa*, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Milan, 1973.

(1) Le facteur dimensionnel s'avère certainement très utile pour expliquer le comportement des banques en matière de réserves de liquidité, mais ce n'est pas le seul. D'autres facteurs interviennent également, comme les coûts inhérents à l'ajustement des réserves et les frais de transaction qui agissent de façon significative sur la gestion de liquidité des banques. Soulignons à ce propos que, dans certaines limites, ces coûts varient de façon inversement proportionnelle au montant des ajustements. Or, du moment que les grandes banques peuvent opérer sur de plus grands volumes d'actifs financiers — par rapport aux banques de petites et moyennes dimensions — il s'ensuit que, dans les mêmes conditions, leurs coûts moyens unitaires d'ajustement sont moins élevés. Elles ont donc un seuil d'intérêt — à effectuer des opérations d'ajustement — moins élevé que celui des autres catégories d'établissements de crédit. Cette caractéristique devrait leur permettre d'opérer avec des niveaux de réserves désirées relativement plus bas et des degrés d'aversion pour l'endettement vis-à-vis de la Banque centrale plus élevés que ceux des autres opérateurs bancaires. On ne peut négliger

Cette caractéristique nous incite à examiner conjointement la dynamique de la demande de réserves libres pratiquée par les banques et celle des soldes nets des comptes interbancaires intérieurs (1) et avec l'étranger. Pour mieux saisir, cependant, les réactions entre ces quantités économiques, nous avons jugé opportun de calculer, moyennant ce que l'on appelle la « méthode brute » (2) et en tenant compte des dimensions des banques, le pourcentage de demande de réserves libres. L'analyse des trois séries de données ainsi obtenues nous permet de penser que la demande marginale de réserves libres décroît au fur et à mesure qu'augmentent les dimensions des banques. En outre, l'étude de la dynamique des coefficients de liquidité — calculés suivant la méthode brute ou

---

le fait que les risques de perte en compte capital augmentent avec le montant de l'ajustement. Voir sur ce sujet les intéressantes études de J. CACY, *Determinants of Member Bank Borrowing*, paru dans « Monthly Review » de la Federal Reserve Bank of Kansas City, février 1971, p. 13; W. F. DERWALD et R. G. DREESE, *Bank Behaviour with Respect to Deposit Variability*, paru dans « Journal of Finance », septembre 1970, p. 871 et S. PELTZAM, *The Banking Structure and the Transmission of Monetary Policy*, paru dans « Journal of Finance », juin 1969, p. 327-411. Outre ces facteurs, les banques de grandes dimensions peuvent jouir d'une plus grande stabilité des dépôts et des placements grâce à une meilleure diversification territoriale et de portefeuille, ce qui rend leur coefficient de liquidité désiré, à conditions égales, plus bas que celui des autres classes de banques. Enfin, la structure des flux interbancaires agit de façon déterminante sur ce rapport. En effet, si ces derniers passent régulièrement des petites aux grandes banques, les considérations que nous venons de faire perdent leur validité. Voir à ce sujet J. A. GALBRAITH et A. L. GUTHRIE, *Cash Reserve Ratios and Banking Reserve Behavior*, paru dans « Journal of Political Economy », janvier-février 1970, p. 82-83, et W. R. BRIAN et W. T. CARLETON, *Short-run Bank Adjustments of an Individual Bank*, paru dans « Econometrica », avril 1967, p. 321.

(1) Ces soldes devraient, comme chacun sait, prendre des valeurs nulles. Cependant, à cause de certains décalages comptables, parfois voulus, leur valeur est constamment différente de 0.

(2) On se sert de cette dénomination parce que cette méthode permet de déterminer la liquidité bancaire sans tenir compte des soldes interbancaires nets négatifs. Voir la note 2 du Tableau 29.

la méthode nette (1) — et des soldes interbancaires nets intérieurs et extérieurs nous permet d'en déduire non seulement que les banques de petites et moyennes dimensions ont préféré neutraliser les déséquilibres entre réserves désirées et réserves disponibles par le recours au marché interbancaire, mais également que les critères d'établissement de la position de liquidité (que nous expliquerons par la suite) peuvent influencer sérieusement le circuit des flux financiers d'un système économique et, en dernier ressort, le choix des banques en matière de politique de liquidité (2).

Avant de passer à l'analyse de ces politiques, il sera bon toutefois de parler des obligations institutionnelles qui limitent la liberté de choix des banques.

## 2. ANALYSE DES OBLIGATIONS DE NATURE INSTITUTIONNELLE QUI LIMITENT LA LIBERTÉ DE CHOIX DES BANQUES

Précisons avant tout que cette recherche a pour but de mettre en relief les obligations qui ont agi le plus profondément sur la

---

(1) Rappelons que cette méthode tient compte, contrairement à la méthode brute, des soldes interbancaires nets négatifs. Donc, si le solde interbancaire net avec les banques étrangères ou avec les banques nationales était négatif, il faudrait, au moment d'établir les réserves de liquidité, retrancher ce solde de la valeur globale des actifs financiers liquides détenus par une banque, une classe de banques ou par le système.

(2) Voir à ce sujet F. E. KNIGHT, *The Impact of Changing Check Clearing Arrangements on the Correspondent Banking System*, paru dans « Monthly Review » de la Federal Reserve Bank of Kansas City, décembre 1972, p. 14 et 15. Dans presque tous les pays où l'on impose aux établissements de crédit des obligations de réserves de liquidité, les banques de dépôt sont autorisées à faire figurer les soldes actifs nets des comptes interbancaires parmi les actifs financiers aptes à satisfaire à cette obligation. Du moment que les banques correspondantes procèdent à l'enregistrement immédiat des lettres de crédit qu'elles reçoivent, elles sont souvent à même de couvrir une bonne partie de ces réserves obligatoires avec des disponibilités non encore obtenues et avec des soldes de compensation entretenus pour d'autres fins avec leurs correspondants.

politique de liquidité des banques durant la période considérée. C'est dans ce contexte que se situent la création, en juillet 1967, d'une gestion centralisée des devises au sein de la Banque centrale et simultanément la demande aux banques de limiter leurs soldes nets actifs avec le siège central ou leurs correspondants étrangers à certains plafonds établis pour chaque banque suivant ses dimensions (1). Pour atténuer l'incidence de ces mesures sur les comptes économiques et sur la gestion de liquidité des banques, la Banque centrale décida d'émettre des passifs à vue bénéficiant d'un taux d'intérêt. Par la suite, en décembre 1967, les Autorités monétaires interdirent aux banques d'assumer de nouvelles positions débitrices nettes sur le marché interbancaire intérieur. Il resta toutefois aux banques la possibilité de s'endetter avec leurs correspondants étrangers, car on considérait qu'elles n'auraient pas voulu affronter le risque d'une forte exposition vis-à-vis de l'étranger sans avoir la possibilité de se couvrir sur le marché des changes à terme. Toujours en décembre 1967, l'admission au refinancement auprès de la Banque centrale aux termes des *crop finance bills* fut subordonnée à l'existence d'une position débitrice nette sur l'étranger.

Ces deux limitations furent abolies en juillet 1968. L'année suivante commencèrent les émissions de bons du Trésor. Afin de donner à ces titres un haut degré de liquidité, les Autorités monétaires centrales s'engagèrent à réescompter aux banques de dépôt les bons du Trésor qu'elles détenaient à un taux d'escompte légèrement plus élevé (0,5%) que le taux moyen de classement de bons à la dernière enchère.

---

(1) En 1968, on avait établi pour chacune des trois grandes banques un plafond de £K 300.000, qui fut porté en 1971 à £K 500.000. Les autres banques bénéficiaient de plafonds inférieurs. En 1971, par exemple, la *Commercial Bank of Africa Ltd.* disposait d'un *working balance* de 50.000 livres.



En juin 1969, enfin, le nouveau *Banking Act* entra en vigueur (1). La quatrième partie, section 18, de cette loi prévoyait que chaque banque devait garder en sa possession un montant minimum d'actifs liquides, suivant les modalités prescrites par la Banque centrale. Ce qu'on entendait par « actifs liquides » dans cette section se rapportait aux actifs suivants:

- a) monnaie légale;
- b) dépôts libres auprès de la Banque centrale;
- c) soldes interbancaires nets avec les autres banques opérant au Kenya;
- d) soldes interbancaires nets avec des correspondants étrangers;
- e) bons du Trésor échéant à moins de 91 jours, toujours étant que ces derniers fussent librement transférables et réescomptables auprès de la Banque centrale;
- f) les autres actifs spécifiés au fur et à mesure par le Ministre des Finances.

Les Autorités monétaires décidèrent de recourir à cet instrument à partir du 1er décembre 1969. D'après la première interprétation de la section 18, les soldes interbancaires nets passifs d'une banque vis-à-vis des autres banques du Kenya ou de l'étranger auraient dû être déduits du total de ses actifs liquides. Toutefois, les passifs ayant une échéance supérieure à 90 jours qu'une banque contractait avec ses correspondants étrangers ne contribuaient pas

---

(1) Cette loi introduisait, aux termes de l'art. 7, l'obligation pour les banques de transférer au Kenya des actifs financiers pour une valeur de 100.000 livres, ou pour un montant équivalant à 5% de l'ensemble des dépôts si ce dernier était supérieur à 100.000 livres. Elle interdisait en outre aux banques — aux termes de l'art. 10 — d'octroyer des crédits individuels dépassant la plus grande des valeurs suivantes: 5% de l'ensemble des dépôts ou 100% du capital net. Cette disposition ne s'appliquait cependant pas aux opérations avec les organismes publics, aux crédits interbancaires et aux avances sur garanties représentées par des marchandises.

à former le solde net du compte interbancaire étranger. De même, le refinancement obtenu de la Banque centrale ne figurait pas parmi les passifs que l'on devait retrancher des actifs financiers des banques.

On demanda aux banques d'établir leur position de liquidité à trois dates différentes de chaque mois, de telle sorte que le manque d'actifs liquides — par rapport aux 12,50% de l'ensemble des dépôts (1) — qui pourrait se produire à un moment donné, pouvait être compensé par un surplus survenu à une autre date du même mois.

Afin d'accroître la propension des banques à investir en bons du Trésor, le taux de rémunération des dépôts que les opérateurs bancaires effectuaient à la Banque centrale fut réduit à plusieurs reprises jusqu'à ce qu'en juin 1970 toute rémunération de ces dépôts fut suspendue (2).

A partir du 1er juin 1972, on donna une interprétation différente à la section 18 de la loi bancaire. On précisa en effet que, pour l'établissement des positions de liquidité de chaque banque, les Autorités monétaires n'auraient tenu compte des soldes interbancaires que si ces derniers se révélaient positifs. En même temps, la Banque centrale invita les banques de dépôt à déduire du total de leurs dépôts les chèques en cours de compensation pour obtenir le montant net des dépôts à assujettir à l'obligation

---

(1) Si l'on considère qu'en 1969 le taux de liquidité des banques oscillait entre 24,88% chez les banques de grandes dimensions et 40,14% chez celles de petites dimensions, on peut facilement en déduire que les Autorités monétaires, par l'introduction de cet instrument, désiraient moins opérer une manœuvre de restriction qu'obtenir la disponibilité d'un instrument de contrôle du crédit.

(2) Ce taux de rémunération fut d'abord fixé à 4%, mais par la suite il fut réduit d'abord à 3,75% puis à 3,50%, ensuite à 3,40% et, en février 1970, il fut finalement fixé à 3%.

du coefficient de liquidité. A partir du 1er octobre 1972 celui-ci fut porté à 15%. Les variations qui avaient été apportées tant au coefficient qu'à la définition d'actifs liquides avaient sans doute pour but de promouvoir le développement du marché interbancaire.

Il nous faut enfin accorder une attention toute particulière à l'instrument des dépôts spéciaux, appliqué pour la première fois en décembre 1971 et supprimé le 1er février 1972 (1). Aux termes de la section 38 du *Central Bank of Kenya Act*, les Autorités monétaires imposèrent aux banques d'entretenir avec la Banque centrale un solde de caisse minimum égal à 5% de leurs dépôts nets. Puisqu'il était difficile pour certaines banques de respecter le dépôt minimum prescrit, la Banque centrale, prévoyant également de nouvelles dispositions visant à endiguer les importations, décida d'abolir les dépôts spéciaux (2).

---

(1) Aux termes de la section 40 du *Central Bank of Kenya Act*, le 26 juillet 1971, les restrictions suivantes furent imposées à l'activité de crédit des banques commerciales:

- a) l'octroi de crédit pour l'achat de biens de consommation durables importés devait être subordonné à la constitution d'un dépôt de montant égal à 40% du prix des biens à acheter;
- b) le montant des crédits à la consommation devait être inférieur à celui du 26-7-1971;
- c) avant le 31-10-1971, les avances accordées aux importateurs de véhicules automobiles ou de biens de consommation durables devaient être respectivement réduites de 30 et de 5 pour cent;
- d) avant le 31-12-1971 tous les contrats de *factoring* devaient être éliminés;
- e) entre février 1972 et février 1973, le taux d'accroissement des crédits ne devait pas dépasser 12%.

(2) La structure et le fonctionnement du *reserve ratio* et des *special deposits* sont très proches du système anglais. Voir à ce propos BANK OF ENGLAND, *Reserve Ratios and Special Deposits*, paru dans « Quarterly Bulletin », septembre 1971, p. 148; *Control of Bank Lending: The Cash Deposits Scheme*, paru dans « Quarterly Bulletin », juin 1968, p. 166-170; H. McRAE, *The New Credit Controls*, paru dans « The Banker », octobre 1971, p. 1166 et suivantes et P. FABRIZI, *L'evoluzione del controllo del credito in Gran Bretagna*, éd. Giuffrè, Milan, 1973, p. 93 et suivantes.

Enfin, avant de reprendre l'analyse des coefficients de liquidité, nous allons examiner — vu l'importance de cet élément dans la gestion de liquidité des banques — la dynamique des taux d'intérêt actifs et passifs durant la période considérée. A ce propos, signalons qu'en matière de taux actifs et passifs un accord fut signé entre les banques suivantes:

- *The Bank of Baroda*
- *The Bank of India*
- *Barclays Bank International*
- *The Commercial Bank of Africa Ltd.*
- *Habib Bank (Overseas)*
- *The Standard Bank Ltd.*
- *General Bank of the Netherlands*

Cet accord établissait les plafonds suivants en matière de taux d'intérêt:

	%
1. DEPOTS	%
1.1 A terme	
a) avec un terme de 30 jours (7 de préavis):	
de 200.000 K shs à 500.000 K shs	3,00
au dessus de 500.000 K shs	3,125
b) avec un terme de 3 à moins de 6 mois	3,50
c) avec un terme de 6 à moins de 9 mois	3,75
d) avec un terme de 9 à moins de 18 mois	4,00
depuis le 1er septembre 1968	
e) avec un terme de 18 à moins de 24 mois	
(montant minimum 300.000 K shs)	4,50
depuis le 1er septembre 1968	
1.2 D'épargne	3,00
2. AVANCES (taux minimum)	7,00

SOURCE: CENTRAL BANK OF KENYA, *Economic and Financial Review*.



Ces taux furent rigoureusement respectés par les banques et demeurèrent inchangés pendant toute la période considérée (1).

Après avoir brièvement retracé les obligations institutionnelles qui ont conditionné la politique de liquidité des banques de dépôt durant le période considérée, nous allons examiner la demande de monnaie légale des particuliers et des entreprises au Kenya. Ensuite, vu qu'il existe un *liquidity ratio* structuré comme nous l'avons dit, nous allons essayer de déceler les principales quantités économiques qui agissent sur la demande d'actifs financiers de la part des banques de dépôt.

### 3. LA DEMANDE D'ACTIFS FINANCIERS LIQUIDES DE LA PART DES PARTICULIERS AU KENYA

Avant d'aborder l'analyse de ces quantités économiques, précisons que nous allons procéder par approximations successives. Supposons donc qu'on puisse étudier la demande de monnaie comme s'il était possible de dégager du système économique qui nous intéresse deux circuits distincts où circulent de façon autonome des flux monétaires et financiers. Pour transformer un actif monétaire en un autre doué de caractéristiques différentes, les opérateurs du premier circuit auront à affronter un coût relativement bas, tandis que les opérateurs du second devront affronter un coût relativement élevé.

Examinons d'abord le comportement des opérateurs du circuit caractérisé par les faibles coûts de transaction: étant donné le niveau des transactions, ces opérateurs établiront la grandeur moyen-

---

(1) On peut consulter utilement à ce sujet G. DELL'AMORE, *Economia dei saggi attivi bancari*, éd. Giuffrè, Milan, 1971, p. 280 et suivantes.

ne de leurs soldes de caisse sur la base du rapport entre les taux de rendement — en régime de certitude équivalente (1) — des actifs financiers autres que la monnaie légale et les frais inhérents à l'achat, la vente ou la gestion de ces actifs (2). En effet, si les frais de transaction étaient plus élevés que les taux de rendement attendus, l'opérateur éventuel n'aurait aucun avantage à remplacer

---

(1) La méthode de la certitude équivalente permet d'éviter — dans les processus de capitalisation des revenus en régime d'incertitude — les solutions indéterminées que peuvent engendrer les critères de taux intérieur de rendement ou de la valeur actuelle, à moins que le degré de risque, dans les revenus attendus, n'augmente à un taux constant en fonction du temps où les gains sont attendus. Cette méthode se base sur la détermination de ce qu'on appelle un coefficient de certitude équivalente qui permet de transformer les revenus incertains — dans les limites d'un certain horizon temporel — en revenus certains. Ce facteur de proportionnalité peut être considéré comme le prix de marché du risque unitaire mesuré par la somme de la variance du rendement absolu de l'actif financier en question et de la covariance totale entre ce rendement et celui des autres actifs financiers de la même espèce en circulation. Voir ALEXANDER A. ROBICHEK et S. C. MYERS, *Optimal Financing Decisions*, éd. Prentice Hall, 1965, p. 79-92 et 176-204 et J. LINTNER, *Dividends, Earnings, Leverage, Stock Prices and the Supply of Capital to Corporations*, paru dans « Review of Economics and Statistics », août 1962.

(2) Suivant la théorie de l'ajustement des réserves à la demande de monnaie, le demande de monnaie à des fins de transaction est directement proportionnelle à la racine carrée du volume des paiements (transactions) que l'on prévoit devoir faire et des coûts inhérents à la conversion d'actifs financiers en monnaie légale, et inversement proportionnelle à la racine carrée des coûts d'opportunité sur la réserve désirée de monnaie. Donc, si l'on suppose que le niveau des transactions reste constant, la quantité de monnaie légale — désirée par les différents opérateurs — sera inversement proportionnelle aux taux de rendement des actifs financiers et directement proportionnelle aux coûts inhérents à l'achat, la vente et la gestion de ces actifs. Par contre, si l'on suppose un niveau de transactions variable, la demande de monnaie légale variera dans la même direction, même s'il s'agit de montants moins que proportionnels. Voir diffusément sur ce point J. TOBIN, *The Interest-Elasticity of Transactions Demand for Cash*, paru dans « Review of Economics and Statistics », août 1956, p. 241-247, et W. J. BAUMOL, *The Transactions Demand for Cash: An Inventory Theoretic Approach*, paru dans « Quarterly Journal of Economics », novembre 1952, p. 545-556.

la monnaie qu'il possède par des actifs financiers (1). Donc, dans ce cas, le montant de monnaie classé — hors du système des intermédiaires financiers — serait relativement élevé.

A l'inverse, si les taux de rendement étaient plus élevés que les coûts de transaction, l'opérateur aurait avantage à réduire le montant de monnaie légale en sa possession. Il paraît donc logique de penser que la grandeur moyenne des soldes de caisse diminue en fonction de l'accroissement de la différence entre les taux de rendement attendus en régime de certitude équivalente et augmente avec les coûts de transaction.

Naturellement, si l'on admet que le volume des transactions varie, la demande de monnaie désirée variera elle aussi dans le même sens, mais à une vitesse décroissante (2). Ainsi, dans notre hypothèse, l'objectif d'un opérateur national, en ce qui concerne sa gestion de liquidité, sera de minimiser la valeur de la somme de deux composantes du coût, à savoir:

- a) les coûts d'opportunité résultant de la possession de monnaie par rapport à la détention d'actifs productifs;
- b) les coûts de transaction (frais de commissions, de médiation, pertes de temps et inconvénients d'autre nature) inhérents à la conversion des actifs financiers en monnaie légale et vice versa.

---

(1) Par contre, il faut remarquer que si le comportement de l'opérateur en question est caractérisé par une forte aversion envers le risque et par de larges horizons temporels, dans le cas où la covariance des revenus attendus d'un actif financier serait inversement proportionnelle à celle de son portefeuille, il pourra avoir intérêt à acheter des actifs dont les taux de rendement sont inférieurs aux coûts de transaction, pourvu que l'abaissement du niveau de risque se traduise par une augmentation de la valeur du portefeuille. Précisons à ce propos que — lorsque les horizons temporels sont bien définis — les coûts de transaction, exprimés en valeur absolue, peuvent être facilement transformés en quantités économiques homogènes aux taux de rendement.

(2) On peut facilement faire remonter cette affirmation à ce qu'on appelle la *square root formula of inventory theory*, rappelée plus haut.

Donc, puisque les opérateurs de brève période devront reconvertir fréquemment les actifs de leur portefeuille en monnaie légale, il est presque certain que les coûts de transaction de ces opérations seront plus élevés que les coûts d'opportunité; et l'écart entre ces deux coûts sera d'autant plus grand qu'il sera moins facile de diversifier les revenus des actifs en circulation et que l'on pourra moins compter sur l'efficacité des intermédiaires financiers et notamment des banques. Aussi, dans la mesure où cette analyse parvient à expliquer le comportement d'un opérateur, peut-on en déduire que l'efficacité du circuit des flux financiers dépôts/emplois est fonction, également, de la marge entre le taux unitaire moyen de rendement des dépôts et le coût unitaire moyen de transaction.

A plus forte raison, cette relation s'appliquera aux opérateurs devant affronter des coûts de transaction élevés (1). Il s'ensuit que, dans ces conditions, le recours à une politique de taux pour promouvoir la mobilisation de l'épargne semble destiné à rester sans effet si, conjointement, on ne l'intègre pas par une politique visant à modifier la composition et les caractéristiques des actifs en circulation qui permettrait — moyennant un processus de diversification — de réduire la marge de risque de chaque portefeuille et, en dernier ressort, d'élargir les horizons temporels des opérateurs et d'augmenter la marge entre les coûts d'opportunité (ou taux de rendement moyen) et les coûts de transaction.

---

(1) Les opérateurs qui ont des coûts de transaction élevés sont ceux qui ont des revenus plutôt bas, c'est-à-dire ceux qui trouvent un emploi dans le secteur traditionnel de l'économie ou qui constituent la main-d'oeuvre non spécialisée des centres urbains. Ces opérateurs, en raison des faibles écarts entre les recettes et les dépenses, ont des horizons temporels brefs, car il suffit d'un petit déplacement dans ces flux pour provoquer des besoins urgents de monnaie légale. Il devient donc important, aux fins de la mobilisation de l'épargne, d'assurer à ces opérateurs la possibilité de recouvrer tout le capital versé, sans pertes de temps.



Donc, étant donné l'articulation territoriale du système de crédit au Kenya (1), le comportement de la *Post Office Savings Bank* (2) et la distribution par tête du revenu, il nous paraît possible de déceler, à l'intérieur du système financier du pays, deux segments de marché caractérisés par une incidence différente des coûts de transaction. On peut donc en déduire qu'une politique de mobilisation de l'épargne nationale devrait se fonder — surtout dans le segment le moins efficace — sur la réduction des coûts de transaction.

Dans la mesure où cette affirmation est valable, et compte tenu que les Autorités monétaires n'ont pas agi de façon appréciable sur cette marge, on peut en déduire que l'on avait créé des conditions qui obligeaient ces catégories d'opérateurs à augmenter — bien qu'à des taux d'augmentation décroissants — leur demande de monnaie légale.

Dans ces conditions, les Autorités monétaires — dans la mesure où elles créaient, ne fut-ce que dans des buts déflationnistes, directement ou par l'intermédiaire des banques de dépôt, des politiques de neutralisation de l'épargne interne thésaurisée — donnaient lieu à des transferts de ressources réelles entre les opérateurs des deux circuits. Tout cela donnait lieu, dans la meilleure des hypothèses, à un transfert de richesse à l'intérieur du pays et,

---

(1) Comme chacun sait, dans certaines zones du pays il n'y avait pas de guichets bancaires, et même là où il y en avait, il fallait, pour ouvrir un dépôt, disposer d'une certaine somme de monnaie. De surcroît, pour pouvoir retirer la somme versée, il fallait donner des préavis plutôt longs. Voir à ce propos *Banking Arrangements*, p. 12 et 20.

(2) Ce que nous avons exposé sur les banques de dépôt est également valable pour la *Post Office Savings Bank*, car même si cette dernière avait établi des seuils d'admission moins élevés à l'ouverture des dépôts, elle demandait par contre des temps de préavis plus longs.

vu la forte propension aux importations et la faible élasticité du secteur industriel aux stimuli de la demande intérieure, cela provoquait sans doute aussi un appauvrissement des ressources réelles du pays. Naturellement, si les Autorités monétaires décidaient de décharger sur les prix les éventuelles tensions inflationnistes internes ou extérieures, ce phénomène s'accroissait ultérieurement car la demande de monnaie était proportionnelle au montant de transactions que ces opérateurs envisageaient de faire (1).

A ce point, il paraît logique d'établir ce qui suit:

- a) il existe au Kenya les conditions de base pour dégager deux circuits de flux financiers caractérisés par des degrés d'efficacité nettement différents;
- b) la mobilisation de l'épargne intérieure privée ne peut être obtenue par la seule manipulation des taux de rendement des actifs financiers en circulation sur le marché du crédit;
- c) les Autorités monétaires sont responsables de favoriser l'enrichissement indu d'une partie de la population aux dépens de l'autre et la diminution des ressources réelles du pays. Il serait donc opportun qu'elles incitent les intermédiaires financiers du pays à adopter des politiques basées sur l'émission de passifs financiers facilement monnayables plutôt que sur la diversification des actifs financiers qui ne pourraient sûrement

---

(1) Voir encore à ce sujet la *square root formula of inventory theory* (W. J. BAUMOL, *op. cit.*, et J. TOBIN, *The Interest-Elasticity of Transactions Demand for Cash*, *op. cit.*). Sur la demande de monnaie on peut consulter également D. PATINKIN, *Keynesian Monetary Theory and the Cambridge School*, paru dans « Quarterly Review » de la Banca Nazionale del Lavoro, juin 1972, p. 3-23; R. L. TEIGEN, *The Demand for and Supply of Money*, dans « Readings in Money, National Income and Stabilization Policy » par les soins de W. L. SMITH et R. L. TEIGEN, éd. R. D. Irwin Inc., Homewood, Ill., 1970, p. 74-92 et enfin l'ouvrage classique de J. R. HICKS, *A Suggestion for Simplifying the Theory of Money*, paru dans « Economica », février 1935, p. 1-19.

pas être utilisés par le circuit le moins favorisé. Il serait en outre absolument nécessaire qu'elles encouragent des changements de structure et de comportement chez les intermédiaires financiers afin qu'ils rendent l'achat de leurs passifs plus avantageux même pour les opérateurs du circuit moins favorisé en élargissant les marges entre taux de rendement attendus en régime de certitude équivalente et coûts de transaction.

Si l'on écarte les hypothèses simplificatrices et que l'on examine conjointement l'évolution des flux financiers des deux circuits, il ressort clairement que:

- a) l'efficacité du circuit placements/dépôts des banques commerciales est fortement conditionnée par les marges d'intermédiation qu'elles appliquent;
- b) la demande de monnaie légale des particuliers est proportionnelle au degré de liquidité des actifs financiers;
- c) les écarts entre les taux de rendement intérieurs et étrangers pourront induire les particuliers — quittes à violer les dispositions gouvernementales sur les devises — à transférer à l'étranger une partie du crédit qu'ils accordaient au Trésor du Kenya.

Dans un pareil contexte, la dynamique des quantités économiques  $M_1$  et  $M_3$  sera, *ceteris paribus*, de plus en plus conditionnée par la capacité du Trésor et des banques d'obtenir du crédit sur les marchés étrangers (1), par les politiques budgétaires du secteur

---

(1) L'analyse de la balance des paiements nous montre que le crédit obtenu du reste du monde a passé de 20,6 millions de livres en 1967 à 25 millions en 1972. Même l'endettement du secteur public vis-à-vis de l'étranger a subi un fort accroissement et a passé de 3,2 millions en 1967 à un solde de 16,5 millions en 1972. Voir le Tableau 50.

public, par la propension à l'épargne des particuliers et du circuit financier plus évolué et par les politiques de liquidité des entreprises privées.

Après avoir brièvement dégagé les quantités économiques qui influencent le plus les circuits financiers du Kenya, il est d'importance fondamentale pour les buts que se propose cet ouvrage d'établir si la demande de monnaie légale, de  $M_1$  et de  $M_3$  a un caractère saisonnier. Nous avons donc eu recours à l'analyse spectrale (1) des séries chronologiques des données sur la consistance à fin de mois de ces quantités économiques dûment épurées de leur *trend* (2). L'analyse des résultats obtenus par ces élaborations a révélé que ces quantités économiques connaissent un maximum tous les trois mois (3). Si l'on examine parallèlement ces résultats et ceux qui proviennent de l'analyse spectrale des dépôts publics, on est amené à penser que le Trésor n'a pas manipulé le coefficient  $t$  pour neutraliser la composante saisonnière des dépôts des particuliers et des entreprises.

Malheureusement, faute d'une série suffisamment longue de données sur le P.I.B., nous ne sommes pas parvenus à établir — par la méthode de l'analyse spectrale croisée — l'ampleur de certains *lags* possibles entre les maximums et/ou les minimums des deux séries, la cohérence et le gain existant entre elles.

Tout ce qu'on peut déduire des résultats obtenus c'est que — vu l'existence de maximums saisonniers assez marqués dans les séries relatives aux quantités économiques suivantes: monnaie légale,

---

(1) En ce qui concerne l'explication des concepts d'analyse spectrale, d'analyse spectrale croisée, de déphasage (*lag*), de cohérence et de gain, voir la note 1 à la p. 107.

(2) Le *trend* a été supprimé moyennant le recours à la méthode des différences premières.

(3) Voir le Tableau 68.



$M_1$  et  $M_3$  et étant donné l'ouverture du système économique — les possibilités d'appliquer le *Cambridge cash balance approach* sont tout à fait négligeables (1). Aussi, dans la mesure où nos conclusions sont valables, les facteurs qui agissent sur la préférence marginale du public pour la monnaie légale et sur le classement des passifs financiers des banques et donc sur leur gestion de liquidité sont les suivants:

- a) taux de rendement attendus et degré de liquidité des passifs financiers émis par les banques;
- b) coûts de transaction;
- c) horizons temporels des opérateurs;
- d) taux de rendement attendus et degré de liquidité d'actifs financiers similaires, disponibles sur les marchés étrangers.

#### 4. GESTION DE LIQUIDITÉ DES BANQUES DE DÉPOT AU KENYA

Après avoir tenté de dégager les facteurs qui agissent sur la demande de monnaie des particuliers et par conséquent sur le niveau des réserves de liquidité des banques de dépôt, nous allons pou-

---

(1) La théorie du *cash balance*, soutenue par l'école de Cambridge, affirmait que les opérateurs privés basaient leurs décisions, quant à leurs besoins de monnaie, sur le pouvoir d'achat réel plutôt que sur la valeur nominale des soldes de caisse. Ainsi, pour que le pouvoir d'achat des soldes de caisse demeure inchangé, il fallait que le niveau des prix varie proportionnellement à l'offre nominale de monnaie. De cette façon, cependant, on ne tenait pas compte de l'action de certains facteurs importants comme les coûts d'opportunité inhérents à la possession de monnaie et mesurables non seulement d'après la structure des taux d'intérêt intérieurs, mais aussi — notamment pour les entreprises — d'après les taux en vigueur sur les marchés étrangers. L'école de Cambridge négligeait donc l'avantage pour un particulier — selon les niveaux des coûts d'opportunité — de convertir en actifs financiers différents une partie de la monnaie qu'il détenait. Enfin, elle ne tenait pas compte de l'influence que pouvaient exercer sur les portefeuilles des opérateurs privés les prévisions sur les variations des taux de rendement attendus de certains actifs.

voir revenir sur la politique de liquidité de ces dernières avec une meilleure connaissance de certaines quantités économiques qui influencent particulièrement leurs flux financiers.

Qu'il nous soit accordé une fois de plus de raisonner sur un schéma simplifié de la réalité, pour vérifier les retombées de certaines quantités économiques sur la politique de liquidité des banques de dépôt. Donc, si l'on désire connaître les effets du coefficient de liquidité sur la demande de liquidité de ces établissements, on suppose que les interdépendances entre les taux de rendement des passifs financiers des banques et ceux des intermédiaires non bancaires sont pratiquement négligeables.

A cet effet, il est utile d'établir les caractéristiques fondamentales des courbes de la demande et de l'offre de crédit bancaire au Kenya. Comme chacun sait, la fonction essentielle des intermédiaires financiers, y compris les banques de dépôt, est de satisfaire simultanément les préférences de portefeuille de deux catégories d'opérateurs. D'un côté il y a en effet les unités en déficit qui désirent élargir leur possessions d'actifs réels outre les limites de leur richesse nette; de l'autre, il y a les unités en surplus qui désirent posséder une partie ou toute leur richesse en actifs financiers dont les risques de perte en compte capital seraient négligeables et dont les taux de rendement attendus offriraient une image de revenu suffisante par rapport aux coûts de transaction. L'intermédiaire financier ne pourrait donc accomplir sa tâche, semble-t-il, qu'en réduisant les marges entre taux actifs et taux passifs. Comme nous l'avons vu précédemment, la marge attendue en régime de certitude équivalente entre taux de rendement des passifs émis par les banques et coûts unitaires moyens de transaction influencera l'offre de monnaie légale du public. A l'inverse, les marges entre le taux de rendement attendu des nouveaux emplois — toujours en régime de certitude équivalente — et le coût unitaire moyen du capital engen-

dreront la propension à investir des unités en déficit. Si l'on considère que la structure financière — en cas de divisions ou de succursales de banques étrangères — sera typiquement caractérisée par des fonds que la maison mère aura récoltés sur les marchés internationaux, il s'ensuit que le taux intérieur de rendement des emplois — en régime de certitude équivalente — devra être supérieur au coût moyen du capital pour tout l'ensemble du groupe. Ainsi, la décision d'investir d'un établissement de crédit sera-t-elle fonction de la marge entre les taux de rendement attendus — en régime de certitude équivalente — des nouveaux emplois et le coût unitaire moyen de l'ensemble des financements qui dérivera d'une moyenne arithmétique pondérée des coûts unitaires moyens de chacune des sources de financement (1).

Etant donné qu'il faut, pour obtenir l'autorisation à investir au Kenya, importer 75% au moins des besoins financiers globaux à titre de capital propre ou de crédit, il est clair que le taux d'intérêt interne n'aura pas grand poids sur l'avantage à investir. Il en aura par contre beaucoup plus sur le choix, de la part des

---

(1) On n'a pas tenu compte des retombées de la politique d'autofinancement sur le coût du capital de la co-associée ni de l'apport du nouveau projet d'investissement à la diversification des revenus du chef de groupe (diminution de la covariance). LINTNER, dans un ouvrage intéressant a tenu compte de ces facteurs, ce qui lui a permis d'arriver à des conclusions intéressantes. Tout d'abord, d'après cet auteur, le taux de rendement du capital-actions ne peut être adopté comme paramètre de mesure pour établir s'il est avantageux d'effectuer des autofinancements ultérieurs que si l'on opère en régime de certitude absolue ou si l'incertitude, mesurée par la variance des taux de profit, est censée être constante. Suivant des hypothèses moins restrictives, en effet, le coût marginal du capital sera forcément plus élevé que le taux de revenu sur le capital-actions et pour des valeurs qui, en termes relatifs et en termes absolus varient directement avec le volume relatif des investissements et le taux de croissance qui s'y rapporte. Dans ce contexte, le coût marginal du capital — dans des conditions d'incertitude — non seulement est plus élevé que le taux de revenu, mais il est nécessairement croissant au point optimum, où la courbe du coût marginal coupe celle de l'efficacité marginale des investissements. LINTNER estime donc

succursales, de s'endetter envers les banques locales plutôt qu'envers les autres membres du groupe. En effet, suivant que les taux de transfert et les risques inhérents à une position débitrice nette sur le marché des changes seront inférieurs ou supérieurs au coût du crédit intérieur (1), les succursales de banques étrangères auront intérêt à choisir des sources de financement étrangères ou nationales (2). On peut donc dire que même pour les banques *expatriate* la demande de crédit est inversement proportionnelle à la marge entre taux internes de transfert et coûts de couverture de la position de change d'une part et coût du crédit sur le marché national d'autre part. Supposons donc — toutes les autres conditions restant les mêmes — que nous nous trouvons en présence de banques opérant

---

pouvoir affirmer que la moyenne arithmétique pondérée du taux de profit et du coût des intérêts est erronée par défaut, pour les raisons suivantes:

- a) les coûts marginaux des autofinancements et des nouveaux apports de capital propre seraient plus élevés que le taux de profit;
- b) les coûts marginaux d'endettement — en raison de l'influence qu'exerce l'endettement sur la variance du taux de profit au net des intérêts et, par là, sur la variance du taux de croissance — sont eux aussi plus élevés que le taux d'intérêt marginal.

Voir à ce propos les intéressants articles de J. LINTNER, *Optimal Dividends and Corporate Growth under Uncertainty*, paru dans « Quarterly Journal of Economics », février 1964, p. 49-95; *The Cost of Capital and Optimal Financing of Corporate Growth*, paru dans « Journal of Finance », mai 1963, p. 292-310; *The Valuation of Risk Assets and the Selection of Risky Investments in Stock Portfolios and Capital Budgets*, paru dans « Review of Economics and Statistics », février 1965, p. 13-37 et G. DELL'AMORE, *Economia dei saggi attivi bancari*, op. cit., p. 371-372.

(1) Le choix du recours à l'une ou à l'autre source peut être influencé par la possibilité de s'exposer à une double imposition fiscale et naturellement par la faculté qui a été accordée aux entreprises *expatriate* de réexporter entièrement les sommes empruntées sur les marchés étrangers et les intérêts à verser sur ces sommes.

(2) Naturellement, durant tout ce raisonnement, on a supposé que le crédit sous l'aspect quantitatif était également disponible à l'intérieur et à l'étranger.



sur des marchés caractérisés par des fonctions de la demande inclinées négativement par rapport au coût du capital ou au taux d'intérêt et de courbes de l'offre inclinées positivement par rapport à l'écart entre coûts d'opportunité et coûts de transaction.

Les banques, ne pouvant contrôler qu'en partie les flux financiers qui leur parviennent, car ceux-ci dépendent en grande partie de décisions de longue période, ont besoin de détenir des réserves volontaires de liquidité. Si ces réserves pouvaient être constituées uniquement en monnaie légale, leur montant diminuerait — à égalité de conditions — en fonction du coût d'opportunité et de la propension au risque de l'opérateur bancaire. Donc, si l'on admet que les réserves volontaires désirées soient constituées uniquement de monnaie légale, leur coût d'opportunité sera représenté par le taux de rendement que l'on obtiendrait en les investissant dans d'autres actifs liquides et par la perte d'efficacité — mesurée en termes de revenu — qui se produit dans le circuit des flux financiers emplois/dépôts. Cependant, comme nous avons déjà eu l'occasion de le rappeler, la détention de réserves volontaires en monnaie légale est inévitable, ne serait-ce qu'en raison de l'incertitude qui caractérise les prévisions relatives aux flux monétaires des rentrées et des sorties (1). Dans notre hypothèse, il devrait y avoir,

---

(1) Il est bien connu que d'autres facteurs agissent sur cette quantité, comme par exemple l'articulation territoriale, les dimensions, la variabilité des flux monétaires, le plus ou moins grand empressement que montre la Banque centrale à refinancer un établissement, le niveau et la variabilité des taux de rendement des actifs financiers en circulation sur le marché national et sur les marchés étrangers, les marges et le degré de corrélation entre taux de rendement intérieurs et étrangers, les plafonds imposés par les Autorités monétaires sur les soldes nets des comptes interbancaires, la variabilité des taux de change etc. On peut cependant juger qu'un certain montant de monnaie légale est nécessaire pour le déroulement normal des fonctions de la banque et ce montant devrait alors être considéré comme une immobilisation plutôt que comme un actif liquide.

par exemple, une corrélation positive entre les taux de rendement des bons du Trésor et les coefficients emplois/dépôts. Si l'on écarte l'hypothèse restrictive que la monnaie légale est le seul actif financier apte à remplir des fonctions de réserve, et si l'on suppose que certains autres actifs comme les dépôts libres à la Banque centrale et les bons du Trésor peuvent également être utilisés à des fins de réserve, un double problème se pose:

- a) l'établissement du montant de la réserve;
- b) la composition optimale des actifs admissibles dans la réserve.

Il est évident que chaque banque ne peut résoudre ce problème qu'en tenant compte de ses objectifs, de son organisation, de ses dimensions, de son articulation territoriale et des politiques qu'elle a adoptées pour réaliser les objectifs établis par la direction générale. Cependant, si le fait de posséder un volume suffisant sur ces points est une condition nécessaire pour parvenir à des solutions adéquates aux véritables nécessités opérationnelles de la banque, ce n'est quand même pas une condition suffisante.

En effet, une banque est conditionnée par les nombreux facteurs étrangers à sa gestion, comme par exemple la dynamique des soldes de base de la balance des paiements, la politique d'endettement du Trésor, les obligations imposées par les Autorités monétaires (par exemple, invitation à couvrir sa propre position débitrice vis-à-vis des correspondants étrangers), la propension marginale des opérateurs privés et publics à l'importation, les taux d'accroissement de la production intérieure brute, les variations dans la structure des taux de rendement des actifs financiers en circulation sur le marché du crédit interne et ainsi de suite. La détermination de certains des facteurs et des quantités économiques précédemment énumérés exige la formulation de prévisions de longue période et implique très souvent des modifications de structure qui ne se prêtent pas à des révisions fréquentes et qui conditionnent tous les aspects de la ges-

tion bancaire dans la période intermédiaire. Supposons en effet que la direction générale d'une banque à structure divisionnaire se pose comme premier objectif le profit et se propose d'y parvenir en rendant plus fonctionnel le circuit emplois/dépôts, il faudra — pour pouvoir réaliser cet objectif dans notre contexte — qu'elle adopte une nouvelle structure organisationnelle se basant sur la recherche de segments homogènes de marché sur lesquels elle pourra concentrer les spécialistes d'un secteur donné selon l'activité principale qu'ils exercent. Tout ceci exige, pour pouvoir être réalisé, un certain laps de temps nécessaire à la formation du personnel, à la variation du portefeuille-emplois et du portefeuille-titres, à l'étude et à l'émission de nouveaux passifs ayant un haut degré de liquidité et des marges entre coûts d'opportunité et de transaction suffisantes pour que les opérateurs privés aient avantage à transformer leurs crédits au Trésor en crédits aux banques (1).

Comme on le note aisément, on tend, par ces modifications, à agir sur la structure, sur la dynamique et sur l'efficacité des flux financiers administrés par une banque. Ce n'est donc qu'en connaissant les objectifs de cette dernière, la stratégie qu'elle a adoptée pour y arriver, les segments de marché où elle entend opérer, la dynamique future des principales quantités économiques qui agissent sur sa gestion de liquidité, que l'on pourra tracer une politique de liquidité de longue période. Cette politique devra spécifier non seulement les actifs financiers qu'il faudra garder au portefeuille mais aussi les lignes de crédit qu'il faudra constituer moyennant le choix des canaux de refinancement sur le marché

---

(1) Voir R. J. McMAHON, *A More Efficient Organisation for Chain Banking*, paru dans « Banking », mars 1969, p. 47-48; *Developing Future Bank Management*, Association of Reserve City Bankers, New York, 1968, Chapitre III; A. ROBICHEK et A. B. COLEMAN, *Management of Financial Institutions, Notes and Cases*, éd. Holt & Rinehart, New York, 1967, p. 217-220.

interbancaire intérieur et étranger et, sur ce dernier à quelles lignes recourir pour les positions comptant et pour les positions à terme. Elle devra en outre prévoir les contrats d'avances en compte courant qu'il faudra stipuler avec la Banque centrale et les actifs financiers que les Autorités monétaires admettront plus facilement au rées-compte. Il faudra en outre qu'elle spécifie les services capables de fournir une bonne disponibilité de monnaie légale qu'il sera bon de prendre en gestion, comme la recette de certains organismes publics ou l'encaissement d'effets de change. Enfin, cette politique devra indiquer les conditions dans lesquelles il sera avantageux de constituer des intermédiaires financiers opérant sur des segments de marché où l'on pourrait émettre des passifs différents de ceux de la banque en question et qui ne puissent être assujettis — aux termes des dispositions actuelles — au contrôle ou à l'imposition de plafonds de la part des Autorités monétaires. Il sera bon également que cette politique envisage la possibilité d'instituer à l'étranger des unités opérationnelles sous forme divisionnaire ou de succursale.

Une fois choisi le champ d'action, on passera — par des politiques de courte période — à l'établissement de la dimension et de la composition qualitative des réserves optimales de liquidité (1) en se basant sur la prévision de la marche et de la varia-

---

(1) Il serait peut-être bon de préciser que le montant minimum de base monétaire que chaque filiale devrait maintenir pour ses exigences de caisse et les soldes minimums que l'on devrait entretenir avec les correspondants nationaux et étrangers ne représentent pas — suivant le raisonnement que nous avons tenu jusqu'ici — des actifs financiers utilisables pour faire face aux écarts qui pourraient se manifester dans les flux monétaires prévus parce qu'indispensables au fonctionnement de la banque. Donc, dans la mesure où cette conclusion est acceptable, il faudrait retrancher ce montant de la valeur globale des actifs liquides. Soulignons enfin que le montant des réserves d'une banque ne suffit pas à lui seul à donner une idée précise sur la situation de liquidité de cette



bilité des flux attendus de rentrées et de sorties monétaires, des taux de rendement des actifs financiers et des coûts de transaction.

En ce qui concerne le montant, il paraît probable que le demande de réserves libres d'une banque soit déterminée par le désir de disposer d'un volume d'actifs monétaires suffisant pour lui permettre d'affronter, à un certain niveau d'incertitude, les drainages de liquidité prévus et imprévus de nature saisonnière ou cyclique.

L'exposition au risque que la direction générale d'une banque est disposée à tolérer sera fonction — toutes les autres conditions restant égales — de ses chances d'emplois et des taux de rendement actuels et attendus. En effet, si l'on suppose qu'une banque poursuit un objectif de profit, on a tout lieu de penser en première approximation qu'elle rencontrera des limites bien définies à son activité d'intermédiaire financier dans les taux de rendement qu'offrent les possibilités d'emploi et de placement (1). Ainsi, si le montant des réserves disponibles n'est pas celui qu'on désirerait sur la base des conditions prévues de l'offre et de la demande de crédit et des taux de rendement prévus dans les différents segments où opère la banque, il ne lui reste qu'à recourir à l'une des sources de liquidité à sa disposition. Ce recours finira par influencer, suivant les dimensions du marché et le montant de

---

banque, à moins que l'on ne considère le rapport existant entre réserves désirées et réserves libres. Voir M. FRIEDMAN, *Vault Cash and Free Reserves*, paru dans « Journal of Political Economy », avril 1961, p. 181-182. K. BRUNNER et A. H. MELTZER expriment un avis différent. Ces deux auteurs estiment que le niveau des réserves disponibles agit directement sur la gestion de liquidité et, en dernière analyse, sur la dynamique et la composition des flux financiers qui passent par une banque. Voir à ce propos K. BRUNNER et A. H. MELTZER, *The Federal Reserve's Attachment to Free Reserves*, dans « Monetary Economics » par les soins de A. D. ENTINE, Wadsworth, Belmont, 1968, p. 218.

(1) Voir la courbe de la demande et de l'offre de crédit définie plus haut.

l'ajustement, toute la structure des taux de rendement (1). Il est donc fort probable que toutes les opérations mises en œuvre pour atteindre le niveau désiré de réserves libres provoquent sur le marché du crédit une série d'interactions qui entraîneront — après un laps de temps plus ou moins long — de nouveaux équilibres entre les banques et une configuration différente de la structure des taux de rendement. Ce processus d'ajustement comporte cependant certains coûts.

En effet, si l'on désire augmenter les réserves disponibles, il faudra adopter des politiques d'*assets management* (2) ou de *liabilities management* qui agiront nettement — à conditions égales — à la hausse sur les taux de rendement et sur le coût des financements. On assistera par contre à un processus inverse dans le cas opposé.

A ce point il nous semble donc nécessaire de signaler que ces ajustements peuvent être provoqués par une variation dans l'aversion de la direction générale pour le risque et non seulement par les prévisions sur les futures conditions du marché (3). L'importance que l'on attribue à ce dernier point nous incite à développer

---

(1) Voir A. E. BURGER, *The Implementation Problem of Monetary Policy*, paru dans « Monthly Review » de la Federal Reserve Bank of St. Louis, mars 1971, p. 26-27.

(2) Voir R. I. ROBINSON, *The Management of Banks Funds*, 2e édition, éd. McGraw Hill Books Company, 1962, Londres, p. 352 et suivantes et H. D. CROSSE et G. H. HEMPEL, *Management Policies for Commercial Banks*, 2e édition, éd. Prentice Hall Inc., Englewood Cliffs, N.J., 1973, p. 125-130.

(3) Il est bon de remarquer à ce propos qu'au Kenya, les revenus dérivant des bons du Trésor — malgré le fait qu'on peut les considérer comme base monétaire — sont soumis à de fortes oscillations. Dans un contexte pareil, l'interprétation des courbes des taux de rendement devient importante si l'on veut déterminer les attentes des opérateurs. Voir R. I. ROBINSON, *op. cit.*, p. 352 et suivantes.

plus longuement cette idée. Puisque l'on constitue des réserves pour faire face à des reflux futurs de moyens monétaires en se basant sur la prévision de l'évolution et de la variabilité de ces flux, il en découle que l'opportunité de procéder aux ajustements nécessaires doit être établie non pas sur la structure présente des taux de rendement, mais sur celle qui serait censée exister si le processus en question n'avait pas eu lieu. Donc, plus les canaux d'information à l'intérieur et à l'étranger seront rapides et efficaces, plus les prévisions seront fiables et moins il y aura besoin de réserves pour couvrir les reflux imprévus. Les ajustements seraient donc ainsi plus contenus et leurs retombées sur la structure des taux de rendement seraient moins marquées.

Etant donné que les banques opèrent dans le cadre de certains horizons temporels, qui pour leurs décisions de nature *tactique* seront de courte période, elles ne pourront pas se baser sur la situation actuelle pour établir s'il est avantageux d'effectuer certaines modifications dans les conditions d'émission de leurs passifs financiers et d'offre de crédit, mais il faudra qu'elles tiennent compte, dans ce processus, des effets produits par les premières modifications supposées sur les quantités économiques qui agissent sur leur gestion et sur les structures des taux de rendement futurs. Autrement dit, chaque établissement bancaire doit déterminer son avantage d'après la capitalisation — en régime de certitude équivalente — des revenus attendus, dans la période considérée et d'après la force contractuelle et la capacité de revenu dont il sera censé disposer dans les périodes futures.

Il y a donc tout lieu de penser qu'on ne peut parler de politique de liquidité de courte période séparée des politiques de nature cyclique ou de longue période. Une fois qu'on aura formulé les objectifs de gestion et la stratégie pour les réaliser et donc aussi

la politique de liquidité de longue période, il faudra établir les politiques de liquidité de courte période et, en se basant sur ces dernières, reformuler la première, non seulement en phase de projet, mais toutes les fois que le marché offre des conditions non prévues en trouvant de nouvelles possibilités ou créant des entraves à l'application de la politique envisagée. En tous cas, répétons-le encore une fois, l'avantage ne peut être calculé uniquement sur la base de la situation initiale et, partant, on ne peut pas affirmer que lorsque les taux d'intérêt sont bas les banques ont avantage « *to hold excess reserves because the cost associated with constantly adjusting reserve positions is greater than the interest earned on short-term securities. The profitability of holding excess reserves when interest rates are very low makes the banks' demand for excess reserves kinked at a low rate of interest and explains why banks hold large amounts of reserves during periods of very low interest rates* » (1).

De même qu'on ne peut pas partager l'avis de Meigs (2) lorsqu'il dit: « *The gist of the modified reserve position theory is that banks seek to maintain certain desired ratios of excess reserves and borrowing, or free reserves to total deposits. These desired ratios are related to market interest rates, the discount rate, expected deposit movements, and possibly other variables, such as the relative proportions of assets of varying yields and riskiness in bank portfolios. When actual free-reserve ratios differ from the desired reserve ratios, because of changes in the stock of unborrowed reserves or in any of the variables influencing the desired ratios, the banks attempt to adjust by buying or selling assets and bor-*

---

(1) Voir P. A. FROST, *Banks' Demand for Excess Reserves*, paru dans « *Journal of Political Economy* », juillet-août 1971, p. 805-825.

(2) Voir J. A. MEIGS, *Free Reserves and the Money Supply*, op. cit., p. 92-93.



*rowing or repaying indebtedness at the Federal Reserve banks, thus causing total deposits to change ».*

On ne saurait en effet négliger les dimensions de la banque et le régime de marché où elle opère. En effet, ces facteurs conditionnent le comportement des concurrents. Aussi, lorsqu'on formulera les prévisions relatives à la dynamique des quantités économiques et aux flux de capitaux faudra-t-il (dans les limites temporelles où opère la banque) déterminer l'avantage à varier le montant et la composition des réserves. Soulignons enfin que si les Autorités monétaires ont pour objectif le contrôle de la structure des taux d'intérêt et si on a tout lieu de penser qu'elles poursuivront cette politique au delà des horizons temporels des banques (1), il est fort probable que la courbe de la demande de liquidité — de la part des banques — prendra l'allure d'un coude, surtout si la politique de *cheap money* s'accompagne, pour des motifs de nature exogène à la Banque centrale, d'une politique d'*easy money*.

A ce point nous sommes en mesure d'affronter le problème de la composition qualitative des actifs financiers qui formeront la réserve. Sur ce point également nous ne partageons pas l'opinion de Meigs quand il affirme: « *bank demand for free reserves should be considered as part of the general problem of bank portfolio management. Some of the variables... which are in effect impounded in u above, are expected alternative net yields of various bank assets, the relative amounts of these assets in bank portfolios, and the relative riskiness of various assets* » (2). En effet, suivant les critè-

---

(1) Ce dernier sera d'autant plus bref que l'incertitude qui caractérise leurs prévisions est grande.

(2) Voir J. A. MEIGS, *op. cit.*, p. 57. L'hypothèse fondamentale de l'étude de Meigs repose sur le fait que le coefficient de réserves libres désiré par les

res du *portfolio approach*, on parvient à une diversification des crédits et des débits bancaires capable — à un certain niveau de risque — de maximiser la valeur de l'espérance mathématique du revenu attendu (1). De cette manière, toutefois, on néglige la caractéristique fondamentale de la gestion bancaire, c'est-à-dire que ses emplois, ses placements, ses crédits de signature et ses dépôts donnent lieu à des flux financiers qui vont modifier les conditions où la banque se trouvera à opérer dans le futur. Donc, pour effectuer un choix rationnel dans le secteur de la liquidité et plus généralement dans celui de la gestion bancaire, il faudra s'en tenir à des horizons temporels bien définis et tenir compte des retombées que la manipulation d'une certaine quantité économique pourra avoir sur toutes les autres et sur le circuit des flux financiers.

Nous pouvons donc maintenant examiner brièvement les critères de répartition des réserves disponibles. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le rappeler, la part de monnaie légale destinée

---

banques est fonction des taux d'intérêt de marché et du taux d'escompte du Système de la Réserve Fédérale:  $\left(\frac{FR}{D}\right) = f(r_m, r_d, u)$  Dans cette expression  $u$  représente un ensemble d'autres variables qui influencent la demande de réserves libres. Les variables comprises dans  $u$  ne varient — par hypothèse — que faiblement et avec des oscillations plutôt contenues.

(1) Voir E. J. KANE et B. G. MALKIEL, *Bank Portfolio Allocation, Deposit Variability and the Availability Doctrine*, paru dans « Quarterly Journal of Economics », février 1965; L. ANDERSEN et A. F. BURGER, *Asset Management and Commercial Bank Portfolio Behavior: Theory and Practice*, paru dans « Journal of Finance », mai 1969, p. 207-222; R. C. PORTER, *A Model of Bank Portfolio Selection*, paru dans « Yale Economic Essays », février 1961, p. 323-359; W. POOLE, *Commercial Bank Reserve Management in an Uncertain World: Implications for Monetary Policy*, paru dans « Journal of Finance », décembre 1968, p. 769-791; K. A. LIFSON et B. BLACKMARR, *Simulation and Optimisation Models for Asset Deployment and Fund Sources Balancing Profit, Liquidity and Growth*, paru dans « Journal of Bank Research », automne 1973; W. F. SHARPE, *A Simplified Model for Portfolio Analysis*, paru dans « Management Science », janvier 1963.

à couvrir les besoins de liquidité des guichets ne devrait pas figurer parmi les actifs financiers qui nous intéressent. Tous les autres actifs ayant un coût d'opportunité moins élevé (non seulement en termes de manque à gagner immédiat, mais aussi en termes de réduction de l'efficience du circuit financier d'une banque), la quantité désirée de monnaie légale disponible tend à se maintenir sur les niveaux minima nécessaires à la gestion, à moins que le coût d'opportunité où peut encourir un établissement dans les limites d'un certain horizon temporel ne soit inférieur aux coûts de transaction qu'il devrait soutenir pour ajuster promptement la quantité de monnaie légale au niveau désiré.

Puisque la détermination des besoins de caisse ne peut se faire à l'échelon de chaque banque que de façon probabiliste, on pourra, dans la meilleure des hypothèses, déterminer avec un certain degré de probabilité le champ de variation des besoins de monnaie légale. A conditions égales, plus le degré de certitude désiré sera élevé, plus le champ de variation sera vaste et moins les résultats obtenus seront fiables pour des fins opérationnelles. Il reste toujours ainsi une certaine marge d'incertitude qui, selon le degré d'aversion au risque de la direction générale, donnera lieu à la détermination de besoins de monnaie légale plus ou moins élevés (1).

Donc, pour réduire le montant des coûts d'opportunité inhérents à un excès de détention de monnaie légale, il sera bon de transformer une partie du surplus de monnaie en actifs financiers

---

(1) Soulignons toutefois que dans le cours de l'année les besoins de monnaie d'une banque ne seront pas constants; il est même probable qu'ils subiront de fortes oscillations de telle sorte que si la banque base ses réserves sur les périodes de besoins plus intenses, elle aura des réserves en excès pendant le reste de l'année. Il serait donc souhaitable qu'elle détermine ces besoins sur la base d'horizons temporels beaucoup plus brefs.

hautement liquides comme par exemple des bons du Trésor, des dépôts libres (1) et devises librement disponibles (2), ou encore de constituer des lignes de crédit inutilisées auprès de la Banque centrale. La répartition quantitative de ces quantités et les variations éventuelles s'effectueront d'après les critères précédemment indiqués.

Après avoir mentionné quelques-uns des actifs financiers typiques qui — aux termes du *Banking Act* de 1969 (3) — sont aptes à satisfaire aux besoins de liquidité, passons enfin à une catégorie d'importance fondamentale: les soldes nets des comptes interbancaires intérieurs et ceux des comptes interbancaires avec l'étranger.

Avant d'aborder l'analyse de ces actifs financiers, il est bon d'examiner le fonctionnement de ces comptes. Il faut avant tout préciser que ces comptes servent pour régler la liquidation des

---

(1) Naturellement, la plus ou moins grande rémunération de ces dépôts peut modifier les choix des opérateurs bancaires, qui sont tenus de toute façon à y garder des disponibilités pour pouvoir bénéficier des services d'office de compensation de la Banque centrale. Les banques ont cependant tendance à n'y garder que des soldes minimums pour ne pas fournir aux Autorités monétaires un instrument de contrôle valable de leur gestion de liquidité. Enfin, même dans ce cas, pour pouvoir déterminer la position de liquidité, il faudrait dépurier ce solde du montant des dépôts nécessaires pour avoir droit à ces services.

(2) Même pour les devises, en principe, seule la partie qui n'est pas indispensable au déroulement normal des services bancaires peut être utilisée pour satisfaire aux besoins de réserves de liquidité. Malheureusement, la détermination de cette quantité sera faussée par une considérable dose d'incertitude qui pourrait faire naître le risque d'établir certaines quantités économiques en se fondant sur des données arbitraires.

(3) Dans le portefeuille-titres des bilans des banques du Kenya, figurent sous la rubrique « autres titres », les dépôts effectués par les banques de dépôt, sur l'invitation de la Banque centrale, en faveur de la *Cereals and Sugar Finance Corporation*. Dans les élaborations que nous avons effectuées on n'a pu tenir compte de ces actifs que la Banque centrale admet comme aptes à satisfaire aux obligations inhérentes au coefficient de liquidité et aux dépôts spéciaux.



chèques entre les banques (1). Ils constituent donc un instrument d'importance fondamentale pour l'efficience des circuits financiers des banques de dépôt. A l'échelle de système, le solde de ces comptes devrait être nul. Cependant, puisque les banques, dès qu'elles reçoivent les chèques, les débitent immédiatement sur les différents comptes de correspondance interbancaire, alors que les correspondants ne reçoivent les lettres de compensation qu'après quelques jours, il se crée dans l'entretemps des duplications comptables. Ce qui fait que, en raison des postes itinérants et aussi des virements fictifs — effectués par exemple pour éviter de dépasser les plafonds d'expansion de crédits imposés par la Banque centrale —, les soldes nets de ces comptes apparaissent artificiellement gonflés, surtout dans les jours de vérification de la position de liquidité des banques. Donc, pour pouvoir arriver à une détermination plus fiable du rapport emplois/dépôts et du rapport de liquidité, il faudrait — moyennant une meilleure connaissance du circuit des flux financiers — pouvoir dépurer les dépôts d'une part de la valeur des postes en voyage et ajouter aux emplois la valeur résiduelle des postes en voyage et des virements fictifs.

---

(1) Les comptes interbancaires intérieurs dérivent de la consolidation des comptes suivants:

- a) comptes courants de correspondance entre banques et intermédiaires financiers non bancaires pour services rendus avec ou sans réciprocité;
- b) comptes courants de financement à des entreprises et des établissements de crédit concernant des prêts accordés sous la forme technique des avances à échéance fixe ou en compte courant et des ouvertures de crédit en compte courant;
- c) comptes courants de dépôt dans d'autres établissements, concernant les opérations ayant une nature de véritable dépôt.

Voir à ce sujet BANCA D'ITALIA, *Bollettino* (Nota Introduttiva, Tableaux 19-20), novembre-décembre 1973 et les *Banking Arrangements* stipulés par plusieurs banques de dépôt du Kenya.

Les conditions relatives aux comptes interbancaires sont stipulées, moyennant une convention spéciale, par chaque banque avec chacune des autres banques correspondantes. Selon les dimensions et la force contractuelle des différentes banques correspondantes et selon qu'il s'agit de comptes pour services rendus avec ou sans réciprocité, on stipulera des conditions de taux (en faveur ou au débit) et de valeur (une pour les versements et une pour les prélèvements) très différentes. Donc, malgré l'habitude des banques de renvoyer directement les chèques à la banque sur laquelle ils ont été tirés (1), il serait avantageux de régler la circulation des chèques de façon à éviter que certains comptes de correspondance ne prennent des valeurs positives ou négatives trop élevées et aussi de tenir compte des différentes conditions établies, afin de rendre la gestion des comptes aussi économique que possible.

Du moment que les comptes courants de correspondance ne doivent pas donner lieu à des soldes nets considérables, dans le cas où de tels déséquilibres se produiraient, une banque pourrait subir de fortes pressions de la part de ses créditrices — surtout en période de pénurie de liquidité — pour obtenir le rééquilibrage de la position, et se soumettre à l'application de taux d'intérêt débiteurs très onéreux. Afin de réduire au minimum une telle éventualité, les banques qui prêtent le service en voie exclusive ou prédominante

---

(1) Voir à ce propos G. HORWICH, *Elements of Timing and Response in the Balance Sheet of Banking 1953-55*, paru dans « Journal of Finance », mai 1957, p. 218-235 et S. L. McDONALD, *The Internal Drain and Bank Credit Expansion*, paru dans « Journal of Finance », décembre 1953, p. 407-421. Signalons que, lorsqu'une banque a, par suite d'une lettre de compensation, un découvert vis-à-vis d'une autre banque et n'est pas en mesure de faire face à l'invitation de solder ce compte, on a pris l'habitude d'envoyer à la banque créditrice — par lettre compensée — tous les chèques encaissés les jours suivants, ce qui finit probablement par faire financer par les autres correspondants son déséquilibre de caisse.

peuvent demander à leurs correspondantes de déposer chez elles une existence minimum. Il sera cependant dans l'intérêt de la banque bénéficiaire du service de maintenir au minimum cette existence (1), tandis que la contrepartie aura avantage à s'assurer fréquemment que la rémunération fournie par ces existences minima est suffisante (2).

Outre les comptes courants de correspondance, qui existent pour des motifs opérationnels, il en est d'autres qui jouent le rôle de sources de financement interbancaire, en ce sens qu'ils sont alimentés par des dépôts interbancaires ou par des opérations de financement. Le caractère qui distingue ces deux catégories de comptes de correspondance est le type de besoins financiers qu'ils servent tendanciellement à satisfaire. En effet, les comptes interbancaires de dépôt tendent à couvrir des besoins essentiellement élastiques (3) tandis qu'on a recours à la deuxième source pour affronter des besoins de plus longue durée, liés la plupart du temps à une réduction pathologique des dépôts.

Précisons cependant que la haute fluidité du marché interbancaire permet, en cas de fonds collectés à travers les comptes interbancaires de dépôt, un échange rapide et assuré des positions débitrices. Cette élasticité s'accroît encore plus en raison de l'usage bancaire de ne pas faire respecter rigoureusement les délais convenus. Si l'on tient compte des motifs qui ont induit une banque à recourir à l'une ou à l'autre de ces formes techniques on s'expli-

---

(1) Rappelons qu'au Kenya les comptes disponibles à vue ne peuvent être rémunérés.

(2) Voir R. E. KNIGHT, *Correspondent Banking*, IIIe partie, *Account Analysis*, paru dans « Monthly Review » de la Federal Reserve Bank of Kansas City, décembre 1971, p. 3-17.

(3) Au Kenya les comptes de dépôt interbancaire revêtent surtout la forme technique de dépôts à échéance fixe.

que mieux l'homogénéité relative des taux concordés pour les comptes interbancaires de dépôt et la forte variabilité de ceux qui sont appliqués sur la seconde catégorie de comptes interbancaires. En effet le recours à la première source implique une absence de forts déséquilibres dans la force contractuelle des parties contractantes, tandis qu'on ne peut faire aucune affirmation à priori sur les comptes interbancaires de financement en raison du vaste éventail de motifs pour lesquels les banques peuvent décider d'y recourir. Les données du Tableau 41 relatives aux soldes nets des comptes interbancaires ne permettent pas de déceler, pour aucune des trois catégories de banques, l'adoption d'une politique de liquidité tendant à intégrer, de façon systématique, la recette de la collecte ou le volume des emplois (1). Cette affirmation trouve encore une confirmation dans l'analyse des séries spectrales relatives aux soldes des comptes courants interbancaires intérieurs (voir le Tableau 68) qui manifestent une variabilité plutôt accentuée.

Outre cette action directe, les comptes interbancaires peuvent agir d'autres manières sur la liquidité des banques de dépôt. En effet, dans le cas où les soldes nets des comptes interbancaires seraient admis parmi les actifs financiers capables de satisfaire aux obligations de réserve de liquidité, la banque créditrice pourra utiliser ces soldes nets — qui ne représentent pas toujours des fonds disponibles — pour satisfaire aux obligations inhérentes non seulement au coefficient de liquidité mais aussi aux *special deposits*. On assiste ainsi, par suite de la viscosité des canaux bancaires, à une

---

(1) En matière de comptes courants interbancaires voir l'essai de A. BERTONI, *La gestione della tesoreria delle banche di deposito. La situazione italiana e gli insegnamenti stranieri*, éd. Giuffrè, Milan, 1974, p. 198-201. Voir en outre R.E. KNIGHT, *The Impact of Changing Check Clearing Arrangements on the Correspondent Banking System*, op. cit.; A. DILL, *Liability Management Banking. Its Growth and Impact*, paru dans « Monthly Review » de la Federal Reserve Bank of Atlanta, février 1971.



création temporaire de base monétaire (1), à travers la manipulation des soldes nets de ces comptes de correspondance. On peut faire des considérations analogues en ce qui concerne les soldes nets des comptes de dépôt interbancaires. Cependant, cette dernière catégorie, malgré une plus forte potentialité de création de base monétaire (2), est une source qui peut — à moins que l'on ne suppose l'existence de groupes bancaires à l'intérieur du système — tarir juste au moment où la quantité de base monétaire en circu-

---

(1) Dans les pays où existent des établissements de catégorie (comme en Allemagne et en Italie) ou des groupes de banques, le processus d'expansion fictive des soldes interbancaires peut prendre des aspects encore plus macroscopiques. Dans ce cas en effet, une banque, en recourant à l'émission de chèques circulaires en faveur d'un nom fictif, peut se faire créditer le montant de ces chèques sur le compte de correspondance et parvenir ainsi à solder le poste débiteur sans perte de base monétaire immédiate, car en général les établissements centraux de catégorie accordent des délais pour le règlement des comptes de correspondance. Entre banques de groupe — où l'on suppose l'émission de chèques croisés — les possibilités d'augmenter artificiellement les soldes nets des comptes interbancaires et donc de créer de la base monétaire sont très élevées dans les pays où ces soldes peuvent satisfaire aux obligations inhérentes à la discipline des réserves obligatoires. Précisons à ce point que nous avons adopté la méthode empirique pour déceler le actifs susceptibles d'être considérés comme base monétaire. Voir à ce propos C. W. HALL, *Defining Money: Problems and Issues*, paru dans « *Economic Review* » de la Federal Reserve Bank of Cleveland, octobre 1971, p. 11 et F. MASERA, *La riserva obbligatoria nel sistema istituzionale italiano*, op. cit., p. 30.

(2) Comme chacun sait, ces comptes engendrent un mécanisme de crédit pareil à celui qui s'est créé sur le marché des eurodevises. Voir G. BELL, *Credit Creation Through Eurodollars*, dans « *Readings in the Eurodollar* », par les soins de E. CHALMERS, éd. Griffith & Sons, Ltd., Londres, 1969, p. 38-50; M. FRATTIANNI et P. SAVONA, *La liquidità internazionale — Proposta per la ridefnizione del problema*, éd. Il Mulino, Bologne, 1972; F. MACHLUP, *Creazione di eurodollari: una storia misteriosa*, paru dans « *Moneta e Credito* », septembre 1971, p. 267 et dans « *Quarterly Review* » de la Banca Nazionale del Lavoro, septembre 1970; G. LACCA, *La creazione creditizia nel mercato dell'eurodollaro: un dibattito ancora aperto*, paru dans « *Il Risparmio* », juillet 1973, p. 1140-1179 et la bibliographie qui s'y rapporte.

lation est inférieure à ce qu'on voudrait (1). Parfois, comme nous l'avons déjà dit, les circuits des flux financiers qui proviennent des banques de dépôt sont caractérisés par une faible capacité de rendement, ce qui fait que la capacité de création de crédit de ces banques ne dépassera probablement pas l'unité. Dans ce contexte cependant, le transfert desdits soldes donnera lieu, là où la position de liquidité des banques sera établie sans déduire les soldes nets négatifs des comptes interbancaires, à une création de base monétaire, et, en même temps, à une utilisation accrue de cette dernière. Par contre, si on établit ladite position de liquidité au net des soldes négatifs, le transfert d'un dépôt d'un établissement à l'autre comportera une meilleure utilisation de base monétaire et, en dernière analyse, une amélioration de la position de liquidité de chaque banque (2).

D'après les considérations que nous venons de faire, on a tout lieu de penser que la décision d'une partie des Autorités monétaires, prise en juin 1972, de ne faire figurer les comptes interbancaires parmi les actifs liquides que lorsqu'ils présentent des soldes nets positifs, tendait essentiellement — malgré l'augmentation simultanée du coefficient de liquidité de 12,5 à 15% — à élever la possibilité de trouver sur le marché intérieur des actifs financiers

---

(1) Ces comptes peuvent donner lieu — s'ils ne sont pas ouverts entre banques appartenant au même groupe et si on les utilise dans des segments de marché différents et éloignés — à des transferts de base monétaire d'un segment de marché à un autre. Donc, si les soldes nets actifs de ces comptes présentent une importance croissante dans la situation de liquidité du système, il paraît logique d'interpréter cette dynamique comme le résultat d'une moindre préférence pour la liquidité de la part des banques de dépôt, à moins que ces dernières aient, dans tous les segments, la même capacité de rendement dans leurs flux financiers.

(2) Voir J. A. CACY, *Reserve Adjustment: Some Empirical Findings*, paru dans « Monthly Review » de la Federal Reserve Bank of Kansas City, juin 1971, p. 13-14 et R. E. KNIGHT, *Reserve Requirements: An Analysis of the Case for Uniform Reserve Requirements*, paru dans « Monthly Review » de la Federal Reserve Bank of Kansas City, mai 1974, p. 15-16.

autres que la monnaie légale. Dans cette vision, la mesure en question tendait selon toute probabilité à isoler la structure des taux d'intérêt intérieurs de celle des taux étrangers et à améliorer la capacité de rendement des circuits financiers bancaires. Il semble donc que la décision de confier aux banques de dépôt un instrument de création potentielle de base monétaire (1), d'autant plus efficace que l'efficacité de leurs flux financiers est grande, se soit fondée sur la conviction, de la part des Autorités monétaires, que les possibilités de revenu ainsi offertes aux banques les auraient incitées — à parité de marges unitaires de profit — à modifier la composition de leur portefeuille-emplois (2). Elles auraient eu avantage en effet, dans ce contexte différent, à diminuer le volume de leurs financements aux importations en réduisant ainsi la propension marginale des particuliers à importer, et à augmenter la part destinée à financer les entreprises nationales. L'adoption d'une telle politique devrait surtout convenir aux trois grandes banques, puisque ces dernières — grâce à leurs dimensions — peuvent plus facilement réduire les pertes de base monétaire dans le circuit emplois/dépôts. Cependant, si cette mesure ne comportait pas des obligations précises pour les banques (telles que la réduction aux simples exigences de service des *working balances* dans les comptes courants de correspondance avec l'étranger et l'interdiction de couvrir les postes débiteurs au comptant sur le marché des changes à terme), les banques de petites et moyennes dimensions — par réaction à

---

(1) Puisque la pénurie des instruments à verser en réserve trouve sa dernière limite dans la quantité de monnaie légale, le problème du type de réserve doit être résolu en tenant compte des effets qu'il exerce sur la liquidité des établissements de crédit et sur l'écart entre taux d'intérêt actifs et passifs, car ces derniers influent sur les préférences des déposants et sur les possibilités d'emploi et d'investissement des banques.

(2) Voir E. J. KANE et B. G. MALKIEL, *Bank Portfolio Allocation, Deposit Variability and the Availability Doctrine*, *op. cit.*

une tentative de modifier les équilibres existant dans un marché de type oligopoliste — auraient intérêt à se substituer aux grandes banques pour le financement des activités inhérentes au commerce intérieur et au commerce d'importation. Ce comportement compromettrait sérieusement les chances de succès de la politique adoptée par les banques de grandes dimensions, car il finirait par provoquer une forte destruction de base monétaire qui rendrait problématique, dans ces circonstances, l'amélioration de la capacité de rendement du circuit des flux financiers emplois/dépôts.

A ce point, avant de continuer cette analyse, il sera bon d'examiner les comptes interbancaires avec l'étranger. On peut les partager en comptes de transfert entre banques du Kenya et chefs de groupe étrangers ou entre les premières et les autres succursales appartenant au même groupe, et en comptes interbancaires avec des correspondants étrangers. A leur tour, chacune de ces catégories peut prendre la nature de comptes interbancaires de correspondance ou de comptes interbancaires de dépôt ou de financement. Le premier type de compte sert à régler les rapports de débit et de crédit entre correspondants pour services rendus. Du moment que dans les rapports internationaux les services offerts d'un côté prévalent sur ceux qui sont offerts de l'autre, pour éviter des déséquilibres, il faut que les disponibilités sur chaque compte varient en fonction de la valeur des services demandés. Ainsi, plus le flux de services qu'une banque demande à son correspondant étranger est unilatéral, plus grande devra être — toutes les conditions restant égales — la vitesse de reconstitution de ses soldes créditeurs pour éviter de subir les taux passifs élevés qui sont prévus en cas de déséquilibre temporaire du compte. Si l'on considère que, à cause des déphasages temporels entre les écritures d'initiative et celles de conformité, la détermination des soldes disponibles dans les différents comptes de correspondance devient aléatoire, on comprend



facilement que les banques de dépôt sont disposées à soutenir des coûts d'opportunité assez importants ne serait-ce que pour disposer d'un plus haut degré de sécurité en ce qui concerne l'équilibre de leurs comptes de correspondance étrangers (1).

Quant aux succursales des banques anglaises opérant au Kenya, elles ont tout avantage à ouvrir des comptes courants de correspondance avec leur chef de groupe et avec les autres associées étrangères (2) ne serait-ce que pour la plus grande élasticité accordée à l'utilisation de ces comptes et pour la possibilité de recours à des coûts et à des taux internes, presque jamais pénalisés, lorsqu'il faut déterminer l'apport des dirigeants responsables de la succursale aux profits d'entreprise. Ces considérations valent également pour les autres banques hormis la *Kenya Commercial Bank* (3). Outre les comptes de correspondance, il en est d'autres qui servent typiquement à l'octroi d'ouvertures de crédit. Les flux de devises engendrés par l'utilisation de ces crédits passent par les comptes de service à travers lesquels se fait le règlement des rapports de débit et de

---

(1) Le coût d'opportunité, soutenu pour réduire la possibilité de déséquilibres, doit être établi sur la base des disponibilités de devises stérilisées dans lesdits comptes et des revenus attendus d'un placement comportant le même degré de risque. Voir à ce propos S. PACI, *Aspetti della gestione dei rapporti con i corrispondenti esteri*, paru dans « Il Risparmio », février 1975.

(2) Il y a aussi des raisons de nature fiscale qui conseillent cette préférence. En effet, lorsque les autorités publiques du Kenya ont décidé de soumettre à l'imposition fiscale même les intérêts versés sur l'endettement étranger, les sociétés multinationales ont vu l'intérêt de faire figurer leur endettement comme provenant des banques anglaises, car, grâce à un accord survenu entre les Trésors des deux pays, les banques anglaises pouvaient déduire de leurs revenus les intérêts soumis à l'imposition fiscale au Kenya.

(3) La *British National & Grindlays Bank Ltd.* ne détient actuellement que 40% du capital social de la *Kenya Commercial Bank*. Donc, tout en agissant comme correspondant londonien de la *Kenya Commercial Bank*, elle lui applique probablement les conditions du marché. Soulignons aussi que la *Co-operative Bank of Kenya* et l'*African Banking Corporation (E.A.) Ltd.* n'ont pas de correspondants étrangers.

crédit. L'ouverture de lignes de crédit avec des correspondants sert à augmenter non seulement l'élasticité de la gestion des devises (1), mais aussi celle de la liquidité intérieure. Evidemment, même si la Banque centrale n'impose pas de plafonds à l'endettement étranger et le système bancaire se trouve en position d'équilibre, le recours au crédit étranger peut être fortement entravé par une structure de taux de rendement attendus sur le marché intérieur inférieure à celle qui prévaut sur les marchés étrangers du crédit. La possibilité de disposer d'une réserve de liquidité du type que nous venons d'examiner peut se révéler très utile pour les banques, lors de manipulations de la part du Trésor du coefficient  $t$  (rapport entre le total des dépôts à vue publics et le total des dépôts à vue privés), pour en atténuer les effets sur leur gestion et sur leur politique de liquidité. Ainsi cette réserve de crédit peut contribuer à élargir les marges d'autonomie du système bancaire vis-à-vis des Autorités monétaires d'un pays, surtout lorsque se manifestent des déséquilibres des parties courantes de ce dernier. Dans le contexte économique et financier qui nous intéresse, il semble donc que le seul instrument dont la Banque centrale dispose est représenté par les taux d'intérêt dont le contrôle lui permet d'agir en partie sur la dynamique des flux financiers du pays (2).

Nous pouvons enfin examiner la dernière forme technique de financement interbancaire: le transfert de la titularité d'un dépôt.

---

(1) Dans la mesure où les banques ont recours à cette forme de crédit, elles peuvent effectuer des opérations pour en équilibrer d'autres déjà faites, ce qui fait que le recours à la source en question peut donner lieu à une couverture des risques de change. Avant d'établir si l'on a avantage à accéder à cette forme de financement, il faudra tenir compte des économies réalisables — en termes de coût et de risque — en couvrant de cette manière les risques de change.

(2) Voir K. BRUMMER et A. MELTZER, *The Federal Reserve's Attachment to Free Reserves*, op. cit., p. 218 et J. M. GUTTENTAG et R. LINDSAY, *The Uniqueness of Commercial Banks*, paru dans « Journal of Political Economy », septembre-octobre 1968, p. 993 et 1012.

Celui-ci, dans la mesure où il est transféré sur le marché du crédit intérieur, peut provoquer — s'il n'est pas contrôlé — une expansion de la demande nationale et du volume des importations capable d'engendrer un processus cumulatif de destruction des réserves de devises, d'autant plus rapide que les taux à verser sur cet endettement sont élevés (1). Il semblerait donc, que l'utilisation de ces deux derniers canaux ne puisse être laissée à l'arbitre des banques, parce que leurs objectifs de maximisation des profits pourraient les pousser à adopter des politiques en contraste avec les objectifs que poursuivent les autorités publiques du pays.

D'autre part, en analysant les sources de création de base monétaire au Kenya, on voit ressortir dans toute son évidence l'importance que prennent le Trésor et le reste du monde, comme facteurs exogènes de création de base monétaire (2) (voir à ce propos les Tableaux 50 et 52). C'est pourquoi, les Autorités monétaires peuvent uniquement contrôler la structure des taux d'intérêt si elles veulent agir sur la politique de liquidité des établissements de crédit. D'ailleurs, l'instrument des dépôts spéciaux a été probablement introduit à côté du coefficient de liquidité pour atteindre le même objectif (3).

---

(1) On engendre ainsi un processus cumulatif d'appauvrissement des ressources réelles du pays, qui pourrait, à la fin, obliger les Autorités monétaires à continger les importations.

(2) Voir A. E. BURGER, *The Implementation Problem of Monetary Policy*, *op. cit.*, note 7, p. 25-26; J. L. JORDAN, *Elements of Money Stock Determination*, paru dans « Review » de la Federal Reserve Bank of St. Louis, octobre 1969, p. 10-29.

(3) Cet instrument — comme en Grande-Bretagne — a été utilisé de façon assez sporadique. Voir à ce propos S. E. MAYCOCK, *Monetary Policy and the Clearing Banks*, par les soins de D. H. CROOME et H. G. JOHNSON, dans « Money in Britain 1959-1969 », éd. Clowes and Sons, Oxford University Press, Londres, 1970.

Or, on a tout lieu de penser qu'au Kenya, le recours à cet instrument engendre des effets pervers. En faisant augmenter la demande de monnaie légale des banques, il agit en effet sur la structure des taux de rendement des actifs financiers en circulation sur le marché du crédit. Les variations ainsi produites sur la structure des taux de rendement vont provoquer par la suite une série d'ajustements dans les actifs financiers détenus par le public et par les banques en faveur des dépôts bancaires. Les banques verront donc augmenter le volume de leurs dépôts et, suivant le mécanisme du *special deposit ratio*, elles seront induites à acheter de nouveaux actifs financiers sur le marché.

Comme chacun sait, l'usage que font les banques de dépôt des réserves de liquidité rendues disponibles pour le système dépend en grande partie des chances d'emploi et de placement, des taux d'intérêt et des variations attendues dans les taux de rendement. Or, si l'on suppose que l'expansion des emplois ne pourra avoir lieu sans une augmentation des risques telle que le recours à cette politique en devienne anti-économique, une bonne partie des réserves demeureront inutilisées car les banques de dépôt, opérant en régime d'oligopole relativement peu différencié, tâcheront de retarder aussi longtemps que possible l'adoption d'une politique de prix à cause de l'incertitude qui caractérise les prévisions sur les réactions des concurrents (1). Donc, si le système bancaire dispose de réserves de liquidité supérieures aux réserves désirées, il aura intérêt à augmenter la part de crédit à destiner aux importations pour détruire la base monétaire non désirée. Celle-ci en effet, ne pouvant être avantageusement utilisée finirait par être stérilisée dans les caisses des banques de dépôt et influencer négativement sur les revenus. Entretemps les Autorités monétaires, pour empêcher une

---

(1) On a supposé, comme condition implicite, que la position des banques ne peut atteindre des valeurs positives vis-à-vis de l'étranger.



forte expansion des financements aux importations, auront tendance à imposer non seulement le contingentement des importations, mais à introduire des contrôles des changes plus rigoureux pour réduire autant que possible les exportations de capitaux (1). Or, même en admettant que la Banque centrale parvienne à contrôler la fuite des capitaux, il faudrait, pour éviter la stérilisation d'une partie des réserves, que l'attrait marginal des emplois et/ou des placements soit supérieur à celui de la monnaie.

En effet, si les banques se trouvaient en possession de réserves non désirées, il est fort probable qu'elles adopteraient des politiques de crédit plus libérales et qu'elles élèveraient les frais de transaction sur les dépôts en provoquant de cette façon une augmentation de la demande de monnaie légale du public. Cependant, même avec ce processus, qui pourrait s'avérer particulièrement aléatoire dans le régime de marché où opèrent les banques du Kenya, les Autorités monétaires, par une simple variation du coefficient  $t$ , pourraient annuler les résultats péniblement obtenus. Il semble donc probable que dans ces circonstances les banques jugent que la politique de liquidité la plus avantageuse soit la thésaurisation de la monnaie (2).

L'adoption d'une politique de liquidité, telle que nous venons de la décrire paraît ressortir de l'analyse des données des Tableaux 34, 36, 37, 40 et 42. On peut voir en effet que le rapport emplois/

---

(1) Dans ces circonstances, les exportations de capitaux seront inévitablement promues par le système bancaire.

(2) Voir D. B. CRISTLOW, *Britain's New Monetary Control System*, paru dans « Monthly Review » de la Federal Reserve Bank of New York, janvier 1974, p. 15; J. TOBIN, *A General Equilibrium Approach to Monetary Theory*, paru dans « Journal of Money, Credit and Banking », février 1969; D. J. COPPOCK et N. J. GIBSON, *The Volume of Deposits and the Cash and Liquid Assets Ratios*, paru dans « The Manchester School », septembre 1963 et N. J. GIBSON, *Special Deposits as an Instrument of Monetary Policy*, paru dans « The Manchester School », septembre 1964, p. 239-59.

dépôts, pour la catégorie des banques de grandes et de petites dimensions, diminue en passant respectivement de 76,43 à 67,29 et de 74,45 à 64,63%. Par contre, pour les banques de moyennes dimensions, ce même rapport monte de 69,47 à 76,80%. Des résultats plus homogènes nous viennent du quotient titres/dépôts. Ce dernier en effet monte pour les trois catégories et passe respectivement de 8,32 à 21,59, de 10,63 à 13,15 et de 16,21 à 33,31%. Enfin, le rapport liquidité/dépôts se comporte lui aussi de la façon prévue par le schéma théorique ci-dessus et monte respectivement de 2,26 à 3,10, de 3,62 à 10,16 et de 16,22 à 18,95 pour cent. Pour avoir d'autres preuves nous avons vérifié la variation des bons du Trésor classés dans les portefeuilles des banques. Ceux-ci ont augmenté de 2,350 millions à 12,280 millions de livres, de 0,450 à 1,487 millions et de 1 à 1,996 millions, tandis que leur taux de rendement a baissé de 3,5015 à 3,4043% après avoir touché 3,1923%. Le coefficient  $t$  a diminué lui aussi pour les banques de grandes, moyennes et petites dimensions et a passé respectivement de 15,48 à 13,74, de 34,71 à 34,69 et de 6,44 à 0,75%. De même le solde de la balance des parties courantes a connu une variation compatible avec le schéma de comportement précédemment tracé, le solde négatif s'étant réduit de -54,2 à -25 millions de livres (Tableau 50). Soulignons enfin que la structure des taux d'intérêt du marché bancaire (1) est restée inchangée pendant toute la période considérée. A ce point, nous sommes donc en mesure d'analyser la politique de liquidité des banques de dépôt.

---

(1) TOBIN, dans un essai sur les plafonds d'intérêt (J. TOBIN, *Deposit Interest Ceilings as a Monetary Control*, paru dans « Journal of Money, Credit and Banking », février 1970, p. 8, soutenait ce qui suit: « In principle, the same degree of effective monetary restraint can be maintained with low ceilings, with high ceilings, or, for that matter, with no ceilings. Higher deposit interest rates

## 5. ANALYSE DE LA POLITIQUE DE LIQUIDITÉ DES BANQUES DE DÉPÔT AU KENYA: LA MÉTHODE D'INVESTIGATION

Pour analyser les politiques de liquidité adoptées par les banques du Kenya durant la période considérée, nous avons jugé utile de recourir à des techniques d'analyse spectrale simple et croisée. L'utilité de ces instruments dans l'investigation économique dérive de la décomposition des séries chronologiques en composantes caractérisées par différentes fréquences d'oscillation, statistiquement indépendantes. Etant donné que ces méthodes permettent de déterminer l'intensité de certaines relations statistiques (phase, cohérence et gain) entre les actifs financiers qui composent la réserve de liquidité et entre ceux-ci et les quantités économiques qui sont typiques de l'activité de collecte et de placement des

---

would mean more time deposits, less demand deposits, probably more total deposits, higher money market rates, and more intermediation. But these differences in simple monetary indicators are all consistent with zero macroeconomic impact ».

FRIEDMAN également (M. FRIEDMAN, *Control on Interest Rates Paid by Banks*, paru dans « Journal of Money, Credit and Banking », février 1970, p. 32) affirmait ce qui suit: « *Control of interest rates by commercial banks is not a useful or effective instrument of monetary policy. It has unpredictable effects on aggregate demand, complicates the interpretation and operation of the effects of other policy actions, and has many undesirable side effects. The sooner it is terminated as an instrument of monetary policy the better* ».

Cependant, comme remarque BRUNNER (K. BRUNNER, *Two Major Issues in Recent Monetary Policy*, paru dans « Journal of Money, Credit and Banking », février 1970, p. 2: « *Tobin develops his results by linking the real return on real capital with the ceiling rate and using the return on real capital as an index of the impulses emitted by the ceiling rate on the pace of economic activity. Friedman, on the other side, stresses the loss in information value associated with monetary aggregates, particularly the money stock, suffered by the use of ceiling rates. There still remains, consequently, an important issue to be examined... the index quality of the real return on real capital and growth rates of monetary aggregates for evaluations of monetary policy in terms of their effects on economic activity* ».

Voir aussi sur ce sujet J. M. GUTTENTAG et R. LINDSAY, *op. cit.*, p. 991-1014.

banques de dépôt, on comprend immédiatement l'importance de ces instruments pour les fins de cet ouvrage (1).

L'apport des techniques spectrales est encore plus évident si l'on considère qu'elles sont en mesure — en tenant compte de certaines composantes cycliques et en éliminant la tendance de fond des séries chronologiques examinées — d'estimer la vitesse de réaction des banques (coefficient de phase) aux variations survenues ou apportées dans certaines quantités économiques susceptibles d'agir

---

(1) La densité spectrale d'une série de données donne la proportion de la variance commune à chacune des nombreuses classes de fréquence.

L'existence d'un maximum dans le graphique de la densité spectrale — par rapport aux fréquences — indique qu'une importante composante de cette fréquence est présente dans la série. De façon analogue, l'analyse spectrale croisée entre deux séries chronologiques donne une estimation de la covariance commune dans chaque classe de fréquence.

Les valeurs du spectre croisé sont nombreuses et complexes et par conséquent elles sont généralement résumées dans une ou plusieurs des statistiques suivantes: la cohérence, la phase et le gain. La cohérence est conceptuellement semblable au coefficient  $R^2$  dans l'analyse de corrélation. Le coefficient  $R^2$  est donné par le carré de la covariance entre deux séries, divisé par le produit des variances des deux séries. Une mesure de la covariance entre les deux séries — pour chaque classe de fréquence — nous vient de l'amplitude du spectre croisé. L'amplitude est égale à la somme des covariances en phase et en quadrature. En divisant le carré de l'amplitude par le produit des densités spectrales estimées, on obtient la mesure (cohérence) de la variance de chaque série par rapport à une fréquence donnée, expliquée par les composantes de fréquence semblables des autres séries, sans tenir compte des éventuelles différences de phase. L'analogie avec le coefficient  $R^2$  est évidente. En effet, les deux coefficients varient entre 0 et 1. Le coefficient de phase fournit une estimation du déphasage (*lag*) de chaque série par rapport à une autre, pour chaque classe de fréquence considérée. Il est égal — pour chaque fréquence — à l'*argument* du spectre croisé correspondant. Le gain enregistre le vecteur par lequel l'amplitude d'une série, à une fréquence donnée, doit être multipliée pour produire une composante d'amplitude égale avec laquelle cette fréquence apparaît dans une autre série.

Cette composante est analogue au simple coefficient de régression, et elle est donnée, pour chaque fréquence, par le rapport entre l'amplitude du spectre croisé et la valeur de la densité spectrale de la variable indépendante.



sur la dynamique d'autres quantités. Vu l'importance de cette méthode pour l'économie de cet ouvrage, il est peut-être bon de fournir quelque éclaircissement en précisant que l'analyse spectrale croisée permet non seulement de spécifier le temps de réaction qu'il faut, par exemple, aux emplois pour répondre à une expansion des dépôts, mais aussi d'établir le rapport existant entre les variations survenues — sous l'action de certaines composantes cycliques — dans les emplois et dans les dépôts d'une banque et en quelle mesure ces variations dépendent de celles des passifs financiers à vue classés par cette banque (1).

---

(1) Si l'on examine deux séries de données avec la méthode de l'analyse spectrale croisée, on obtient trois paramètres d'importance fondamentale, soit: la phase ou alignement, le gain et la cohérence. Le coefficient relatif à la phase est précédé du signe + ou —. Si le signe qui précède est +, il faut considérer la colonne de droite de la *cross-covariance* et si c'est un —, celle de gauche. Dans la colonne à observer, il faut envisager la ligne correspondant à l'alignement. Par exemple, si l'alignement est 4, on prendra en considération la quatrième ligne. Le paramètre ainsi trouvé est à son tour précédé du signe + ou —. S'il est précédé du signe +, aux maximums de la colonne de droite devraient correspondre après quatre mois ceux de la colonne de gauche. Par contre, si le paramètre est précédé du signe —, aux maximums de la colonne de gauche devraient correspondre, après quatre mois, les minimums de la colonne de droite. Si le paramètre de l'alignement est précédé du signe —, il faut prendre en considération la colonne de gauche. Successivement, l'interprétation des résultats devra être effectuée comme nous l'avons indiqué plus haut. Quant à la détermination des coefficients de gain et de cohérence, on procède de la façon suivante: dans les colonnes où l'on a respectivement rapporté tous les coefficients de gain et de cohérence, on choisit ceux de la ligne correspondant au paramètre d'alignement et on les interprète respectivement comme coefficients de régression et de corrélation. Soulignons à ce propos que ces coefficients sont suivis de la lettre E, du signe + ou — et de deux chiffres, par exemple 00 ou 01 ou —03. Ces symboles doivent être interprétés comme une puissance de base 10, avec signe et indice égaux à ceux dont la lettre E est suivie. Par exemple, si l'on obtient un gain égal à 0,333014 E 00 la valeur du paramètre en question sera égale à  $0,333014 \cdot 10^{00}$ . Par contre si on a un gain égal à 0,279055 E —01, la valeur du paramètre en question sera égale à  $0,279055 \cdot 10^{-01}$ . Pour rendre plus clair cet exposé, on a jugé utile de rapporter à titre d'exemple, le processus d'interprétation des résultats obtenus, en soumettant à l'analyse spectrale croisée,

Etant donné que les sources de création de la monnaie au Kenya étaient presque exclusivement de nature exogène par rapport à la Banque centrale, comme nous le montre le tableau suivant:

	1968	1969	1970	1971	1972
Solde de base de la balance des paiements (Tab. 50)	+10,2	+22,8	+16,0	-27,8	+9,5
Création de monnaie de la part du Trésor (1)	- 8,3	-18,1	- 8,9	+30,6	-1,0
Variations dans la monnaie légale (Tableaux 32 et 48)	+ 1,9	+ 4,7	+ 7,1	+ 2,8	+8,5

et puisque l'on considérerait que les besoins de caisse du Trésor et le commerce extérieur avaient un caractère fortement saisonnier (1),

les séries chronologiques, relatives aux flux mensuels dépurés de leur trend, des soldes interbancaires passifs avec les correspondants étrangers et de l'ensemble des emplois (Tableau 85). L'élaboration des données a fourni les résultats rapportés au tableau à la p. 128.

Si l'on interprète les trois coefficients fondamentaux, on remarque que le déphasage entre les deux séries est d'un mois. Du moment que le coefficient d'alignement est précédé du signe -, il faut considérer la colonne de gauche et se rapporter à la première ligne. Le coefficient ainsi trouvé est précédé du signe +, on peut donc affirmer que lorsque dans la colonne de gauche (relative aux soldes interbancaires passifs avec les correspondants étrangers) il y a un maximum, après un mois on aura un maximum dans la série relative à l'ensemble des emplois. Après avoir vérifié la valeur et la signification du premier paramètre, il reste encore à déterminer le gain et la cohérence. Il faudra donc examiner les coefficients de la première ligne correspondant aux colonnes de la cohérence et du gain. Puisque ces coefficients sont égaux respectivement à 0,305546 E 00 et à 0,194453 E 00, on peut en déduire que les indices de corrélation et de régression entre les composantes cycliques de ces quantités économiques sont tout à fait négligeables.

(1) La création de monnaie de la part du Trésor a été obtenue comme différence — avec changement de signe — entre la série du Tableau 50 et celles des Tableaux 32 et 48.

nous avons jugé que l'étude des politiques de liquidité à caractère saisonnier (1) que pratiquent les banques de dépôt présenterait un intérêt particulier en vue de la mobilisation de l'épargne nationale et, en dernière analyse, du développement économique du pays.

A cet effet, nous avons examiné les bilans mensuels de chacune des banques opérant au Kenya du mois d'octobre 1967 au mois de février 1973. Les données, obtenues par la consolidation des bilans mensuels de chaque banque, furent dépurées de leur *trend* par le recours à la méthode des différences premières, de façon à obtenir des valeurs de flux, ce qui permettait de fonder notre enquête sur ces dernières et non sur des grandeurs de stock (2). Avant de continuer l'exposition des techniques employées, il nous paraît juste de préciser les duplications et les erreurs qui invalident les données de stock dont dérivent les données de flux.

Signalons tout d'abord que l'on n'a pas éliminé les duplications dues aux postes en voyage et aux soldes nets avec les filiales parce qu'on connaissait peu leur contenu et parce qu'il était pratiquement impossible de parvenir à une estimation fiable des paramètres de répartition. Ces duplications comportent, comme chacun sait, une surestimation des dépôts et une sousestimation des avances et des ouvertures de crédit en compte courant. De la quantité de monnaie légale et des comptes interbancaires de correspondance,

---

(1) Voir W. T. NEWLYN, *Finance for Development*, op. cit., Chapitre II.

(2) Pour une discussion sur certains problèmes inhérents à l'ajustement des données saisonnières on peut consulter avec profit: S. M. GOLDFELD et E. J. KANE, *The Determinants of Member-Bank Borrowing: An Econometric Study*, paru dans « Journal of Finance », décembre 1966, p. 499-514; D. AIGNER JR. et W. R. BRYAN, *The Determinants of Member-Bank Borrowing: A Critique*, paru dans « Journal of Finance », décembre 1968, p. 832-37; P. A. FROST et T. J. SARGENT, *Money-Market Rates, The Discount Rate, and Borrowing from the Federal Reserve*, paru dans « Journal of Money, Credit and Banking », février 1970, p. 56-82.

avec ou sans réciprocité de services, on n'a pas ôté les sommes correspondant au minimum (*working capital*) nécessaire au déroulement normal de l'activité bancaire. Enfin, le montant des réserves de liquidité minima a été déterminé sur le total des dépôts, y compris les duplications, et l'on n'a pas procédé — toujours par manque d'informations — au calcul de la moyenne arithmétique des réserves à détenir sur la base des trois déterminations mensuelles qui doivent être effectuées dans les jours établis par la Banque centrale.

Il faut en outre préciser que l'on a préféré étudier les politiques de liquidité pour le système tout entier plutôt que par classes de dimension des banques pour les raisons suivantes:

- a) comme chacun sait, les dimensions des grandes banques, en termes d'emplois et de dépôts, ont toujours oscillé autour de 80% par rapport à l'ensemble du système;
- b) à l'exclusion de quelques établissements de petites dimensions, les politiques et la gestion de liquidité des grandes banques ne devraient pas être beaucoup plus raffinées que celles des banques de petites et moyennes dimensions;
- c) dans un marché du crédit tel que celui du Kenya il est fort probable que les grandes banques puissent de fait conditionner le comportement des autres. Ces dernières années en effet les établissements appartenant aux deux autres classes ont rapproché leurs politiques gestionnelles et leur comportement de ceux des grandes banques.

Ces préliminaires établis, il nous paraît logique de passer à l'analyse des élaborations effectuées.

Sachant que la liquidité d'une banque est essentiellement conditionnée par l'efficience et par les caractéristiques du circuit financier emplois/dépôts, nous avons tout d'abord examiné l'intensité



et la périodicité des composantes cycliques de chacune des quantités économiques qui, par leur dynamique, donnent vie à ce circuit. Dans cette optique, nous avons jugé bon de considérer d'abord les emplois et, plus précisément, les emplois classés par catégorie d'emprunteur. Les élaborations effectuées nous ont permis de vérifier, dans l'allure de cette quantité, la présence de forces ciclyques, ne serait-ce que de faible intensité (1).

Pour les maximums nous avons obtenu les périodicités suivantes (2):

Avances:

Secteur public	5
Secteur privé	0
Total avances	3
Portefeuille effets	0
Total avances et effets	3
Total emplois privés	3

Soulignons à ce propos que les spectres des flux de financements accordés par les banques au secteur public présentent une sinusoïde de période et d'amplitude différentes de celle qui se rapporte au total des financements au secteur privé. Puisque la période de temps d'un maximum à l'autre et l'écart entre maximums et minimums sont plus grands pour le secteur public que pour le secteur privé, il est probable que la durée moyenne des crédits est plus

---

(1) On a rapporté du Tableau 54 au Tableau 57 les résultats obtenus en soumettant à l'analyse spectrale les séries chronologiques relatives aux quantités économiques examinées dans ce paragraphe.

(2) Les périodicités des maximums sont exprimées en mois. Donc, celle qui se rapporte aux emplois du secteur public doit être interprétée de la façon suivante: la série a connu un maximum tous les 5 mois. Les périodicités successives doivent être interprétées de la même façon.

longue pour le secteur public et que, par contre, la vitesse de recouvrement des crédits accordés au secteur privé est plus élevée.

Dans ce contexte il nous paraît logique — à une première approximation et à égalité de conditions — qu'une expansion des financements au secteur public entraîne un plus grand besoin de réserves de liquidité volontaires. Donc, sous cet aspect, ces emplois s'avèreraient plus onéreux que ceux dans le secteur privé (1). Il semble ainsi que les avantages que les banques peuvent obtenir en modifiant la composition de leurs portefeuilles-emplois peuvent être exprimés en termes de taux de rendement attendus et d'accroissement de la vitesse de recouvrement des crédits.

Si l'on abandonne l'hypothèse de pouvoir opérer dans des horizons temporels de courte période, et si l'on considère la rapide expansion de l'endettement du Trésor sur les marchés intérieurs et étrangers (voir tout particulièrement les Tableaux 50, 51 et 52), on peut douter fortement que les Autorités monétaires puissent trouver, aux taux actuels, de nouvelles disponibilités monétaires sur le marché des capitaux internationaux. Si l'on adopte — à titre purement explicatif — le schéma d'analyse des répercussions des déficits du secteur public sur l'offre de monnaie (2), dans un système éco-

---

(1) Le degré de risque qui pèse sur les placements privés est beaucoup plus bas, car les banques opérant au Kenya ont l'habitude de subordonner l'octroi de financements à une entreprise *expatriate* à la présentation de lettres de garantie de la maison mère de l'entreprise en question au chef de groupe de la banque intéressée.

(2) Ce schéma a été synthétisé par Kern de la façon suivante:  
*Change in bank lending to the public sector:*  
Public sector borrowing requirement  
    minus  
overseas financing of the public sector  
    minus

nomique fermé, on voit que les banques de dépôt finissent par devenir la principale source de financement du secteur public. Dans la mesure où ce schéma est applicable au Kenya, il s'ensuit que les banques doivent pourvoir à tous les besoins monétaires du secteur public qui ne sont pas financés par l'étranger ou par l'achat de passifs financiers de la part des particuliers et des intermédiaires non bancaires. Un tel processus finirait par provoquer une augmentation des dépôts (système fermé) et de l'offre de monnaie ( $M_3$ ). Par contre, si les particuliers financent le déficit public par une

---

change in currency in circulation

minus

other private sector financing of the public sector (that is net acquisition of public sector debt such as gilts and National Savings by UK residents other than banks)

equals

change in bank lending to the public sector.

*Change in net bank deposits of United Kingdom residents:*

Change in bank lending to the public sector

plus

change in bank lending to the private sector

minus

minor adjustments (change in overseas deposits and non-deposit liabilities)

equals

change in bank deposits of UK residents.

*Change in the money supply ( $M_3$ ):*

Change in bank deposits of UK residents

plus

change in currency in circulation

equals

change in the money supply ( $M_3$ ).

Ce schéma se base sur les hypothèses suivantes:

- 1) il est fort improbable que les opérateurs et les établissements financiers privés financent complètement les déficits du Trésor;
- 2) le développement des prêts bancaires en faveur du secteur public ne sera presque jamais neutralisé par une réduction parallèle des crédits au secteur privé. Voir à ce propos D. KERN, *Public Sector Deficits*, op. cit., p. 20-22.

augmentation de la quantité de monnaie légale qu'ils détiennent, cela se traduira automatiquement par une expansion de l'offre de monnaie ( $M_3$ ).

D'une façon générale, on a tout lieu de penser que l'effet expansif exercé par les déficits publics sur l'offre de monnaie variera en fonction du type de passifs financiers du Trésor que les banques et les particuliers auront acquis. De toute façon, en faisant abstraction des dépôts spéciaux qui peuvent exercer une influence réductrice sur d'autres formes de prêts bancaires, une augmentation des financements bancaires au Trésor provoque une augmentation de l'offre de monnaie.

Si une politique budgétaire de ce genre prend place dans le contexte du Kenya, il est probable qu'il y aura, du moins au début, de fortes pressions sur les réserves de devises de la Banque centrale, car l'augmentation désirée du volume intérieur de monnaie (offre nationale) sera presque certainement inférieure à l'expansion du crédit intérieur (1).

Ce processus épuisera rapidement la capacité de crédit du Trésor sur les marchés étrangers surtout si l'on considère les délais qui caractérisent la croissance du produit intérieur brut au Kenya;

---

(1) Voir à ce propos R. A. MUNDELL, *Real Gold, Dollars and Paper Gold*, paru dans « American Economic Review », Papers and Proceedings, vol. 2, mai 1969, p. 324-332 et l'affirmation suivante de Friedman: « *The percentage rate of change in prices itself is the opportunity cost of holding money rather than goods, so that a constant percentage rate of change in the stock of money corresponds to a constant opportunity cost of holding money rather than goods. An unanticipated change in the rate of change of the stock of money would then produce a deviation of the actual from the desired stock of money for two reasons; initially, it would make the actual stock deviate from the expected stock and therefore from the desired stock; subsequently, by altering the cost of holding money, it would change the desired stock itself* ». (M. FRIEDMAN, *The Lag in Effect of Monetary Policy*, paru dans « Journal of Political Economy », octobre 1961, p. 454).



de telle sorte que les détenteurs de monnaie nationale finiront par considérer — dans les frais inhérents à la possession de monnaie — des éléments relatifs aux variations du niveau des prix et à prétendre une révision de toute la structure des taux intérieurs (1).

Il est évident que dans ces conditions, et en raison de l'accroissement de la dépense nationale, on aboutira à une augmentation du volume des importations (2) et on assistera à une détérioration des soldes des parties courantes qui aura pour effet de réduire sérieusement la capacité de crédit du pays sur les marchés étrangers. Dans

---

(1) Voir M. FRIEDMAN, *The Quantity Theory of Money - A Restatement*, par les soins de M. FRIEDMAN, « Studies in the Quantity Theory of Money », University of Chicago Press, 1956; J. TOBIN, *Money, Capital and Other Stores of Value*, paru dans « American Economic Review », 1963, p. 383-400. Soulignons que même cet Auteur, dans son ouvrage (*Money and Economic Growth*, paru dans « Econometrica », vol. 33, n. 4, octobre 1965, p. 671-684) tient compte explicitement de taux de rendement incertains et variables pour la monnaie. Cependant, pour mieux cerner la pensée de l'Auteur, il est bon de rappeler que pour TOBIN, le lien qui rattache l'activité des établissements financiers et monétaires à l'économie réelle est représenté par les taux de rendement des actifs financiers et par la disponibilité de crédit plutôt que par la quantité de monnaie. J. TOBIN, *Commercial Banks as Creators of Money*, op. cit.

(2) MUNDELL, dans l'hypothèse d'une inflation pleinement anticipée affirme: « *The discrepancy between the real rate of interest and the money rate of interest [...] is] the rate of inflation. The inflation itself is generated by monetary expansion in excess of growth. The money rate of interest rises by less than the rate of inflation and therefore the real rate of interest falls during inflation. The conclusion is based on the fact that inflation reduces real money balances and that the resulting decline in wealth stimulates increased saving. Real conditions in the economy are altered by the purely monetary phenomenon. When prices are expected to rise, the money rate of interest rises by less than the rate of inflation, giving impetus to an investment boom and an acceleration of growth. Conversely, when a rise in prices is expected to end, there occurs a stock market slump, a rise in the real rate of interest and a deceleration of growth* ». Voir R. MUNDELL, *Inflation and Real Interest*, paru dans « Journal of Political Economy », juin 1963, p. 282-283.

notre contexte, si le Trésor ne revoit pas sa politique d'endettement, il finira par peser de plus en plus sur les banques de dépôt et sur la Banque centrale, engendrant ainsi un processus inflationniste et une augmentation des taux intérieurs qui, à la limite, pourraient provoquer des phénomènes d'exclusion du système bancaire du circuit des flux financiers.

Hormis ces facteurs, l'attrait des financements au Trésor devrait varier, à égalité de conditions, en fonction des dimensions des banques. Cependant, dans le contexte du Kenya, plus que la perte de base monétaire due à la thésaurisation des particuliers ou aux importations supplémentaires engendrées par la dépense publique, c'est la gestion de trésorerie des pouvoirs publics qui devient importante et notamment la variation du coefficient  $t$  (1). Ce sera donc la manipulation de ces variables qui conditionnera pour chaque banque l'appétibilité des crédits à accorder au secteur public. Après cette mise au point, nous allons examiner le spectre du portefeuille des crédits accordés au secteur privé et celui des crédits accordés au secteur public. L'étude de ce spectre nous montre clairement la présence d'une courbe sinusoïdale dont la période (un maximum tous les trois mois) subit presque sûrement une influence saisonnière qui opère sur la demande et sur l'octroi de crédit en faveur du secteur privé, secteur qui a toujours absorbé la quasi-totalité des crédits bancaires (voir à ce propos le Tableau 17).

Etant donné l'importance des crédits accordés aux opérateurs privés nous avons soumis à une analyse spectrale les séries chronologiques relatives aux crédits accordés à chaque secteur pour vérifier l'influence exercée par les éventuelles composantes cycliques à l'ori-

---

(1) La signification du coefficient  $t$  est expliquée à la note 2 de la page 29.

gine des maximums qui se manifestent avec la périodicité suivante (1):

Agriculture	—
Secteur primaire	5
Industrie	3
Commerce (12)	3
Commerce d'exportation	2
Commerce d'importation (6)	3
Commerce intérieur	—
Etablissements financiers	4
Autres opérateurs	2
Ménages (12)	4

Sous cet aspect on voit ressortir nettement, de par l'intensité avec laquelle se manifestent leurs maximums respectifs, les financements accordés au secteur industriel et au secteur commercial. Etant donné que l'on disposait, pour le crédit au commerce, des données relatives aux sous-secteurs, il nous a paru logique de soumettre à l'analyse spectrale les séries chronologiques de chaque sous-secteur. L'étude des spectres a révélé la présence de maximums bien définis en ce qui concerne les financements accordés au commerce d'importation, tandis que les deux autres spectres n'ont pas révélé la présence de maximums aussi bien définis.

Une dynamique de ce genre permet de supposer — à l'intérieur du système réel — la présence d'une demande de biens de consommation et de stocks à caractère saisonnier. Cette supposition est ultérieurement confirmée par les résultats de l'analyse spectrale

---

(1) Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent que, dans les spectres des séries, on a décelé d'autres maximums outre le principal. Quand un tel phénomène se produit, cela signifie que le maximum principal se répète, dans le spectre, après un certain nombre de mois, nombre spécifié par le chiffre indiqué entre parenthèses.

des flux de crédit à la consommation. Ces derniers, en effet, ont montré une allure sinusoïdale avec des maximums bien définis tous les 4 mois.

Il paraît donc logique d'estimer que la gestion de liquidité de courte période des banques de dépôt est conditionnée, en partie du moins, par les financements accordés au secteur industriel, au commerce d'importation et par les crédits à la consommation (voir le Tableau 18).

Après avoir vu une des quantités économiques qui donnent origine aux flux financiers dans le circuit emplois/dépôts, il nous reste à examiner l'autre, c'est-à-dire les dépôts. On l'a d'abord subdivisée par catégorie de déposants, puis, dans chaque catégorie on a réparti les dépôts en dépôts à vue, dépôts à terme avec préavis de 7 jours, dépôts à échéance fixe et dépôts d'épargne. Les dépôts du secteur public ont révélé des maximums avec la périodicité suivante:

Dépôts publics à vue	3
Dépôts publics avec préavis de 7 jours	—
Dépôts publics à échéance fixe	3
Dépôts publics d'épargne	3
Total dépôts publics	3

Il résulte donc de ce tableau que presque toutes les catégories d'actifs détenus par le secteur public manifestent une périodicité trimestrielle. Pour les dépôts privés on a obtenu les mêmes résultats sauf pour les dépôts à échéance fixe qui n'ont pas révélé de maximums (1).

---

(1) Ces résultats sont ultérieurement confirmés par la dynamique de la quantité de monnaie légale et de  $M_1$  que détiennent les opérateurs privés. Cette dynamique est en effet caractérisée par la présence de maximums tous les trois mois. Par contre, les résultats que l'on obtient en soumettant à l'analyse spectrale les séries relatives à  $M_3$  sont plus difficiles à interpréter. En effet, tandis que l'ensemble des dépôts des opérateurs privés et publics ont un maximum tous



Il en est autrement des dépôts classés auprès des établissements financiers. Pour ces derniers, en effet, on relève la présence d'un maximum tous les quatre mois dans la catégorie des dépôts à échéance fixe et aucun maximum dans les autres catégories. Remarquons enfin que même les dépôts des non résidents ont des composantes cycliques dans leurs séries et montrent un maximum tous les deux mois.

Si l'on regroupe les composantes des dépôts privés et des dépôts publics et l'on en étudie la cyclicité, on parvient aux mêmes résultats que pour les dépôts publics.

A ce point, les séries chronologiques des différentes catégories de dépôts ayant été soumises à l'analyse spectrale, il ne nous reste plus qu'à vérifier le caractère cyclique de l'ensemble des dépôts dont l'allure conditionne de fait la liquidité des banques.

Nous avons tiré de cette analyse les valeurs suivantes:

Ensemble des dépôts à vue	—
avec préavis de 7 jours	4
à échéance fixe	3
d'épargne	3
Total dépôts (1)	—

Si l'on compare ces résultats à ceux que l'on a obtenus en soumettant à l'analyse spectrale les séries des dépôts publics et

---

les trois mois, la quantité économique en objet ne révèle aucune composante cyclique. Il paraît donc logique de rechercher l'explication de cette dynamique dans les rapports que les particuliers entretiennent avec les intermédiaires financiers non bancaires et avec la *Post Office Savings Bank*. Ainsi, si l'on prenait le paramètre  $M_3$  comme critère de mesure de la quantité de monnaie en circulation, il en dériverait que l'offre de monnaie n'est pas conditionnée par des facteurs saisonniers. A ce propos, il serait particulièrement intéressant de disposer de données mensuelles sur la production intérieure brute, pour déceler la nature, l'intensité et les retards temporels qui relient ces différentes quantités économiques.

(1) On a mis un tiret lorsque les séries ne présentaient pas de maximums significatifs.

privés, on voit que les banques de dépôt sont parvenues, en recourant aux intermédiaires financiers non bancaires, à neutraliser l'influence des composantes cycliques sur leur source traditionnelle de provision.

Après avoir posé les conditions pour vérifier le degré de disponibilité des dépôts (par catégorie d'opérateurs et par type de passif classé) et la vitesse de rentrée des crédits, nous allons passer à l'analyse du coefficient emplois/dépôts.

Pour vérifier l'influence exercée par les opérateurs privés et par les opérateurs publics sur la périodicité des flux financiers du circuit en question, on a d'abord calculé ce coefficient d'après les séries chronologiques relatives aux emplois et aux dépôts du secteur privé et en second lieu d'après celles qui concernent l'ensemble des emplois et des dépôts. Pour la première série l'analyse spectrale n'a pas donné de résultats significatifs, tandis que pour la seconde elle a permis de déceler l'existence d'un maximum tous les trois mois. En comparant les résultats obtenus sur chacune des deux séries on peut donc déduire que la composante saisonnière qui se manifeste dans le circuit emplois/dépôts dépend du comportement de l'opérateur public. On pourrait donc attribuer à ce dernier l'intention de créer, moyennant la manipulation de ces deux quantités économiques, les conditions pour une prompt absorption de ses *Treasury bills*. En effet, l'incertitude inhérente à la variabilité des flux emplois/dépôts poussera les banques à détenir des réserves de liquidité et à administrer les actifs financiers qui en font partie de façon à élever les flux de recettes qu'elles engendrent et à minimiser les dépenses inhérentes aux coûts de transaction.

Une fois établi qu'il existe une composante saisonnière dans les flux financiers en question, il nous faut vérifier si la gestion de liquidité des banques ressent de cette dynamique et si les dirigeants adoptent des politiques spéciales pour neutraliser cette varia-

bilité. A cette fin, il nous semble opportun de soumettre à l'analyse spectrale le *cash ratio* des banques et la demande de monnaie légale et de devises des opérateurs bancaires. L'analyse a donné les résultats suivants:

<i>Cash ratio</i>	4
Monnaie légale	3
Devises	8
Total	3

Parmi les résultats obtenus, celui qui attire davantage l'attention est le retard avec lequel les dépôts à la Banque centrale se conforment à la variabilité des flux du circuit emplois/dépôts. Un tel comportement pourrait faire naître le soupçon qu'il existe des frictions dans les opérations de gestion des banques qui retardent l'ajustement des actifs financiers liquides aux nouvelles conditions de la demande et de l'offre de crédit. Afin d'obtenir de nouveaux éléments de jugement, on a décidé d'établir la périodicité des maximums dans les réserves de liquidité et dans chacun des actifs financiers qui les composent. Là aussi on a décidé de soumettre à l'analyse spectrale les séries chronologiques relatives à la liquidité. On a obtenu de cette façon la périodicité suivante (1):

Réserves liquides disponibles	4
Liquidité (mixte)	4
Liquidité (nette)	4
Liquidité (brute)	4
Caisse + bons du Trésor + dépôts libres à la Banque centrale	4
Réserves liquides disponibles (brutes)/dépôts	4

---

(1) Pour la définition du contenu des rubriques suivantes, voir les notes du Tableau 29.

Successivement, en utilisant les séries chronologiques relatives aux flux d'actifs financiers qui constituent les réserves de liquidité, on a décelé les fréquences suivantes:

Dépôts libres à la Banque centrale	4
Soldes nets des comptes interbancaires intérieurs	0
Soldes nets des comptes interbancaires étrangers	0
Dépôts libres à la Banque centrale et soldes nets des comptes interbancaires	3
Bons du Trésor (1)	2/3
Caisse (total)	3

Une étude comparative des données contenues dans ces deux tableaux nous permet de conclure que les retards temporels, qui caractérisent l'ajustement de la liquidité du système bancaire aux dynamiques saisonnières des flux financiers du circuit emplois/dépôts, sont imputables aux dépôts libres à la Banque centrale, car leurs variations semblent demander des délais plus prolongés. Cependant, avant de pouvoir en tirer quelque conclusion, il est bon d'analyser les séries chronologiques des soldes des comptes interbancaires pour vérifier l'influence des éventuelles composantes saisonnières. D'après les élaborations effectuées, on a obtenu le tableau suivant:

Soldes interbancaires:

Soldes interbancaires intérieurs:

dus par d'autres banques	3
dus à d'autres banques	3
nets	—

---

(1) L'indication 2/3 signifie simplement que le maximum a une périodicité temporelle non définie. Dans notre cas concret, celle-ci se place entre deux et trois mois.



## Soldes interbancaires extérieurs:

dus par d'autres banques	3
dus à d'autres banques	3
nets	—

## Soldes interbancaires étrangers:

## Dus par des banques opérant en:

Tanzanie	2
Ouganda	2
Autres pays de la zone sterling	3
Reste du monde	8
Total (12)	3

## Dus à des banques opérant en:

Tanzanie	3
Ouganda	3/4
Autres pays de la zone sterling (12)	3
Reste du monde	3
Total (12)	3

## Solde avec le siège central ou avec des filiales étrangères:

## Dus à des banques opérant en:

Ouganda	3
Zone sterling	3
Autres pays	—
Total	3

## Dus par des banques opérant en:

Ouganda	3
Zone sterling	3
Reste du monde	—
Total	3

L'étude de la périodicité des maximums dans les soldes nets des comptes interbancaires fait ressortir que ces derniers — bien que chaque composante présente une dynamique saisonnière et qu'il y ait dans chaque série des maximums tous les trois mois — ne sont pas utilisés comme des canaux à travers lesquels on ferait affluer ou refluer la liquidité selon les phases du cycle.

Après avoir soumis à l'analyse spectrale les séries chronologiques se rapportant à la dynamique des actifs financiers qui, de par leurs caractéristiques, se prêtent le mieux à constituer des réserves de liquidité, il nous reste encore à vérifier si la dynamique des flux financiers engendrés par les variations du portefeuille-titres est influencée par des composantes saisonnières. Etant donné l'homogénéité, sous l'aspect du degré de liquidité, des actifs financiers qui composent ce portefeuille, on a jugé utile d'examiner plusieurs configurations de portefeuille, ce qui nous a donné les résultats suivants:

Bons du Trésor (12)	2/3
Titres publics	—
Total 1 (bons du Trésor + titres publics) (12)	2/3
Obligations privées (12)	2/3
Total 2 (total 1 + obligations privées) (6)	2/3
Autres titres (5)	2/3
Total 3 (total 2 + autres titres)	2/3
Actions (8)	2/3
Total 4 (total 3 + actions) (8)	2/3
Total général (total 4 + titres étrangers) (1)	—

Il apparaît donc clair que les bons du Trésor — qui possèdent des caractéristiques de base monétaire — sont les actifs

---

(1) Cela correspond au Total 6 du Tableau 21.

financiers que les banques ordinaires utilisent le plus fréquemment pour leur gestion de liquidité. En effet, l'influence des composantes cycliques sur le total général ne révèle aucun maximum significatif. D'autre part, même les résultats obtenus en se basant sur les coefficients de corrélation et de régression (1) — équivalant respectivement à 0,9995 et à 22,5985 — entre les taux de rendement mensuels des bons du Trésor (Tableau 47) et les rapports emplois/dépôts (Tableau 30) représentent une preuve supplémentaire en faveur de cette déduction.

A ce point, ayant obtenu les informations nécessaires sur l'influence exercée par les composantes de nature saisonnière et cyclique sur la dynamique des séries chronologiques qui nous intéressent, nous sommes en mesure de recourir à la technique de l'analyse spectrale croisée afin de déterminer l'intensité, la valeur significative et la nature du rapport entre les variations de deux quantités économiques et la vitesse de réaction d'une quantité donnée aux variations des autres.

## 6. L'ANALYSE SPECTRALE CROISÉE

Comme nous l'avons déjà précisé, le but de l'application de cet instrument statistique est — dans cet ouvrage — de déceler les rapports entre les variations de certaines quantités économiques et celles d'autres quantités qui sont d'importance fondamentale pour établir le comportement, et donc les politiques de liquidité, des banques de dépôt.

Pour permettre d'interpréter plus facilement les résultats obtenus, on a regroupé les élaborations effectuées suivant la nature

---

(1) Le *trend* a été supprimé en opérant la moyenne arithmétique mobile de trois données mensuelles.

des quantités économiques à l'étude. Les résultats de ces élaborations figurent dans les tableaux qui suivent.

Puisque, comme chacun sait, la gestion de liquidité d'une banque de dépôt est conditionnée par la dynamique de ces quantités économiques qui, par leurs variations, engendrent le circuit des flux financiers qui caractérisent toute la gestion de ces établissements, il nous a paru logique d'effectuer l'analyse spectrale croisée des séries chronologiques disponibles en commençant par celles qui se rapportent aux dépôts et aux emplois, et plus précisément, à celles qui se rapportent à l'ensemble des dépôts et des emplois. Parmi les résultats obtenus, le déphasage de quatre mois entre les maximums des dépôts et ceux des emplois revêt une importance toute particulière, même si le coefficient de cohérence entre les différentes composantes cycliques des deux séries n'a jamais atteint une valeur significative.

Bien que ces résultats nous fournissent des informations d'importance fondamentale, comme l'existence d'un circuit ouvert entre emplois et dépôts, ils n'en introduisent pas moins une problématique qui nous incite à analyser avec une plus grande circonspection les relations entre les quantités économiques en question. Dans ce contexte, nous avons décidé de soumettre à l'analyse spectrale croisée les séries suivantes: dépôts privés à vue et emplois privés (avances) ainsi que les totaux mensuels des dépôts privés et ceux des emplois privés, ce qui nous a permis d'arriver à des résultats parfois inattendus. En effet, à un maximum dans les dépôts privés correspond généralement, à une distance de quatre mois, un minimum dans les emplois privés. Cette dynamique, et les valeurs des coefficients de cohérence et de gain font penser que les dépôts privés proviennent des disponibilités de caisse momentanées des entreprises que ces dernières s'empressent de retirer dès qu'elles voient augmenter leurs possibilités d'investissement ou leur de-



mande de monnaie légale (1). Cette vérification empirique est d'importance fondamentale pour les responsables des politiques de liquidité des banques. Il en découle, en effet, que les banques de dépôt ne remplissent qu'en partie leur fonction d'intermédiaire entre les unités structurellement en surplus et les unités structurellement en déficit (2).

Un système bancaire ainsi structuré se limite à mobiliser occasionnellement et avec des frais de transaction très élevés l'épargne des couches supérieures de revenus car la mobilisation de l'épargne ne rentre pas dans ses objectifs spécifiques. Puisqu'il ressort de notre enquête qu'une bonne partie de l'épargne n'est pas mobilisée, il s'ensuit qu'une action destinée à neutraliser la thésaurisation de monnaie légale et, d'une façon plus générale, à mobiliser l'épargne revient forcément aux Autorités monétaires centrales.

Remarquons toutefois que cette tâche pourrait inciter le Trésor à adopter des politiques d'expansion de l'offre intérieure de monnaie à des taux trop élevés par rapport aux possibilités effectives de croissance du P.I.B.

Dans ce contexte, dans la mesure où la demande de financement du Trésor revêt un caractère de rigidité, il est fort probable que les Autorités monétaires auront recours au contrôle de la structure des taux de rendement intérieurs afin de contenir une augmentation excessive du volume des emplois bancaires et de la demande

---

(1) Précisons que — aux termes des *Banking Arrangements* — les dépôts à vue ne peuvent pas être rémunérés. Ils sont par contre soumis à l'application, de la part de la banque, d'une commission à titre de remboursement des frais inhérents à la tenue des dépôts en compte courant ou pour des services rendus. Dans de telles circonstances, la gestion des dépôts en compte courant rappelle celle des comptes interbancaires de service avec des correspondants étrangers.

(2) On peut consulter sur ce sujet G. FORESTIERI, *Le operazioni a medio termine nell'evoluzione delle banche di deposito*, éd. Giuffrè, Milan, 1974, p. 34-37.

Dépôts		Alignement	Gain	Cohérence	Relations entre les séries
I série	Emplois II série				
Ensemble dépôts	Ensemble emplois	4	11,0204	0,184224	max I max II
Dépôts privés à vue	Avances à des particuliers	4	0,442064	0,251781	max II min I
Total dépôts privés	Emplois privés	4	0,310621	0,982523	max II min I
Dépôts à vue des particuliers et des intermédiaires	Emplois privés	4	5,34689	0,219954	max II min I
Ensemble dépôts et avances passives	Ensemble emplois	4	10,9959	0,183151	max I max II
Liquidité	Emplois	Alignement	Gain	Cohérence	Relations entre les séries
Crédits de signature et ensemble emplois	Liquidité volontaire	2	485,517	0,302348	max II min I
Crédits de signature et ensemble emplois	Liquidité mixte	2	711,125	0,433817	max I min II
Liquidité mixte	Ensemble emplois	0	0,000911	0,752868	max II min I
Liquidité brute	Ensemble emplois	0	0,000865	0,742498	max II min I
Liquidité nette	Ensemble emplois	0	0,000902	0,749558	max II min I
Liquidité volontaire	Ensemble emplois	0	0,000990	0,637908	max II min I
Liquidité	Dépôts	Alignement	Gain	Cohérence	Relations entre les séries
Liquidité volontaire	Ensemble dépôts	4	0,000018	0,108752	max I min II
Liquidité mixte	Ensemble dépôts	4	0,000041	0,266586	max I min II
Liquidité brute	Ensemble dépôts	4	0,000018	0,125421	max I min II
Liquidité nette	Ensemble dépôts	4	0,000018	0,114303	max I min II

Soldes interbancaires	Dépôts et emplois	Alignement	Gain	Cohérence	Relations entre les séries
S.I. passif étranger	Ensemble dépôts	3	0,0005970	0,050019	max I min II
S.I. passif étranger	Ensemble emplois	1	0,0194453	0,305546	max II max I
S.I. net et dépôts libres à la Banque centrale	Ensemble dépôts	4	0,016020	0,07105	max I min II
S.I. net et dépôts libres à la Banque centrale	Ensemble emplois	0	0,811240	0,614397	max I max II
Soldes interbancaires	Titres et emplois	Alignement	Gain	Cohérence	Relations entre les séries
S.I. actif étranger	Ensemble titres	2	0,204463	0,365983	max I min II
S.I. actif étranger	Ensemble emplois	2	0,018364	0,002460	max II min I
S.I. passif étranger	Ensembles titres	4	0,0896341	0,071222	max I min II
S.I. et dépôts à la Banque centrale	Ensembles titres	0	0,146018	0,0131374	max II max I
Titres	Emplois	Alignement	Gain	Cohérence	Relations entre les séries
Ensemble titres	Ensemble emplois	3	0,454015	0,093125	max II min I
Ensemble titres	Emplois privés	3	0,542321	0,115038	max II min I
Bons du Trésor + titres publics + obligations privées	Ensemble emplois	3	0,273138	0,072748	max I min II
Bons du Trésor + titres publics	Ensemble emplois	3	0,27428	0,074036	max I min II
Bons du Trésor + titres publics et emplois publics	Dépôts publics	2	0,191913	0,0148533	max II max I
Bons du Trésor + titres publics et emplois publics	Ensemble dépôts	0	0,026523	0,068927	max II max I
Crédit au commerce	Solde interbancaire net	3	0,292177	0,0835539	max I max II

nationale et éviter, en dernière analyse, des pressions indésirables sur la balance des paiements. Il est cependant nécessaire de souligner les dangers inhérents à une telle politique de développement. En effet, si les particuliers tiennent compte dans les taux de rendement nominal attendus d'un éventuel processus inflationniste, les dynamiques des taux nominaux et des taux effectifs pourraient engendrer des effets pervers qui finiraient probablement par provoquer des transferts de richesse des opérateurs ayant une moindre capacité de réaction vers ceux qui se trouvent dans des conditions de privilège par rapport à ce phénomène.

En dehors de ces considérations, si l'on limite le champ d'investigation aux résultats de l'analyse spectrale croisée des séries relatives aux dépôts et aux emplois on peut estimer que — dans ce contexte économique — le recours à des politiques de prix ou de services a une efficacité limitée. En effet, hormis les dépôts d'épargne de forte consistance, la demande des autres passifs financiers émis par les banques de dépôt est, presque assurément, caractérisée par une faible élasticité aux variations desdites quantités économiques. D'ailleurs, même une modification de la composition du portefeuille-emplois, censée théoriquement être possible, ne parviendrait pas — vu le comportement des opérateurs privés — à fermer le circuit des flux financiers emplois/dépôts et augmenterait le degré de risque des crédits existants.

Une preuve ultérieure de ce que nous venons d'affirmer nous vient de l'analyse des résultats de la *cross-covariance* et du spectre croisé des séries de données suivantes:

- a) total des dépôts à vue des opérateurs privés et des intermédiaires financiers non bancaires et total des emplois privés;
- b) total général des dépôts et des escomptes passifs et total des emplois.



Les élaborations ont révélé — en présence de coefficients de cohérence non significatifs et d'un déphasage temporel de 4 mois — une coïncidence entre les maximums des secondes séries (emplois) avec un minimum et un maximum des premières séries. L'interprétation de ces résultats nous permet en effet d'en déduire que les banques préfèrent satisfaire leurs besoins de liquidité en faisant appel à des sources de financement indirectes.

A ce point, pour mieux préciser les résultats obtenus, nous allons synthétiser brièvement les conclusions auxquelles nous sommes parvenus:

- a) le coût des financements exerce une influence négligeable sur la propension à investir des opérateurs privés et sur l'ensemble de la demande nationale;
- b) le Trésor n'a pas adopté une politique stabilisatrice. Son comportement ne diffère pas de celui des opérateurs privés et tend à accentuer l'allure sinusoïdale des emplois bancaires;
- c) les banques de dépôt ne remplissent que partiellement la fonction d'intermédiaire entre les unités structurellement en surplus et les unités structurellement en déficit; elles opèrent en présence de circuits de flux financiers ouverts et s'endettent de préférence avec les autres intermédiaires bancaires;
- d) en matière de taux d'intérêt actifs, la limite que les Autorités monétaires ont imposée ne s'applique pas très bien à la situation pour laquelle elle a été créée; dans ce cas, un plafond aurait peut-être mieux valu qu'un plancher;
- e) la politique et la gestion de liquidité des banques sont plus sensibles aux fluctuations à caractère cyclique de moyenne période qu'à celles de courte période, et à la dynamique des emplois qu'à celle des dépôts;

- f) les établissements bancaires peuvent disposer — comme le montrent les informations obtenues après élaboration — de deux indices signalétiques très fiables pour la prévision de leurs besoins futurs de liquidité, c'est-à-dire du coefficient dépôts privés/avances privées et du coefficient  $M_1$ /emplois privés (voir à ce propos le paramètre d'alignement, les coefficients du spectre croisé et de la *cross-covariance* figurant dans le tableau ci-dessus et dans le Tableau 71);
- g) compte tenu des conditions du système économique et financier du Kenya, nous estimons que le recours à des instruments dont le fonctionnement s'inspire à la logique du « puits sans fonds » (1), comme les *special deposits* ou le *statutory minimum liquid assets requirement*, s'explique mieux par la volonté de couvrir les besoins financiers du Trésor que par le désir de contrôler la demande intérieure. Dans cette perspective, on peut donner également une nouvelle interprétation à la politique de contrôle de la structure intérieure des taux d'intérêt adoptée par les Autorités monétaires. En effet, on peut la considérer subordonnée elle aussi à la poursuite de l'objectif prédominant: le financement du déficit budgétaire du secteur public.

---

(1) On entend par là se rapporter à la possibilité de contrôler — à travers la variation de la demande de certains actifs financiers — les financements que les banques de dépôt accordent à l'économie d'un certain pays. Rapportons à ce propos la pensée de TOBIN (J. TOBIN, *Commercial Banks as Creators of Money*, *op. cit.*, p. 404): « *Given the wealth and asset preferences of the community, the demand for bank deposits can increase only if the yields of other assets fall* ». L'auteur suppose un contexte institutionnel où les dépôts à vue ne sont pas rémunérés: « *The fall in these yields is bound to restrict the profitable lending and investment opportunities available to the banks themselves. Eventually the marginal returns on lending, and investing, account taken of the risks and administrative costs involved, will not exceed the marginal cost to the banks of attracting and holding additional deposits* ».

Les conclusions auxquelles nous sommes parvenus au cours de ces investigations, et notamment celles qui se rapportent à l'existence de paramètres d'alignement nuls entre les quantités économiques représentées par les emplois et la liquidité (voir le tableau ci-dessus), la coïncidence des maximums des emplois et des minimums de la liquidité, l'ouverture du circuit emplois/dépôts et le drainage de monnaie légale pratiqué à la fois par les particuliers et par le secteur public nous amènent à analyser avec plus d'attention les politiques de recours à des sources de financement autres que les banques de dépôt.

A ce propos, nous avons jugé utile de commencer l'enquête par les sources qui s'annoncent comme étant potentiellement les plus productives, ne serait-ce que pour les possibilités qu'elles offrent d'accroître la base monétaire du système avec des décisions de nature endogène par rapport aux opérateurs bancaires. On a donc soumis à l'analyse spectrale croisée les séries relatives aux soldes interbancaires passifs étrangers à l'ensemble des placements et à l'ensemble des dépôts. Les résultats obtenus — coïncidence entre les maximums des emplois et ceux des soldes interbancaires en question et d'un minimum de ces derniers avec un maximum dans les dépôts — confirment clairement le recours à des sources extérieures comme instrument de gestion typique de la liquidité bancaire.

Nous avons d'ailleurs obtenu d'autres preuves encore en soumettant à ce genre d'analyse statistique les quantités économiques suivantes:

- a) solde interbancaire net, dépôts libres à la Banque centrale et ensemble des emplois;
- b) solde interbancaire net, dépôts libres à la Banque centrale et ensemble des dépôts;
- c) solde interbancaire net et crédit au commerce.

On a en effet obtenu de ces analyses, pour les deux séries examinées simultanément des maximums qui coïncident dans la première et la troisième élaboration et un maximum et un minimum dans la seconde élaboration.

D'autre part, l'inclination des banques du Kenya à recourir à des politiques d'endettement interbancaire nous est encore confirmée par la dynamique comparée des soldes interbancaires et des investissements. En effet, si l'on examine la *cross-covariance*, le spectre croisé et le paramètre d'alignement (voir le tableau à page 128) du couple de séries chronologiques constitué par les soldes interbancaires passifs étrangers et le total général du portefeuille-titres, on voit ressortir clairement que le maximum de l'endettement sur le marché interbancaire étranger précède généralement de 4 mois le recours maximum à une politique d'*asset management*.

Parmi les facteurs qui ont agi sur ce comportement, nous pouvons compter les suivants:

- a) le portefeuille-titres n'était, de fait, que partiellement disponible car une partie des bons du Trésor et toute la catégorie des autres titres devaient être gardés pour satisfaire aux obligations du *statutory minimum liquid assets requirement*. En outre, les bons du Trésor — surtout après la suspension de la rémunération des dépôts libres de la part de la Banque centrale — représentaient l'unique actif financier permettant de détenir des réserves liquides productives et d'accroître en même temps l'offre de  $M_3$  de la part des opérateurs privés et publics du système;
- b) les banques — pour les motifs exposés au point a) et probablement en raison de leurs attentes sur la future évolution des taux de rendement — préféraient liquider d'abord les titres à long terme malgré des coûts de transaction plus élevés;



- c) le recours aux marchés interbancaires étrangers permettait, *ceteris paribus*, de maintenir en circulation de plus grandes quantités de monnaie légale;
- d) dans les phases d'expansion du cycle, l'attrait des emplois était plus élevé que celui des titres et vice-versa. On peut voir à ce propos les résultats des élaborations spectrales croisées entre les séries des titres et celles des emplois rapportées dans le tableau à la p. 128 et entre les séries relatives aux titres et emplois publics et aux dépôts (voir p. 129). Par conséquent, au sommet des phases d'expansion, lorsque les besoins financiers devenaient plus intenses, il pouvait devenir avantageux de liquider une partie du portefeuille-titres. Par contre, au début des phases de reprise, la liquidité servait d'abord à reconstituer les *working balances* et successivement à reconstituer le portefeuille-titres, comme nous le montrent les résultats de l'analyse spectrale croisée des séries suivantes: soldes interbancaires actifs étrangers et total général du portefeuille-titres ou soldes interbancaires actifs étrangers et ensemble des emplois (voir le tableau à p. 129).

Cependant, si l'on considère les coefficients de cohérence et de gain pour les séries où les maximums coïncident, ou ces mêmes coefficients en correspondance avec les maximums de chacune des deux séries soumises simultanément à l'analyse spectrale, les conclusions auxquelles nous sommes parvenus demandent d'être mieux qualifiées.

En effet, ces coefficients ne revêtent presque jamais de valeurs significatives, ce qui laisse supposer la présence de forces étrangères à la gestion bancaire capables de conditionner les politiques de gestion et surtout celles de liquidité.

Les résultats de l'enquête jusqu'ici effectuée nous permettent de reconnaître ces forces dans les limitations que les Autorités monétaires ont imposées à la liberté de choix des banques de dépôt dans le but d'assurer la couverture des besoins financiers du secteur public.

#### 7. UNE TENTATIVE D'INTERPRÉTER LE COMPORTEMENT DES BANQUES DE DÉPÔT EN MATIÈRE DE POLITIQUES DE LIQUIDITÉ

Les coefficients obtenus grâce à l'application de l'analyse spectrale simple et croisée, tout en nous permettant d'arriver à certaines conclusions en ce qui concerne les politiques adoptées par les banques de dépôt, ne nous ont cependant pas fourni de renseignements sur les motifs qui ont induit les banques à adopter un certain comportement en matière de gestion de liquidité. Il nous semble donc utile d'essayer de déceler les facteurs qui ont joué un rôle prédominant dans ce choix.

Comme chacun sait, une banque n'a aucun intérêt à modifier continuellement ses réserves pour les ajuster à tout moment au niveau désiré à cause des coûts que ces ajustements comporteraient. Elle ne décidera d'intervenir que si le rendement attendu de cette variation dépasse le coût de l'opération. Il sera donc probable que les dirigeants de la banque établissent un champ de variabilité à l'intérieur de laquelle on tolérera des mouvements fortuits du niveau actuel de réserves désirées.

Précisons également qu'en raison de l'aversion des dirigeants pour l'endettement envers la Banque centrale (1), le champ de

---

(1) Voir S. M. GOLDFELD, *Commercial Bank Behaviour and Economic Activity*, op. cit., p. 11-13; J. A. MEIGS, *Free Reserves and the Money Supply*, op. cit., p. 83; M. E. POLAKOFF et W. L. SILBER, *Reluctance and Member-Bank Borrowing: Additional Evidence*, paru dans « *Journal of Finance* », mars 1967, p. 88-92.

variation sera établi de façon à exiger un réajustement de la position de liquidité dès que celle-ci menace de prendre des valeurs négatives. L'ampleur du champ d'ajustement variera directement avec le coût moyen d'ajustement et avec les flux financiers qui passent par cette banque et indirectement avec le niveau du coût d'opportunité des taux de rendement attendus des actifs financiers liquides.

Il est probable qu'une banque qui décide de modifier le niveau et la composition de ses réserves ne parviendra pas à la position considérée comme optimale lorsque l'intensité des éléments perturbateurs devient négligeable (1). On peut donc estimer que plus l'intensité de ces éléments est grande, et notamment celle des coûts variables, moins les réserves se rapprocheront du niveau optimum théorique. Naturellement, l'avantage à modifier la composition et le montant des réserves dépendra également du niveau et de la variabilité du taux de rendement des différents actifs financiers et de la fréquence avec laquelle se manifestent des flux financiers imprévus qui peuvent élargir l'écart entre la position effective et la position désirée.

Il nous semble donc que si les banques du Kenya n'ont pas recours à des politiques de liquidité saisonnières, cela est dû au niveau et à la dynamique des quantités économiques suivantes:

- a) coûts d'ajustement;
- b) structure et rigidité des taux de rendement;

---

(1) Par facteurs de perturbation on entend dans ce cas deux composantes de coûts:

- a) les coûts constants dérivant en grande partie des frais pour le personnel chargé d'étudier et de mettre en oeuvre les politiques de liquidité;
- b) les coûts variables qui sont engendrés par l'écart entre prix d'achat et de vente de certains actifs, par les frais de médiation et par d'autres charges de service qui varient en fonction du montant des fonds obtenus.

- c) économies d'échelle (1);
- d) taux d'expansion de l'offre de monnaie intérieure;
- e) possibilité d'accéder librement à la base monétaire.

Donc, malgré la courte période imposée par les Autorités monétaires pour établir le montant des réserves de liquidité, l'inefficience et l'étroitesse du marché du crédit, le niveau et la rigidité (2) de la structure des taux de rendement, les caractéristiques du circuit des flux financiers qui passent par les banques et les petites dimensions de la plupart de celles-ci sont parmi les facteurs qui ont contribué à rendre les politiques de liquidité des banques de dépôt du Kenya plus sensibles aux variations cycliques de moyenne période qu'à celles de courte période.

Au-dessus de tous ces facteurs, nous avons pu vérifier l'effet incisif des limitations que les Autorités monétaires ont imposé à la gestion de liquidité des banques de dépôt pour satisfaire les exigences financières des opérateurs publics. Cependant, les conditions où ces politiques sont appliquées en exaltent les dangers. Etant donné que, dans les circonstances où opèrent le secteur réel et le secteur monétaire au Kenya, les marges de manoeuvre tendent à s'épuiser rapidement et qu'au-delà de ces marges un renforcement des situations de privilège devient inévitable, il est souhaitable que les Autorités monétaires adoptent sans tarder de nouvelles politiques capables de promouvoir le développement économique.

---

(1) Sur la vitesse de diminution des coûts d'ajustement unitaires moyens par rapport à l'augmentation des dimensions, on peut consulter P. FROST, *Banks' Demand for Excess Reserves*, *op. cit.*, et l'essai de R. RYOZI, *Le economie di scala nelle aziende di credito*, paru dans « Il Risparmio », juillet 1968, p. 1124-1197.

(2) Seuls les taux de rendement des bons du Trésor ont connu une forte variabilité (voir le Tableau 47).



## APPENDICE STATISTIQUE

---

Sauf indications différentes, les tableaux suivants sont le résultat d'élaborations effectuées d'après les *Commercial Banks' Monthly Returns* envoyés par chaque banque de dépôt du Kenya à la Banque centrale.

TABLEAU 1

 ACTIFS DU CONSEIL MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE ORIENTALE  
 (en milliers de livres)

Années	Investissements	Valeur nomi- nale	Prix d'achat	Valeur au prix de marché 1	Bons du Trésor et caisse 2	Total (1+2)	Monnaie en circu- lation
1955	Etrangers	54.500	53.944	49.909	10.898		
	Locaux	—	—	—	4		
	Total	54.500	53.944	49.909	10.902	60.811	60.412
1956	Etrangers	52.500	51.884	46.153	14.280		
	Locaux	191	189	185	4		
	Total	52.691	52.073	46.338	14.284	60.622	60.724
1957	Etrangers	48.500	47.767	43.802	13.591		
	Locaux	5.874	4.772	5.757	5		
	Total	54.374	52.539	49.559	13.596	63.155	60.690
1958	Etrangers	39.500	38.758	35.811	21.802		
	Locaux	6.378	6.278	5.730	2		
	Total	45.878	45.036	41.541	21.804	63.345	58.653
1959	Etrangers	35.700	34.973	32.715	22.794		
	Locaux	9.012	8.889	8.319	6		
	Total	44.712	43.862	41.034	22.800	63.834	57.257
1960	Etrangers	33.100	32.527	29.252	25.705		
	Locaux	10.097	9.973	8.796	3.061		
	Total	43.197	42.500	38.048	28.766	66.814	60.437
1961	Etrangers	33.022	32.082	29.842	26.391		
	Locaux	10.097	9.969	8.268	2.846		
	Total	43.119	42.051	38.110	29.237	67.347	59.173
1962	Etrangers	31.479	31.095	29.759	26.607		
	Locaux	10.070	9.943	6.982	5.078		
	Total	41.549	41.038	36.741	31.685	68.426	58.494
1963	Etrangers	31.510	30.910	30.837	33.599		
	Locaux	10.310	10.183	7.589	3.210		
	Total	41.820	41.093	38.426	36.809	75.235	65.524
1964	Etrangers	29.209	28.729	28.039	35.211		
	Locaux	9.936	9.809	8.014	4.618		
	Total	39.145	38.538	36.053	39.829	75.882	68.311

SOURCE: EAST AFRICAN CURRENCY BOARD.

TABLEAU 2

## QUANTITES ECONOMIQUES RELATIVES A LA LIQUIDITE DU SYSTEME BANCAIRE DU KENYA

Années	Coefficient emplois/ dépôts	Coefficient emp. privés/ dep. privés	Coefficient de caisse (*)	Coefficient de liquidité
1955	71,33	(a)	3,20	24,02
1956	69,46	67,37	4,36	25,47
1957	73,96	72,07	4,70	20,83
1958	65,71	69,81	5,67	25,46
1959	65,91	68,37	4,01	25,39
1960	84,06	89,98	5,88	7,55
1961	74,29	78,93	5,96	18,94
1962	70,40	77,62	5,36	23,04
1963	80,54	90,80	4,03	11,40
1964	84,08	99,50	4,67	9,99
1965	82,7	95,3	4,1	8,53
1966	71,7	82,6	5,6	16,32
1967	80,0	90,1	9,7	7,71

(a) Les données relatives à 1955 ne sont pas disponibles.

(\*) Y compris les dépôts disponibles détenus par le système bancaire auprès de la Banque centrale. Avant le 14 septembre 1966 on a tenu compte des dépôts effectués par le système bancaire au Conseil monétaire.

TABLEAU 3

 ACTIFS ET PASSIFS DU SYSTEME BANCAIRE DU KENYA  
 (en milliers de livres)

Actifs	1955	1956	1957	1958	1959
Caisse (a)	1.853	2.241	2.488	2.959	2.281
C/c interbancaires avec des					
Banques au Kenya	363	414	529	—	513
Banques en Afrique Orientale	1.378	2.193	4.279	1.727	3.242
Banques étrangères	10.174	8.276	3.729	8.651	8.398
Total	11.915	10.883	8.537	10.378	12.153
Crédits et avances:					
Industrie	4.274	3.663	4.159	4.649	4.787
Agriculture	5.724	4.879	5.906	6.222	6.085
Autres secteurs: spécifiés	25.323	21.854	23.022	18.263	21.546
non spécifiés	5.949	5.292	6.149	5.118	5.068
Total	41.270	35.688	39.236	34.252	37.486
Investissements en Afrique Orientale	1.642	2.092	1.692	1.792	2.510
Autres actifs	5.853	5.961	7.197	8.838	8.584
Total	62.533	56.864	59.151	58.219	63.015
Passifs					
Dépôts:					
à vue	51.931	43.366	42.903	39.919	43.973
à terme	2.837	4.083	5.019	6.088	5.882
d'épargne	3.156	3.913	5.053	6.153	7.059
Total	57.924	51.362	52.975	52.160	56.914
C/c interbancaires avec des					
Banques au Kenya	—	—	—	104	—
Banques en Afrique Orientale	—	—	—	—	—
Banques étrangères	—	—	—	—	—
Total	—	—	—	104	—
Autres passifs	4.609	5.502	6.175	5.956	6.101
Total	62.533	56.864	59.151	58.219	63.015

(a) Y compris les dépôts effectués par les banques de dépôt au Conseil monétaire ou à la Banque centrale.

(\*) Y compris un crédit de la part du Conseil monétaire pour un montant de 2,1 millions de livres.



1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967 (**)
2.950	3.124	3.176	2.519	3.034	2.824	4.343	8.214
991	1.171	1.309	319	86	2.181	441	2.444
6.371	6.665	5.151	5.496	18.825	7.574	1.920	1.778
—	—	3.986	—	—	8.246	10.043	3.244
7.362	7.836	10.446	5.815	18.911	18.001	12.404	7.466
4.984	4.686	4.652	4.863	5.612	6.995	6.276	9.325
6.450	7.246	4.415	5.881	7.242	5.889	8.299	10.944
26.201	23.405	28.373	34.796	36.334	44.702	40.937	47.733
4.591	3.671	4.259	4.822	5.459	—	—	—
42.226	39.008	41.699	50.362	54.647	57.586	55.512	68.002
2.223	1.768	2.229	2.600	2.998	4.797	4.245	4.655
8.560	8.476	10.646	9.018	10.855	26.047	31.211	30.759
63.322	60.212	68.196	70.313	90.445	109.255	107.715	119.096
40.255	41.200	45.068	46.725	48.488	50.243	49.799	51.232
4.427	4.132	5.328	5.752	5.571	6.310	10.492	12.339
5.525	7.126	8.839	10.051	10.935	13.050	17.139	21.532
50.207	52.458	59.235	62.528	64.994	69.603	77.430	85.103
—	—	—	—	—	3.950(*)	407	1.862
—	—	—	—	—	2.407	704	1.582
6.570	1.003	—	1.185	15.421	8.541	2.999	5.678
6.570	1.003	—	1.185	15.421	14.898	4.110	9.122
6.544	6.751	8.961	6.600	10.030	24.754	26.175	24.871
63.322	60.212	68.196	70.313	90.445	109.255	107.715	119.096

(\*\*) Vieilles séries.

SOURCES: EAST AFRICAN STATISTICAL DEPARTMENT; CENTRAL BANK OF KENYA, *Economic and Financial Review*.

TABLEAU 4

DEPOTS ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE DU KENYA  
(en milliers de livres)

A n n é e s	Dépôts du secteur public	Dépôts du secteur privé	Total	Emplois en faveur du secteur public	Emplois en faveur du secteur privé	Total	Treasury deposit ratio
1956	6.996	44.366	51.362	5.799	29.889	35.688	15,77
1957	7.694	45.281	52.975	6.604	32.632	39.236	16,99
1958	6.808	45.352	52.160	3.383	30.869	34.252	15,01
1959	7.940	48.974	56.914	4.002	33.484	37.486	16,21
1960	7.907	42.300	50.207	4.164	38.062	48.226	18,69
1961	9.252	43.206	53.458	4.904	34.104	39.008	21,41
1962	13.786	45.449	59.235	6.420	35.279	41.699	30,33
1963	15.868	46.660	62.528	7.994	42.368	50.362	34,01
1964	17.115	47.879	64.994	7.006	47.641	54.647	35,75
1965	16.797	52.806	69.603	6.808	50.778	57.586	31,81
1966	12.537	64.893	77.430	915	54.597	59.512	19,32
1967	12.694	72.409	85.103	1.300	66.702	68.002	17,53

SOURCES: EAST AFRICAN STATISTICAL DEPARTMENT; CENTRAL BANK OF KENYA, *Economic and Financial Review*.

TABLEAU 5

SOLDES INTERBANCAIRES AVEC LES CORRESPONDANTS ETRANGERS  
(en millions de livres)

Années	Kenya	Tanganyika	Ouganda	Afrique Orientale
1950	23,4	4,4	4,3	32,1
1951	20,9	4,2	4,2	29,3
1952	23,6	4,8	8,2	36,6
1953	22,5	4,6	7,5	34,6
1954	17,0	4,3	7,4	28,7
1955	10,2	2,7	2,7	15,6
1956	8,2	4,4	5,1	17,7
1957	3,7	0,6	4,2	8,5
1958	8,6	1,9	2,0	12,5
1959	8,4	2,1	1,6	12,1
1960	— 6,6	0,1	0,4	— 6,1
1961	— 1,0	4,8	0,7	4,5
1962	4,0	3,1	— 0,8	6,3
1963	— 1,2	2,5	— 4,0	— 2,7
1964	— 15,4	5,9	0,8	— 8,7
1965	— 0,3	2,0	— 6,4	— 4,7

SOURCE: W. T. NEWLYN, *Finance for Development*, éd. East African Publishing House, Nairobi, 1968, p. 32.

TABLEAU 6

TREND DES SOLDES INTERBANCAIRES AVEC LES CORRESPONDANTS DES  
AUTRES PAYS D'AFRIQUE ORIENTALE  
(en milliers de livres)

Années	Kenya	Ouganda	Tanzanie
1951	— 3.277	— 1.826	+ 4.890
1952	— 5.541	— 1.085	+ 7.762
1953	— 6.897	— 641	+ 9.217
1954	— 1.351	— 3.295	+ 6.679
1955	— 87	— 2.692	+ 5.649
1956	+ 1.740	— 4.358	+ 5.020
1957	+ 3.327	— 3.596	+ 2.963
1958	+ 1.563	— 2.061	+ 3.271
1959	+ 4.084	— 2.751	+ 1.433
1960	+ 5.615	— 3.492	+ 483
1961	+ 5.791	— 2.618	— 225
1962	+ 6.400	— 3.498	+ 417
1963	+ 6.017	— 2.346	+ 2.000
1964	+ 13.220	— 1.862	— 4.469

SOURCE: W. T. NEWLYN, *Finance for Development*, op. cit., p. 34.



TABLEAU 7

TREND DES SOLDES INTERBANCAIRES AVEC LES CORRESPONDANTS DES AUTRES PAYS D'AFRIQUE ORIENTALE (DONNEES MENSUELLES)  
(en milliers de livres)

M o i s	Kenya		Ouganda		Tanzanie	
	1964	1965	1964	1965	1964	1965
Janvier	6 309	13 304	— 4 615	— 5 806	+ 497	— 5 084
Février	6 483	12 519	— 4 519	— 5 299	+ 498	— 5 639
Mars	7 002	11 601	— 4 665	— 4 637	+ 314	— 5 602
Avril	7 708	10 863	— 4 831	— 4 131	— 36	— 5 580
Mai	8 420	10 086	— 5 070	— 3 532	— 425	— 5 454
Juin	9 344	9 098	— 5 416	— 2 768	— 856	— 5 295
Juillet	10 239	8 063	— 5 695	— 2 019	— 1 564	— 5 046
Août	10 966	7 106	— 5 763	— 1 369	— 2 356	— 2 542
Septembre	11 793	6 035	— 5 874	— 541	— 3 249	— 3 990
Octobre	12 687	4 916	— 6 132	+ 366	— 4 027	— 3 454
Novembre	13 573	3 816	— 6 380	+ 1 111	— 4 761	— 2 880
Décembre	13 779	3 251	— 6 208	+ 1 462	— 5 309	— 2 578

SOURCE: W. T. NEWLYN, *Finance for Development*, op. cit., p. 35.

TABLEAU 8

TRANSFERTS DU CONSEIL MONÉTAIRE (\*)  
(en millions de livres)

Années	Extérieurs						Intérieurs (*)					
	Kenya		Tanzanie		Ouganda		Tanzanie		Ouganda			
	A Londres	De Londres	A Londres	De Londres	A Londres	De Londres	Au Kenya	Du Kenya	Au Kenya	Du Kenya		
1950	0,3	0,7	1,5	—	—	1,5	1,5	2,2	1,2	1,7		
1951	—	1,6	—	2,0	—	6,1	0,5	1,0	1,3	2,1		
1952	—	0,3	—	—	—	4,2	1,2	3,9	4,3	1,7		
1953	1,0	1,5	0,5	—	0,5	1,6	2,3	3,4	3,9	3,7		
1954	1,0	1,5	—	1,1	0,7	3,6	2,6	4,6	4,1	5,3		
1955	2,2	0,7	0,4	1,3	1,5	10,2	0,3	4,6	5,7	2,6		
1956	3,1	1,2	0,2	—	1,9	4,0	4,6	4,3	6,6	5,4		
1957	2,8	1,3	0,3	0,1	2,2	0,7	2,9	4,4	5,4	7,5		
1958	5,4	1,9	0,1	0,9	2,8	2,5	4,0	3,7	6,8	7,7		
1959	3,5	2,4	1,3	0,2	3,1	1,7	4,4	6,2	6,4	10,7		
1960	3,5	2,8	0,2	0,6	0,8	1,7	5,8	6,2	7,9	10,5		
1961	5,6	3,1	1,0	0,7	1,3	4,0	6,1	6,1	8,7	8,5		
1962	4,8	1,5	1,8	1,2	0,7	2,5	7,5	6,8	8,6	8,5		
1963	5,1	8,9	0,5	3,0	—	—	14,1	14,9	13,3	19,2		
1964	11,7	11,5	0,1	0,1	0,9	0,1	14,0	15,9	18,3	20,2		
1965	14,4	9,9	—	1,7	3,0	0,5	12,2	2,0	11,2	27,9		

(\*) Les transferts entre la Tanzanie et l'Ouganda sont relativement insignifiants.

SOURCE: EAST AFRICAN CURRENCY BOARD, *Annual Reports*.

TABLEAU 9

DETTE PUBLIQUE DU GOUVERNEMENT DU KENYA  
(en millions de livres)

En cours au 30 juin	Dettes à long terme		Dettes à moyen et court terme (**)		Total		Dette intérieure % du total			
	Extérieur	Intérieur (*)	Total	Extérieur	Intérieur (*)	Total				
1955	28,3	3,5	31,8	4,1	3,1	7,2	32,4	6,6	39,0	16,9
1956	32,5	6,0	38,5	5,4	3,1	8,5	37,9	9,1	47,0	19,4
1957	32,5	8,5	41,0	6,1	3,1	9,2	38,6	11,6	50,2	23,1
1958	32,5	10,8	43,3	8,1	3,1	11,2	40,6	13,9	54,5	25,5
1959	32,5	14,5	47,0	7,3	3,1	10,4	39,8	17,6	57,4	30,7
1960	32,5	16,3	48,8	11,9	2,1	14,0	44,4	18,4	62,8	29,3
1961	32,5	16,8	49,3	19,3	0,6	19,9	51,8	17,4	69,2	25,1
1962	32,2	17,1	49,3	25,6	0,6	26,2	57,8	17,7	75,5	23,4
1963	32,2	17,1	49,3	33,2	0,5	33,7	65,4	17,6	83,0	21,2
1964	32,2	17,1	49,3	36,4	0,5	36,9	68,6	17,6	86,2	20,4
1965	32,2	17,6	49,8	44,8	0,9	45,7	77,0	18,5	95,5	19,4
1966	32,2	18,3	50,5	53,9	1,1	55,0	86,1	19,4	105,5	18,4
1967	32,2	26,3	58,5	59,0	1,2	60,2	91,2	27,5	118,7	23,2

(\*) Jusqu'au 30 juin 1964, parmi les titres classés à l'intérieur on comprenait également ceux qui étaient détenus par des agents résidant en Tanzanie et en Ouganda.

(\*\*) A partir de 1965, on fait abstraction de l'endettement à court terme.

SOURCE: KENYA GOVERNMENT APPROPRIATION ACCOUNTS.

TABLEAU 10

 ACTIFS ET PASSIFS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS PRIVÉS  
 (en milliers de livres)

Passifs	1964	1965	1966	1967
Capital social				
— Gouvernement	50	52	52	52
— Banques de dépôt	157	157	157	157
— Etablissements financiers	585	107	107	109
— Reste du monde	1.051	1.152	1.299	1.343
— Autres	276	232	262	263
Total	2.119	1.700	1.877	1.924
Réserves	84	27	259	388
Dépôts				
A vue et à terme	1.897	2.140	1.595	1.830
D'épargne	3.776	4.028	5.247	5.967
Total	5.673	6.168	6.842	7.797
Dépôts en Ouganda et en Tanzanie	2.741	2.773	3.113	3.421
Total dépôts	8.414	8.941	9.955	11.218
Emprunts				
— Gouvernement	250	200	100	0
— Banques de dépôt	1.415	1.318	1.857	1.612
— Etablissements financiers	207	682	210	149
— Reste du monde	2.374	2.062	1.746	707
— Autres	0	21	0	5
Total	4.246	4.283	3.913	2.473
Autres passifs	406	546	457	591
Total passifs	15.269	15.497	16.461	16.594

N.B. - Les données qui paraissent dans ce tableau sont le premier résultat d'une enquête menée par Burke Dillon (*Financial Institutions in Kenya: 1964-1971*, Université de



Actifs	1964	1965	1966	1967
Actifs réels	656	672	699	701
Emplois et avances				
— Prêts hypothécaires	7.455	6.756	5.966	5.340
— Crédit à tempérament	1.933	2.225	2.952	3.538
— Autres crédits	267	237	225	613
Total	9.655	9.218	9.143	9.491
Crédits avec le reste du monde	3.173	3.433	3.360	2.676
Portefeuille effets	70	105	81	46
Titres publics				
— Afrique Orientale	359	517	661	562
— Reste du monde	48	48	48	48
Total	407	565	709	610
Portefeuille actions				
— Etablissements financiers	25	25	—	5
— Reste du monde	—	—	25	27
— Autres	37	277	442	568
Total	62	302	467	600
Actifs liquides				
— Soldes interbancaires	982	1.058	1.747	2.169
— Autres actifs	36	25	19	26
Total	1.018	1.083	1.766	2.195
Autres actifs	238	190	239	281
Total actifs	15.279	15.568	16.464	16.596

Nairobi, septembre 1972, tableaux E1 et E2). Elles ne sont pas comparables à celles que la Banque centrale a publiées à partir de 1967.

TABLEAU 11

DETENTEURS DE TITRES A LONG TERME EMIS PAR LE GOUVERNEMENT  
(en milliers de livres)

Détenteurs	1963	1964	1965	1966	1967 juin
<i>National Social Security Fund</i>	—	—	—	1.157	3.603
Gouvernement	3.351	3.933	4.736	7.375	8.614
Autorités locales	763	1.001	754	860	961
<i>Kenya Post Office Savings Bank</i>	950	950	1.150	2.064	2.114
Institutions communautaires de l'Afrique Orientale	870	870	768	821	864
Autres agents publics	495	476	519	666	664
Banque centrale	3.707	3.510	3.510	3.510	3.510
Banques commerciales	1.635	1.635	1.008	1.109	1.723
Compagnies d'assurance	2.012	2.012	2.465	3.256	3.770
Autres entreprises	983	540	670	974	1.250
Ménages	320	295	394	514	541
Autres agents d'Afrique Orientale	401	393	376	355	353
Reste du monde	1.603	1.475	1.400	1.611	1.805
Total	17.090	17.090	17.750	24.272	29.772

SOURCE: CENTRAL BANK OF KENYA.

TABLEAU 12

FINANCEMENT DU DEFICIT GOUVERNEMENTAL  
(en milliers de livres)

	1964/1965	1965/1966	1966/1967
Recettes courantes	49.530	56.355	65.996
Dépenses courantes	50.835	57.639	62.220
Solde	— 1.305	— 1.284	3.776
Dépenses en compte capital	— 13.622	— 14.204	— 16.050
Gains de projets de développement	2.026	586	408
Déficit	— 12.901	— 14.902	— 11.866
Dépenses d'investissement (*)	— 6.080	— 5.607	— 6.614
Déficit total	— 18.981	— 20.509	— 18.480
Endettement extérieur	10.698	9.427	7.839
Dons étrangers	9.741	5.098	3.474
Total financement extérieur	20.439	14.525	11.313
Endettement intérieur à long terme	1.028	2.006	7.817
Endettement intérieur à court terme			
a) <i>Cereals and Sugar Finance Corporation</i>	—	—	—
b) <i>Tax Reserve Certificates</i>	— 135	232	18
c) Bons du Trésor	—	—	—
d) Autres	— 73	—	1
Total	— 208	232	19
Surplus ou déficit	+ 2.278	— 3.816	+ 668

(\*) Les dépenses d'investissement comprennent les achats d'actions émises par les entreprises commerciales et les avances accordées aux divers secteurs de l'économie. En dégageant ce poste de ceux qui contribuent à déterminer le déficit du gouvernement, on peut isoler les distorsions que provoque ce poste de dépense. Consulter à ce propos ANTONIO PIN, *La mobilitazione del risparmio nel sistema contabile detto dei flussi di fondi*, cours universitaire année 1973-1974, Sienne, p. 21-22 et MOSHE YANOVSKY, *Sistemi di contabilità nazionale*, éd. Il Mulino, Bologne, 1973, p. 127.

SOURCE: KENYA GOVERNMENT APPROPRIATION ACCOUNTS.

TABLEAU 13

PRODUIT INTERIEUR (\*) BRUT AU COUT DES FACTEURS ET AUX

	1955	1956	1957	1958
<i>(Valeurs absolues en millions de livres)</i>				
Secteur monétaire de l'économie				
1. Agriculture	29,14	35,05	33,54	34,60
2.1 Mines	1,28	1,36	1,26	1,23
2.2 Industrie	17,44	18,18	19,80	20,52
2.3 Bâtiment	8,04	9,34	9,63	8,38
2.4 Electricité	1,45	1,75	2,09	2,36
2.5 Commerce	25,34	25,83	27,48	26,39
2.6 Autres secteurs	32,75	34,83	40,23	41,57
Total (2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 2.6)	86,30	91,29	100,49	100,45
3. Secteur public				
3.1 Gouvernement	14,28	13,93	15,48	16,40
3.2 Autorités locales	2,26	2,29	2,53	2,89
3.3 Autres agents publics	2,76	2,59	2,18	1,17
Total (3.1, 3.2, 3.3)	19,30	18,81	20,19	20,46
Produit intérieur brut du secteur monétaire	134,74	145,15	154,22	155,50
Produit intérieur brut en dehors du secteur monét.	45,80	48,00	51,69	52,59
Produit intérieur brut	180,54	193,15	205,91	208,09
<i>(en pour cent)</i>				
Secteur monétaire				
1. Agriculture	16,1	18,2	16,3	16,6
2.1 Industrie	9,6	9,4	9,6	9,9
2.2 Bâtiment	4,5	4,8	4,7	4,0
2.3 Commerce	14,0	13,4	13,3	12,7
2.4 Autres secteurs	19,7	19,7	21,2	21,7
Total (2.1, 2.2, 2.3, 2.4)	47,8	47,3	48,8	48,3
Secteur public	10,7	9,7	9,8	9,8
Produit intérieur brut du secteur monétaire	74,6	75,1	74,9	74,7
Produit intérieur brut en dehors du secteur monét.	25,4	24,9	25,1	25,3
Produit intérieur brut	100,0	100,0	100,0	100,0

(\*) Jusqu'à fin 1974 on ne disposait pas des données nécessaires à l'établissement du produit national brut. Voir à ce propos les *Notes and Definitions* concernant le *Domestic Income and Product* dans REPUBLIC OF KENYA, *Statistical Abstract*, 1964, *op. cit.*, p. 98.

(\*\*) Les données ont été obtenues d'après de nouveaux critères d'évaluation.

(\*\*\*) Se rapportant à des estimations partielles.

(a) Estimé.



## PRIX COURANTS

1959	1960	1961	1962	1963	1964 (***)	1964 (**)	1965 (**)	1966 (**)	1967 (**)
35,58	40,00	38,72	39,86	44,39	48,42	54,70	46,15a)	55,80a)	58,30
1,12	1,09	0,85	0,83	0,89	0,65	1,46	1,35	1,61	2,04
20,23	21,62	22,73	23,04	24,38	26,67	34,17	37,45	41,90	44,73
7,94	7,86	7,80	6,76	4,89	4,28	6,82	13,40	16,74	12,39
2,56	2,79	2,84	3,29	3,60	3,80	4,84	7,24	7,81	6,32
27,68	28,96	29,56	30,06	31,92	35,16	32,54	35,00	39,24	40,15
44,52	48,08	47,31	48,82	53,56	57,24	62,55	66,28	72,01	79,21
104,05	110,40	111,09	112,80	119,24	127,80	142,38	160,72	179,31	184,84
16,87	20,08	21,63	22,02	20,86	19,42				
3,15	3,35	3,49	4,11	5,90	10,85				
1,53	1,49	1,88	1,99	2,04	2,72				
21,55	24,92	27,00	28,12	28,80	32,99	42,47	43,23	47,96	53,01
161,18	175,32	176,81	180,78	192,43	209,21	239,55	250,10a)	283,07a)	296,15
53,03	50,19	47,89	63,22	66,16	68,49	88,89	80,07a)	101,60a)	106,97
214,21	225,51	224,70	244,00	259,09	277,70	328,44	330,17	384,67	403,12
16,6	17,7	17,2	16,3	17,1	17,4	16,65	13,98	14,51	15,34
9,4	9,6	10,1	9,4	9,4	9,6	10,40	11,34	10,89	10,33
3,7	3,5	3,5	2,8	1,9	1,5	2,08	4,06	4,35	2,50
12,9	12,8	13,2	12,3	12,3	12,7	9,91	10,60	10,20	9,69
22,7	23,1	22,6	21,7	22,4	22,2	20,97	22,68	21,17	22,42
48,7	49,0	49,4	46,2	46,0	46,0	43,36	48,68	46,61	44,94
10,0	11,1	12,0	11,5	11,1	11,9	12,93	13,09	12,47	14,14
75,3	77,7	78,7	74,1	74,3	75,3	72,94	75,75	73,59	74,42
24,7	22,3	21,3	25,9	25,7	24,7	27,06	24,25a)	26,41a)	25,58
100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,00	100,00	100,00	100,00

SOURCES: REPUBLIC OF KENYA, *Economic Survey*, Statistics Division, Ministry of Finance and Planning, Nairobi, juin 1972; REPUBLIC OF KENYA, *Statistical Abstract*, 1964 et 1972; CENTRAL BANK OF KENYA, *Economic and Financial Review*; UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA, *Economic Survey of Africa*, vol. 3, *East African Sub-Region*, Nations Unies, New York, 1971.

TABLEAU 14

BALANCE DES PAIEMENTS DE 1964 A 1967  
(en millions de livres)

	1964	1965	1966	1967
Importations	86,7	97,4	113,5	116,6
Exportations	77,3	78,0	86,8	79,0
Solde	— 9,4	— 19,4	— 26,7	— 37,6
Balance des parties invisibles	+ 26,8	+ 19,7	+ 20,0	+ 16,9
Solde des parties courantes	+ 17,4	+ 0,3	— 6,7	— 20,7
Mouvements de capitaux à long terme	— 15,6	+ 8,1	+ 14,6	+ 16,3
Balance fondamentale	+ 1,8	+ 8,4	+ 7,9	— 4,4
Erreurs et omissions	— 5,0	— 6,0	+ 4,6	+ 3,7
Balance des mouvements monétaires (*)	+ 3,2	— 2,4	— 12,5	+ 0,7

(\*) Le mouvement global des capitaux à court terme est considéré comme partie constituante du mouvement de caisse des sujets économiques participants, et comptabilisé parmi les mouvements monétaires. Voir à ce propos BANK OF ENGLAND, *The Balance of Payments: Methods of Preservation*, paru dans « Quarterly Bulletin », 1964, p. 278, et ERICH SCHNEIDER, *La bilancia dei pagamenti e il corso dei cambi*, éd. UTET, Turin, 1970, p. 49.

SOURCE: STATISTICS DIVISION, MINISTRY OF ECONOMIC PLANNING AND DEVELOPMENT.

TABLEAU 15

DEPOTS  
(en livres)

Année et mois	A vue	A terme		D'épargne	Total
		Avec préavis de 7 jours	Autres		
Dépôts publics					
1967 - Octobre	7.541.431	1.287.633	2.387.549	100.627	11.317.240
Novembre	7.124.952	1.259.134	2.170.936	106.057	10.661.079
Décembre	10.073.438	724.543	1.776.988	34.300	12.609.269
1968 - Janvier	10.682.815	1.530.503	1.047.166	153.359	13.413.843
Février	10.052.133	1.372.930	1.128.962	142.328	12.696.353
Mars	8.367.693	1.865.618	957.203	134.304	11.324.818
Avril	7.948.317	2.308.274	675.048	126.179	11.057.818
Mai	6.658.888	1.788.905	661.795	131.350	9.240.938
Juin	7.687.623	1.765.970	617.188	120.356	10.191.137
Juillet	7.547.996	2.510.470	569.701	133.551	10.761.718
Août	7.073.438	1.763.905	700.771	134.191	9.672.305
Septembre	6.620.518	2.264.630	953.731	124.885	9.963.764
Octobre	8.238.662	514.565	779.287	127.692	9.660.206
Novembre	9.072.456	332.065	704.147	299.122	10.407.830
Décembre	10.336.028	202.020	621.150	144.806	11.292.197
1969 - Janvier	11.597.139	207.020	720.558	144.806	12.669.523
Février	11.366.270	192.020	788.761	153.048	12.500.099
Mars	10.409.560	452.051	756.666	133.022	11.751.299
Avril	11.325.635	1.012.054	814.538	211.319	13.363.546
Mai	10.490.450	1.097.054	829.963	214.660	12.632.127
Juin	14.924.150	1.687.055	856.994	229.355	17.697.534
Juillet	12.693.310	1.437.055	1.481.788	226.916	15.839.069
Août	11.373.070	1.417.054	1.263.340	219.688	14.273.152
Septembre	12.328.898	1.567.265	1.312.277	208.120	15.416.560
Octobre	10.646.199	2.557.121	1.662.603	230.359	15.096.282
Novembre	10.622.645	1.502.254	1.642.724	284.155	14.051.778
Décembre	12.958.493	1.727.254	1.635.429	259.870	16.581.046
1970 - Janvier	13.050.979	1.599.621	1.860.562	263.168	16.774.330
Février	15.075.057	1.894.216	2.141.739	298.224	19.409.236
Mars	15.690.367	2.408.031	2.006.884	255.594	20.360.876
Avril	14.551.633	1.391.617	2.436.572	262.540	18.642.412
Mai	14.385.979	2.261.345	2.064.287	253.822	18.965.433

(à suivre)

TABLEAU 15 (suite)

## DEPOTS

(en livres)

Année et mois	A vue	A terme		D'épargne	Total
		Avec préavis de 7 jours	Autres		
1970 - Juin	17.713.594	2.556.345	1.838.734	227.247	22.335.920
Juillet	17.937.225	2.188.645	3.155.678	240.219	23.521.767
Août	17.236.486	1.953.645	2.907.756	257.357	22.355.244
Septembre	19.170.822	1.322.145	3.175.152	247.399	23.915.518
Octobre	19.588.833	1.408.814	4.463.218	225.859	25.686.724
Novembre	19.776.958	1.920.319	4.400.359	328.448	26.426.084
Décembre	20.897.127	616.119	3.901.741	479.959	25.894.946
1971 - Janvier	14.481.391	5.137.975	4.632.755	307.638	24.559.759
Février	19.653.275	720.319	4.641.166	232.169	25.246.929
Mars	18.907.900	845.319	4.531.148	247.551	24.531.918
Avril	20.613.082	855.319	3.472.758	255.459	25.196.618
Mai	20.332.856	1.307.708	5.045.969	254.265	26.940.798
Juin	24.217.822	1.522.750	4.726.618	259.834	30.727.024
Juillet	22.274.993	1.362.250	4.335.820	267.387	28.240.450
Août	21.925.371	1.286.250	5.196.076	263.238	28.670.935
Septembre	19.281.550	1.456.799	5.283.755	238.723	26.260.827
Octobre	23.556.229	870.798	3.987.107	237.796	28.651.930
Novembre	23.858.045	800.799	4.096.087	235.906	28.990.837
Décembre	22.018.804	671.835	4.530.424	229.716	27.450.779
1972 - Janvier	19.378.008	141.835	3.704.948	356.918	23.581.709
Février	21.367.121	161.835	4.208.592	264.899	26.002.447
Mars	18.720.903	382.128	4.137.860	272.217	23.513.108
Avril	18.940.637	426.576	3.803.589	286.417	23.457.219
Mai	21.529.820	132.363	4.027.617	246.751	25.936.551
Juin	22.441.491	1.885.785	3.710.095	312.419	28.349.790
Juillet	17.624.453	1.888.735	4.831.809	233.702	24.578.699
Août	19.213.356	1.753.735	4.686.133	235.433	25.888.657
Septembre	21.136.182	1.159.088	4.887.661	227.802	27.410.733
Octobre	20.237.932	1.209.088	4.915.809	230.544	26.593.373
Novembre	20.888.698	1.439.088	3.415.132	228.372	25.971.290
Décembre	23.744.127	1.375.785	3.070.516	221.339	28.411.767
1973 - Janvier	21.147.126	2.118.981	3.279.094	220.328	26.765.529
Février	21.278.878	3.299.138	3.931.260	219.867	28.729.143

(à suivre)



TABLEAU 15 (suite)

DEPOTS  
(en livres)

Année et mois	A vue	A terme		D'épargne	Total
		Avec préavis de 7 jours	Autres		
Dépôts établissements financiers					
1967 - Octobre	1.344.573	472.734	371.688	—	2.188.995
Novembre	1.194.453	512.734	367.688	7.941	2.082.816
Décembre	1.424.914	540.234	545.005	29.947	2.540.100
1968 - Janvier	1.128.123	655.233	508.734	42.033	2.334.123
Février	2.282.089	861.233	498.505	42.033	2.683.860
Mars	1.225.982	456.142	1.120.023	3.631	2.805.778
Avril	1.033.974	1.226.683	505.803	6.207	2.772.667
Mai	1.190.834	1.196.683	590.803	3.633	2.981.953
Juin	1.272.738	758.932	474.023	3.657	2.509.350
Juillet	1.206.631	711.612	445.273	4.286	2.367.802
Août	1.255.251	756.862	468.773	3.582	2.484.468
Septembre	1.177.273	295.412	452.123	3.209	1.928.019
Octobre	909.380	631.912	244.873	7.175	1.793.340
Novembre	850.152	559.412	363.623	7.023	1.780.210
Décembre	1.392.333	731.912	365.854	125.533	2.615.632
1969 - Janvier	1.170.613	486.500	464.604	783	2.122.500
Février	1.207.324	399.000	365.854	119.283	2.091.461
Mars	1.230.262	416.771	412.100	1.779	2.060.912
Avril	722.417	444.503	392.331	1.779	1.561.030
Mai	1.105.137	436.771	439.543	8.269	1.989.720
Juin	1.632.573	474.271	413.910	1.900	2.522.656
Juillet	1.314.916	496.771	408.810	1.900	2.222.397
Août	1.014.432	536.772	459.310	1.900	2.012.414
Septembre	1.029.470	606.771	495.291	1.960	2.133.492
Octobre	971.873	569.272	546.310	1.972	2.089.427
Novembre	1.333.663	562.871	568.291	1.472	2.466.299
Décembre	1.094.239	535.577	936.250	1.481	2.567.547
1970 - Janvier	1.231.846	374.071	925.750	1.481	2.533.148
Février	1.261.110	616.161	1.048.850	1.482	2.927.603
Mars	1.545.624	704.761	1.045.251	1.481	3.297.117
Avril	1.155.905	832.943	1.553.506	1.483	3.543.837
Mai	1.116.393	727.271	1.778.421	1.723	3.623.813

(à suivre)

TABLEAU 15 (suite)

DEPOTS  
(en livres)

Année et mois	A vue	A terme		D'épargne	Total
		Avec préavis de 7 jours	Autres		
1970 - Juin	1.582.932	714.771	1.822.113	1.737	4.121.553
Juillet	1.750.158	847.271	1.864.077	1.546	4.463.052
Août	1.817.631	682.771	2.183.613	1.546	4.685.561
Septembre	1.695.589	1.195.896	2.086.424	1.332	4.979.241
Octobre	2.030.206	1.085.476	2.252.801	1.332	5.369.815
Novembre	1.247.302	1.681.476	2.115.872	1.332	5.045.982
Décembre	1.758.231	3.373.976	2.042.122	1.588	7.175.917
1971 - Janvier	1.741.436	5.065.050	2.148.100	1.588	8.956.174
Février	1.293.871	4.437.817	1.801.900	1.588	7.535.176
Mars	1.433.554	3.836.873	1.716.900	178.471	7.165.798
Avril	1.563.815	2.985.551	1.651.550	1.495	6.202.411
Mai	1.555.241	3.058.497	1.871.550	1.494	6.486.782
Juin	1.908.916	3.351.586	1.918.800	4.230	7.183.532
Juillet	2.087.280	3.735.443	1.963.550	3.984	7.790.257
Août	2.085.212	3.376.863	1.967.524	3.913	7.433.512
Septembre	1.863.810	3.803.345	1.926.298	34.454	7.627.907
Octobre	1.977.804	4.083.341	1.505.048	34.454	7.600.647
Novembre	1.699.081	3.861.048	1.526.798	36.442	7.123.369
Décembre	2.376.452	2.639.612	1.982.050	67.760	7.065.874
1972 - Janvier	1.964.766	2.589.502	2.276.600	67.954	6.898.822
Février	4.517.401	2.318.242	1.641.282	305.924	8.782.849
Mars	3.396.441	2.402.995	2.275.987	68.760	8.144.183
Avril	2.258.029	217.226	7.198.439	489	9.674.183
Mai	2.132.935	2.843.198	2.627.777	1.264	7.605.174
Juin	2.265.792	3.421.863	2.616.680	7.578	8.311.913
Juillet	2.253.871	3.500.645	3.364.234	1.305	9.120.055
Août	2.577.167	3.732.946	5.029.309	515	11.339.487
Septembre	2.436.343	3.020.687	3.742.066	527	9.199.623
Octobre	2.684.863	3.530.918	2.258.419	451	8.474.651
Novembre	2.481.351	4.194.611	3.362.500	504	10.038.966
Décembre	2.532.430	2.922.148	3.436.135	420	8.891.133
1973 - Janvier	2.368.744	3.342.822	2.273.386	432	7.985.384
Février	2.693.844	3.532.438	2.192.636	339	8.419.257

(à suivre)

TABLEAU 15 (suite)

DEPOTS  
(en livres)

Année et mois	A vue	A terme		D'épargne	Total
		Avec préavis de 7 jours	Autres		
Dépôts privés					
1967 - Octobre	39.999.080	2.279.219	8.015.867	20.328.613	70.622.779
Novembre	38.398.203	1.959.458	7.383.907	21.006.529	68.748.102
Décembre	39.674.465	1.435.467	7.306.126	21.468.175	69.884.233
1968 - Janvier	38.433.326	1.675.358	7.049.936	20.379.966	67.538.586
Février	38.765.054	1.876.562	7.184.983	20.449.124	68.275.723
Mars	40.311.083	3.345.391	6.014.746	21.119.817	70.791.042
Avril	39.871.792	2.308.771	7.561.959	21.494.856	71.237.378
Mai	38.490.630	2.504.780	7.956.745	22.453.036	71.405.191
Juin	39.573.323	2.050.196	7.771.142	23.131.900	72.526.566
Juillet	40.488.173	2.394.323	7.699.291	23.757.759	74.339.551
Août	41.297.097	2.895.726	8.040.516	23.822.763	76.056.102
Septembre	42.452.353	2.749.597	8.301.474	24.376.095	77.879.524
Octobre	43.381.983	2.990.493	8.856.064	24.691.343	79.919.883
Novembre	42.786.540	3.493.483	9.012.550	24.751.764	80.044.337
Décembre	44.505.264	2.839.868	9.029.463	25.147.043	81.521.638
1969 - Janvier	42.614.242	3.133.219	9.171.323	25.198.995	80.117.779
Février	44.824.485	3.351.098	9.222.218	25.705.990	83.103.792
Mars	46.101.442	3.736.273	9.340.454	25.964.939	85.143.108
Avril	46.428.699	4.808.929	9.676.007	26.091.992	87.005.627
Mai	46.586.868	2.842.729	9.945.574	26.368.775	85.743.946
Juin	45.363.549	2.526.241	10.370.303	26.826.320	85.086.413
Juillet	45.765.001	3.240.316	10.137.342	27.474.911	86.617.570
Août	45.542.744	3.847.165	10.478.245	27.500.887	87.369.041
Septembre	47.388.111	3.880.337	10.996.395	27.573.274	89.838.117
Octobre	43.913.242	4.601.980	11.077.138	28.168.375	90.760.735
Novembre	8.239.970	4.153.404	10.927.062	28.577.306	91.897.742
Décembre	50.367.910	4.026.504	10.796.452	28.593.396	93.784.262
1970 - Janvier	50.722.254	2.940.087	11.909.974	29.052.274	94.624.589
Février	50.329.011	3.924.883	11.848.299	29.242.157	95.344.350
Mars	53.051.588	4.576.953	12.014.995	29.793.969	99.437.505
Avril	50.081.141	4.766.380	11.895.840	30.074.392	96.817.753
Mai	49.984.001	4.834.522	12.028.256	30.819.383	97.666.162

(à suivre)

TABLEAU 15 (suite)

DEPOTS  
(en livres)

Année et mois	A vue	A terme		D'épargne	Total
		Avec préavis de 7 jours	Autres		
1970 - Juin	51.400.980	3.960.357	12.468.806	31.066.321	98.896.464
Juillet	50.540.008	5.363.486	12.806.981	31.577.147	100.287.622
Août	52.741.063	4.770.429	13.192.655	31.947.904	102.652.051
Septembre	53.105.958	4.679.250	13.845.735	32.660.964	104.291.907
Octobre	53.164.320	5.308.003	15.351.615	30.986.577	104.810.515
Novembre	54.488.718	5.721.962	14.766.331	33.781.779	108.758.790
Décembre	57.633.099	5.254.488	15.906.611	34.325.931	113.120.129
1971 - Janvier	62.173.302	—	16.191.235	34.294.845	112.659.382
Février	57.823.666	5.560.465	16.036.047	35.065.085	114.485.263
Mars	59.697.123	6.231.526	16.502.477	35.529.703	117.960.829
Avril	59.125.903	6.425.114	18.082.117	35.196.440	118.829.574
Mai	55.519.864	6.728.678	17.053.369	35.288.168	114.590.079
Juin	57.210.594	7.379.483	16.828.475	35.436.954	116.855.506
Juillet	55.879.697	7.435.336	17.120.293	36.186.854	116.622.180
Août	55.851.092	7.967.283	16.836.748	36.626.259	117.281.382
Septembre	60.842.072	7.683.185	18.091.498	37.461.481	124.078.236
Octobre	60.027.159	8.186.784	18.204.997	37.370.968	123.789.908
Novembre	61.084.375	8.613.229	18.580.040	38.041.250	126.318.894
Décembre	62.229.773	7.602.587	17.232.752	37.754.130	124.819.242
1972 - Janvier	61.019.168	8.243.628	17.529.296	37.769.745	124.561.837
Février	59.141.804	10.066.960	17.099.936	38.087.056	124.395.756
Mars	63.634.733	9.201.759	17.166.561	39.111.154	129.114.207
Avril	64.518.115	7.192.392	16.861.694	38.738.816	127.311.017
Mai	65.066.057	7.020.434	17.224.962	39.495.430	128.806.883
Juin	63.557.899	6.555.678	16.836.312	39.709.203	126.659.092
Juillet	63.770.262	6.680.017	16.187.729	40.280.426	126.918.434
Août	64.063.725	7.563.747	16.374.004	40.549.905	128.551.381
Septembre	64.778.735	7.767.912	16.516.018	41.309.408	130.372.073
Octobre	65.261.018	8.759.268	17.972.941	41.473.868	133.467.095
Novembre	68.212.532	8.970.697	17.449.997	41.972.335	136.605.561
Décembre	73.384.113	7.057.276	17.688.949	41.830.849	139.961.187
1973 - Janvier	72.968.664	7.725.213	18.356.238	42.183.869	141.233.984
Février	75.429.465	8.216.524	20.002.915	43.050.019	146.698.923

(à suivre)



TABLEAU 15 (suite)

DEPOTS  
(en livres)

Année et mois	A vue	A terme		D'épargne	Total
		Avec préavis de 7 jours	Autres		
Total dépôts					
1967 - Octobre	48.885.084	4.039.586	10.775.104	20.429.240	84.129.014
Novembre	46.717.613	3.731.326	9.922.531	21.120.527	81.491.997
Décembre	51.172.817	2.700.244	9.628.119	21.532.422	85.033.602
1968 - Janvier	50.244.264	3.861.094	8.605.836	20.575.358	83.286.552
Février	50.099.276	4.110.725	8.812.450	20.633.485	83.655.936
Mars	49.904.763	5.667.151	8.091.972	21.257.752	84.921.638
Avril	48.863.083	5.843.728	8.742.810	21.627.242	85.076.863
Mai	46.340.352	5.490.368	9.209.343	22.588.019	83.628.082
Juin	48.533.689	4.575.098	8.862.353	23.255.913	85.227.053
Juillet	49.242.805	5.616.405	8.714.265	23.895.596	87.469.071
Août	49.625.786	5.416.493	9.210.060	23.960.536	88.212.875
Septembre	50.250.171	5.309.639	9.707.328	24.504.189	89.771.327
Octobre	52.530.025	4.136.970	9.880.224	24.826.210	91.373.429
Novembre	52.709.183	4.384.960	10.080.320	25.057.909	92.232.377
Décembre	56.233.625	3.773.800	10.016.467	25.405.575	95.429.467
1969 - Janvier	55.381.994	3.826.739	10.356.485	25.344.584	94.909.802
Février	57.398.080	3.942.118	10.376.833	25.978.321	97.695.352
Mars	57.741.264	4.605.095	10.509.220	26.099.740	98.955.319
Avril	58.476.751	6.265.486	10.882.876	26.305.090	101.930.203
Mai	58.182.455	4.376.554	11.215.080	26.591.704	100.365.793
Juin	61.920.254	4.687.567	11.641.207	27.057.575	105.306.603
Juillet	59.773.227	5.174.142	12.027.940	27.703.727	104.679.036
Août	57.930.245	5.801.891	12.200.895	27.722.475	103.655.507
Septembre	60.746.479	6.054.373	12.803.963	27.783.354	107.388.169
Octobre	58.531.314	7.728.373	13.286.051	28.400.706	107.946.444
Novembre	60.196.280	6.218.529	13.138.077	28.862.933	108.415.819
Décembre	64.420.642	6.289.335	13.368.131	28.854.747	112.932.855
1970 - Janvier	65.005.079	4.913.779	14.696.286	29.316.923	113.932.067
Février	66.665.178	6.435.260	15.038.888	29.541.863	117.681.189
Mars	70.287.579	7.689.745	15.067.130	30.051.044	123.095.498
Avril	65.788.729	6.990.940	15.885.918	30.338.415	119.004.002
Mai	65.486.378	7.823.138	15.870.964	31.074.928	120.255.408
Juin	70.697.506	7.231.473	16.129.653	31.295.305	125.353.937
Juillet	70.227.391	8.399.402	17.826.736	31.818.912	128.272.441
Août	71.795.180	7.406.845	18.284.024	32.206.807	129.692.856
Septembre	73.972.369	7.197.291	19.107.311	32.909.695	113.186.666
Octobre	74.783.359	7.802.293	22.067.634	31.213.768	135.867.054
Novembre	75.512.978	9.323.757	21.282.562	34.111.559	140.230.856
Décembre	80.288.457	9.244.583	21.850.474	34.807.478	146.190.992

(à suivre)

TABLEAU 15 (suite)

## DEPOTS

(en livres)

Année et mois	A vue	A terme		D'épargne	Total
		Avec préavis de 7 jours	Autres		
1971 - Janvier	78.396.129	10.203.025	22.972.090	34.604.071	146.175.315
Février	78.770.812	10.718.601	22.479.113	35.298.842	147.267.368
Mars	80.038.577	10.913.718	22.750.525	35.955.725	149.658.545
Avril	81.302.800	10.265.984	23.206.425	35.453.394	150.228.603
Mai	77.407.961	11.094.883	23.970.888	35.543.927	148.017.659
Juin	83.337.332	12.253.819	23.473.893	35.701.018	154.766.062
Juillet	80.241.970	12.533.029	23.419.663	36.458.225	152.652.887
Août	79.861.675	12.630.396	24.000.348	36.893.410	153.385.829
Septembre	81.987.432	12.943.329	25.301.551	37.734.658	157.966.970
Octobre	85.561.192	13.140.923	23.697.152	37.643.218	160.042.485
Novembre	86.641.501	13.275.076	24.202.925	38.313.598	162.433.100
Décembre	86.625.029	10.914.034	23.745.226	38.051.606	159.335.895
1972 - Janvier	82.361.942	10.974.965	23.510.844	38.194.617	155.042.368
Février	85.026.326	12.547.037	22.949.810	38.657.879	159.181.052
Mars	85.752.077	11.986.882	23.580.408	39.452.131	160.771.498
Avril	85.716.781	7.836.194	27.863.922	39.025.722	160.442.619
Mai	88.728.812	9.995.995	23.880.356	39.743.445	162.348.608
Juin	88.265.182	11.863.326	23.163.087	40.029.200	163.320.795
Juillet	83.648.586	12.069.397	24.383.772	40.515.433	160.617.188
Août	85.854.248	13.049.978	26.089.446	40.785.853	165.779.525
Septembre	88.351.260	11.947.687	25.145.745	41.537.737	166.982.429
Octobre	88.183.813	13.499.274	25.147.169	41.704.863	168.535.119
Novembre	91.582.581	14.604.396	24.227.629	42.201.211	172.615.817
Décembre	99.660.670	11.355.209	24.195.600	42.052.608	177.264.087
1973 - Janvier	96.484.534	13.187.016	23.908.718	42.404.629	175.984.897
Février	99.402.187	15.048.100	26.126.811	43.270.225	183.847.323

## Remarques:

1) Les dépôts à vue du secteur public et ceux notamment des *East African Community Institutions* — du 31 juillet 1968 au 31 décembre 1968 — sont supérieurs de £K 300.000 à ceux qui figurent dans les statistiques officielles publiées par les soins de la Banque centrale. On a toutefois préféré garder dans ce tableau les chiffres tirés des *Commercial Banks' Monthly Returns*.

2) Le total global des dépôts publics — du 31 juillet 1971 au 31 mars 1972 — est supérieur de £K 500.000 à celui qui figure dans le tableau *Commercial Bank - Analysis of Deposits from and Advances to the Public Sector* (CENTRAL BANK OF KENYA, *Economic and Financial Review*), tandis que les autres données coïncident avec les chiffres publiés par les Autorités monétaires.

3) Le montant des dépôts à terme (dépôts à 7 jours et autres dépôts) et celui du total global du 30 septembre 1971 sont inférieurs d'environ £K 14.000 à ceux qui résultent du tableau *Commercial Bank: Assets and Liabilities (ibidem)*.

TABLEAU 16

DEPOTS DES NON RESIDENTS  
(en livres)

Année et mois	Tanzanie	Ouganda	Autres pays de la zone sterling	Autres pays	Total
1967 - Octobre	437.354	214.787	1.189.520	903.229	2.744.890
Novembre	430.689	293.932	983.874	708.689	2.417.184
Décembre	727.919	208.732	1.403.392	697.337	3.037.378
1968 - Janvier	697.050	277.846	1.146.685	786.776	2.908.357
Février	700.049	316.822	1.199.640	833.821	3.050.332
Mars	890.664	245.962	1.079.829	789.733	3.006.188
Avril	663.441	244.038	1.167.206	807.332	2.882.017
Mai	679.237	273.390	1.287.972	823.459	3.064.058
Juin	667.270	276.984	1.247.491	848.976	3.040.721
Juillet	555.133	295.782	1.126.594	945.008	2.922.517
Août	559.640	277.099	1.303.396	797.812	2.937.947
Septembre	541.475	230.582	1.372.151	773.815	2.918.023
Octobre	518.191	253.836	1.231.252	853.535	2.856.814
Novembre	603.239	208.746	1.096.025	838.119	2.746.129
Décembre	531.345	181.254	1.416.598	761.718	2.890.915
1969 - Janvier	663.291	188.971	1.381.285	922.331	3.155.878
Février	530.123	202.067	1.519.613	890.104	3.141.907
Mars	584.716	182.901	1.630.873	871.226	3.269.716
Avril	516.524	185.224	1.004.730	731.170	2.437.648
Mai	581.274	233.779	1.426.679	1.066.548	3.308.280
Juin	583.796	178.621	1.344.105	949.340	3.055.862
Juillet	653.354	254.642	1.288.134	1.190.412	3.386.542
Août	649.661	219.847	1.605.017	935.078	3.409.603
Septembre	797.517	170.342	1.902.751	1.267.426	4.138.036
Octobre	538.086	181.311	1.693.654	1.044.674	3.457.725
Novembre	520.896	163.509	1.802.945	995.485	3.482.835
Décembre	492.804	211.075	1.873.944	955.210	3.533.033
1970 - Janvier	527.724	200.667	1.720.876	1.008.120	3.457.387
Février	608.625	239.269	1.830.793	1.443.195	4.121.882
Mars	566.019	193.483	1.698.406	1.399.612	3.857.520
Avril	611.813	131.091	2.049.758	1.068.841	3.861.503
Mai	877.540	334.893	2.489.129	1.110.427	4.811.989

(à suivre)

TABLEAU 16 (suite)

## DEPOTS DES NON RESIDENTS

(en livres)

Année et mois	Tanzanie	Ouganda	Autres pays de la zone sterling	Autres pays	Total
1970 - Juin	706.750	265.318	2.258.750	1.316.780	4.547.598
Juillet	1.025.706	399.393	2.275.009	1.391.919	5.092.027
Août	636.791	296.710	2.158.965	1.284.785	4.377.251
Septembre	671.960	393.282	2.318.140	1.172.779	4.556.101
Octobre	756.987	435.394	2.064.808	1.466.848	4.744.037
Novembre	759.576	341.932	2.640.528	1.472.718	5.214.754
Décembre	817.552	352.815	2.527.198	1.384.864	5.082.429
1971 - Janvier	804.863	520.114	2.769.670	1.292.647	5.387.294
Février	836.913	310.506	2.527.597	1.869.249	5.544.265
Mars	819.412	323.784	2.465.260	1.922.859	5.531.315
Avril	799.788	398.239	2.638.463	1.982.174	5.818.664
Mai	610.345	406.622	2.679.924	2.015.005	5.711.896
Juin	504.944	478.312	2.508.979	1.825.822	5.318.057
Juillet	517.579	476.962	2.341.780	1.903.382	5.239.703
Août	540.872	443.800	2.348.743	1.593.980	4.927.395
Septembre	464.827	401.830	2.315.681	1.516.971	4.699.309
Octobre	465.414	400.400	2.123.239	1.627.146	4.616.199
Novembre	471.137	589.946	2.660.429	1.537.819	5.259.331
Décembre	427.331	532.182	2.704.531	1.606.170	5.270.214
1972 - Janvier	420.655	548.863	2.927.884	1.658.282	5.555.684
Février	416.594	707.600	3.091.392	2.036.536	6.252.122
Mars	477.137	576.228	2.574.095	1.981.031	5.608.491
Avril	438.077	1.141.635	2.715.209	1.919.845	6.214.766
Mai	504.401	683.084	3.623.508	2.248.730	7.059.723
Juin	404.522	393.536	2.731.838	2.257.225	5.787.121
Juillet	414.791	394.082	2.433.209	2.164.524	5.406.606
Août	420.426	429.854	2.773.534	2.446.540	6.070.354
Septembre	413.577	298.868	1.304.310	3.593.090	5.609.845
Octobre	416.527	384.486	1.848.170	4.065.306	6.714.489
Novembre	424.058	331.053	953.983	3.962.705	5.671.799
Décembre	379.406	404.673	1.077.057	3.886.005	5.747.141
1973 - Janvier	339.092	247.253	1.945.899	4.213.535	6.745.779
Février	329.545	364.071	1.938.109	4.343.562	6.975.287



TABLEAU 17  
EMPLOIS (\*)  
(en livres)

Année et mois	A v a n c e s			Effets escomptés	Total emplois	Emplois en faveur du secteur privé
	Secteur public	Autres secteurs	Total			
1967 - Octobre	2.614.556	52.898.802	55.513.358	5.081.649	60.595.007	57.980.451
Novembre	2.908.935	56.206.565	59.115.500	5.239.721	64.355.221	61.446.286
Décembre	3.202.043	59.395.949	62.597.992	5.403.067	68.001.059	64.799.016
1968 - Janvier	3.652.101	62.819.036	66.471.137	5.949.048	72.420.185	68.768.084
Février	3.433.804	62.506.900	65.940.704	5.445.415	71.386.119	67.952.315
Mars	4.042.205	61.539.655	65.581.860	5.168.135	70.749.995	66.707.790
Avril	4.230.116	59.934.642	64.164.758	5.734.078	69.898.836	65.668.720
Mai	4.029.236	58.638.979	62.668.215	5.342.813	68.011.028	63.981.792
Juin	3.313.839	58.764.167	62.078.006	5.764.085	67.842.091	64.528.252
Juillet	3.403.735	56.517.622	59.921.357	5.547.958	65.469.315	62.065.580
Septembre	2.816.901	55.976.378	58.793.288	5.540.842	64.334.130	61.517.229
Octobre	2.945.638	56.608.145	59.553.783	5.856.202	65.218.343	62.464.347
Novembre	3.294.822	55.802.379	58.748.017	5.765.473	64.513.490	61.567.853
Décembre	3.068.384	56.153.411	59.448.233	5.732.393	65.180.626	61.885.804
1969 - Janvier	2.402.126	57.913.314	60.981.698	5.806.790	66.788.488	63.720.104
Février	2.402.126	60.548.040	62.950.166	5.412.390	68.362.556	65.960.430
Mars	3.434.836	59.322.500	62.757.336	5.954.089	68.711.425	65.276.589
Avril	1.600.817	57.460.390	59.061.207	5.283.130	64.344.337	62.743.520
Mai	2.477.332	58.619.339	61.096.671	5.396.414	66.493.085	64.015.753
Juin	2.700.978	58.848.487	61.549.465	5.126.471	66.675.936	63.974.958
Juillet	2.730.632	59.330.351	62.060.983	5.660.555	67.721.539	64.990.906
Septembre	3.442.029	59.402.885	62.844.914	5.097.807	67.942.721	64.500.692
Octobre	2.955.158	57.659.601	60.614.759	5.190.532	65.805.291	62.850.133
Novembre	2.957.182	60.452.676	63.409.858	5.577.621	68.987.479	66.030.297

(à suivre)

TABLEAU 17 (suite)

EMPLOIS (\*)  
(en livres)

Année et mois	A v a n c e s			Effets escomptés	Total emplois	Emplois en faveur du secteur privé
	Secteur public	Autres secteurs	Total			
1969 - Octobre	2.270.602	58.940.964	61.211.566	6.311.966	67.523.362	65.252.760
Novembre	2.497.412	58.221.314	60.718.726	5.700.127	66.418.853	63.921.441
Décembre	1.720.048	62.020.443	63.740.491	6.284.336	70.024.827	68.304.779
1970 - Janvier	3.393.288	64.619.641	68.012.929	7.143.428	75.156.357	71.763.069
Février	5.515.515	63.596.900	69.112.415	6.364.272	75.476.687	69.961.172
Mars	6.330.189	64.633.413	70.963.602	7.203.417	78.167.019	71.836.830
Avril	5.286.859	65.947.464	71.234.323	6.953.130	78.187.453	72.900.594
Mai	3.306.356	69.745.619	73.051.975	7.376.522	80.428.497	77.122.141
Juin	4.509.392	71.139.053	75.648.445	7.181.212	82.829.657	78.320.265
Juillet	5.522.848	69.557.913	75.080.761	6.933.724	82.014.485	76.491.637
Août	5.112.150	68.913.967	74.026.117	6.750.278	80.776.395	75.664.245
Septembre	5.046.452	67.954.766	73.001.218	7.183.914	80.185.132	75.138.680
Octobre	5.515.725	69.978.483	75.494.208	7.392.302	82.886.510	77.370.785
Novembre	4.407.252	71.945.042	76.352.294	7.712.179	84.064.473	79.657.221
Décembre	5.089.774	74.722.790	79.812.564	7.130.483	86.943.047	81.853.273
1971 - Janvier	4.838.762	76.915.998	81.754.760	7.645.173	89.399.933	84.561.171
Février	6.348.308	78.196.605	84.544.913	7.709.785	92.254.698	85.906.390
Mars	5.585.084	80.828.977	86.414.061	7.332.532	93.746.593	88.161.509
Avril	6.264.566	84.642.000	90.906.566	6.975.052	97.881.618	91.617.052
Mai	6.098.041	85.865.609	91.963.650	7.100.657	99.064.307	92.966.266
Juin	7.366.183	89.785.781	97.151.964	6.928.293	104.080.257	96.714.074
Juillet	6.702.120	94.037.245	100.739.365	6.847.507	107.586.872	100.884.752
Août	7.472.443	95.390.615	102.863.058	6.259.311	109.122.369	101.649.926
Septembre	7.117.287	98.980.477	106.097.764	6.887.942	112.985.706	105.868.419

(à suivre)

TABLEAU 17 (suite)

EMPLOIS (\*)  
(en livres)

Année et mois	A v a n c e s			Effets escomptés	Total emplois	Emplois en faveur du secteur privé
	Secteur public	Autres secteurs	Total			
1971 - Octobre	7.626.055	99.908.845	107.534.900	7.825.516	115.360.416	107.734.361
Novembre	7.765.675	100.407.741	108.173.416	7.495.732	115.669.148	107.903.473
Décembre	8.788.255	103.078.740	111.866.995	8.256.287	120.123.280	111.335.027
1972 - Janvier	8.578.766	103.167.662	111.746.428	7.246.660	118.993.088	110.414.322
Février	7.999.373	102.906.585	110.905.958	7.742.104	118.648.062	110.648.689
Mars	8.692.890	104.025.305	112.718.195	8.329.102	121.047.297	112.354.407
Avril	10.441.565	106.537.222	116.978.787	7.831.538	124.810.325	114.368.760
Mai	9.230.133	105.319.886	114.550.019	7.456.108	122.006.127	112.775.994
Juin	8.839.095	105.571.960	114.411.055	6.847.099	121.258.154	112.419.059
Juillet	8.607.215	105.330.806	113.938.021	7.837.119	121.775.140	113.167.925
Août	9.049.087	104.084.044	113.133.131	7.262.679	120.395.810	111.346.723
Septembre	9.079.695	102.633.755	111.713.450	7.395.312	119.108.762	110.029.067
Octobre	10.148.446	105.743.817	115.892.263	7.493.708	123.385.971	113.237.525
Novembre	9.986.074	104.484.288	114.470.362	7.277.893	121.748.255	111.762.181
Décembre	9.196.376	105.143.054	114.339.430	7.034.359	121.373.789	112.177.413
1973 - Janvier	9.501.230	107.306.483	116.807.713	7.943.238	124.750.951	115.249.721
Février	10.067.944	106.600.507	116.668.451	8.977.078	125.645.529	115.577.585

(\*) Les totaux relatifs aux financements octroyés au secteur privé figurant ci-après différent de ceux qui sont rapportés au Tableau 18 aux dates suivantes: octobre 1967, janvier 1968, février 1968, novembre 1968, juillet 1969, mars 1970, avril 1970, septembre 1971, août 1972, octobre 1972.

TABLEAU 18

EMPLOIS PRIVES PAR SECTEUR ECONOMIQUE  
(en milliers de livres)

Année et mois	Secteur primaire		Industrie	Commercé	
	Agriculture 1	Total 2		Total 4	Exportation 5
1967 - Octobre	6.003.488	6.202.675	11.047.950	26.528.894	8.785.295
Novembre	6.329.126	6.563.627	12.072.339	27.889.127	8.751.266
Décembre	6.311.215	6.728.477	12.221.928	30.544.837	10.254.089
1968 - Janvier	7.199.755	7.413.619	13.284.412	31.167.144	10.486.572
Février	8.925.335	9.185.084	12.680.139	31.687.196	10.366.928
Mars	7.308.283	7.606.549	13.106.106	30.068.115	10.259.947
Avril	7.275.351	7.588.889	12.541.952	29.359.963	9.933.434
Mai	6.792.064	7.115.439	12.832.307	27.914.440	8.225.017
Juin	7.084.823	7.438.358	12.789.245	28.232.733	8.342.898
Juillet	7.265.561	7.558.771	12.076.603	27.018.523	7.817.174
Août	7.077.318	7.365.871	12.032.753	26.730.246	8.329.880
Septembre	7.093.424	7.392.662	12.479.576	27.366.160	9.206.408
Octobre	6.595.462	6.935.968	12.284.146	27.038.193	8.457.204
Novembre	6.864.332	7.250.013	12.320.048	27.658.978	8.081.898
Décembre	7.538.750	7.929.038	12.721.584	28.146.497	8.666.120
1969 - Janvier	7.744.347	8.062.081	13.206.299	28.619.760	8.671.230
Février	7.225.329	7.554.688	13.787.499	28.693.380	9.611.125
Mars	7.066.284	7.494.666	13.178.112	27.003.110	9.712.371
Avril	7.350.469	7.770.367	13.301.679	26.531.306	8.541.901
Mai	7.371.992	7.813.359	13.540.145	26.548.141	8.212.258
Juin	8.082.887	8.496.742	13.524.119	26.359.457	7.665.606
Juillet	8.268.722	8.668.983	13.757.583	25.536.595	7.114.190
Août	7.762.926	8.502.051	13.217.290	25.038.207	7.498.683
Septembre	8.296.886	8.759.054	14.791.184	25.546.081	8.019.643
Octobre	8.311.825	8.727.297	14.462.889	25.873.897	8.110.697
Novembre	8.033.782	8.436.294	14.685.006	24.997.290	7.070.290
Décembre	8.281.486	8.728.465	15.127.544	26.106.183	8.009.627
1970 - Janvier	9.569.795	10.106.718	14.536.811	28.773.912	9.623.574
Février	9.572.453	10.040.449	13.845.924	28.076.821	8.935.855
Mars	9.231.325	9.689.020	13.845.924	29.222.221	9.699.943
Avril	9.035.983	9.350.812	15.348.895	29.975.604	9.715.050
Mai	9.030.204	9.460.085	16.057.543	32.203.339	10.465.632
Juin	8.964.800	9.395.710	16.320.947	32.283.678	10.326.119



C o m m e r c e		Etablis- sements financiers	Autres	Ménages	Total
Importation	Intérieur	8	9	10	(2+3+4+8+9+10)
6	7				
9.626.630	8.116.969	3.605.314	8.134.566	2.323.952	57.843.351
10.148.590	8.989.271	3.762.483	8.725.760	2.432.950	61.446.286
10.730.879	9.559.869	3.640.277	9.141.705	2.521.792	64.799.016
11.452.806	9.227.766	4.797.195	9.557.658	2.511.966	68.731.994
12.033.602	9.286.666	4.979.110	9.049.325	2.368.461	67.949.315
10.579.212	9.228.956	4.990.805	8.560.701	2.375.514	66.707.790
10.427.552	8.998.977	4.799.247	8.901.489	2.477.180	65.668.720
10.973.307	8.716.116	5.151.340	8.389.813	2.578.453	63.981.792
11.017.602	8.872.233	4.935.384	8.566.080	2.566.452	64.528.252
10.318.721	8.882.628	4.310.832	8.568.503	2.532.348	62.065.580
9.692.744	8.797.622	4.385.973	8.608.502	2.393.884	61.517.229
9.585.850	8.573.902	4.500.744	8.237.776	2.487.509	62.464.427
9.467.944	9.113.045	4.353.111	8.506.741	2.449.693	61.567.852
9.139.431	10.437.649	3.631.085	8.512.505	2.504.175	61.876.804
9.639.800	9.840.577	3.351.742	8.818.125	2.753.118	63.720.104
9.638.040	10.310.490	3.638.627	9.628.408	2.805.255	65.960.430
9.287.110	9.795.145	3.467.573	9.014.080	2.759.369	65.276.589
7.359.360	9.931.379	3.517.388	8.986.310	2.563.934	62.743.520
8.169.268	9.820.137	3.572.167	9.864.581	2.975.653	64.015.753
8.640.991	9.694.892	3.470.798	9.737.264	2.865.251	63.974.958
8.841.514	9.853.337	4.014.026	9.772.305	2.824.257	64.990.906
8.646.506	9.775.829	3.592.911	9.959.054	2.985.636	64.500.762
7.820.713	9.718.811	2.930.466	10.073.138	3.088.981	62.850.133
7.917.414	9.609.024	3.366.477	10.532.931	3.034.570	66.030.297
8.318.544	9.444.646	2.647.651	10.302.418	3.238.608	65.252.760
8.477.387	9.449.273	2.349.881	10.172.361	3.280.609	63.921.441
7.862.614	10.233.942	3.437.424	11.059.258	3.845.905	68.304.779
9.060.946	10.089.392	3.338.111	10.678.392	4.329.125	71.763.069
8.744.729	10.396.237	3.243.839	10.286.594	4.467.545	69.961.172
8.889.125	10.633.153	2.835.874	10.498.273	4.871.332	70.962.644
9.333.932	10.926.562	2.645.032	10.591.729	4.808.522	72.720.594
10.265.230	11.472.477	2.800.791	11.836.097	4.764.286	77.122.141
10.076.557	11.881.002	3.316.541	12.042.735	4.960.654	78.320.265

(à suivre)

TABLEAU 18 (suite)

EMPLOIS PRIVES PAR SECTEUR ECONOMIQUE  
(en milliers de livres)

Année et mois	Secteur primaire		Industrie	Commerce	
	Agriculture 1	Total 2		Total 4	Exportation 5
1970 - Juillet	8.486.632	9.253.295	15.661.767	31.349.244	9.722.714
Août	8.491.449	8.960.745	15.211.858	32.041.342	10.905.589
Septembre	7.954.251	8.450.637	15.425.425	30.922.116	10.895.046
Octobre	8.204.397	8.757.024	16.219.197	31.591.892	11.391.877
Novembre	8.529.179	8.985.281	15.454.299	31.743.279	10.779.717
Décembre	8.837.323	9.461.098	15.580.549	33.786.411	10.027.952
1971 - Janvier	9.083.253	9.692.450	14.883.622	35.428.865	10.357.150
Février	9.177.677	9.724.920	14.840.637	36.065.710	10.518.053
Mars	10.495.752	11.232.722	15.412.802	36.109.467	10.902.871
Avril	10.234.345	11.018.332	17.256.235	37.437.066	10.516.702
Mai	10.810.966	11.592.683	17.845.126	34.587.893	11.377.125
Juin	10.996.967	11.876.833	19.409.347	36.291.689	10.013.958
Juillet	10.810.827	11.297.255	19.938.402	39.163.327	10.942.895
Août	11.017.579	11.448.868	21.899.742	36.680.097	10.619.943
Septembre	11.577.961	12.128.277	23.396.020	38.718.513	11.009.624
Octobre	11.536.033	12.075.725	24.230.352	38.325.080	11.031.656
Novembre	11.980.102	12.494.279	23.598.588	37.541.596	10.989.317
Décembre	12.263.329	12.739.423	24.795.713	38.455.740	11.265.912
1972 - Janvier	12.510.907	12.973.404	25.806.977	36.771.597	9.617.190
Février	12.857.844	13.308.408	24.789.205	37.308.020	10.651.592
Mars	12.527.531	13.075.547	25.590.156	37.816.543	11.036.015
Avril	11.972.447	12.766.837	26.527.898	37.313.840	10.024.293
Mai	11.869.039	12.603.303	26.454.700	36.502.097	10.691.964
Juin	11.938.800	12.707.198	26.578.637	34.958.738	9.055.589
Juillet	11.827.633	12.663.173	26.952.113	34.645.908	9.439.267
Août	11.455.623	12.262.982	25.420.681	34.774.438	9.418.349
Septembre	10.732.877	11.918.360	25.419.115	33.986.351	9.495.114
Octobre	11.986.785	12.905.675	26.792.839	34.966.463	9.800.802
Novembre	10.984.126	13.975.672	24.069.416	33.085.923	8.187.113
Décembre	11.639.506	13.105.762	24.329.189	33.883.194	8.875.988
1973 - Janvier	11.641.602	13.221.497	26.061.720	35.345.464	10.607.782
Février	12.273.245	13.945.969	25.823.502	34.597.116	10.854.058

Com merce		Etablis- sements financiers	Autres	Ménages	Total
Importation	Intérieur	8	9	10	(2+3+4+8+9+10)
6	7				
9.680.965	11.945.565	3 283.031	11.558.143	5.386.157	76.491.637
9.543.241	11.592.512	3 386.015	10.590.966	5.473.316	75.664.242
9.073.043	10.954.027	3 501.940	10.783.402	6.055.160	75.138.680
8.167.432	12.032.583	3 568.655	10.389.794	6.844.223	77.370.785
9.193.011	11.770.551	3 932.841	11.246.055	8.295.466	79.657.221
10.774.498	12.983.961	2.732.007	12.712.054	7.581.154	81.853.273
11.314.581	13.757.134	2.278.769	14.542.868	7.734.597	84.561.171
11.329.220	14.218.437	2.958.392	13.928.927	8.387.804	85.906.390
10.979.892	14.226.704	2.295.384	16.145.861	6.965.273	88.161.509
11.393.581	15.526.783	1.965.614	16.150.065	7.789.740	91.617.052
8.245.411	14.965.357	2.017.508	15.999.352	10.923.704	92.966.266
9.579.259	16.698.472	3.413.557	16.971.604	8.751.044	96.714.074
10.693.454	17.526.978	2.960.348	17.462.565	10.062.855	100.884.752
9.665.316	16.394.838	3.451.611	17.347.715	10.821.893	101.649.926
11.259.121	16.449.768	3.019.962	18.004.161	10.596.486	105.863.419
10.958.938	16.334.486	3.402.554	18.351.415	11.349.235	107.734.361
10.704.428	15.847.851	3.627.761	19.599.733	11.041.516	107.903.473
10.322.766	16.867.062	3.391.258	21.017.145	10.935.748	111.335.027
10.501.969	16.652.438	3.326.541	20.590.466	10.945.337	110.414.322
10.161.198	16.495.230	3.867.554	20.929.647	10.445.855	110.648.689
9.830.730	16.949.798	4.760.747	20.729.351	10.382.063	112.354.407
10.060.604	17.228.943	4.021.334	22.879.986	10.858.865	114.368.760
9.214.962	16.595.171	4.268.899	20.212.374	12.734.621	112.775.994
9.296.076	16.607.073	4.355.493	21.166.771	12.652.222	112.419.059
8.474.066	16.732.575	4.846.579	21.361.010	12.699.142	113.167.925
7.941.018	17.415.071	4.187.680	22.541.241	12.159.201	111.346.223
8.397.566	16.093.671	3.907.478	23.208.234	11.589.529	110.029.067
8.885.216	16.280.445	4.095.311	21.008.101	13.148.498	112.916.887
8.813.055	16.085.755	4.507.045	23.662.131	12.461.994	111.762.181
7.807.649	17.199.557	4.093.192	24.248.695	12.517.381	112.177.413
8.184.852	16.552.830	4.127.528	22.956.606	13.536.906	115.249.721
7.652.812	16.090.246	3.480.091	24.204.183	13.526.724	115.577.585

TABLEAU 19

EFFETS ESCOMPTES EN DEVISES ETRANGERES  
(en livres)

Année et mois	Tanzanie	Ouganda	Autres pays de la zone sterling	Autres pays	Total
1967 - Octobre	10.277	80.785	1.187.739	485.361	1.764.162
Novembre	19.584	93.361	1.033.774	535.948	1.682.667
Décembre	25.012	83.093	1.111.810	513.524	1.733.439
1968 - Janvier	27.853	122.323	1.619.069	380.873	2.150.118
Février	76.614	79.943	1.159.151	453.247	1.768.955
Mars	32.861	76.374	1.130.065	473.465	1.712.765
Avril	29.707	113.813	1.517.599	499.785	2.160.904
Mai	23.012	50.996	1.207.033	430.707	1.711.748
Juin	99.421	57.557	1.304.262	394.330	1.855.570
Juillet	31.824	46.751	1.175.751	394.476	1.648.802
Août	28.605	56.023	1.257.290	260.488	1.602.406
Septembre	20.369	52.823	1.446.448	351.102	1.870.742
Octobre	21.842	64.002	1.366.022	458.573	1.910.439
Novembre	21.880	64.784	1.386.801	395.278	1.868.743
Décembre	17.865	147.388	1.460.390	335.247	1.960.890
1969 - Janvier	23.150	100.486	1.405.235	396.517	1.925.388
Février	25.820	98.333	2.053.613	518.500	2.696.266
Mars	25.820	76.366	1.901.909	451.301	2.455.396
Avril	20.436	97.412	2.116.891	337.304	2.572.043
Mai	32.646	66.508	1.575.216	394.944	2.069.314
Juin	37.671	69.882	1.696.729	395.591	2.199.873
Juillet	32.557	72.207	1.310.609	183.097	1.598.470
Août	43.434	100.262	1.562.586	308.580	2.014.862
Septembre	39.364	89.235	1.443.894	717.754	2.290.247
Octobre	37.825	62.230	2.067.431	802.236	2.969.722
Novembre	36.619	64.150	1.419.267	943.268	2.463.304
Décembre	30.402	68.995	1.754.804	727.305	2.581.506
1970 - Janvier	40.295	67.256	2.564.756	814.299	3.486.606
Février	28.494	53.728	1.898.218	718.159	2.698.599
Mars	22.699	65.916	2.368.206	774.976	3.231.797
Avril	30.675	92.499	1.645.941	1.035.087	2.804.202
Mai	25.297	73.693	1.799.199	1.252.748	3.150.937

(à suivre)



TABLEAU 19 (*suite*)EFFETS ESCOMPTES EN DEVISES ETRANGERES  
(*en livres*)

Année et mois	Tanzanie	Ouganda	Autres pays de la zone sterling	Autres pays	Total
1970 - Juin	24.316	39.208	1.789.334	1.115.043	2.967.901
Juillet	24.930	17.196	1.632.893	1.070.490	2.745.509
Août	39.475	82.943	1.486.840	1.119.223	2.728.481
Septembre	38.811	86.212	1.701.846	1.425.056	3.251.925
Octobre	27.197	69.717	2.105.510	1.537.498	3.733.922
Novembre	25.363	92.634	2.823.231	988.704	3.929.932
Décembre	36.127	151.500	1.688.960	1.248.564	3.125.151
1971 - Janvier	30.328	115.898	2.247.796	1.242.177	3.636.199
Février	28.679	43.370	2.133.657	1.275.948	3.481.654
Mars	20.978	12.953	2.012.499	1.157.506	3.203.936
Avril	28.299	—	1.946.758	1.110.022	3.085.079
Mai	17.079	—	1.830.706	1.256.767	3.104.552
Juin	20.719	2.873	1.610.529	952.590	2.586.711
Juillet	61.862	9.633	1.530.636	839.249	2.441.380
Août	54.304	5.200	1.120.987	826.654	2.007.145
Septembre	59.131	—	1.278.012	995.641	2.332.784
Octobre	63.050	2.581	1.395.181	1.489.937	2.950.749
Novembre	24.952	7.336	1.750.050	1.170.287	2.952.625
Décembre	81.300	11.528	1.917.635	1.714.216	3.724.679
1972 - Janvier	90.450	4.561	1.422.331	1.260.419	2.777.761
Février	102.274	3.429	1.736.021	1.759.497	3.601.221
Mars	142.860	2.187	1.766.664	2.087.800	3.999.511
Avril	136.865	1.851	1.661.411	1.658.125	3.458.252
Mai	213.043	1.891	1.303.664	2.016.829	3.535.427
Juin	183.853	1.851	1.491.576	1.294.557	2.971.837
Juillet	287.382	1.851	1.444.991	2.337.261	4.071.485
Août	6.981	—	1.090.125	2.469.819	3.566.925
Septembre	15.130	—	733.225	3.040.477	3.788.832
Octobre	66.176	—	1.071.978	2.605.615	3.743.769
Novembre	56.894	—	746.439	2.660.280	3.463.613
Décembre	101.761	—	977.520	2.153.900	3.233.181
1973 - Janvier	30.971	—	473.461	3.797.274	4.301.706
Février	14.054	—	981.049	3.941.422	4.936.525

TABLEAU 20

CREDITS DE SIGNATURE  
(en livres)

Année et mois	Acceptations pour le compte de clients	Crédit documentaire confirmé	Virements et avals	Effets à l'encaisse	Total
1967 - Octobre	120.531	4.516.175	17.780.798	—	22.417.504
Novembre	107.128	4.705.077	18.291.013	—	23.103.218
Décembre	80.121	4.318.153	15.149.365	—	19.547.639
1968 - Janvier	79.089	4.244.192	15.426.205	—	19.749.486
Février	121.161	3.781.760	10.400.967	—	14.303.888
Mars	103.061	3.527.552	10.309.756	—	13.940.369
Avril	102.154	3.880.192	15.454.172	—	19.436.518
Mai	139.646	6.843.803	14.033.521	—	21.016.970
Juin	124.015	6.101.532	16.564.949	—	22.790.496
Juillet	129.071	6.122.917	16.355.912	—	22.607.900
Août	122.232	6.294.249	16.676.754	—	23.093.235
Septembre	104.939	6.141.337	16.640.946	—	22.887.222
Octobre	118.495	5.694.889	16.089.280	—	21.902.664
Novembre	143.943	5.296.287	17.604.114	—	23.044.344
Décembre	125.433	4.507.424	20.152.261	—	24.785.118
1969 - Janvier	170.674	3.617.935	18.369.548	—	22.158.157
Février	157.149	3.173.945	18.214.682	—	21.545.776
Mars	246.450	2.445.101	19.839.718	—	22.531.269
Avril	228.435	3.365.567	19.791.394	—	23.385.396
Mai	119.887	4.002.074	19.162.641	—	23.284.602
Juin	621.661	4.135.780	20.806.706	—	25.564.147
Juillet	119.470	4.634.932	19.947.942	—	24.702.344
Août	136.750	4.550.369	20.447.958	—	25.135.077
Septembre	148.221	4.834.579	20.792.919	—	25.775.719
Octobre	295.136	6.133.402	22.965.255	—	29.393.793
Novembre	198.678	4.705.949	23.587.698	—	28.492.325
Décembre	89.687	4.150.058	25.327.279	—	29.567.024
1970 - Janvier	256.430	4.245.703	17.566.186	—	22.068.319
Février	141.274	5.175.660	23.551.458	—	28.868.392
Mars	146.257	5.866.642	26.172.664	—	32.185.563
Avril	160.322	5.250.279	26.090.138	—	31.500.739
Mai	152.328	4.338.440	24.687.387	—	29.178.155

(à suivre)

TABLEAU 20 (suite)

CREDITS DE SIGNATURE  
(en livres)

Année et mois	Acceptations pour le compte de clients	Crédit documentaire confirmé	Virements et avals	Effets à l'encaisse	Total
1970 - Juin	123.536	4.963.011	25.514.658	—	30.601.205
Juillet	110.644	5.094.613	24.497.066	—	29.702.323
Août	104.749	5.470.070	25.336.328	—	30.911.147
Septembre	130.487	6.499.155	25.119.653	—	31.749.295
Octobre	138.057	6.490.732	25.590.173	—	32.218.962
Novembre	136.713	6.909.607	25.877.122	—	32.923.442
Décembre	30.845	6.963.070	25.728.352	4.106.345	36.828.612
1971 - Janvier	41.373	6.854.679	27.505.133	4.279.478	38.680.663
Février	45.139	7.299.508	26.632.769	3.694.235	37.671.651
Mars	37.821	7.618.574	29.767.697	4.143.422	41.567.514
Avril	36.939	7.957.240	31.056.187	4.089.847	43.140.213
Mai	36.219	7.427.495	30.138.164	3.950.129	41.552.007
Juin	54.084	6.585.102	31.376.980	4.226.783	42.242.949
Juillet	33.270	7.124.081	32.413.358	4.509.410	44.080.119
Août	780.325	5.948.054	31.424.605	6.313.785	44.466.769
Septembre	6.124.767	8.351.831	26.955.089	5.244.730	46.676.417
Octobre	65.016	8.972.798	25.592.025	5.268.209	39.898.048
Novembre	68.525	7.882.876	27.797.532	6.342.449	42.090.382
Décembre	108.956	9.073.922	27.825.494	7.570.057	44.578.429
1972 - Janvier	161.944	8.298.648	26.445.993	5.697.660	40.604.245
Février	173.935	7.608.022	49.957.238	4.786.164	62.525.359
Mars	131.228	6.983.301	29.439.975	5.427.068	41.981.572
Avril	126.549	7.130.951	27.864.808	5.060.975	40.183.283
Mai	67.970	4.969.424	25.663.694	15.471.642	46.172.730
Juin	380.485	6.455.905	27.314.849	4.814.247	38.965.486
Juillet	86.006	6.398.201	30.014.928	2.793.393	39.292.528
Août	238.667	6.578.957	31.699.026	4.217.194	42.733.844
Septembre	195.261	6.807.023	34.303.759	4.289.489	45.595.532
Octobre	505.294	6.683.043	30.970.384	4.517.969	42.676.690
Novembre	680.432	7.198.903	39.919.136	1.699.126	49.497.597
Décembre	531.378	6.692.074	38.490.323	4.591.143	50.304.918
1973 - Janvier	323.632	5.554.316	34.306.573	8.061.860	48.246.381
Février	325.203	7.771.880	36.356.766	4.325.134	48.778.983

TABLEAU 21

TITRES  
(en milliers de livres)

Année et mois	Bons du Trésor 1	Titres publics 2	Total 1 (1+2) 3	Obligations privées 4	Total 2 (3+4) 5
1967 - Octobre	—	2.239.941	2.239.941	637.702	2.877.643
Novembre	—	2.239.941	2.239.941	637.702	2.877.643
Décembre	—	2.274.941	2.274.941	637.702	2.912.643
1968 - Janvier	—	2.274.941	2.274.941	637.702	2.912.643
Février	—	2.209.436	2.209.436	637.702	2.847.138
Mars	—	2.209.436	2.209.436	637.702	2.847.138
Avril	—	2.209.436	2.209.436	637.702	2.847.138
Mai	—	2.209.436	2.209.436	637.702	2.847.138
Juin	—	2.234.436	2.234.436	637.702	2.872.138
Juillet	—	2.214.592	2.214.592	575.591	2.790.183
Août	—	2.214.592	2.214.592	575.591	2.790.183
Septembre	—	2.214.592	2.214.592	575.591	2.790.183
Octobre	—	2.214.592	2.214.592	575.591	2.790.183
Novembre	—	2.514.191	2.514.191	575.591	3.089.782
Décembre	—	2.370.830	2.370.830	575.591	2.946.421
1969 - Janvier	—	2.264.246	2.264.246	575.591	2.839.837
Février	—	2.264.246	2.264.246	575.591	2.839.837
Mars	2.979.142	2.264.246	5.243.388	575.591	5.818.979
Avril	2.894.950	2.267.273	5.162.223	575.591	5.737.814
Mai	3.894.501	2.787.246	6.681.747	575.591	7.257.338
Juin	4.894.501	2.809.121	7.703.622	575.591	8.279.213
Juillet	4.989.827	4.534.312	9.524.139	509.133	10.033.272
Août	4.990.275	6.047.039	11.037.314	509.133	11.546.447
Septembre	4.986.748	6.800.668	11.787.416	509.133	12.296.549
Octobre	4.991.140	6.801.412	11.792.552	509.133	12.301.685
Novembre	4.989.760	6.801.412	11.791.172	659.133	12.450.305
Décembre	2.993.287	6.755.957	9.749.244	509.133	10.258.377
1970 - Janvier	2.698.619	7.555.959	10.254.578	509.133	10.763.711
Février	1.000.000	6.755.950	7.755.950	514.133	8.270.083
Mars	1.000.000	6.752.961	7.752.961	509.133	8.262.094
Avril	—	7.156.571	7.156.571	509.133	7.665.704
Mai	—	7.641.546	7.641.546	509.133	8.150.679
Juin	—	7.708.916	7.708.916	509.133	8.218.049



Autres titres 6	Total 3 (5+6) 7	Actions 8	Total 4 (7+8) 9	Total 5 (9-1) 10	Total 6 (*) 11
—	2.877.643	62.806	2.940.449	2.940.449	4.620.449
—	2.877.643	62.806	2.940.449	2.940.449	4.620.449
—	2.912.643	62.806	2.975.449	2.975.449	4.655.449
—	2.912.643	62.806	2.975.449	2.975.449	4.655.449
—	2.847.138	62.806	2.909.944	2.909.944	4.589.944
—	2.847.138	62.806	2.909.944	2.909.944	4.589.944
—	2.847.138	62.808	2.909.946	2.909.946	4.589.946
—	2.847.138	62.808	2.909.946	2.909.946	4.589.946
—	2.847.138	62.808	2.909.946	2.909.946	4.589.946
—	2.790.183	62.808	2.852.991	2.852.991	4.532.991
25.000	2.815.183	62.808	2.877.991	2.877.991	4.557.991
25.000	2.815.183	62.808	2.877.991	2.877.991	4.557.991
25.000	2.815.183	62.808	2.877.991	2.877.991	4.557.991
25.000	3.115.182	62.808	3.177.990	3.177.990	4.857.990
—	2.946.421	87.808	3.034.229	3.034.229	4.757.113
—	2.839.837	62.808	2.902.645	2.902.645	4.608.346
—	2.839.837	62.817	2.902.654	2.902.654	4.582.654
350.000	6.168.979	62.817	6.231.796	3.252.654	7.911.196
250.000	5.987.814	91.026	6.078.840	3.183.890	7.758.840
250.000	7.507.338	85.996	7.593.334	3.698.833	9.273.334
250.000	8.529.213	79.625	8.608.838	3.714.337	9.298.838
—	10.033.272	317.817	10.351.089	5.361.262	12.031.089
—	11.546.447	392.820	11.939.267	6.948.992	13.619.267
—	12.296.549	392.820	12.689.369	7.702.621	14.369.369
—	12.301.685	392.820	12.694.505	7.703.365	14.374.505
—	12.450.305	67.820	12.518.125	7.528.365	14.198.125
—	10.258.377	67.820	10.326.197	7.322.910	10.326.197
900.000	11.663.711	67.720	11.731.431	9.032.812	12.031.531
2.250.000	10.520.083	62.820	10.582.903	9.582.903	10.582.903
2.750.000	11.012.094	67.820	11.079.914	10.079.914	11.079.914
3.675.000	11.340.704	92.820	11.433.524	11.433.524	11.433.524
4.275.000	12.425.679	144.085	12.569.764	12.569.764	12.569.764
4.675.000	12.893.049	181.218	13.074.267	13.074.267	13.074.267

(à suivre)

TABLEAU 21 (suite)

## TITRES

(en milliers de livres)

Année et mois	Bons du Trésor 1	Titres publics 2	Total 1 (1+2) 3	Obligations privées 4	Total 2 (3+4) 5
1970 - Juillet	—	7.680.471	7.680.471	438.022	8.118.493
Août	—	7.680.471	7.680.471	438.022	8.118.493
Septembre	—	7.680.471	7.680.471	438.022	8.118.493
Octobre	—	7.855.471	7.855.471	443.022	8.298.493
Novembre	—	8.079.221	8.079.221	438.022	8.517.243
Décembre	10.000.000	7.824.658	17.824.658	438.022	18.262.680
1971 - Janvier	9.997.450	7.824.658	17.822.108	438.022	18.260.130
Février	9.997.450	7.824.658	17.822.108	438.022	18.260.130
Mars	9.999.250	7.823.995	17.823.245	463.122	18.286.367
Avril	9.998.787	7.698.994	17.697.781	438.022	18.135.803
Mai	9.998.479	7.724.092	17.722.571	438.022	18.160.593
Juin	5.948.105	8.201.117	14.149.222	438.022	14.587.244
Juillet	4.577.638	8.520.780	13.098.418	361.934	13.460.352
Août	7.318.408	8.552.514	15.870.922	387.034	16.257.956
Septembre	8.598.604	7.711.939	16.310.543	361.934	16.672.477
Octobre	8.699.531	7.741.017	16.440.548	361.934	16.802.482
Novembre	8.398.893	7.681.923	16.080.816	361.934	16.442.750
Décembre	3.799.531	7.683.118	11.482.649	361.938	11.844.587
1972 - Janvier	4.649.093	7.683.594	12.332.687	361.934	12.694.621
Février	5.996.778	7.533.778	13.530.556	361.938	13.892.494
Mars	9.995.925	7.169.738	17.165.663	361.938	17.527.601
Avril	11.995.938	7.169.737	19.165.675	387.034	19.552.709
Mai	11.896.682	7.169.737	19.066.419	361.934	19.428.353
Juin	15.796.369	7.269.737	23.066.106	361.934	23.428.040
Juillet	15.895.033	7.237.181	23.132.214	280.519	23.412.733
Août	15.996.652	7.231.328	23.227.980	280.519	23.508.499
Septembre	15.935.013	7.218.455	23.153.468	280.519	23.433.987
Octobre	15.416.938	7.218.455	22.635.393	280.519	22.915.912
Novembre	15.967.989	6.809.438	22.777.427	280.519	23.057.946
Décembre	15.764.086	6.792.180	22.556.266	280.519	22.836.785
1973 - Janvier	15.310.550	6.792.180	22.102.730	280.519	22.383.249
Février	15.618.111	9.242.195	24.860.306	280.519	25.140.825

Autres titres 6	Total 3 (5+6) 7	Actions 8	Total 4 (7+8) 9	Total 5 (9-1) 10	Total 6 (*) 11
4.475.000	12.593.493	197.509	12.791.002	12.791.002	12.791.002
4.475.000	12.593.493	208.797	12.802.290	12.802.290	12.802.290
4.575.000	12.693.493	237.528	12.931.021	12.931.021	12.931.021
4.750.000	13.048.493	303.085	13.351.578	13.351.578	13.351.578
4.850.000	13.017.243	315.204	13.332.447	13.332.447	13.332.447
7.000.000	25.262.680	416.939	25.679.619	25.679.619	25.679.619
7.350.000	25.610.130	244.231	25.854.361	15.856.911	25.854.361
6.900.000	25.160.130	260.576	25.420.706	15.423.256	25.420.706
5.575.000	23.861.367	309.156	24.170.523	14.171.273	24.170.523
5.275.000	23.410.803	345.406	23.756.209	13.757.422	23.756.209
5.025.000	23.185.593	318.000	23.503.593	13.505.114	23.503.593
5.475.000	20.062.244	401.965	20.464.209	14.516.104	20.464.209
5.400.000	18.860.352	473.473	19.333.825	14.756.187	19.333.825
5.250.000	21.507.956	547.689	22.055.645	14.737.237	22.055.645
5.175.000	21.847.477	461.721	22.309.198	13.710.594	22.309.198
4.425.000	21.227.482	414.730	21.642.212	12.942.681	21.642.212
7.075.000	23.517.750	435.169	23.952.919	15.554.026	23.952.919
2.300.000	14.144.587	446.951	14.591.538	10.792.007	14.591.538
1.550.107	14.244.728	460.736	14.705.464	10.056.371	14.705.464
3.113.803	17.006.297	447.037	17.453.334	11.456.556	17.453.334
4.065.145	21.592.746	476.588	22.069.334	12.073.409	22.069.334
5.665.144	25.217.853	776.488	25.994.341	13.998.403	25.994.341
4.540.144	23.968.497	766.875	24.735.372	12.838.690	24.735.372
4.140.155	27.568.195	766.875	28.335.070	12.538.701	28.335.070
5.315.155	28.727.888	766.860	29.494.748	13.599.715	29.494.748
7.220.155	30.728.654	766.860	31.495.514	15.498.862	31.495.514
8.120.135	31.554.142	767.349	32.321.491	16.386.478	32.321.491
8.570.155	31.486.067	771.093	32.257.160	16.840.222	32.257.160
12.105.155	35.163.101	767.349	35.930.450	19.962.461	35.930.450
14.080.154	36.916.939	767.155	37.684.094	21.920.008	37.684.094
14.280.154	36.663.403	768.154	37.431.557	22.121.007	37.431.557
13.630.154	38.770.979	768.154	39.539.133	23.921.022	39.539.133

(\*) Jusqu'au 30 novembre 1969 ce total comprend les placements en titres étrangers qui n'ont plus été effectués par la suite. On l'obtient en additionnant tous les titres qui figurent dans le portefeuille.

TABLEAU 22

TITRES ETRANGERS  
(en livres)

Investissements	Oct. 1967- Nov. 1968	Déc. 1968	Jan. 1969	Fév. 1969- Nov. 1969	Déc. 1969	Jan. 1970
Bons du Trésor	—	—	—	—	—	—
Actifs monétaires	—	42.884	25.701	—	—	300.000
Titres publics gouvernementaux	1.680.000	1.680.000	1.680.000	1.680.000	—	—
Titres publics émis par des Autorités locales	—	—	—	—	—	—
Titres privés	—	—	—	—	—	100
— Obligations	—	—	—	—	—	—
— Actions	—	—	—	—	—	—
Total	1.680.000	1.722.884	1.705.701	1.680.000	—	300.100
Investissements	Oct. 1967- Nov. 1967	Déc. 1967- Nov. 1968	Déc. 1968	Jan. 1969	Fév. 1969- Nov. 1969	Après Nov. 1969
Dont ceux qui proviennent exclusivement d'autres pays de la zone sterling						
— Actifs monétaires	—	—	42.884	25.701	—	—
— Titres gouvernementaux	1.604.436	1.680.000	1.680.000	1.680.000	1.680.000	—
Total	1.604.436	1.680.000	1.722.884	1.705.701	1.680.000	—



TABLEAU 23

SOLDES INTERBANCAIRES  
(en livres)

Année et mois	Solde Banque centrale 1	Solde interbancaire 2	Solde interbancaire et Banque centrale (1+2) 3	Solde banques du Kenya 4	Solde banques étrangères 5
1967 - Octobre	9.649.950	2.404.576	12.054.526	533.172	1.871.404
Novembre	6.911.050	— 428.081	6.482.696	600.206	—1.028.287
Décembre	4.967.825	—1.608.302	3.359.521	582.095	—2.190.397
1968 - Janvier	1.455.839	—3.508.415	— 2.052.576	641.432	—4.149.847
Février	1.484.986	—1.461.135	23.851	32.631	—1.493.766
Mars	2.875.624	— 794.717	2.080.907	557.288	—1.352.005
Avril	1.804.809	621.240	2.426.049	—5.749.860	6.371.100
Mai	3.980.536	— 377.981	3.602.555	307.168	— 685.149
Juin	5.215.647	994.953	6.210.600	748.542	246.411
Juillet	6.952.450	3.228.318	10.180.768	504.892	2.723.426
Août	7.894.900	4.113.656	12.008.556	1.105.157	3.008.499
Septembre	9.408.525	3.592.911	13.001.436	368.520	3.224.391
Octobre	10.768.207	2.895.369	13.663.576	458.661	2.436.708
Novembre	10.584.421	2.898.630	13.483.051	534.173	2.364.457
Décembre	11.359.078	2.752.046	14.111.124	580.123	2.171.923
1969 - Janvier	9.697.286	2.863.387	12.560.673	477.551	2.385.836
Février	11.856.961	1.467.637	13.324.598	— 544.247	2.011.884
Mars	12.952.339	2.861.446	15.813.785	328.276	2.533.170
Avril	15.427.951	1.657.303	17.085.254	662.703	994.600
Mai	11.866.649	3.290.894	15.157.543	597.266	2.693.628
Juin	13.151.814	3.589.284	16.741.098	506.599	3.082.685
Juillet	15.904.211	3.954.447	19.858.658	433.285	3.521.162
Août	16.772.208	2.975.159	19.747.367	484.335	2.490.824
Septembre	17.552.755	2.769.676	20.322.431	422.613	2.347.063
Octobre	19.614.588	3.154.337	22.768.925	507.085	2.647.252
Novembre	20.920.619	2.485.585	23.386.404	449.039	2.016.546
Décembre	23.871.882	2.915.846	26.787.728	329.690	2.586.156
1970 - Janvier	19.468.109	2.399.260	21.867.369	100.343	2.298.917
Février	23.071.714	3.962.558	27.034.272	494.072	3.468.486
Mars	24.709.215	3.707.839	28.417.054	182.780	3.525.059
Avril	21.271.556	4.021.216	25.292.772	468.251	3.552.965
Mai	20.305.746	2.801.365	23.107.111	813.129	1.988.236

(à suivre)

TABLEAU 23 (suite)

## SOLDES INTERBANCAIRES

(en livres)

Année et mois	Solde Banque centrale 1	Solde interbancaire 2	Solde interbancaire et Banque centrale (1 + 2) 3	Solde banques du Kenya 4	Solde banques étrangères 5
1970 - Juin	22.071.809	2.163.496	24.235.305	434.891	1.728.605
Juillet	25.898.298	3.365.012	29.263.310	453.990	2.911.022
Août	27.150.820	2.530.200	29.681.020	326.096	2.204.104
Septembre	28.325.132	3.292.237	31.617.369	208.569	3.083.668
Octobre	30.583.758	3.037.612	33.621.370	— 23.884	3.061.496
Novembre	32.620.855	2.796.428	35.417.283	500.125	2.296.303
Décembre	21.686.690	4.529.821	26.216.511	1.050.035	3.479.786
1971 - Janvier	21.195.209	6.035.396	27.230.605	506.889	5.528.507
Février	20.720.195	4.482.910	25.203.105	— 390.186	4.873.096
Mars	22.685.564	4.190.635	26.876.199	— 230.062	4.420.697
Avril	18.467.495	5.640.180	24.107.675	2.919.933	2.720.247
Mai	15.954.022	4.218.784	20.172.806	3.216.110	1.002.674
Juin	15.678.225	6.450.510	22.128.735	4.639.317	1.811.193
Juillet	14.604.656	6.740.377	21.345.033	5.056.267	1.684.110
Août	14.671.462	3.858.264	18.529.726	4.752.550	— 894.286
Septembre	10.665.143	6.443.427	17.108.570	6.018.297	425.130
Octobre	8.973.434	3.920.663	12.894.097	5.508.080	— 1.587.417
Novembre	12.699.945	601.379	13.301.324	426.514	174.865
Décembre	14.572.669	2.027.678	16.600.347	1.467.380	560.298
1972 - Janvier	14.596.530	554.411	15.150.941	219.423	334.988
Février	15.346.301	1.144.864	16.491.165	575.422	569.442
Mars	12.922.587	— 570.413	12.352.174	— 70.341	— 500.072
Avril	6.509.986	712.177	7.222.163	921.008	— 208.831
Mai	6.843.235	1.647.729	8.490.964	658.945	988.784
Juin	7.988.124	— 707.386	7.280.738	576.101	— 1.283.487
Juillet	8.907.720	— 1.038.915	7.868.805	— 30.446	— 1.008.469
Août	9.911.786	— 274.673	9.637.113	454.565	— 729.238
Septembre	14.771.493	— 1.257.762	13.513.731	326.699	— 1.584.461
Octobre	11.332.756	— 1.825.194	9.507.562	273.419	— 2.098.613
Novembre	11.536.176	1.381.003	12.917.179	1.153.152	227.851
Décembre	11.632.258	— 866.261	10.765.997	19.763	— 886.024
1973 - Janvier	8.106.893	— 664.719	7.442.174	337.928	— 1.002.647
Février	14.760.362	— 1.667.314	13.093.048	528.062	— 2.195.376

TABLEAU 24

SOLDES INTERBANCAIRES PASSIFS  
 AVEC DES BANQUES COMMERCIALES ETRANGERES  
 (en livres)

Année et mois	Tanzanie	Ouganda	Autres pays de la zone sterling	Autres pays	Total
1967 - Octobre	911.769	715.545	3.277.572	204.922	5.109.808
Novembre	1.247.566	826.158	6.020.001	504.029	8.597.754
Décembre	652.636	929.381	5.505.065	124.191	7.211.273
1968 - Janvier	1.039.752	1.676.295	7.292.963	162.039	10.171.049
Février	1.275.601	593.575	8.434.500	132.819	10.436.495
Mars	1.306.116	140.852	4.363.432	129.620	5.940.020
Avril	1.487.347	158.700	5.527.980	189.620	7.363.647
Mai	1.218.973	458.165	6.873.715	198.078	8.748.931
Juin	973.919	475.335	3.262.430	875.883	5.587.567
Juillet	951.710	622.484	1.966.864	183.967	3.725.025
Août	819.901	636.323	1.656.663	202.493	3.315.380
Septembre	294.380	250.132	1.714.344	199.905	2.458.761
Octobre	372.832	389.089	1.266.554	182.527	2.211.002
Novembre	319.362	729.015	1.272.380	187.830	2.508.587
Décembre	281.547	210.417	961.295	266.301	1.719.560
1969 - Janvier	409.873	363.249	1.165.685	212.654	2.151.461
Février	303.222	383.612	1.318.362	249.376	2.254.572
Mars	245.062	241.658	2.278.323	257.330	3.022.373
Avril	275.227	405.201	4.051.963	712.154	5.444.565
Mai	321.334	594.250	4.299.551	251.945	5.467.080
Juin	263.724	236.233	2.518.159	158.690	3.176.806
Juillet	221.797	331.599	3.648.280	99.473	4.301.149
Août	275.168	203.868	3.724.614	228.842	4.432.492
Septembre	449.692	267.754	2.469.897	133.527	3.320.870
Octobre	194.660	440.000	1.314.015	106.057	2.054.732
Novembre	157.245	581.698	1.495.418	131.211	2.365.572
Décembre	270.858	388.220	1.494.051	156.634	2.309.763
1970 - Janvier	372.237	113.737	1.130.072	186.279	1.802.325
Février	351.415	335.222	783.175	253.226	1.723.038
Mars	286.190	196.211	692.758	475.476	1.650.635
Avril	308.371	393.090	952.003	329.578	1.983.042
Mai	258.556	399.608	2.533.037	101.078	3.292.279

(à suivre)

TABLEAU 24 (suite)

SOLDES INTERBANCAIRES PASSIFS  
AVEC DES BANQUES COMMERCIALES ETRANGERES  
(en livres)

Année et mois	Tanzanie	Ouganda	Autres pays de la zone sterling	Autres pays	Total
1970 - Juin	200.699	368.052	1.444.180	104.693	2.117.624
Juillet	173.082	310.638	1.259.771	254.830	1.998.321
Août	102.529	241.253	721.895	146.150	1.211.827
Septembre	266.962	392.638	741.718	106.557	1.507.875
Octobre	374.297	311.993	696.658	252.371	1.635.319
Novembre	340.164	98.522	1.018.679	146.287	1.603.652
Décembre	136.420	397.657	1.209.735	164.332	1.908.144
1971 - Janvier	443.051	173.837	1.522.595	413.282	2.552.765
Février	516.978	163.589	2.515.358	257.692	3.453.617
Mars	450.947	168.371	1.560.843	170.458	2.350.619
Avril	257.306	304.966	1.890.514	384.624	2.837.410
Mai	418.209	195.185	1.850.930	538.443	3.002.767
Juin	294.584	379.121	1.581.318	298.815	2.553.838
Juillet	514.977	464.248	1.298.367	793.085	3.070.677
Août	1.371.490	758.833	2.122.946	306.626	4.559.895
Septembre	918.212	905.807	1.418.525	560.367	3.802.911
Octobre	1.157.078	601.811	2.077.069	1.178.013	5.013.971
Novembre	746.328	564.075	1.481.576	723.100	3.515.079
Décembre	803.571	484.106	1.295.169	794.580	3.377.426
1972 - Janvier	774.308	362.792	1.192.281	713.347	3.042.728
Février	610.574	668.727	864.597	605.266	2.749.264
Mars	571.207	869.957	1.839.476	490.106	3.770.746
Avril	444.946	1.156.363	1.654.750	805.351	4.061.410
Mai	385.824	444.332	978.195	856.573	2.664.924
Juin	633.994	258.291	2.497.107	441.114	3.830.506
Juillet	499.943	230.617	1.929.865	533.455	3.193.880
Août	481.851	374.001	1.202.244	1.116.089	3.174.185
Septembre	752.537	116.462	2.189.475	1.038.504	4.096.978
Octobre	309.986	902.494	2.005.826	1.444.606	4.662.912
Novembre	298.085	617.136	802.068	627.091	2.344.380
Décembre	643.087	490.653	1.200.784	990.067	3.324.591
1973 - Janvier	883.094	430.461	792.668	1.095.740	3.201.963
Février	512.162	700.583	1.710.987	1.870.926	4.794.658



TABLEAU 25

SOLDES INTERBANCAIRES ACTIFS  
 AVEC DES BANQUES COMMERCIALES ETRANGERES  
 (en livres)

Année et mois	Tanzanie	Ouganda	Autres pays de la zone sterling	Autres pays	Total
1967 - Octobre	406.411	456.342	5.755.693	363.266	6.981.712
Novembre	692.191	605.877	6.003.779	267.831	7.569.678
Décembre	744.525	1.032.708	2.899.717	343.928	5.020.876
1968 - Janvier	514.232	695.228	4.490.163	321.579	6.021.202
Février	593.070	556.428	7.467.512	325.719	8.942.729
Mars	295.793	798.924	3.099.556	393.742	4.588.015
Avril	419.383	978.090	5.540.603	321.604	7.259.680
Mai	353.767	277.482	6.937.648	494.885	8.063.782
Juin	512.997	571.605	4.477.259	272.117	5.833.978
Juillet	321.111	875.902	4.465.612	484.956	6.147.581
Août	641.565	543.866	4.956.969	181.479	6.323.879
Septembre	392.688	620.979	4.274.193	395.292	5.683.152
Octobre	408.437	308.524	3.560.409	370.340	4.647.710
Novembre	711.636	877.180	3.371.208	413.020	5.373.044
Décembre	782.552	1.306.557	1.493.914	308.460	3.891.483
1969 - Janvier	508.381	1.373.973	2.255.572	398.637	4.536.563
Février	448.544	1.207.821	2.229.770	380.321	4.266.456
Mars	526.602	1.506.983	3.068.142	453.816	5.555.543
Avril	547.851	1.171.628	4.181.210	538.476	6.439.165
Mai	690.783	2.121.063	4.884.621	464.241	8.160.708
Juin	432.627	2.262.132	2.973.244	591.488	6.259.491

(à suivre)

TABLEAU 25 (suite)

SOLDES INTERBANCAIRES ACTIFS  
 AVEC DES BANQUES COMMERCIALES ETRANGERES  
 (en livres)

Année et mois	Tanzanie	Ouganda	Autres pays de la zone sterling	Autres pays	Total
1969 - Juillet	353.562	1.996.759	4.898.603	573.387	7.822.311
Août	485.835	2.095.786	3.941.369	400.326	6.923.316
Septembre	434.339	1.331.292	3.400.842	501.460	5.667.933
Octobre	438.553	1.673.587	2.036.021	553.823	4.701.984
Novembre	388.690	1.330.789	2.143.607	519.032	4.382.118
Décembre	228.492	1.856.988	2.291.470	518.969	4.895.919
1970 - Janvier	223.483	1.171.333	1.854.820	851.606	4.101.242
Février	477.545	584.182	3.697.583	432.214	5.191.524
Mars	705.065	929.548	3.122.559	417.522	5.174.694
Avril	650.735	750.154	3.527.280	607.838	5.536.007
Mai	831.042	679.151	3.053.662	716.660	5.280.515
Juin	618.230	256.255	2.484.618	487.126	3.846.229
Juillet	688.592	389.920	3.024.096	806.735	4.909.343
Août	730.515	382.710	1.635.253	667.453	3.415.931
Septembre	748.956	456.918	2.683.483	702.186	4.591.543
Octobre	924.404	673.901	2.662.151	436.359	4.696.815
Novembre	348.279	622.350	2.422.856	506.470	3.899.955
Décembre	428.517	674.510	3.723.459	561.444	5.387.930
1971 - Janvier	1.022.925	1.985.534	4.021.559	1.051.254	8.081.272
Février	1.040.085	2.516.716	4.021.662	793.250	8.371.713
Mars	1.081.151	1 488.651	2.456.105	1.745.409	6.771.316

(à suivre)

TABLEAU 25 (suite)

SOLDES INTERBANCAIRES ACTIFS  
 AVEC DES BANQUES COMMERCIALES ETRANGERES  
 (en livres)

Année et mois	Tanzanie	Ouganda	Autres pays de la zone sterling	Autres pays	Total
1971 - Avril	342.686	1.178.136	2.446.070	1.590.765	5.557.657
Mai	561.956	294.734	1.836.745	1.312.006	4.005.441
Juin	737.527	156.553	2.246.277	1.224.674	4.365.031
Juillet	444.183	606.286	2.738.639	965.679	4.754.787
Août	520.116	298.590	2.026.501	820.402	3.665.609
Septembre	232.591	535.125	2.210.377	1.249.948	4.228.041
Octobre	395.319	533.730	1.995.462	502.043	3.426.554
Novembre	326.700	441.424	2.290.420	631.400	3.689.944
Décembre	198.892	468.566	2.503.692	766.574	3.937.724
1972 - Janvier	457.279	137.399	1.660.449	1.122.589	3.377.716
Février	351.804	217.747	1.270.152	1.539.003	3.378.706
Mars	382.599	156.329	1.153.579	1.578.167	3.270.674
Avril	178.983	474.089	2.072.278	1.127.229	3.852.579
Mai	230.003	292.431	2.186.103	945.171	3.653.708
Juin	190.222	289.329	1.010.122	1.057.346	2.547.019
Juillet	297.004	140.515	777.706	970.186	2.185.411
Août	437.875	88.260	1.007.389	911.423	2.444.947
Septembre	351.354	300.725	752.137	1.108.121	2.512.337
Octobre	291.743	296.775	621.617	1.354.164	2.564.299
Novembre	274.271	224.984	1.039.219	1.033.757	2.572.231
Décembre	507.825	197.294	425.265	1.308.183	2.438.567
1973 - Janvier	236.806	213.312	299.190	1.450.008	2.199.316
Février	330.285	274.622	426.961	1.567.414	2.599.282

TABLEAU 26

SOLDES INTERBANCAIRES AVEC LES SIEGES CENTRAUX OU AVEC LES  
(en livres)

Année et mois	Ouganda		Zone sterling	
	Dettes	Créances	Dettes	Créances
1967 - Octobre	726.114	508.682	3.145.088	4.531.090
Novembre	861.935	658.227	5.889.040	4.865.382
Décembre	929.381	1.032.708	4.197.228	2.197.383
1968 - Janvier	1.676.295	695.228	6.999.807	3.405.163
Février	593.575	556.428	7.071.261	6.531.035
Mars	140.852	773.924	2.808.039	2.117.932
Avril	158.700	943.498	3.867.782	4.383.840
Mai	458.165	243.743	5.361.037	6.453.570
Juin	451.648	549.197	2.282.692	3.348.428
Juillet	272.484	815.546	1.239.231	3.019.031
Août	636.323	537.078	812.993	3.606.230
Septembre	232.132	601.223	1.248.644	1.525.945
Octobre	357.257	304.669	1.050.632	2.143.555
Novembre	4.145.664	373.413	1.070.985	2.015.990
Décembre	210.416	1.310.134	717.891	1.438.012
1969 - Janvier	363.249	1.369.337	881.439	2.060.671
Février	383.612	1.205.367	1.050.705	1.787.891
Mars	241.658	1.078.088	1.934.636	2.744.949
Avril	405.200	1.156.997	3.570.015	3.945.598
Mai	582.834	2.113.148	3.910.084	4.569.159
Juin	223.414	2.230.896	2.277.427	2.682.156
Juillet	321.568	1.994.183	3.324.182	4.649.579
Août	196.208	1.439.910	3.355.185	3.679.061
Septembre	256.975	721.592	2.115.797	3.205.476
Octobre	432.737	1.555.564	1.004.571	1.609.811
Novembre	657.779	1.255.823	862.589	1.672.176
Décembre	338.326	1.797.906	1.240.824	1.922.011
1970 - Janvier	74.312	600.531	781.353	1.471.342
Février	230.093	191.793	312.765	2.907.140
Mars	42.245	374.780	429.796	2.568.244
Avril	290.386	422.750	673.457	2.555.658
Mai	299.047	255.127	2.495.680	2.141.353
Juin	244.412	154.918	1.368.584	2.038.686



## FILIALES ETRANGERES

Autres pays		Total		Solde
Dettes	Créances	Dettes	Créances	
35.736	228.118	3.906.938	5.267.890	+ 1.324.952
404.462	114.448	7.155.437	5.638.057	— 1.517.380
25.940	200.584	5.152.549	3.430.675	— 1.721.874
17.273	152.963	8.693.375	4.253.354	— 4.440.021
5.216	98.105	7.670.052	7.185.568	— 484.484
4.084	125.343	2.952.975	3.017.199	+ 64.224
40.547	165.226	4.067.029	5.492.564	+ 1.425.535
42.431	173.068	5.861.633	6.870.381	+ 1.008.748
708.438	156.538	3.442.778	4.054.163	+ 611.385
32.300	218.474	1.544.015	4.053.051	+ 2.509.036
32.749	36.569	1.482.065	4.179.877	+ 2.697.812
4.744	220.082	1.485.520	2.347.250	+ 861.730
52.208	198.793	1.460.097	2.647.017	+ 1.186.920
47.980	178.181	5.264.629	2.567.584	— 2.697.045
27.429	143.532	955.736	2.891.678	+ 1.935.942
32.796	196.589	1.277.484	3.626.597	+ 2.349.113
55.032	203.118	1.489.349	3.196.376	+ 1.707.027
65.257	315.226	2.241.551	4.138.263	+ 1.896.712
49.456	247.069	4.024.671	5.349.664	+ 1.324.993
50.606	289.000	4.543.524	6.971.307	+ 2.427.783
71.317	182.522	2.572.158	5.095.574	+ 2.523.416
27.469	252.902	3.673.219	6.896.664	+ 3.223.445
132.732	162.266	3.684.125	5.281.237	+ 1.597.112
33.605	227.425	2.406.377	4.154.493	+ 1.748.116
16.781	259.063	1.454.089	3.424.438	+ 1.970.349
27.835	303.399	1.548.203	3.231.398	+ 1.683.195
51.344	259.825	1.630.494	3.979.742	+ 2.349.248
46.383	570.821	902.048	2.642.694	+ 1.740.646
6.782	314.840	549.640	3.413.773	+ 2.864.133
49.420	205.375	521.461	3.148.399	+ 2.626.938
36.906	431.810	1.000.749	3.410.218	+ 2.409.469
5.309	512.940	2.800.036	2.909.420	+ 109.384
23.246	259.087	1.636.242	2.452.691	+ 816.449

(à suivre)

TABLEAU 26 (suite)

SOLDES INTERBANCAIRES AVEC LES SIEGES CENTRAUX OU AVEC LES  
(en livres)

Année et mois	Ouganda		Zone sterling	
	Dettes	Créances	Dettes	Créances
1970 - Juillet	218.006	21.720	1.106.670	2.444.766
Août	233.729	—	617.945	784.623
Septembre	216.385	—	593.706	1.721.551
Octobre	181.520	—	648.022	2.280.185
Novembre	54.513	—	892.691	936.946
Décembre	37.324	—	643.121	1.751.754
1971 - Janvier	44.275	1.777	807.240	1.539.485
Février	141.436	140.173	1.544.719	2.091.998
Mars	104.733	13.468	1.171.404	1.651.787
Avril	224.248	22.601	1.142.201	1.460.619
Mai	45.017	30.198	1.243.630	932.780
Juin	144.629	—	1.146.062	1.477.710
Juillet	94.082	—	1.049.612	1.464.567
Août	222.248	—	1.399.271	1.330.235
Septembre	175.839	155.710	1.117.152	1.267.141
Octobre	159.161	—	1.159.799	1.200.185
Novembre	169.081	98.231	770.993	915.387
Décembre	134.860	117.669	864.158	1.638.716
1972 - Janvier	76.192	—	802.613	750.287
Février	17.205	—	282.634	729.066
Mars	96.511	—	781.652	870.186
Avril	95.754	6.463	674.057	932.371
Mai	120.357	42.271	658.760	1.332.912
Juin	33.798	43.022	273.612	540.191
Juillet	19.802	32.427	1.047.383	530.131
Août	103.209	—	453.826	498.764
Septembre	72.136	109.169	693.678	136.257
Octobre	330.122	—	709.240	189.461
Novembre	446.489	24.455	84.079	677.609
Décembre	278.461	38.319	440.718	294.695
1973 - Janvier	253.569	—	375.757	126.691
Février	221.440	53.636	656.156	316.161

## FILIALES ETRANGERES

Autres pays		Total		Solde
Dettes	Créances	Dettes	Créances	
106.105	395.576	1.430.781	2.862.062	+ 1.431.281
60.107	308.714	911.781	1.093.337	+ 181.556
17.412	349.848	827.503	2.071.399	+ 1.243.896
143.495	51.051	973.037	2.331.236	+ 1.358.199
16.256	159.660	963.460	1.096.606	+ 133.146
12.473	125.480	692.918	1.877.234	+ 1.184.316
93.019	660.332	944.534	2.201.594	+ 1.257.060
148.186	248.860	1.834.341	2.481.031	+ 646.690
5.551	427.500	1.281.688	2.092.755	— 811.067
155.116	104.659	1.521.565	1.587.879	+ 66.314
153.533	197.155	1.442.180	1.160.133	— 282.047
112.489	160.578	1.403.180	1.638.288	+ 235.108
76.677	82.183	1.220.371	1.546.750	+ 326.379
388.582	62.431	2.010.101	1.392.666	— 617.435
131.845	241.430	1.424.836	1.664.281	+ 239.445
470.040	78.581	1.789.000	1.278.766	— 510.234
240.980	91.141	1.181.054	1.104.759	— 76.295
164.677	102.560	1.163.695	1.858.945	+ 695.250
210.587	681.602	1.089.392	1.431.889	+ 342.497
214.274	140.394	514.113	869.460	+ 355.347
41.361	1.075.841	919.524	1.946.027	+ 1.026.503
63.569	609.217	833.380	1.548.051	+ 714.671
227.337	352.712	1.006.454	1.727.895	+ 721.441
6.026	373.991	1.313.436	957.204	— 356.232
585.937	64.946	1.653.122	627.504	— 1.025.618
547.732	300.601	1.104.767	799.365	— 305.402
256.678	468.340	1.022.492	713.766	— 308.726
274.393	645.168	1.313.755	834.629	— 479.126
280.067	375.959	810.635	1.078.023	+ 267.388
174.379	710.667	893.558	1.043.681	+ 150.123
327.176	593.958	956.502	720.649	— 235.853
883.115	346.786	1.760.711	716.583	+ 1.044.128

TABLEAU 27

 AVANCES ET ESCOMPTES PASSIFS  
 (en livres)

Année et mois	Effets passifs	Prêts et avances de la part de créditeurs résidents		Total
		Au Kenya	A l'étranger	
1967 - Octobre	548.793	—	650.000	1.198.793
Novembre	316.612	—	800.002	1.116.614
Décembre	366.366	—	1.192.859	1.559.225
1968 - Janvier	356.344	—	1.142.860	1.499.204
Février	558.238	2.000	1.014.288	1.574.526
Mars	487.492	7.000	992.858	1.487.350
Avril	888.580	7.000	785.285	1.680.865
Mai	387.151	10.729	678.142	1.076.022
Juin	463.510	200.729	825.099	1.489.338
Juillet	396.046	10.729	667.461	1.074.236
Août	404.001	10.729	560.318	975.048
Septembre	430.054	10.729	484.819	925.602
Octobre	456.795	10.729	328.572	796.096
Novembre	373.616	10.729	200.000	584.345
Décembre	510.820	10.729	200.000	721.549
1969 - Janvier	369.243	10.729	200.000	579.972
Février	422.562	10.729	200.000	663.291
Mars	521.991	10.729	200.000	732.720
Avril	502.145	10.729	200.000	712.874
Mai	453.449	10.729	200.000	664.178
Juin	408.170	10.729	200.860	619.759
Juillet	413.814	10.736	200.000	624.550
Août	1.086.809	10.729	200.000	1.297.538
Septembre	476.086	10.729	—	486.815
Octobre	304.763	10.729	—	315.492
Novembre	431.346	10.729	—	442.075
Décembre	647.087	10.729	—	657.816
1970 - Janvier	874.519	24.476	—	898.995
Février	980.293	10.729	—	991.022
Mars	582.423	10.729	—	593.152
Avril	579.023	12.378	160	591.561
Mai	661.975	10.729	—	672.704

(à suivre)

TABLEAU 27 (suite)

AVANCES ET ESCOMPTES PASSIFS  
(en livres)

Année et mois	Effets passifs	Prêts et avances de la part de créditeurs résidents		Total
		Au Kenya	A l'étranger	
1970 - Juin	665.753	10.729	64.285	740.747
Juillet	519.089	10.729	—	529.818
Août	728.275	10.729	—	739.004
Septembre	827.585	10.729	—	838.314
Octobre	616.217	10.837	—	627.054
Novembre	841.319	10.729	—	852.048
Décembre	1.057.298	11.794	—	1.069.092
1971 - Janvier	982.122	10.729	—	992.851
Février	856.556	10.729	—	867.285
Mars	1.384.675	10.729	—	1.395.404
Avril	971.584	10.729	—	982.313
Mai	1.353.718	10.729	—	1.364.447
Juin	912.961	10.729	—	923.690
Juillet	693.702	10.729	—	704.431
Août	711.555	10.729	—	722.284
Septembre	1.601.236	1.150.729	—	2.752.015
Octobre	967.346	10.729	—	978.075
Novembre	1.091.567	10.729	—	1.102.296
Décembre	1.576.436	260.729	273.381	2.110.596
1972 - Janvier	1.256.675	960.729	277.683	2.495.087
Février	1.476.334	910.729	—	2.387.063
Mars	1.508.301	1.510.729	—	3.019.030
Avril	1.595.694	10.728	—	1.606.422
Mai	1.813.875	10.729	—	1.824.604
Juin	1.325.328	185.729	—	1.511.057
Juillet	822.517	185.729	—	1.008.246
Août	769.058	185.729	—	954.797
Septembre	877.445	185.729	—	1.063.174
Octobre	1.439.323	185.729	—	1.625.052
Novembre	907.851	185.729	—	1.093.580
Décembre	1.874.360	176.979	—	2.051.339
1973 - Janvier	1.345.544	426.979	—	1.772.523
Février	1.990.411	176.979	—	2.167.390



TABLEAU 28

TOTAL ACTIF/PASSIF (\*)  
(en livres)

Année et mois	Montant	Année et mois	Montant	Année et mois	Montant
1967 - Oct.	99.248.848	1969 - Août	122.211.900	1971 - Juin	176.768.278
Nov.	101.223.814	Sept.	123.778.349	Juillet	174.513.979
Déc.	99.497.631	Oct.	123.639.206	Août	177.954.756
1968 - Jan.	101.744.382	Nov.	124.095.579	Sept.	184.058.259
Fév.	102.878.729	Déc.	131.612.602	Oct.	186.369.119
Mars	97.321.041	1970 - Jan.	131.532.730	Nov.	187.639.029
Avril	99.434.903	Fév.	134.865.948	Déc.	188.601.676
Mai	100.028.461	Mars	139.019.576	1972 - Jan.	182.664.637
Juin	97.387.439	Avril	134.822.098	Fév.	184.035.691
Juillet	99.014.125	Mai	138.604.801	Mars	188.908.421
Août	99.669.499	Juin	142.942.405	Avril	187.922.157
Sept.	100.455.803	Juillet	145.782.901	Mai	187.764.312
Oct.	102.061.955	Août	148.185.733	Juin	189.782.549
Nov.	103.310.197	Sept.	151.943.620	Juillet	188.190.635
Déc.	106.668.636	Oct.	154.478.958	Août	189.500.231
1969 - Jan.	105.454.948	Nov.	159.561.275	Sept.	193.078.785
Fév.	108.708.575	Déc.	166.192.339	Oct.	195.721.248
Mars	110.066.344	1971 - Jan.	167.740.417	Nov.	199.931.723
Avril	115.233.059	Fév.	169.574.898	Déc.	206.867.314
Mai	113.537.320	Mars	170.615.658	1973 - Jan.	209.291.427
Juin	117.413.374	Avril	171.769.144	Fév.	214.223.117
Juillet	122.103.621	Mai	171.522.041		

(\*) Les valeurs de ce tableau ne comprennent pas les crédits de signature et les effets à l'encaisse.

TABLEAU 29

## LIQUIDITE DU SYSTEME BANCAIRE

(en milliers de livres)

Année et mois	Actifs liquides (1)	Solde interbancaire net	Liquidité du système bancaire calculée d'après la (2)		
			méthode nette	méthode brute	méthode mixte
1967 - Octobre	12.580	2.405	14.985	14.985	14.985
Novembre	9.805	— 428	9.377	9.805	9.377
Décembre	8.214	— 1.608	6.606	8.214	6.606
1968 - Janvier	5.377	— 3.508	1.869	5.377	1.869
Février	5.500	— 1.461	4.039	5.500	4.039
Mars	6.519	— 795	5.724	6.519	5.724
Avril	6.176	621	6.797	6.797	6.797
Mai	6.722	— 378	6.344	6.722	6.344
Juin	7.977	995	8.972	8.972	8.972
Juillet	9.996	3.228	13.224	13.224	13.224
Août	10.682	4.114	14.796	14.796	14.796
Septembre	12.481	3.593	16.074	16.074	16.074
Octobre	14.022	2.895	16.917	16.917	16.917
Novembre	13.363	2.399	15.762	15.762	15.762
Décembre	14.608	2.752	17.360	17.360	17.360
1969 - Janvier	12.987	2.863	15.850	15.850	15.850
Février	15.086	1.468	16.554	16.554	16.554
Mars	19.295	2.861	22.156	22.156	22.156
Avril	21.628	1.657	23.285	23.285	23.285
Mai	18.750	3.291	22.041	22.041	22.041
Juin	21.629	3.589	25.218	25.218	25.218
Juillet	24.019	3.954	27.973	27.973	27.973
Août	25.171	2.975	28.146	28.146	28.146
Septembre	26.065	2.770	28.835	28.835	28.835
Octobre	27.950	3.154	31.104	31.104	31.104
Novembre	29.250	2.466	31.716	31.716	31.716
Décembre	30.874	2.916	33.790	33.790	33.790
1970 - Janvier	26.004	2.399	28.403	28.403	28.403
Février	27.784	3.963	31.747	31.747	31.747
Mars	30.249	3.708	33.957	33.957	33.957
Avril	24.815	4.021	28.836	28.836	28.836
Mai	23.744	2.801	26.545	26.545	26.545
Juin	26.120	2.163	28.283	28.283	28.283
Juillet	29.437	3.365	33.802	33.802	33.802
Août	31.280	2.530	33.810	33.810	33.810
Septembre	32.554	3.292	35.846	35.846	35.846
Octobre	34.348	3.038	37.386	37.386	37.386

(à suivre)

TABLEAU 29 (suite)

LIQUIDITE DU SYSTEME BANCAIRE  
(en livres)

Année et mois	Actifs liquides (1)	Solde interbancaire net	Liquidité du système bancaire calculée d'après la (2)		
			méthode nette	méthode brute	méthode mixte
1970 - Novembre	37.087	2.796	39.883	39.883	39.883
Décembre	36.258	4.530	40.788	40.788	40.788
1971 - Janvier	36.093	6.035	42.128	42.128	42.128
Février	35.803	4.483	40.286	40.286	40.286
Mars	37.236	4.191	41.427	41.427	41.427
Avril	32.515	5.640	38.155	38.155	38.155
Mai	30.810	4.219	35.029	35.029	35.029
Juin	26.596	6.451	33.047	33.047	33.047
Juillet	23.080	6.740	29.820	29.820	29.820
Août	26.666	3.858	30.524	30.524	30.524
Septembre	24.353	6.443	30.796	30.796	30.796
Octobre	22.497	3.921	26.418	26.418	26.418
Novembre	26.650	601	27.251	27.251	27.251
Décembre	23.521	2.028	25.549	25.549	25.549
1972 - Janvier	25.090	554	25.644	25.644	25.644
Février	27.288	1.145	28.433	28.433	28.433
Mars	27.517	— 570	26.947	27.517	26.947
Avril	23.617	712	24.329	24.329	24.329
Mai	23.975	1.648	25.623	25.623	25.623
Juin	28.673	— 707	27.966	28.673	28.673
Juillet	29.689	— 1.039	28.650	29.689	28.689
Août	30.990	— 275	30.715	30.990	30.990
Septembre	35.450	— 1.258	30.192	35.450	35.450
Octobre	32.092	— 1.825	30.267	32.092	32.092
Novembre	33.852	1.381	35.233	35.233	35.233
Décembre	33.096	— 866	32.230	33.096	33.096
1973 - Janvier	36.114	— 665	35.449	30.081	30.081
Février	34.447	— 1.667	32.780	34.447	34.447

(1) Font partie des actifs liquides: la monnaie légale, les dépôts à la Banque centrale et les bons du Trésor. Dans ce tableau on a préféré inclure également dans les actifs liquides les devises librement disponibles.

(2) Ces critères diffèrent par la façon dont sont traités les soldes interbancaires nets. En effet, tandis que la méthode brute ne tient compte des soldes interbancaires nets que lorsque ceux-ci prennent des valeurs positives, la méthode nette tient toujours compte des soldes interbancaires nets dans la détermination de la liquidité. Quant à la méthode mixte, elle est ainsi dénommée parce qu'elle suit le critère adopté par la Banque centrale qui s'est servie de la méthode nette jusqu'au 1er juin 1972 et qui ensuite a eu recours à la méthode brute.

TABLEAU 30

## AVANCES/DEPOTS ET CASH RATIO

(en milliers de livres)

Année et mois	Coefficient avances/dépôts				Cash ratio	
	Total dépôts	Total avances	Coef- ficient %	Dépôts privés	Avances privées	Coef- ficient %
Nouvelle série						
1967 - Octobre	84.129	60.595	72,6	72.812	57.980	79,6
Novembre	81.492	64.355	79,0	70.831	61.444	86,7
Décembre	85.034	68.002	80,0	72.424	64.800	89,5
1968 - Janvier	83.286	72.420	87,0	69.873	68.768	98,4
Février	83.656	71.386	85,3	70.960	67.949	95,8
Mars	84.922	70.750	83,3	73.597	66.709	90,6
Avril	85.077	69.899	82,2	74.010	65.669	88,7
Mai	83.629	68.011	81,3	74.388	63.982	86,0
Juin	85.227	67.842	79,6	75.036	64.529	86,0
Juillet	87.169	65.469	75,1	76.708	62.165	81,0
Août	87.913	64.334	73,2	78.541	61.518	78,3
Septembre	89.471	65.218	72,9	79.807	62.465	78,3
Octobre	91.073	64.513	70,8	81.713	61.568	75,3
Novembre	91.932	65.181	70,9	81.824	61.887	75,6
Décembre	95.129	66.788	70,2	84.137	63.720	75,7
1969 - Janvier	94.910	68.363	72,0	82.241	65.961	80,2
Février	97.696	68.711	70,3	85.195	65.276	76,6
Mars	98.955	64.344	65,0	87.204	62.743	71,9
Avril	101.930	66.493	65,2	88.567	64.016	72,3
Mai	100.366	66.675	66,4	87.733	63.975	72,9
Juin	105.307	67.722	64,3	87.609	64.991	74,2
Juillet	104.679	67.943	64,9	88.840	64.501	72,6

(à suivre)

TABLEAU 30 (suite)

AVANCES/DEPOTS ET CASH RATIO  
(en milliers de livres)

Année et mois	Coefficient avances/dépôts				Cash ratio	
	Total dépôts	Total avances	Coeffi- cient %	Dépôts privés	Avances privées	Coeffi- cient %
1969 - Août Septembre Octobre Novembre Décembre	103.655	65.805	63,5	89.382	62.850	70,3
	107.388	68.987	64,2	91.972	66.030	71,8
	107.946	67.523	62,5	92.850	65.253	70,3
	108.416	66.419	61,3	94.364	63.922	67,7
	112.933	70.025	62,0	96.352	68.304	70,9
1970 - Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	113.932	75.156	66,0	97.158	71.763	73,9
	117.681	75.477	64,1	98.272	69.961	71,2
	123.095	78.167	63,5	102.735	71.837	69,9
	119.004	78.187	65,7	100.362	72.901	72,6
	120.255	80.428	66,9	101.290	77.122	76,1
	125.354	82.830	66,1	103.018	78.380	76,0
	128.272	82.015	63,9	104.751	76.492	73,0
	129.693	80.776	62,3	107.337	75.664	70,5
	133.187	80.185	60,2	109.271	75.139	68,8
	135.867	82.887	61,0	110.180	77.371	70,2
1971 - Janvier Février Mars Avril Mai	140.231	84.064	59,9	113.805	79.657	70,0
	146.191	86.943	59,5	120.296	81.853	68,0
	146.175	89.400	61,2	121.616	84.561	69,5
	147.267	92.255	62,6	122.020	85.907	70,4
	149.659	93.747	62,6	125.127	88.162	70,5
	150.229	97.882	65,2	125.032	91.617	73,3
	148.018	99.064	66,9	121.077	92.966	76,3

(à suivre)



TABLEAU 30 (suite)  
 AVANCES/DEPOTS ET CASH RATIO  
 (en milliers de livres)

Année et mois	Coefficient avances/dépôts				Cash ratio	
	Total avances	Coeffi- cient %	Dépôts privés	Avances privées	Coeffi- cient %	Monnaie et dépôts à la Banque centrale
1971 - Juin	154.766	67,2	124.039	96.714	78,0	20.525
Juillet	152.653	70,5	124.812	100.885	80,8	18.364
Août	153.386	71,1	125.215	101.650	81,2	19.176
Septembre	157.981	71,5	132.221	105.868	80,1	15.627
Octobre	160.042	72,1	131.891	107.734	81,7	13.672
Novembre	162.433	71,2	133.942	107.903	80,6	18.110
Décembre	159.336	75,4	132.385	111.335	84,1	19.534
1972 - Janvier	155.042	76,7	131.961	110.414	83,7	20.199
Février	159.181	74,5	133.679	110.649	82,8	21.091
Mars	160.771	75,3	137.758	112.354	81,6	17.329
Avril	160.443	77,8	136.986	114.369	83,5	11.433
Mai	162.349	75,2	136.412	112.776	82,7	11.898
Juin	163.321	74,3	134.971	112.419	83,3	12.727
Juillet	160.617	75,8	136.038	113.178	83,2	13.597
Août	165.780	72,6	139.891	111.346	79,6	14.804
Septembre	166.982	71,3	139.572	110.029	78,8	19.329
Octobre	168.535	73,2	141.942	113.238	79,8	16.493
Novembre	172.616	70,5	146.645	111.762	76,2	17.730
Décembre	177.264	68,5	148.852	112.177	75,4	17.163
1973 - Janvier	175.985	70,9	149.219	115.250	77,2	14.592
Février	183.847	68,3	155.118	115.578	74,5	20.318
Mars	188.914	64,8	157.971	113.656	71,9	28.856

SOURCE: COMMERCIAL BANKS' MONTHLY RETURNS.

TABLEAU 31  
RESERVES DE LIQUIDITE DISPONIBLES  
(en milliers de livres)

Année et mois	Minimum de liquidité imposé par la Banque centrale	Liquidité disponible	Coefficient de liquidité disponible (liquidité disponible/ dépôts)	Année et mois	Minimum de liquidité imposé par la Banque centrale	Liquidité disponible	Coefficient de liquidité disponible (liquidité disponible/ dépôts)
1967 - Octobre	—	14.985	17,8	1969 - Mars	—	22.156	22,4
Novembre	—	9.805	12,0	Avril	—	23.285	22,8
Décembre	—	8.214	9,7	Mai	—	22.041	22,0
1968 - Janvier	—	5.377	6,5	Juin	—	25.218	23,9
Février	—	5.500	6,6	Juillet	—	27.973	26,7
Mars	—	6.519	7,7	Août	—	28.146	27,2
Avril	—	6.797	8,0	Septembre	—	28.835	26,9
Mai	—	6.722	8,0	Octobre	—	31.104	28,8
Juin	—	8.972	10,5	Novembre	—	31.716	29,3
Juillet	—	13.224	15,2	Décembre	14.117	19.673	17,42
Août	—	14.796	16,8	1970 - Janvier	14.242	14.161	12,4
Septembre	—	16.074	18,0	Février	14.710	17.037	14,5
Octobre	—	16.917	18,6	Mars	15.387	18.570	15,1
Novembre	—	15.762	17,2	Avril	14.876	13.960	11,7
Décembre	—	17.360	18,2	Mai	15.032	11.513	9,6
1969 - Janvier	—	15.850	16,7	Juin	15.669	12.614	10,1
Février	—	16.554	16,9	Juillet	16.034	17.718	13,8

(à suivre)

TABLEAU 31 (suite)  
RESERVES DE LIQUIDITE DISPONIBLES  
(en milliers de livres)

Année et mois	Minimum de liquidité imposé par la Banque centrale	Liquidité disponible	Coefficient de liquidité disponible (liquidité disponible/dépôts)
1970 - Août	16 212	17 598	13,6
Septembre	16 648	19 198	14,4
Octobre	16 983	20 403	15,0
Novembre	17 529	22 354	15,9
Décembre	18 274	22 514	15,4
1971 - Janvier	18 272	23 305	15,9
Février	18 397	21 889	14,9
Mars	18 707	22 720	15,2
Avril	18 779	19 376	12,9
Mai	18 502	16 527	11,2
Juin	19 346	13 701	8,9
Juillet	19 082	10 738	7,0
Août	19 173	11 351	7,4
Septembre	19 748	11 048	7,0
Octobre	20 005	6 413	4,0
Novembre	20 304	6 947	4,3

Année et mois	Minimum de liquidité imposé par la Banque centrale	Liquidité disponible	Coefficient de liquidité disponible (liquidité disponible/dépôts)
1971 - Décembre	19 917	-2 335	-1,5
1972 - Janvier	19 380	-1 488	-1,0
Février	19 898	8 535	5,4
Mars	20 096	7 421	4,6
Avril	20 055	4 274	2,7
Mai	20 294	5 329	3,3
Juin	20 415	8 258	5,1
Juillet	20 077	9 612	6,0
Août	20 723	10 267	6,2
Septembre	20 873	14 577	8,7
Octobre	25 280	6 812	4,0
Novembre	25 892	9 341	5,4
Décembre	26 590	6 506	3,7
1973 - Janvier	26 398	3 683	2,1
Février	27 577	8 537	4,6

(\*) Pour calculer la liquidité disponible, qui comprend les soldes interbancaires, on a utilisé la méthode brute (voir la note du Tableau 29).

TABLEAU 32  
MONNAIE DETENUE PAR LES BANQUES  
(en livres)

Année et mois	Interne	Devises	Total	Année et mois	Interne	Devises	Total
1967 - Octobre	2.744.104	185.857	2.929.961	1969 - Mars	3.092.317	271.599	3.363.916
Novembre	2.695.681	198.756	2.894.437	Avril	3.041.993	262.957	3.304.950
Décembre	2.983.518	263.060	3.246.578	Mai	2.738.618	248.635	2.987.253
1968 - Janvier	2.950.408	250.453	3.200.861	Juin	3.349.297	233.314	3.582.611
Février	3.045.363	240.804	3.286.167	Juillet	2.849.032	276.008	3.125.040
Mars	2.872.695	224.010	3.096.705	Août	3.098.977	309.839	3.408.816
Avril	2.788.857	201.529	2.990.386	Septembre	3.191.598	333.532	3.525.130
Mai	2.399.116	166.427	2.565.543	Octobre	3.023.206	320.517	3.343.723
Juin	2.575.781	185.676	2.761.457	Novembre	2.956.873	382.579	3.339.452
Juillet	2.726.534	227.338	2.953.872	Décembre	3.303.162	406.127	3.709.289
Août	2.607.658	179.801	2.787.459	1970 - Janvier	3.099.070	437.686	3.536.756
Septembre	2.847.273	224.528	3.071.801	Février	3.000.205	411.909	3.412.114
Octobre	3.009.372	244.230	3.253.802	Mars	3.851.187	487.687	4.338.874
Novembre	2.539.157	240.322	2.779.479	Avril	3.035.705	433.578	3.469.283
Décembre	2.974.816	274.126	3.248.942	Mai	3.185.967	252.321	3.438.288
1969 - Janvier	3.050.720	239.343	3.290.063	Juin	3.813.727	233.772	4.047.499
Février	2.976.357	253.427	3.229.784	Juillet	3.266.603	272.467	3.539.070

(à suivre)

TABLEAU 32 (suite)

MONNAIE DETENUE PAR LES BANQUES  
(en livres)

Année et mois	Interne	Devises	Total	Année et mois	Interne	Devises	Total
1970 - Août	3.777.038	352.024	4.129.062	1971 - Décembre	4.711.050	187.053	4.898.103
Septembre	3.848.512	380.388	4.228.900	1972 - Janvier	5.351.900	242.265	5.594.165
Octobre	3.387.561	376.300	3.764.281	Février	5.744.699	200.571	5.945.270
Novembre	4.044.381	422.227	4.466.608	Mars	4.406.156	191.811	4.597.967
Décembre	4.077.298	494.096	4.571.394	Avril	4.923.175	187.737	5.110.912
1971 - Janvier	4.457.384	442.512	4.899.896	Mai	5.054.662	179.973	5.234.635
Février	4.651.942	433.674	5.085.616	Juin	4.739.013	150.322	4.889.335
Mars	4.400.290	150.615	4.550.905	Juillet	4.689.236	197.217	4.886.453
Avril	3.918.205	129.574	4.047.779	Août	4.891.837	189.442	5.081.279
Mai	4.740.554	116.669	4.857.223	Septembre	4.557.389	186.460	4.743.849
Juin	4.846.588	123.421	4.970.009	Octobre	5.160.156	182.454	5.342.610
Juillet	3.758.764	138.452	3.897.216	Novembre	5.194.209	153.387	5.347.596
Août	4.503.457	172.428	4.675.885	Décembre	5.531.439(*)	168.999	5.700.438
Septembre	4.962.071	127.211	5.089.282	1973 - Janvier	6.485.438	177.726	6.663.164
Octobre	4.623.754	126.043	4.749.797	Février	5.558.019	177.414	5.735.433
Novembre	5.409.661	141.561	5.551.222				

(\*) La donnée du 31 décembre 1972 s'élevait à Fk 5.536.439. On l'a modifiée pour la conformer aux statistiques officielles.



TABLEAU 33

CAPITAL VERSE OU AFFECTÉ, FONDS DE RÉSERVE ET FONDS DE RISQUES (\*)  
(en milliers de livres)

Banques	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Capital versé ou affecté						
<i>Standard Bank Ltd.</i>	Δ	Δ	1.449	1.626	1.652	2.061
<i>Barclays Bank International Ltd.</i>	—	—	1.650	1.850	2.010	2.100
<i>National &amp; Grindlays Bank Ltd. (K.C.B.)</i>	Δ	Δ	1.678	2.100	2.250	2.250
<i>Grindlays Bank International Ltd.</i>	—	—	—	400	400	400
<i>Bank of Baroda</i>	Δ	Δ	300	310	350	400
<i>National Bank of Kenya Ltd.</i>	—	225	225	500	522	1.000
<i>Ottoman Bank of Kenya</i>	Δ	Δ	—	—	—	—
<i>Habib Bank (Overseas) Ltd. (Mombasa)</i>	Δ	Δ	100	100	100	100
<i>Algemene Bank Nederland N.V.</i>	Δ	Δ	100	100	100	115
<i>Bank of India Ltd.</i>	Δ	Δ	136	150	188	194
<i>Commercial Bank of Africa Ltd.</i>	300	300	500	500	500	500
<i>Co-operative Bank of Kenya Ltd.</i>	—	37	41	93	105	130
<i>African Banking Corporation (E.A.) Ltd.</i>	100	100	100	100	100	100
Total 1 (grandes)	Δ	Δ	4.777	5.576	5.912	6.411
Total 2 (moyennes)	Δ	225	525	1.210	1.272	1.800
Total 3 (petites)	400	437	977	1.043	1.093	1.139
Fonds de réserve et fonds de risques						
<i>Standard Bank Ltd.</i>	Δ	920	1.162	1.016	1.284	1.127
<i>Barclays Bank International Ltd.</i>	Δ	Δ	Δ	195	215	226
<i>National &amp; Grindlays Bank Ltd. (K.C.B.)</i>	Δ	Δ	Δ	Δ	298	2.406

(à suivre)

TABLEAU 33 (suite)

CAPITAL VERSE OU AFFECTE, FONDS DE RESERVE ET FONDS DE RISQUES (\*)  
(en milliers de livres)

Banques	1967	1968	1969	1970	1971	1972
<i>Grindlays Bank International Ltd.</i>	—	—	—	△	27	129
<i>Bank of Baroda</i>	—	43	43	23	92	7
<i>National Bank of Kenya Ltd.</i>	—	△	△	22	6	224
<i>Ottoman Bank of Kenya</i>	△	2	—	—	—	—
<i>Habib Bank (Overseas) Ltd. (Mombasa)</i>	△	△	△	△	△	△
<i>Algemene Bank Nederland N.V.</i>	52	53	152	111	114	105
<i>Bank of India Ltd.</i>	81	54	52	12	13	23
<i>Commercial Bank of Africa Ltd.</i>	18	24	36	27	40	48
<i>Co-operative Bank of Kenya Ltd.</i>	—	△	△	△	18	8
<i>African Banking Corporation (E.A.) Ltd.</i>	2	3	4	7	3	3
Total 1 (grandes)	△	920	1.162	1.211	1.797	3.759
Total 2 (moyennes)	△	45	43	45	125	360
Total 3 (petites)	153	134	244	157	188	187
Total global relatif aux grandes	△	920	5.939	6.787	7.709	10.170
Total global relatif aux moyennes	△	270	568	1.255	1.397	2.160
Total global relatif aux petites	553	571	1.221	1.200	1.281	1.326

(\*) Ces données ont été obtenues en additionnant les bilans respectifs des banques. Ces données diffèrent du bilan consolidé du système bancaire élaboré par la Banque centrale. Le signe △ signifie que la banque était constituée mais n'avait pas de capital de dotation.

TABLEAU 34

## QUOTIENTS FINANCIERS (1)

Années	Liquidité		Soldes c/interb.	Emplois	Titres
	Dépôts	(2)		Dépôts	Dépôts
Grandes					
1967	8,01	—	2,43	74,36	6,13
1968	14,48	—	5,35	66,46	5,75
1969	24,88	12,38	2,15	62,37	8,44
1970	25,84	13,34	2,26	57,65	17,47
1971	14,29	1,79	0,47	76,43	8,32
1972	16,84	1,84	1,26	67,29	21,59
Moyennes					
1967	22,44	—	—28,96	100,78	0,70
1968	14,72	—	4,13	82,17	1,72
1969	39,59	27,09	4,37	42,15	12,01
1970	19,44	6,94	7,70	67,63	14,32
1971	12,45	—0,05	3,67	69,47	10,63
1972	25,08	10,08	0,08	76,80	13,15
Petites					
1967	21,73	—	—43,34	159,08	0,13
1968	30,92	—	—41,82	112,85	0,56
1969	40,14	27,29	5,73	71,85	13,34
1970	23,31	11,06	4,24	66,46	24,97
1971	23,08	10,83	5,64	74,45	16,21
1972	25,37	10,37	8,58	64,63	33,31

(1) La seconde colonne du coefficient de liquidité est calculée au net de la liquidité minima imposée par la Banque centrale. Les deux coefficients ont été déterminés d'après la méthode mixte.

(2) Comprend les devises librement disponibles.

TABLEAU 35

## PARTS DE MARCHÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Années	Titres	Emplois	Dépôts		Autre provision
			total	à vue	
1967 - Grandes	98,93	82,18	88,38	91,88	39,54
Moyennes	0,97	9,15	7,26	4,79	33,37
Petites	0,10	8,67	4,36	3,33	27,09
1968 - Grandes	96,89	82,61	87,13	90,15	34,77
Moyennes	2,54	8,96	7,64	5,75	23,67
Petites	0,57	8,43	5,23	4,10	41,56
1969 - Grandes	80,02	87,15	85,65	88,01	75,57
Moyennes	10,89	5,63	8,10	7,34	5,88
Petites	9,09	7,22	6,16	4,65	18,55
1970 - Grandes	79,50	77,48	80,05	83,88	76,81
Moyennes	10,52	14,68	12,92	10,47	11,54
Petites	9,98	7,84	7,03	5,65	11,65
1971 - Grandes	71,86	80,72	79,62	83,39	70,18
Moyennes	14,63	11,70	12,69	10,51	17,26
Petites	13,51	7,58	7,69	6,10	12,56
1972 - Grandes	79,28	76,69	78,03	91,32	67,77
Moyennes	8,95	16,23	14,47	12,12	22,36
Petites	11,77	7,08	7,50	6,56	11,07

TABLEAU 36

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE TITRES DES ETABLISSEMENTS  
DE CREDIT SUBDIVISES PAR ORDRE DE DIMENSIONS  
(en milliers de livres)

	Grandes	Moyennes	Petites	Grandes	Moyennes	Petites
	1967			1968		
Bons du Trésor	—	—	—	—	—	—
Titres publics	2.080	45	5	2.398	125	3
Total 1	2.080	45	5	2.398	125	3
Titres privés	700	—	—	689	—	25
Total 2	2.780	45	5	3.087	125	28
Total 3	2.780	45	5	3.087	125	28
Total 6	4.605	45	5	4.767	125	28
<hr/>						
	1969			1970		
Bons du Trésor	1.570	723	700	7.940	1.125	935
Titres publics	6.120	396	239	6.224	1.148	452
Total 1	7.690	1.119	939	14.164	2.273	1.387
Titres privés	572	5	—	6.252	428	1.175
Total 2	8.262	1.124	939	20.416	2.701	2.562
Total 3	6.692	401	239	12.476	1.576	1.627
Total 6	8.262	1.124	939	20.416	2.701	2.562
<hr/>						
	1971			1972		
Bons du Trésor	2.350	450	1.000	12.280	1.487	1.996
Titres publics	6.154	1.044	485	5.280	1.003	484
Total 1	8.504	1.494	1.485	17.560	2.490	2.480
Titres privés	2.054	655	500	12.297	881	1.950
Total 2	10.558	2.149	1.985	29.857	3.371	4.430
Total 3	8.208	1.699	985	17.577	1.884	2.434
Total 6	10.558	2.149	1.985	29.857	3.371	4.430

NOTA: Le total 3 est égal à la somme du total 2 et des « Autres titres », tandis que le total 6 est égal au montant des titres possédés par une banque ou par un groupe de banques.



TABLEAU 37

 SUBDIVISION DES EMPLOIS  
 (en milliers de livres)

	Grandes	Moyennes	Petites	Grandes	Moyennes	Petites
	1967			1968		
Effets escomptés	3.088	1.309	1.006	3.100	1.665	1.042
Avances au secteur privé	49.590	4.910	4.896	48.920	4.306	4.579
Total crédits au secteur privé	52.678	6.219	5.902	52.020	5.971	5.621
Crédits au secteur public	3.202	—	—	3.060	—	—
Total crédits	55.880	6.219	5.902	55.080	5.971	5.621
Acceptations, garanties, etc.	16.615	913	2.021	21.333	1.078	2.372
Total général	72.495	7.132	7.923	76.413	7.049	7.993
	1969			1970		
Effets escomptés	4.664	875	744	4.870	1.474	787
Avances au secteur privé	54.656	3.054	4.312	58.311	10.379	6.032
Acceptations, garanties, etc.	59.320	3.929	5.056	63.181	11.853	6.819
Crédits au secteur public	1.705	16	—	4.183	907	—
Total crédits	51.025	3.945	5.056	67.364	12.760	6.819
Acceptations, garanties, etc.	26.342	658	2.567	29.144	3.745	3.939
Total général	37.367	4.603	7.623	96.508	16.505	10.758
	1971			1972		
Effets escomptés	5.414	1.911	931	4.564	1.836	632
Avances au secteur privé	86.273	8.619	8.186	83.225	13.953	7.964
Acceptations, garanties, etc.	91.687	10.530	9.117	87.789	15.789	8.596
Crédits au secteur public	5.269	3.519	—	5.291	3.905	—
Total crédits	96.956	14.049	9.117	93.080	19.694	8.506
Acceptations, garanties, etc.	31.766	8.444	4.369	26.971	9.888	3.445
Total général	128.722	22.493	13.486	120.051	29.582	12.041

TABLEAU 38  
EMPLOIS PAR SECTEUR ET PAR DIMENSION BANCAIRE  
(en milliers de livres)

Secteur	Grandes	Moyennes	Petites	Grandes	Moyennes	Petites
	1967			1968		
Agriculture	5.996	604	47	7.182	451	140
Secteur primaire	6.073	605	47	7.332	456	140
Industrie	10.504	642	1.075	10.538	938	1.246
Commerce:	23.072	3.440	4.055	21.023	3.328	3.677
Importations	7.127	1.921	1.683	6.641	573	1.665
Exportations	7.993	477	1.786	6.683	1.335	1.409
Commerce intérieur	7.952	1.042	586	7.699	1.420	603
Etablissements financiers	2.790	577	274	2.852	251	249
Ménages	1.989	346	195	2.154	399	201
Autres agents économiques	8.266	626	256	8.125	583	110
Total	52.694	6.236	5.902	52.024	5.955	5.623
	1969			1970		
Agriculture	8.185	308	128	7.923	483	884
Secteur primaire	8.293	309	128	8.074	504	884
Industrie	13.111	850	1.166	12.333	1.717	1.527
Commerce:	21.582	1.407	3.114	24.150	6.477	3.149
Importations	5.991	465	1.406	5.444	3.509	1.813
Exportations	7.068	108	833	8.376	860	793
Commerce intérieur	8.523	834	875	10.330	2.108	543
Etablissements financiers	3.173	70	197	2.480	98	154
Ménages	3.488	112	248	5.173	1.954	454
Autres agents économiques	9.668	1.182	204	10.973	1.104	642
Total	59.315	3.930	5.057	63.183	11.854	6.810
	1971			1972		
Agriculture	11.012	252	1.310	10.511	307	1.201
Secteur primaire	11.139	291	1.310	10.770	961	1.376
Industrie	20.755	1.913	2.131	19.687	2.679	1.962
Commerce:	29.151	5.301	4.005	25.817	4.665	3.396
Importations	5.805	2.592	1.925	4.222	2.077	1.509
Exportations	9.058	897	1.311	6.840	909	1.129
Commerce intérieur	14.288	1.812	769	14.755	1.679	758
Etablissements financiers	2.928	240	224	3.240	707	147
Ménages	9.667	753	515	9.485	2.418	618
Autres agents économiques	18.045	2.036	937	18.794	4.362	1.088
Total	91.685	10.534	9.122	87.793	15.792	8.587

TABLEAU 39

AVANCES ET ESCOMPTE PASSIFS PAR DIMENSION BANCAIRE  
(en milliers de livres)

	Grandes	Moyennes	Petites	Grandes	Moyennes	Petites
	1967			1968		
Escomptes passifs	262	78	26	369	90	51
Avances passives	—	200	1.093	—	200	—
Emprunts au secteur public	—	—	—	—	—	11
Total	262	278	1.119	369	290	62
	1969			1970		
Escomptes passifs	580	18	57	944	60	95
Avances passives	—	—	—	—	1	—
Emprunts au secteur public	—	—	11	—	—	11
Total	580	18	68	944	61	106
	1971			1972		
Escomptes passifs	1.256	179	206	1.164	561	150
Avances passives	250	—	273	—	—	—
Emprunts au secteur public	—	—	11	—	—	177
Total	1.506	179	490	1.164	561	327

TABLEAU 40

DISTRIBUTION DES DEPOTS PAR DIMENSION BANCAIRE  
(en milliers de livres)

Source des dépôts	A vue	A terme		D'épargne	Total
		préavis de 7 jours	autres		
GRANDES					
1967					
Secteur public	10.073	724	1.777	34	12.608
Etablissements financiers	1.308	55	472	22	1.857
Secteur privé	35.637	1.714	5.839	17.496	60.686
Total	47.018	2.493	8.088	17.552	75.151
1968					
Secteur public	9.982	202	621	133	10.938
Etablissements financiers	1.190	732	283	125	2.330
Secteur privé	39.252	2.713	7.048	20.602	69.615
Total	50.424	3.647	7.952	20.860	82.883
1969					
Secteur public	11.465	1.727	868	256	14.317
Etablissements financiers	952	535	390	1	1.878
Secteur privé	45.425	3.951	8.710	23.556	81.643
Total	57.842	6.213	9.968	23.813	97.838
1970					
Secteur public	17.441	591	3.009	210	21.251
Etablissements financiers	1.350	824	1.218	—	3.393
Secteur privé	48.554	3.943	11.732	27.971	92.200
Total	67.345	5.358	15.959	28.181	116.844
1971					
Secteur public	16.577	626	2.231	210	19.644
Etablissements financiers	2.147	143	1.098	67	3.455
Secteur privé	53.511	7.404	12.970	30.741	103.769
Total	72.235	8.173	16.299	31.018	126.868
1972					
Secteur public	16.568	991	1.262	185	19.006
Etablissements financiers	2.084	388	1.017	—	3.489
Secteur privé	62.387	5.865	13.499	34.073	115.824
Total	81.039	7.244	15.778	34.258	138.319

(à suivre)

TABLEAU 40 (suite)

DISTRIBUTION DES DEPOTS PAR DIMENSION BANCAIRE  
(en milliers de livres)

Source des dépôts	A vue	A terme		D'épargne	Total
		préavis de 7 jours	autres		
MOYENNES					
1967					
Secteur public	—	—	—	—	—
Etablissements financiers	117	—	73	8	198
Secteur privé	2.332	177	770	2.694	5.973
Total	2.449	177	843	2.702	6.171
1968					
Secteur public	54	—	—	—	54
Etablissements financiers	203	—	83	1	287
Secteur privé	2.962	22	819	3.123	6.926
Total	3.219	22	902	3.124	7.267
1969					
Secteur public	1.493	—	367	3	1.863
Etablissements financiers	411	—	147	—	558
Secteur privé	2.920	—	689	3.329	6.938
Total	4.824	—	1.203	3.332	9.359
1970					
Secteur public	3.456	25	490	270	4.241
Etablissements financiers	409	2.550	174	—	3.133
Secteur privé	4.545	921	1.799	4.227	11.492
Total	8.410	3.496	2.463	4.497	18.866
1971					
Secteur public	5.442	45	1.512	20	7.019
Etablissements financiers	229	2.497	477	—	3.203
Secteur privé	3.434	118	2.148	4.302	10.002
Total	9.105	2.660	4.137	4.322	20.224
1972					
Secteur public	7.176	385	1.297	36	8.894
Etablissements financiers	448	3.034	2.119	—	5.601
Secteur privé	4.457	39	1.658	4.993	11.147
Total	12.081	3.458	5.074	5.029	25.642

(à suivre)



TABLEAU 40 (suite)

DISTRIBUTION DES DEPOTS PAR DIMENSION BANCAIRE  
(en milliers de livres)

Source des dépôts	A vue	A terme		D'épargne	Total
		préavis de 7 jours	autres		
PETITES					
1967					
Secteur public	—	—	—	—	—
Etablissements financiers	—	—	—	—	—
Secteur privé	1.705	30	698	1.277	3.710
Total	1.705	30	698	1.277	3.710
1968					
Secteur public	—	—	—	—	—
Etablissements financiers	—	—	—	—	—
Secteur privé	2.292	105	1.162	1.422	4.981
Total	2.292	105	1.162	1.422	4.981
1969					
Secteur public	—	—	—	—	—
Etablissements financiers	—	—	800	—	800
Secteur privé	3.055	75	1.398	1.709	6.237
Total	3.055	75	2.198	1.709	7.037
1970					
Secteur public	—	—	—	—	—
Etablissements financiers	—	—	1.053	—	1.053
Secteur privé	4.534	390	2.375	1.908	9.207
Total	4.534	390	3.428	1.908	10.260
1971					
Secteur public	—	—	788	—	788
Etablissements financiers	—	—	408	—	408
Secteur privé	5.284	81	3.212	2.472	11.049
Total	5.284	81	4.408	2.472	12.245
1972					
Secteur public	—	—	100	—	100
Etablissements financiers	—	—	211	—	211
Secteur privé	6.540	1.153	2.532	2.765	12.990
Total	6.540	1.153	2.843	2.765	13.301

TABLEAU 41

SOLDES INTERBANCAIRES PAR DIMENSION BANCAIRE  
(en milliers de livres)

Soldes	Grandes	Moyennes	Petites	Grandes	Moyennes	Petites
	1967			1968		
Banques commerciales						
— nationales	1.455	— 870	38	1.760	230	— 1.460
— étrangères	373	— 917	— 2.128	2.678	70	— 126
Total	1.828	— 1.787	— 2.090	4.438	300	— 1.586
Banque centrale	3.088	1.182	698	9.089	866	+ 1.405
Total	4.916	— 605	— 1.392	13.527	1.166	— 181
	1969			1970		
Banques commerciales						
— nationales	359	300	— 330	339	644	67
— étrangères	1.744	109	733	2.305	808	368
Total	2.103	409	403	2.644	1.452	435
Banque centrale	19.398	2.819	1.655	18.273	2.198	1.216
Total	21.501	3.228	2.058	20.917	3.650	1.651
	1971			1972		
Banques commerciales						
— nationales	508	761	198	808	— 1.187	912
— étrangères	85	— 18	493	— 262	— 553	— 71
Total	593	743	691	546	— 1.740	841
Banque centrale	11.302	1.746	1.525	6.042	4.446	1.145
Total	11.895	2.489	2.216	6.588	— 2.706	1.986

TABLEAU 42

 LIQUIDITE (METHODE BRUTE)  
 (en milliers de livres)

	1967			1968		
	Grandes	Moyennes	Petites	Grandes	Moyennes	Petites
Caisse						
Dépôts à la Banque centrale	2.935	203	108	2.910	204	135
Bons du Trésor	3.088	1.182	698	9.089	866	1.405
Solde interbancaire net	—	—	—	—	—	—
	1.828	1.787	1.608	4.438	300	2.083
Total	7.851	402	802	16.437	1.370	543
Dépôts	75.151	6.171	3.710	82.883	7.267	4.981
Minimum de liquidité	—	—	—	—	—	—
Liquidité disponible	+ 7.851	+ 1.385	+ 816	+ 16.437	+ 1.370	+ 1.540
Coefficient de liquidité disponible	+ 10,45	+ 22,44	+ 22	+ 19,83	+ 18,85	+ 30,92
	1969			1970		
Caisse	3.377	163	170	3.985	345	241
Dépôts à la Banque centrale	19.398	2.819	1.955	18.273	2.198	1.216
Bons du Trésor	1.570	723	700	7.940	1.125	935
Solde interbancaire net	2.103	409	403	2.604	1.452	435
Total	26.448	4.114	3.228	32.842	5.120	2.827

(à suivre)

TABLEAU 42 (*suite*)LIQUIDITE (METHODE BRUTE)  
(en milliers de livres)

	1969		1970	
	Grandes	Moyennes	Petites	Petites
Dépôts	97,838	9,359	7,037	18,866
Minimum de liquidité	12,230	1,170	880	2,358
Liquidité disponible	+ 14,218	+ 2,944	+ 2,348	+ 2,762
Coefficient de liquidité disponible	+ 14,53	+ 31,46	+ 33,37	+ 14,64
				+ 15,05
1971				
Caisse	4,277	321	301	498
Dépôts à la Banque centrale	11,502	1,746	1,525	4,446
Bons du Trésor	2,350	450	1,000	1,487
Solde interbancaire net	593	743	691	21
				1,141
Total	18,722	3,260	3,517	6,452
				4,516
Dépôts	126,868	20,224	12,245	25,642
Minimum de liquidité	15,859	2,528	1,531	3,846
Liquidité disponible	— 3,480	— 279	+ 919	+ 2,606
Coefficient de liquidité disponible	— 2,74	— 1,38	— 7,51	+ 10,16
				+ 18,95

TABLEAU 43

ACTIFS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS PRIVÉS  
(en milliers de livres)

Année et mois	Caisse	Soldes interbancaires dûs par des banques		Placements (1)		Prêts et avances au		Actifs réels	Autres actifs	Total actifs/ passifs
		du Kenya	de l'étranger	inté- rieurs	exté- rieurs	secteur public	secteur privé			
1970 - Juin	5	1.650	284	1.406	163	2	9.576	245	552	13.883
Septembre	5	1.532	51	1.421	128	2	9.766	248	650	13.803
Décembre	5	2.451	2	1.438	120	2	10.209	260	849	15.336
1971 - Mars	5	5.579	28	1.757	282	98	11.207	378	1.646	20.980
Juin	12	5.086	39	1.848	196	78	13.888	383	1.591	23.121
Septembre	8	6.132	148	2.220	255	80	14.106	380	2.314	25.643
Décembre	9	4.523	154	2.182	197	76	12.311	391	4.403	24.246
1972 - Mars	9	6.546	151	2.302	161	70	14.696	402	5.554	29.891
Juin	10	8.094	165	3.162	339	613	15.170	410	6.053	34.016
Septembre	11	6.708	120	3.650	127	2.103	16.042	390	5.880	35.031
Décembre	10	4.637	165	3.894	118	1.999	15.302	408	5.551	32.084

(1) Les placements comprennent les bons du Trésor, les titres publics, les actions et les autres titres non négociables.

SOURCE: Les données sont tirées des bilans trimestriels des intermédiaires financiers privés qui sont ceux qui ont obtenu l'autorisation à exercer l'activité de crédit aux termes du *Banking Act* de 1968, exception faite pour la *East African Building Society* qui a obtenu cette même autorisation aux termes du *Building Societies Act*. A la fin de 1972, les établissements opérants au Kenya étaient les suivants: *Credit Finance Corporation Ltd.*, *Diamond Trust of Kenya Ltd.*, *East African Acceptances Ltd.*, *Grindlays International Finance (Kenya) Ltd.*, *National Industrial Credit (E.A.) Ltd.*, *Savings and Loans (Kenya) Ltd.*, *Ismailia Corporation Ltd.*, *Kenya Commercial Finance Company Ltd.*, *Akiba Loans and Finances Ltd.*, *Housing Finance Company of Kenya Ltd.* et, pour ce qui concerne ce tableau, *East African Building Society Ltd.*



TABLEAU 44

## PASSIFS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS PRIVES

(en milliers de livres)

Année et mois	Dépôts		Soldes interbancaires		Soldes dûs			Capital et réserves		Autres passifs	
	A vue (1)	Autres dépôts	Intérieurs	Extérieurs	au secteur privé	au secteur public	aux non résidents	Capital versé	Fonds de réserve	Profits et pertes	Autres
1970 - Juin	2.248	7.348	1.322	—	15	—	—	1.375	295	331	949
Septembre	2.177	8.244	352	6	10	—	6	1.375	295	472	866
Décembre	2.341	8.841	911	19	—	—	120	1.410	319	535	840
1971 - Mars	2.124	14.255	718	—	2	—	120	1.691	335	622	1.113
Juin	1.651	16.743	985	1	—	—	120	1.782	175	570	1.094
Septembre	2.507	14.139	5.183	4	—	—	120	1.782	199	382	1.327
Décembre	1.317	16.625	1.889	—	—	—	127	1.725	295	545	1.723
1972 - Mars	925	22.148	2.638	—	—	—	—	1.750	375	437	1.618
Juin	881	26.818	1.330	—	—	—	—	2.375	376	800	1.436
Septembre	1.212	25.794	2.984	35	—	11	—	2.400	374	766	1.455
Décembre	1.092	22.567	2.990	—	43	—	—	2.600	450	813	1.529

(1) Les dépôts sont productifs et remboursables à vue, mais on ne peut pas tirer de chèques sur ces dépôts.

SOURCE: SPECIFIED FINANCIAL INSTITUTIONS' QUARTERLY RETURNS.

TABLEAU 45

ANALYSE DES DEPOTS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON BANCAIRES  
(en milliers de livres)

Année et mois	Gouvernement (1)		Commercial Statutory Boards et autres institutions publiques		Etablissements financiers privés		Autres déposants			
	Autres dépôts		Autres dépôts		Autres dépôts		Résidents		Non résidents	
	A vue		A vue		A vue		A vue		A vue	
1970 - Juin	1	306	162	440	105	—	1.969	6.015	10	587
Septembre	—	761	255	566	102	—	1.735	6.497	85	420
Décembre	1	1.014	165	633	202	—	1.902	6.897	70	297
1971 - Mars	9	1.269	152	516	102	287	1.853	11.843	7	339
Juin	9	1.861	182	516	117	5.918	1.336	8.231	7	217
Septembre	9	2.268	139	604	165	1.720	2.186	9.372	15	175
Décembre	—	2.679	96	497	146	2.924	1.069	10.413	6	111
1972 - Mars	—	3.108	122	555	—	4.926	775	13.464	29	95
Juin	—	3.855	83	1.371	130	5.971	638	15.524	29	66
Septembre	—	2.657	41	1.459	333	6.037	833	15.577	5	63
Décembre	—	1.826	—	1.559	309	4.408	778	14.672	5	54

(1) Dans les dépôts gouvernementaux, sont compris ceux des autorités locales et des institutions communautaires de l'Afrique Orientale.

SOURCE: SPECIFIED FINANCIAL INSTITUTIONS' QUARTERLY RETURNS.

TABLEAU 46

ANALYSE DES EMPLOIS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON BANCAIRES  
(en milliers de livres)

Année et mois	Secteur public				Secteur privé					
	Crédit à la consommation	Prêts hypothécaires	Autres prêts garantis	Prêts non garantis	Total	Crédit à la consommation	Prêts hypothécaires	Autres prêts garantis	Prêts non garantis	Total
1970 - Juin	—	—	—	2	2	3.933	1.850	3.569	223	9.575
Septembre	—	—	2	—	2	4.223	2.938	2.571	35	9.767
Décembre	—	—	2	—	2	4.124	3.053	3.000	32	10.209
1971 - Mars	—	—	98	—	98	1.856	3.355	3.857	56	9.124
Juin	—	—	78	—	78	5.171	3.485	5.157	75	13.888
Septembre	—	1	78	—	80	4.742	3.633	5.597	133	14.105
Décembre	—	—	76	—	76	4.952	3.675	3.543	141	12.311
1972 - Mars	—	—	69	—	69	4.981	3.999	2.795	2.921	14.696
Juin	—	—	613	—	613	5.021	4.105	3.725	2.319	15.170
Septembre	—	—	203	1.900	2.103	4.694	4.522	4.110	2.716	16.042
Décembre	—	—	1.999	—	1.999	4.306	4.164	5.619	1.213	15.302

SOURCE: SPECIFIED FINANCIAL INSTITUTIONS' QUARTERLY RETURNS.

TABLEAU 47

EMISSIONS DE BONS DU TRÉSOR  
(en livres)

Date d'émission	Montant offert	Echéance (jours)	Montant demandé	Montant classé	Montant des titres échus	Montant en circulation	Taux moyen de rendement
23-3-1969	1.000.000	30	1.865.000	1.000.000	NIL	1.000.000	4,2193
	1.000.000	60	1.860.000	1.000.000	NIL	1.000.000	4,2504
	1.000.000	91	2.515.000	1.000.000	NIL	1.000.000	4,2500
Total	3.000.000	—	6.240.000	3.000.000	NIL	3.000.000	4,2389
22-4-1969	1.000.000	91	2.935.000	1.000.000	1.000.000	3.000.000	4,0862
23-5-1969	2.000.000	91	4.980.000	2.000.000	1.000.000	4.000.000	3,9806
23-6-1969	2.000.000	91	4.000.000	2.000.000	1.000.000	5.000.000	3,9508
23-7-1969	1.000.000	91	4.575.000	1.000.000	1.000.000	5.000.000	3,9006
22-8-1969	2.000.000	91	5.130.000	2.000.000	2.000.000	5.000.000	3,7201
22-9-1969	2.000.000	91	5.270.000	2.000.000	2.000.000	5.000.000	3,7083
22-10-1969	1.000.000	91	5.010.000	1.000.000	1.000.000	5.000.000	3,6906
21-11-1969	2.000.000	91	6.750.000	2.000.000	2.000.000	5.000.000	3,6888
22-12-1969	—	—	—	—	2.000.000	3.000.000	—
22-1-1970	1.000.000	91	4.250.000	1.000.000	1.000.000	3.000.000	3,6149
23-2-1970	—	—	—	—	2.000.000	1.000.000	—
31-3-1970	—	—	—	—	—	1.000.000	—
30-4-1970	—	—	—	—	1.000.000	—	—
18-12-1970	5.000.000	91	13.150.000	5.000.000	NIL	5.000.000	2,4084
30-12-1970	2.000.000	30	5.000.000	2.000.000	NIL	7.000.000	1,9263
30-12-1970	3.000.000	91	7.080.000	3.000.000	NIL	10.000.000	1,9954
28-1-1971	2.000.000	91	6.000.000	2.000.000	2.000.000	10.000.000	1,8442
19-3-1971	4.000.000	60	6.600.000	4.000.000	5.000.000	9.000.000	1,7489

(à suivre)

TABLEAU 47 (*suite*)  
EMISSIONS DE BONS DU TRESOR  
(*en livres*)

Date d'émission	Montant offert	Echéance (jours)	Montant demandé	Montant classé	Montant des titres échus	Montant en circulation	Taux moyen de rendement
19-3-1971	4.000.000	91	9.500.000	4.000.000	—	13.000.000	1,7527
31-3-1971	—	—	—	—	3.000.000	10.000.000	—
19-4-1971	2.000.000	91	7.285.000	2.000.000	—	12.000.000	1,7353
29-4-1971	—	—	—	—	2.000.000	10.000.000	—
18-5-1971	4.000.000	91	10.250.000	4.000.000	4.000.000	10.000.000	1,6359
18-6-1971	4.000.000	91	8.855.000	4.000.000	4.000.000	10.000.000	1,4179
19-7-1971	2.000.000	91	5.650.000	2.000.000	2.000.000	10.000.000	1,3378
17-8-1971	4.000.000	91	8.700.000	4.000.000	4.000.000	10.000.000	1,2979
17-9-1971	4.000.000	91	5.450.000	4.000.000	4.000.000	10.000.000	1,2963
18-10-1971	2.000.000	91	3.850.000	2.000.000	2.000.000	10.000.000	1,2777
16-11-1971	4.000.000	91	5.200.000	4.000.000	4.000.000	10.000.000	1,2934
17-12-1971 (1)	4.000.000	91	—	4.000.000	4.000.000	10.000.000	3,5015
22-1-1972	2.000.000	91	2.200.000	2.000.000	2.000.000	10.000.000	3,5006
15-2-1972	4.000.000	91	7.000.000	4.000.000	4.000.000	10.000.000	3,4580
18-3-1972	4.000.000	91	5.450.000	4.000.000	4.000.000	10.000.000	3,4696
22-4-1972	4.000.000	91	4.400.000	4.000.000	2.000.000	12.000.000	3,1923
16-5-1972	4.000.000	91	6.750.000	4.000.000	4.000.000	12.000.000	3,4303
10-6-1972	4.000.000	30	4.250.000	4.000.000	—	16.000.000	3,4922
17-6-1972	4.000.000	91	5.400.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,4928
10-7-1972	4.000.000	30/60/91	5.050.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,4437
22-7-1972	4.000.000	91	4.000.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,4825
9-8-1972	1.000.000	30	1.500.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,4446

(à suite)



TABLEAU 47 (suite)  
ÉMISSIONS DE BONS DU TRÉSOR  
(en livres)

Date d'émission	Montant offert	Echéance (jours)	Montant demandé	Montant classé	Montant des titres échus	Montant en circulation	Taux moyen de rendement
15-8-1972	4.000.000	91	6.150.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,4939
8-9-1972	1.000.000	30	2.200.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,3978
8-9-1972	1.000.000	60	1.800.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,4713
16-9-1972	4.000.000	91	8.150.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,4856
7-10-1972	1.000.000	30	3.250.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,3762
9-10-1972	2.000.000	91	6.400.000	2.000.000	2.000.000	16.000.000	3,4883
21-10-1972	4.000.000	91	7.000.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,4939
6-11-1972	1.000.000	30	2.250.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,3336
7-11-1972	1.000.000	60	3.500.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,4233
14-11-1972	4.000.000	91	7.100.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,4930
6-12-1972	1.000.000	30	4.345.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,1928
10-12-1972	4.000.000	91	10.150.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,4043
5-1-1973	1.000.000	30	2.675.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,2796
6-1-1973	1.000.000	60	2.750.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,4469
8-1-1973	2.000.000	91	3.050.000	2.000.000	2.000.000	16.000.000	3,4627
20-1-1973	4.000.000	91	7.710.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,4484
3-2-1973	1.000.000	30	2.650.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,1989
13-2-1973	4.000.000	91	8.900.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,4365
5-3-1973	1.000.000	30	3.200.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	2,9957
5-3-1973	1.000.000	60	1.550.000	1.000.000	1.000.000	16.000.000	3,2469
17-3-1973	4.000.000	91	12.175.000	4.000.000	4.000.000	16.000.000	3,2866

(1) L'émission fut entièrement souscrite par la Banque centrale.

SOURCE: CENTRAL BANK OF KENYA.

TABLEAU 48

STATISTIQUES MONÉTAIRES  
(en milliers de livres)

Année et mois	Monnaie non détenue par des agents bancaires	Dépôts privés à vue	Autres dépôts	Total (M <sub>1</sub> )
1967 - Décembre	22.663	41.099	36.341	100.103
1968 - Janvier	22.276(*)	39.562	35.259	99.097
Février	22.617(*)	40.047	35.823	97.097
Mars	22.785	41.537	36.962	101.284
Avril	22.930(*)	40.905	38.006	101.841
Mai	22.728(*)	39.683	39.622	102.033
Juin	22.078	40.846	39.131	102.055
Juillet	22.264(*)	41.965	39.939	104.168
Août	22.798(*)	42.542	40.907	106.247
Septembre	22.555	43.329	41.127	107.011
Octobre	22.699(*)	44.291	42.380	109.370
Novembre	23.698(*)	43.636	43.159	110.493
Décembre	24.611	45.898	43.189	113.698
1969 - Janvier	24.611	43.785	43.352	111.748
Février	25.495	46.032	44.075	115.602
Mars	25.929	47.332	44.801	118.062
Avril	26.300	47.151	46.476	119.927
Mai	26.378	47.691	45.098	119.167
Juin	25.582	46.996	45.699	118.277
Juillet	25.859	47.079	46.864	119.802
Août	26.479	46.557	47.927	120.963
Septembre	26.320	48.417	48.692	123.429
Octobre	26.882	47.884	50.115	124.881
Novembre	27.721	49.573	49.964	127.258
Décembre	28.945	51.462	50.051	130.458
1970 - Janvier	29.382	51.955	50.347	131.684
Février	29.640	51.589	51.830	133.059
Mars	29.177	54.598	53.321	137.096
Avril	30.244	51.239	54.321	135.804
Mai	30.551	51.100	55.410	137.061
Juin	29.710	52.985	55.275	137.970
Juillet	31.012	52.291	57.735	141.038
Août	31.600	54.559	58.048	144.207
Septembre	31.465	54.801	59.751	146.017

(à suivre)

TABLEAU 48 (suite)

STATISTIQUES MONÉTAIRES  
(en milliers de livres)

Année et mois	Monnaie non détenue par des agents bancaires	Dépôts privés à vue	Autres dépôts	Total (M <sub>3</sub> )
1970 - Octobre	32.952	55.195	60.296	148.443
Novembre	33.358	55.736	63.423	152.517
Décembre	35.288	59.391	66.237	160.916
1971 - Janvier	35.591	59.407	67.519	162.517
Février	35.492	59.118	68.257	162.867
Mars	35.111	61.131	69.399	165.641
Avril	34.700	60.690	69.728	165.118
Mai	33.675	57.075	69.370	160.120
Juin	32.107	59.119	70.287	161.513
Juillet	33.971	57.967	72.335	164.273
Août	34.045	57.936	72.658	164.639
Septembre	33.899	62.706	74.908	171.513
Octobre	35.161	62.005	75.281	172.447
Novembre	35.809	62.784	76.622	175.215
Décembre	37.422	64.605	73.242	175.269
1972 - Janvier	37.144	62.983	74.404	174.531
Février	37.313	63.658	75.451	176.422
Mars	38.855	67.030	76.221	182.106
Avril	38.554	66.777	75.741	181.072
Mai	38.200	67.199	74.773	180.172
Juin	37.310	65.823	74.773	177.906
Juillet	37.916	66.025	75.735	179.676
Août	39.306	66.641	78.959	184.906
Septembre	40.864	67.215	78.103	186.182
Octobre	41.531	67.946	79.799	189.276
Novembre	42.561	70.693	81.798	195.052
Décembre	45.110	75.916	78.783	199.809
1973 - Janvier	44.313	75.337	79.693	199.343
Février	44.847	78.124	82.874	205.845
Mars	47.060	81.229	82.758	211.047
Avril	46.032	84.173	83.328	213.533
Mai	46.506	88.060	87.006	221.572
Juin	45.356	89.550	88.286	223.192

Les données marquées d'un astérisque (\*) sont des estimations.

SOURCE: CENTRAL BANK OF KENYA.

TABLEAU 49

QUANTITE DE MONNAIE  
(en milliers de livres)

Année et mois	$M_3$	Dépôts privés chez les intermédiaires financiers	$M_3$ élargie
1967 - Décembre	100.103	5.526(+)	105.629
1968 - Décembre	113.698	6.568(+)	120.266
1969 - Décembre	130.458	7.911(+)	138.369
1970 - Juin	137.970	8.686	146.656
Septembre	146.017	8.839	154.856
Décembre	160.916	9.368	170.284
1971 - Mars	165.641	14.430	180.071
Juin	161.513	15.827	177.340
Septembre	171.513	13.633	185.146
Décembre	175.269	14.672	189.941
1972 - Mars	182.106	19.288	201.394
Juin	177.906	22.358	200.264
Septembre	186.182	22.848	209.030
Décembre	199.809	20.626	220.435

Les données marquées du signe (+) sont des estimations.

TABLEAU 50

BALANCE DES PAIEMENTS DE 1967 A 1972  
(en millions de livres)

		1967	1968
1. <i>Parties courantes</i>			
b) Balance commerciale			
Importations		116,6	120,3
Exportations		79,0	83,9
Solde de la balance commerciale		— 37,6	
b) Parties invisibles			
Transports	au débit	7,9	8,7
	au crédit	25,6	24,2
Remises	solde	+ 17,7	+ 15,5
	au débit	7,0	7,7
	au crédit	14,7	17,3
Revenu des investissements	solde	+ 7,7	+ 9,6
	au débit	20,0	22,6
	au crédit	5,9	8,4
Transferts	solde	— 14,1	— 14,2
	au débit	12,9	10,3
	au crédit	13,9	19,2
Autres	solde	+ 1,0	+ 8,9
	au débit	8,5	12,6
	au crédit	13,1	15,6
		solde	+ 4,6
Solde de la balance invisible		+ 16,9	
Solde des parties courantes		— 20,6	
2. <i>Mouvements de capitaux à long terme</i>			
Afflux (+) reflux (—)			
Privés (solde)		+ 7,9	+ 9,0
Publics (gouv. et autorités publiques) (solde)		+ 3,2	+ 7,2
Autres organes de l'Etat (solde)		+ 5,2	— 0,1
Solde de la balance des mouvements de capitaux à long terme		+ 16,3	
Solde de base de la balance des paiements		— 4,3	
3. <i>Mouvements de capitaux monétaires à court terme</i>			
Variation nette des stocks de devises			
Autorités monétaires centrales (augmentation —)		— 4,6	— 7,2
Autres institutions monétaires (augmentation —)		+ 10,1	— 4,1
Variation du solde avec le F.M.I.		—	—
Autres mouvements de capitaux à court terme		— 4,9	+ 1,1
Solde des mouvements monétaires		+ 0,6	
4. <i>Solde d'équilibre (3)</i>		+ 3,7	

(1) Corrigé.

(2) Revu.

(3) Cela correspond à la traduction du poste *balancing items* et doit être interprété come tel.



1969		1970	1971 (1)	1972 (2)	
121,3		152,5	195,7	185,7	
90,2		102,0	104,9	120,5	
— 36,9		— 31,1	— 50,5	— 90,8	
8,8		9,4	8,9	9,3	
27,4		29,8	31,6	33,2	
+ 18,6		+ 20,4	+ 22,7	+ 23,9	
8,0		7,4	9,1	9,7	
16,7		18,5	23,9	26,5	
+ 8,7		+ 11,1	+ 14,8	+ 16,8	
21,9		25,0	21,6	24,3	
12,4		16,9	12,2	14,4	
— 9,5		— 8,1	— 9,4	— 9,9	
9,7		10,1	10,5	10,7	
17,8		19,2	18,6	21,0	
+ 8,1		+ 9,1	+ 8,1	+ 10,3	
17,1		18,2	19,9	20,3	
19,4		18,7	20,3	19,4	
+ 2,3		+ 0,5	+ 0,4	— 0,9	
+ 22,8		+ 28,2	+ 33,0	+ 36,6	
— 14,1		— 2,9	— 17,5	— 54,2	
				+ 40,2	
+ 13,0		14,9	17,0	16,5	
+ 6,3		14,9	17,0	16,5	
+ 0,9		8,0	1,4	1,1	
+ 16,1		+ 20,2	+ 30,9	+ 28,4	
+ 2,0		+ 17,3	+ 13,4	— 25,8	
				+ 32,4	
				+ 7,4	
— 22,3		— 31,1	25,5	— 10,5	
+ 0,7		— 0,9	2,9	1,5	
—		— 2,8	—	—	
0,2		+ 0,8	— 0,6	— 0,5	
— 10,2		— 22,8	— 16,0	+ 27,8	
+ 8,2		+ 5,5	+ 2,6	— 2,0	
				+ 2,1	

SOURCE: CENTRAL BUREAU OF STATISTICS, MINISTRY OF FINANCE AND ECONOMIC PLANNING.

TABLEAU 51

POSSESSEURS DES TITRES GOUVERNEMENTAUX A LONG TERME (VALEURS NOMINALES)  
(en milliers de livres)

Possesseurs	Juin 1968	Décembre 1968	Juin 1969	Décembre 1969	Mars 1970	Juin 1970	Septembre 1970	Décembre 1970
<i>National Social Security Fund</i>								
Gouvernement central	7.796	8.148	13.516	17.417	17.417	19.498	19.498	17.510
Autorités locales	8.373	11.828	9.052	9.912	9.164	9.767	9.628	13.411
<i>Kenya Post Office Savings Bank</i>	1.104	1.052	1.006	1.078	993	1.041	1.041	950
Institutions communautaires d'Afrique Orientale	2.114	2.114	2.114	2.114	2.551	2.551	2.551	2.551
Autres secteurs publics	868	891	891	891	380	380	380	380
Banque centrale	613	683	683	474	490	489	491	472
	3.510	3.510	3.510	3.510	3.510	3.510	3.510	3.510
Banques commerciales	1.471	1.766	2.308	6.184	6.913	8.016	8.006	8.299
Sociétés d'assurance	4.258	4.590	4.801	4.879	4.605	4.905	5.064	5.280
Entreprises	1.683	2.083	2.574	2.455	3.239	4.075	4.096	4.164
Ménages	554	550	601	780	566	596	563	719
Autres pays d'Afrique Orientale	353	353	353	352	370	370	370	370
Autres pays de la zone sterling	1.805	1.735	1.710	1.723	1.671	1.671	1.671	1.556
Autres pays	46	42	42	42	42	42	42	39
Total	34.548	39.345	43.161	51.811	51.911	56.911	56.911	59.211

(à suivre)

TABLEAU 51 (suite)  
POSSESEURS DES TITRES GOUVERNEMENTAUX A LONG TERME (VALEURS NOMINALES)  
(en milliers de livres)

Possesseurs	Mars 1971	Juin 1971	Septembre 1971	Décembre 1971	Mars 1972	Juin 1972	Septembre 1972	Décembre 1972	Mars 1973
<i>National Social Security Fund</i>	21.412	23.412	23.412	22.533	26.135	26.135	26.135	30.427	30.427
Gouvernement central	9.492	10.419	10.421	20.083	13.596	17.470	17.475	18.679	19.386
Autorités locales	990	965	965	901	926	949	949	833	833
<i>Kenya Post Office Savings Bank</i>	2.551	2.551	2.551	2.008	3.159	3.384	3.384	3.507	5.544
Institutions communautaires									
d'Afrique Orientale	325	380	380	380	390	395	395	3.383	3.526
Autres secteurs publics	472	497	497	513	507	507	507	440	440
Banque centrale	3.510	3.510	3.510	2.010	3.665	3.665	3.665	5.701	4.734
Banques commerciales	8.156	8.490	8.391	8.374	8.169	8.093	8.103	8.095	10.186
Sociétés d'assurance	5.270	5.271	5.271	5.368	5.643	6.133	6.123	6.496	5.803
Entreprises	4.382	6.164	6.312	7.341	7.527	8.889	8.899	9.184	9.423
Ménages	632	502	474	396	291	291	274	259	207
Autres pays d'Afrique Orientale	427	371	371	370	371	371	371	98	94
Autres pays de la zone sterling	1.553	1.642	1.642	1.371	1.369	1.369	1.369	1.047	1.046
Autres pays	39	37	14	13	13	13	12	12	12
Total	59.211	64.211	64.211	71.661	71.761	77.664	77.661	88.161	91.661

SOURCE: CENTRAL BANK OF KENYA.

TABLEAU 52

## SOURCES DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

(en milliers de livres)

	1966/1967	1967/1968	1968/1969	1969/1970	1970/1971
Recettes courantes	65.996	77.077	84.703	97.927	124.183
Dépenses courantes	62.220	68.153	70.672	82.930	105.367
Solde	3.776	8.924	14.031	14.997	18.816
Dépenses de développement	16.050	19.057	24.130	27.504	35.679
408	408	863	692	400	379
Déficit	— 11.866	— 9.270	— 9.407	— 12.107	— 16.484
Dépenses d'investissement:					
Achat d'actions	305	518	334	2.824	9.811
Avances à des agents pu-					
blics	6.260	6.513	9.253	7.444	5.541
Avances à des entreprises	49	325	590	243	405
Autres avances	—	—	—	519	—
Augmentation globale des					
investissements	6.614	7.356	10.177	11.030	15.757
Déficit global	— 18.480	— 16.626	— 19.584	— 23.137	— 32.241
Prêts étrangers	7.839	7.831	7.101	10.775	10.941
Aides étrangères en compte					
courant	2.833	1.689	792	528	620
Aides étrangères en compte					
de développement	641	213	182	912	204
Total global des finance-					
ments étrangers	11.313	9.733	8.075	12.215	11.765
Endettement intérieur à long					
terme	7.817	8.285	8.292	13.636	8.115
Financement intérieur à court					
terme, net:					
1) <i>Cereals and Sugar Fi-</i>					
<i>nance Corporation</i>	—	—	677	3.764	1.158
2) <i>Tax Reserve Certificates</i>	18	721	— 90	1.290	— 1.152
3) Bons du Trésor	—	—	5.000	— 5.000	10.000
4) Autres	1	—	3	11	4
5) Avances de la Banque					
centrale	—	—	—	5.000	5.000
Total du financement in-					
térieur net	19	721	5.590	5.065	15.002
Solde	+ 668	+ 2.112	+ 2.773	+ 7.778	+ 2.641

SOURCE: KENYA GOVERNMENT APPROPRIATION ACCOUNTS.

TABLEAU 53

EMPLOI DES RESSOURCES  
(en millions de livres)

	1964	1967	1968	1969	1970	1971 (*)
P.I.B. au coût des facteurs et aux prix courants	328,44	403,12	439,32	474,63	524,40	568,49
dont:						
secteur non monétaire	88,89	106,97	108,96	114,70	119,53	125,99
secteur monétaire	239,55	296,15	330,36	359,93	404,87	442,50
+ impôts indirects	26,91	35,97	43,06	46,62	54,55	62,94
— subsides	— 0,35	— 1,55	— 2,64	— 2,10	— 1,16	— 0,97
— P.I.B. aux prix du marché	335,00	437,54	479,74	519,15	577,79	630,46
+ importations de biens et de services	95,48	129,32	135,44	140,69	170,36	208,88
— exportations de biens et de services	102,11	125,28	132,21	144,07	160,36	171,50
— <i>Import surplus</i>	— 6,63	+ 4,04	+ 3,23	— 3,38	+ 10,00	+ 37,38
Ensemble des ressources disponibles pour les investissements et la consommation	348,37	441,58	482,97	515,77	587,79	667,84
Accumulation brute de capital	44,32	82,21	89,53	93,73	112,71	140,93
Variation des stocks	2,30	6,65	2,55	8,52	13,39	22,60
Investissement brut	46,62	88,86	92,08	102,25	126,10	163,53
Consommation publique	49,35	62,23	73,52	85,55	94,25	105,03
Consommation privée	252,40	290,49	317,37	327,97	367,44	399,28
Consommation globale	301,75	352,72	390,89	413,52	461,69	504,31

(\*) Données provisoires.

SOURCE: REPUBLIC OF KENYA, *Economic Survey* 1972, p. 10.



TABLEAU 54

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AUX DEPOTS PUBLICS ET A CEUX DES NON RESIDENTS

Lag	Non résidents	A vue	A terme		D'épargne	Total
			avec préavis de 7 jours	autres dépôts		
0	83929,8750	1485156,0000	323701,2500	284917,2500	580,0918	2320202,0000
1	119758,6250	1838648,0000	392751,5000	286631,7500	885,2627	2405270,0000
2	168129,6250	2898036,0000	566419,0000	316660,5000	1931,7979	2832238,0000
3	183873,3750	4604994,0000	759743,0000	358909,7500	3506,3027	3847818,0000
4	250764,3750	5888206,0000	905944,5000	334208,3750	5126,6602	5038004,0000
5	359959,5000	7023822,0000	1082265,0000	346479,6250	6521,8086	6190766,0000
6	393586,1250	9930562,0000	1357114,0000	672537,5000	7600,0469	7857204,0000
7	487528,7500	12868176,0000	1658668,0000	1100891,0000	8564,5000	9592070,0000
8	746060,3750	12702864,0000	2306900,0000	1123952,0000	9546,9141	9436982,0000
9	876014,3750	9835256,0000	3324504,0000	861661,5000	10381,0391	6832204,0000
10	769999,8750	9055310,0000	3919488,0000	632642,5000	9779,3359	5563422,0000
11	681637,5000	14551368,0000	4108134,0000	460346,2500	7614,3438	8499800,0000
12	676400,5000	18974912,0000	4215434,0000	385331,8750	6403,7383	10941626,0000

TABLEAU 55

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AUX DEPOTS DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

L a g	A vue	A terme		D'épargne	Total
		avec préavis de 7 jours	autres dépôts		
0	59123856,0000	344895,2500	222266,0000	24479,0000	316666880,0000
1	109337088,0000	465244,2500	231684,7500	44719,0000	595573760,0000
2	255994368,0000	715459,3750	236907,5000	101282,2500	1416380416,0000
3	489656320,0000	833021,7500	320851,0000	189962,2500	2709314560,0000
4	794688512,0000	839540,2500	885660,0000	305061,1250	4376936448,0000
5	1152917504,0000	941142,2500	2287782,0000	435826,7500	6331269120,0000
6	1544181760,0000	956990,6250	3606990,0000	570764,2500	8430841856,0000
7	1933199872,0000	850270,8750	3399904,0000	699495,8750	10511794176,0000
8	2281639936,0000	908438,1250	2366374,0000	822919,0000	12475719680,0000
9	2577316864,0000	977399,7500	2093146,0000	934845,7500	14196482048,0000
10	2815278592,0000	881499,8750	2387626,0000	1022150,5000	15502548992,0000
11	2970649088,0000	933537,1250	2515522,0000	1075133,0000	16309870592,0000
12	3023154688,0000	1051269,0000	2508562,0000	1091127,0000	16585687040,0000

TABLEAU 56

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AUX DÉPÔTS PRIVÉS

L a g	A vue	A terme		D'épargne	Total
		avec préavis de 7 jours	autres dépôts		
0	2915014,0000	337986,0000	603688,7500	79409,0000	5743386,0000
1	3802436,0000	487894,0000	558348,6250	133990,0000	6386514,0000
2	5380694,0000	1002844,5000	460700,2500	271458,2500	7102364,0000
3	5691814,0000	1816848,0000	471895,0000	373001,3750	7269094,0000
4	4650570,0000	2528284,0000	620097,5000	363284,2500	7005634,0000
5	4000640,0000	3286638,0000	734001,1250	388214,8750	5876018,0000
6	4951994,0000	4093818,0000	798209,5000	579727,7500	5382292,0000
7	8122834,0000	4180554,0000	864104,0000	813337,8750	7220300,0000
8	11779674,0000	3905594,0000	805285,7500	885945,2500	9337546,0000
9	12148390,0000	3966786,0000	683325,2500	783682,8750	9201918,0000
10	9392844,0000	4097056,0000	862496,5000	736642,0000	9100170,0000
11	6869216,0000	3958932,0000	1204448,0000	952933,7500	10393532,0000
12	6047684,0000	3803606,0000	1334599,0000	1135330,0000	11092844,0000

TABLEAU 57

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AUX DEPOTS PRIVES ET PUBLICS

L a g	A vue	A terme		D'épargne	Total
		avec préavis de 7 jours	autres dépôts		
0	1485156,0000	323701,2500	284917,2500	580,0918	2320202,0000
1	1838648,0000	392751,5000	286631,7500	885,2627	2405270,0000
2	2898036,0000	566419,0000	316660,5000	1931,7979	2832238,0000
3	4604994,0000	759743,0000	358909,7500	3506,3027	3847818,0000
4	5888206,0000	905944,5000	334208,3750	5126,6602	5038004,0000
5	7023822,0000	1082265,0000	346479,6250	6521,8086	6190766,0000
6	9930562,0000	1357114,0000	672537,5000	7600,0469	7857204,0000
7	12868176,0000	1658668,0000	1100891,0000	8564,5000	9592070,0000
8	12702864,0000	2306900,0000	1123952,0000	9546,9141	9436982,0000
9	9835256,0000	3324504,0000	861661,5000	10381,0391	6832204,0000
10	9055310,0000	3919488,0000	632642,5000	9779,3359	5563422,0000
11	14551368,0000	4108134,0000	460346,2500	7614,3438	8499800,0000
12	18974912,0000	4215434,0000	385331,8750	6403,7383	10941626,0000

TABLEAU 58

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS A L'ENSEMBLE DES DEPOTS

L a g	A vue	A t e r m e		D'épargne	Total
		avec préavis de 7 jours	autres dépôts		
0	59930624,0000	742618,0000	1249460,0000	87195,7500	308514816,0000
1	105089024,0000	860193,0000	1086419,0000	145174,2500	582549504,0000
2	241164288,0000	1197488,0000	898950,0000	300903,5000	1378533376,0000
3	474137600,0000	1681055,0000	1161864,0000	484564,7500	2613923840,0000
4	795791360,0000	2457714,0000	1748103,0000	634310,2500	4189020160,0000
5	1171148800,0000	3942912,0000	2433088,0000	857072,6250	6070468608,0000
6	1604365312,0000	4953468,0000	3319778,0000	1255186,0000	8191508480,0000
7	2105225216,0000	4396816,0000	3667660,0000	1647587,0000	10310844416,0000
8	2528139264,0000	3825848,0000	3059298,0000	1783150,0000	12313944064,0000
9	2749986816,0000	3633260,0000	2494064,0000	1654365,0000	14186504192,0000
10	2882529280,0000	3121986,0000	2457674,0000	1435691,0000	15652036608,0000
11	3020120064,0000	2918222,0000	2642170,0000	1251743,0000	16503758848,0000
12	3087104000,0000	3008116,0000	2752674,0000	1175785,0000	16776159232,0000



TABLEAU 59

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AUX EMPLOIS

L a g	Emplois et avances			Portfeuille escomptes	Total emplois, avances et escomptes	Total emplois privés
	secteur public	secteur privé	total			
0	292282,0000	17266992,0000	17266992,0000	164086,1250	17534784,0000	14031820,0000
1	348864,2500	15421410,0000	15421410,0000	193264,1250	15831496,0000	12603908,0000
2	635319,2500	11143686,0000	11143686,0000	216604,8750	11620734,0000	9314598,0000
3	1211955,0000	7404488,0000	7404488,0000	223637,3750	7694258,0000	6661460,0000
4	1696440,0000	5959606,0000	5959606,0000	307881,5000	6350044,0000	5991820,0000
5	1755160,0000	5908876,0000	5908876,0000	449845,6250	7001776,0000	6522134,0000
6	1617094,0000	6388544,0000	6388544,0000	545783,7500	8498504,0000	7437542,0000
7	1420739,0000	7490282,0000	7490282,0000	554346,5000	10391144,0000	8529540,0000
8	1107548,0000	7989460,0000	7989460,0000	576538,1250	11086110,0000	9311866,0000
9	983693,7500	6921008,0000	6921008,0000	718472,7500	9497022,0000	8428584,0000
10	1368827,0000	5962152,0000	5962152,0000	853989,6250	7262764,0000	5645276,0000
11	2098606,0000	6379866,0000	6379866,0000	853043,8750	6289770,0000	3037392,0000
12	2492722,0000	6893994,0000	6893994,0000	819815,1250	6238626,0000	2135816,0000

TABLEAU 60

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AUX EMPLOIS PRIVÉS PAR SECTEURS

L a g	S e c t e u r   p r i m a i r e		I n d u s t r i e	C o m m e r c e	
	A g r i c u l t u r e	T o t a l		T o t a l	E x p o r t a t i o n s
0	312722,5000	258607,5000	1649638,0000	2723110,0000	485679,5000
1	352210,3750	316098,0000	1538130,0000	2830946,0000	582289,7500
2	386699,3750	393650,6250	1202944,0000	2881126,0000	741349,2500
3	417084,0000	468376,2500	911623,0000	2527012,0000	928597,7500
4	521200,2500	629742,8750	950417,2500	2011303,0000	1139169,0000
5	594285,6250	760394,3750	1162969,0000	1930058,0000	1187172,0000
6	601483,1250	759973,8750	1488237,0000	2325142,0000	1135629,0000
7	616035,2500	728877,0000	2000959,0000	2991468,0000	1175426,0000
8	635106,3750	703957,5000	2153356,0000	4208830,0000	1472722,0000
9	704716,3750	667494,6250	1651190,0000	5135956,0000	1985994,0000
10	818423,8750	608258,6250	1203315,0000	4308552,0000	2059341,0000
11	853321,2500	503984,0000	1140313,0000	2616896,0000	1452409,0000
12	836989,7500	441108,8750	1164091,0000	1875252,0000	1044351,7500

(à suivre)

TABLEAU 60 (suite)

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AUX EMPLOIS PRIVES PAR SECTEURS

L a g	C o m m e r c e		Etablissements financiers	Autres	Ménages
	Importations	Intérieur			
0	414147,0000	485518,2500	210731,0000	804377,5000	23968336,0000
1	515530,2500	477118,2500	237690,1250	774454,7500	31336176,0000
2	869847,7500	456685,7500	278556,6250	760566,2500	38448704,0000
3	1259035,0000	470528,6250	282191,5000	741312,5000	30614336,0000
4	1268489,0000	531933,3750	347303,6250	781371,5000	23359376,0000
5	1135876,0000	585845,3750	582871,8750	1190085,0000	31490304,0000
6	1376087,0000	612611,6250	752942,1250	1721997,0000	39416864,0000
7	1724135,0000	710956,1250	678592,2500	1973513,0000	32349040,0000
8	1717469,0000	896396,3750	550627,3750	2268706,0000	25466096,0000
9	1600094,0000	918429,1250	483080,8750	2695398,0000	33041600,0000
10	1540169,0000	831877,0000	497305,0000	2705410,0000	39632320,0000
11	1242508,0000	967473,0000	566222,0000	2245070,0000	31066000,0000
12	998055,5000	1114972,0000	597009,6250	1961009,0000	23238192,0000

TABLEAU 61

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AU PORTEFEUILLE TITRES

<i>L a g</i>	Bons du Trésor 1	Titres publics 2	Total 1 (1+2) 3	Obligations privées 4	Total 2 (3+4) 5
0	5327930,0000	644232,7500	5280102,0000	244,8896	5293898,0000
1	6429352,0000	653107,6250	6623852,0000	455,6729	6640588,0000
2	7833232,0000	647836,1250	8251178,0000	906,3271	8270388,0000
3	7771482,0000	594771,7500	7818292,0000	1444,0293	7832896,0000
4	7278146,0000	551211,1250	6621022,0000	1822,3906	6614036,0000
5	7173036,0000	529207,7500	6245600,0000	1724,7524	6211520,0000
6	6424114,0000	430574,7500	5896602,0000	1683,2271	5865604,0000
7	4935776,0000	306674,6250	4828980,0000	2254,8564	4833980,0000
8	4901942,0000	276517,2500	5094704,0000	3135,8901	5157914,0000
9	6334802,0000	290064,5000	6781668,0000	4013,0059	6890698,0000
10	6595116,0000	308064,5000	7011112,0000	4357,8828	7113044,0000
11	5302688,0000	380727,8750	5846778,0000	3728,2197	5933332,0000
12	4506024,0000	436030,7500	5263600,0000	3188,8174	5352668,0000

(à suivre)

TABLEAU 61 (suite)

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AU PORTEFEUILLE TITRES

<i>L a g</i>	Autres titres 6	Total 3 (5+6) 7	Actions 8	Total 4 (7+8) 9	Total 4 + titres étrangers 10
0	2476618,0000	8498624,0000	5150,3594	8669142,0000	8975020,0000
1	2309536,0000	9412340,0000	7994,3711	9616576,0000	10448752,0000
2	2066625,0000	11450136,0000	12930,8359	11703942,0000	13947908,0000
3	2054347,0000	12885292,0000	14150,3281	13099888,0000	17031024,0000
4	2430048,0000	12736676,0000	12555,8516	12775956,0000	18221808,0000
5	2889170,0000	11897010,0000	11681,8984	11792418,0000	18789200,0000
6	2628964,0000	10573062,0000	10185,3125	10519288,0000	20101840,0000
7	1965505,0000	8896976,0000	8671,4375	8963246,0000	21869616,0000
8	1821533,0000	9406996,0000	9923,6797	9588272,0000	25543472,0000
9	2115574,0000	11906792,0000	11558,3516	12205408,0000	30505088,0000
10	2204608,0000	12419178,0000	10632,3750	12721414,0000	33003568,0000
11	1769679,0000	10399966,0000	9065,8594	10593664,0000	34054944,0000
12	1429955,0000	9133776,0000	8638,1094	9263646,0000	34778208,0000



TABLEAU 62

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS A DES QUANTITES ECONOMIQUES SELECTIONNEES

<i>L a g</i>	Total avances/ total dépôts	Total avances privées/total dépôts privés	<i>Cash ratio</i>	Taux de rendement des bons du Trésor	Monnaie hors banque	$M_1$	$M_2$	Total actif/ total passif sans comptes d'ordre
0	15,1109	17,2017	7,7431	26,9409	1,3692	8,8468	11,6377	18,8211
1	14,7503	18,3091	8,0021	25,9390	1,5551	9,7714	13,1826	17,2728
2	12,3001	18,3754	8,7638	25,0610	1,6647	10,4524	16,0448	13,8439
3	8,3599	16,9658	9,0302	25,2231	1,2776	8,6548	17,8925	11,2478
4	6,5183	17,2151	8,3092	24,6238	0,9459	6,6482	18,3446	10,1143
5	7,8040	17,7383	8,6334	23,2577	1,2946	7,7443	19,4139	8,8276
6	10,3668	16,3458	9,8203	21,4738	1,9320	10,9534	22,2853	9,8324
7	12,6028	13,4152	9,3401	21,7594	2,2142	13,9836	24,9491	17,6185
8	13,2405	11,7414	7,8648	25,9330	2,1562	15,4064	26,1903	25,7792
9	11,3912	12,1066	6,9125	28,3502	1,9805	13,6433	25,7704	23,5314
10	8,9806	11,5927	6,8229	25,1431	1,6739	10,8698	25,1617	15,1431
11	7,9530	9,0566	7,6415	20,1321	1,1826	10,1608	26,0035	10,6048
12	7,7992	7,4518	8,2108	17,9255	0,8966	10,4066	26,7284	9,9584

TABLEAU 63

ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS A LA MONNAIE DETENUE PAR LES BANQUES, AUX ESCOMPTES PASSIFS ET AUX EMPRUNTS

L a g	Monnaie détenue par les banques			Escomptes passifs et emprunts
	interne	devises	total	
0	42289,5000	3506,3730	43330,7500	104632,1250
1	59652,7500	5212,7188	68682,0000	135692,6250
2	87858,2500	7801,2578	106655,5000	169521,8750
3	103745,0000	8238,2891	124710,5000	180078,8750
4	136967,7500	7525,2070	163701,0000	253594,1250
5	227447,6250	6712,6445	260575,1250	370342,2500
6	365037,8750	5321,2148	398953,2500	495757,0000
7	686654,1250	4219,8984	729416,0000	729177,2500
8	1156066,0000	4306,3164	1209903,0000	884937,6250
9	1203691,0000	4750,9648	1242657,0000	744523,3750
10	762627,5000	4838,8359	769872,2500	680332,1250
11	387235,7500	5142,8594	372848,1250	961003,6250
12	277923,6250	5459,9258	256788,5000	1167297,0000

TABLEAU 64

## A. ESTIMATION DES SPECTRES DES SOLDES INTERBANCAIRES

L a g	Banques du Kenya		Solde net compte interbancaire intérieur	Solde net comptes interbancaires étrangers	Solde net comptes interbancaires	Solde avec la Banque centrale	Solde net interbancaire et Banque centrale
	de	à					
0	1,0253	0,2525	1112084,0000	1244174,0000	1902408,0000	12356506	17155056
1	1,2377	0,3423	1515564,0000	1677550,0000	2200068,0000	12602212	16957808
2	1,4828	0,4859	2085836,0000	2529756,0000	2529102,0000	14308372	16956720
3	1,3911	0,5647	2245446,0000	3666502,0000	2467402,0000	15845540	16461568
4	1,4576	0,5826	2502238,0000	5057096,0000	2534936,0000	15182196	15130918
5	2,0619	0,5511	3022888,0000	5503368,0000	2890680,0000	16253810	16047716
6	2,5922	0,5639	3534954,0000	5154870,0000	3450484,0000	18731584	17807152
7	2,7913	0,7240	4341812,0000	5806416,0000	4710012,0000	17989424	17333584
8	2,9004	0,9472	5547130,0000	7413578,0000	6330762,0000	16170874	18139392
9	2,5581	1,0651	6476392,0000	8686128,0000	6873316,0000	15742456	20217968
10	2,1130	1,0037	6676804,0000	10000816,0000	6178584,0000	15703352	20063760
11	2,4665	0,7321	6733828,0000	11882778,0000	5191674,0000	15359662	18186528
12	2,8926	0,5411	6864182,0000	12882978,0000	4719396,0000	15040360	17067952

(à suivre)

TABLEAU 64 (suite)

## B. ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AUX SOLDES INTERBANCAIRES ETRANGERS ACTIFS

<i>L a g</i>	Tanzanie	Ouganda	Zone sterling	Reste du monde	Total
0	12205,7969	140377,6250	316202,0000	24754,7813	702698,0000
1	15529,2969	173739,7500	506882,0000	46474,3594	1036546,0000
2	25138,0313	240263,6250	914174,0000	85032,8125	1593236,0000
3	51222,7344	314206,5000	1444736,0000	101923,1250	2038604,0000
4	98323,3125	380769,6250	2052842,0000	97136,3125	2498274,0000
5	129750,5625	373177,8750	2700940,0000	88123,6875	2797672,0000
6	115389,1875	303113,2500	4159752,0000	92503,8125	3628898,0000
7	85999,4375	282898,7500	7087122,0000	128529,7500	6261730,0000
8	91670,8125	338959,7500	9479700,0000	172117,3750	9166792,0000
9	134097,8750	410077,6250	9216468,0000	168147,3750	10195654,0000
10	154227,5000	419735,5000	7669776,0000	154879,8750	9838050,0000
11	123594,8750	325740,6250	6026558,0000	220458,7500	8121096,0000
12	98858,1250	254164,0000	5104232,0000	278750,6250	6761210,0000

(à suivre)

TABLEAU 64 (suite)

## C. ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AUX SOLDES INTERBANCAIRES ETRANGERS PASSIFS

L a g	Tanzanie	Ouganda	Zone sterling	Reste du monde	Total
0	39395,0313	16395,3750	1179803,0000	39438,8750	1547852,0000
1	46799,2813	28909,2500	1483373,0000	49546,6250	1960702,0000
2	58276,5469	77163,8750	1641032,0000	70823,3750	2131482,0000
3	67048,9375	155658,6250	1269698,0000	92187,1250	1866200,0000
4	80576,5625	200195,5000	1256034,0000	124559,7500	2059904,0000
5	94076,3750	182683,8750	1991136,0000	206005,5000	3067766,0000
6	107863,9375	185477,2500	3167698,0000	374839,2500	4995234,0000
7	135347,7500	229795,3750	4415624,0000	661912,1250	7693894,0000
8	162626,0000	226721,3750	4997558,0000	921400,1250	9309594,0000
9	169278,1250	178779,3750	4157772,0000	828512,6250	7729540,0000
10	161989,2500	171593,3750	2534878,0000	475795,5000	4435076,0000
11	145892,6250	220614,0000	1467288,0000	271976,2500	2518860,0000
12	134916,6250	253945,7500	1196446,0000	245935,0000	2163844,0000



TABLEAU 65

ESTIMATIONS DES SPECTRES RELATIFS AUX SOLDES ACTIFS (A) ET PASSIFS (B) AVEC LES SIEGES CENTRAUX OU AVEC LES FILIALES ETRANGERES

<i>L a g</i>	Ouganda	Zone sterling	Reste du monde	Total
A				
0	89754,1250	269082,0000	7921,1250	483103,2500
1	81076,5000	464078,0000	15469,4688	703069,2500
2	77147,5000	714049,5000	34013,1875	941610,2500
3	170725,8750	659446,0000	46688,7344	785683,2500
4	347254,1250	612498,0000	44145,7500	578110,7500
5	381218,7500	1224024,0000	42863,8750	957463,5000
6	243866,5000	3021590,0000	60309,5000	2365438,0000
7	152505,8750	5757864,0000	98649,3125	4567532,0000
8	177871,8750	7445282,0000	135823,3750	6127364,0000
9	245818,7500	6355598,0000	163628,3750	5757832,0000
10	276839,0000	3942154,0000	214926,6250	4173450,0000
11	252407,1250	2367080,0000	290743,1250	2677378,0000
12	231920,6250	1918028,0000	329486,0000	2046792,0000
B				
0	38624,2500	815955,0000	12246,5156	771790,0000
1	78875,7500	1042149,2500	16324,6875	1019944,0000
2	174644,5000	1179436,0000	30642,7813	1387056,0000
3	343288,5000	1023048,0000	46124,2031	1912410,0000
4	587100,7500	1294016,0000	46938,4531	3049948,0000
5	765044,5000	2121882,0000	46378,1406	3799190,0000
6	968259,2500	3145846,0000	73361,0625	4131410,0000
7	1394477,0000	4101572,0000	112982,0000	5738488,0000
8	1814534,0000	4352018,0000	119861,6250	7017404,0000
9	1943772,0000	3480132,0000	112089,0000	5918052,0000
10	1810096,0000	2212656,0000	128934,8125	4419930,0000
11	1684531,0000	1513452,0000	137288,0000	4081560,0000
12	1671823,0000	1380667,0000	130750,5625	4155198,0000

TABLEAU 66

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS AUX ESCOMPTES D'EFFETS EN DEVICES

<i>L a g</i>	Tanzanie	Ouganda	Zone sterling	Reste du monde	Total
0	855,8057	340,9648	62391,5000	86176,3750	94874,0000
1	1072,6270	566,4873	76123,7500	76450,1250	131877,0000
2	1591,1484	1032,8857	121659,0000	85023,8750	243988,2500
3	2392,0391	1225,0874	199846,2500	160767,3750	424633,5000
4	3401,6758	1145,6333	311224,5000	255213,3750	615220,7500
5	3860,6235	1475,9277	427437,1250	272816,7500	733177,0000
6	3551,7568	2087,7271	449213,2500	220393,7500	718585,2500
7	3455,4521	2188,4668	385024,3750	191387,5000	663383,2500
8	4262,5703	1932,9468	428836,6250	240138,1250	809020,5000
9	6167,9414	1811,6929	656069,5000	344082,8750	1240563,0000
10	8060,1602	1871,4087	1054885,0000	479809,1250	1976209,0000
11	8010,4219	2221,9111	1700915,0000	616590,1250	2974770,0000
12	7334,5352	2494,7705	2093898,0000	676530,8750	3512272,0000

TABLEAU 67

## ESTIMATION DES SPECTRES RELATIFS A LA LIQUIDITE VOLONTAIRE ET BANCAIRE

L a g	Liquidité volontaire	Liquidité volontaire/ dépôts	Liquidité bancaire sans soldes interbancaires	Liquidité volontaire		Méthode mixte	Liquidité volontaire calculée d'après la	
				Méthode brute	Méthode nette		Méthode brute	Méthode nette
0	23,0518	17,4957	15,8223	17,4633	16,2312		17,2503	
1	24,3382	18,9196	15,3846	17,4657	15,9412		17,1964	
2	22,9659	18,3080	14,0493	15,3603	13,5411		14,9363	
3	21,3328	15,7152	13,3927	12,0643	10,3477		11,4916	
4	27,0429	17,4888	14,0891	12,2786	10,5750		11,6843	
5	34,5178	21,8960	15,7238	15,4337	13,7784		14,9074	
6	37,1505	23,9674	17,5590	16,6028	15,6240		16,4492	
7	34,2183	21,3454	17,3375	15,2620	15,2922		16,0103	
8	29,1877	16,7434	16,2300	14,8484	15,2852		16,1296	
9	25,1864	13,5845	15,1687	14,0657	13,9773		14,7920	
10	20,5890	19,9129	12,3218	11,1153	10,3036		11,2497	
11	16,2299	9,1467	9,2854	8,3233	7,2058		8,5955	
12	14,7282	8,8763	8,2678	7,3598	6,2008		7,8411	

TABLEAU 68

## RESULTATS DES ANALYSES SPECTRALES DES SERIES INDIVIDUELLES

Série	Periodicité: points de maximum (mois)
<i>Dépôts</i>	
Dépôts des non résidents (total)	2
Dépôts publics	
A vue	3
A terme - avec préavis de 7 jours	—
- autres dépôts	3
D'épargne	3
Total dépôts	3
Etablissements financiers	
Dépôts à vue	—
Dépôts avec 7 jours de préavis	—
Autres dépôts	4
Dépôts d'épargne	—
Total dépôts	—
Privés	
Dépôts à vue (9)	3
Dépôts avec 7 jours de préavis	3
Autres dépôts	0
Dépôts d'épargne	3
Total dépôts	3
Privés et publics	
Dépôts à vue	3
Dépôts avec 7 jours de préavis	—
Autres dépôts	3
Dépôts d'épargne	3
Total dépôts	3
Ensemble dépôts	
Dépôts à vue	—
Dépôts avec 7 jours de préavis	4
Autres dépôts	3
Dépôts d'épargne	3
Total dépôts	—

(à suivre)

TABLEAU 68 (suite)

## RESULTATS DES ANALYSES SPECTRALES DES SERIES INDIVIDUELLES

Série	Periodicité: points de maximum (mois)
<i>Emplois</i>	
Emplois en faveur du secteur public	5
Emplois en faveur du secteur privé	0
Total emplois et avances	3
Escompte d'effets	3
Total global	3
Total emplois privés	3
<i>Emplois par secteur</i>	
Agriculture	0
Total secteur primaire	5
Industrie	3
Total commerce (12)	3
Exportations	2
Importations (6)	3
Commerce intérieur	0
Etablissements financiers	4
Autres	2
Ménages (12)	4
<i>Titres</i>	
Bons du Trésor	2/3
Titres publics	—
Bons du Trésor et titres publics = Total 1 (12)	2/3
Obligations privées (6)	2/3
Total 1 + obligations privées = Total 2 (12)	2/3
Autres titres (5)	2/3
Total 2 + autres titres = Total 3	2/3
Actions (8)	2/3
Total 3 + actions = Total 4 (8)	2/3
Total 4 + titres étrangers = Total global	—

(à suivre)



TABLEAU 68 (suite)

## RESULTATS DES ANALYSES SPECTRALES DES SERIES INDIVIDUELLES

Série	Periodicité: points de maximum (mois)
<i>Quotients financiers et statistiques monétaires</i>	
Total avances/total dépôts	3
Total avances privées/total dépôts privés	—
Cash ratio	4
Taux de rendement des bons du Trésor	3
Monnaie classée hors banque	3
$M_1$ (12)	3
$M_3$	0
<i>Soldes interbancaires intérieurs</i>	
Soldes dûs par des banques commerciales du Kenya	3
Soldes dûs à des banques commerciales du Kenya	3
Solde net des comptes interbancaires intérieurs	—
<i>Soldes interbancaires étrangers</i>	
Dûs par:	
Tanzanie	2
Ouganda	2
Zone sterling	3
Reste du monde	8
Total (12)	3
Dûs à:	
Tanzanie	3
Ouganda	3/4
Zone sterling	3
Reste du monde	3
Total (12)	3
Solde net des comptes interbancaires étrangers	—
Solde net des comptes interbancaires	3
Solde avec la Banque centrale	4
	3
<i>Monnaie détenue par les banques</i>	
Nationale	3
Etrangère	8
Totale	3

(à suivre)

TABLEAU 68 (suite)

## RESULTATS DES ANALYSES SPECTRALES DES SERIES INDIVIDUELLES

Série	Periodicité: points de maximum (mois)
<i>Soldes avec les sièges centraux ou avec les filiales étrangères</i>	
Actif:	
Ouganda	2
Zone sterling	3
Autres pays	—
Total	3
Passif:	
Ouganda	3
Zone sterling	3
Autres pays	—
Total	3
Escomptes et avances passives	3
Total actif/total passif moins les comptes d'ordre	3
<i>Liquidité</i>	
Liquidité volontaire	4
Liquidité volontaire en % des dépôts (brute)	4
Liquidité bancaire sans comptes interbancaires	4
Liquidité calculée d'après la:	
Méthode mixte	4
Méthode brute	4
Méthode nette	4
Escomptes actifs en devises	
Tanzanie	0
Ouganda	0
Zone sterling	0
Autres pays	5
Total	5

TABLEAU 69

ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE I) ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,392520E 03	-0,392520E 03
1	0,169850E 04	-0,140757E 04
2	0,105493E 04	0,228980E 04
3	-0,561935E 03	-0,202193E 04
4	-0,193196E 04	0,286197E 04
5	0,113742E 04	-0,631759E 03
6	-0,861598E 03	-0,296328E 04
7	-0,381875E 03	-0,904304E 02
8	0,509231E 03	0,287498E 04
9	0,685123E 03	-0,353237E 04
10	-0,186855E 04	0,166633E 04
11	0,199378E 04	0,153538E 03
12	-0,211279E 04	-0,363023E 03
13	0,938399E 03	0,997703E 03
14	0,106635E 04	-0,357912E 04
15	-0,130082E 04	0,244326E 04
16	0,100912E 04	0,811521E 03
17	0,106950E 04	-0,291743E 03
18	-0,228263E 04	-0,580457E 03

ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE I) ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE  
PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 4

	Cohérence	Gain
1	0,787325E -01	0,170199E 01
2	0,904394E -01	0,327537E 01
3	0,703278E -01	0,488789E 01
4	0,184224E 00	0,110240E 02
5	0,249713E 00	0,147138E 02
6	0,110388E 00	0,103151E 02
7	0,136632E 00	0,116437E 02
8	0,251052E 00	0,166990E 02
9	0,185215E 00	0,166334E 02
10	0,583484E -01	0,112137E 02
11	0,170204E 00	0,211329E 02
12	0,274112E 00	0,271496E 02

TABLEAU 70

DEPOTS PRIVES A VUE (SERIE I) ET EMPLOIS PRIVES (SERIE II)

A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I		Série retardée II	
0	0,283586E	02	0,283586E	02
1	0,637378E	01	-0,673394E	02
2	-0,485097E	02	0,304553E	02
3	0,705674E	02	0,102607E	02
4	0,469411E	01	-0,129599E	03
5	-0,291120E	02	-0,111318E	02
6	0,645706E	02	-0,180017E	02
7	-0,256326E	01	-0,325641E	02
8	-0,338429E	02	0,903583E	02
9	0,290500E	02	-0,645612E	01
10	0,440049E	02	-0,916286E	01
11	-0,307364E	02	0,288786E	02
12	-0,328110E	02	0,151813E	02
13	0,763231E	02	-0,262597E	02
14	-0,492202E	02	-0,235874E	02
15	0,563894E	02	0,646937E	02
16	0,602163E	02	0,856472E	01
17	-0,915683E	02	-0,229931E	02
18	0,467882E	02	0,569117E	02

DEPOTS PRIVES A VUE (SERIE I) ET EMPLOIS PRIVES (SERIE II)

B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 4

	Cohérence		Gain	
1	0,173268E	00	0,228632E	00
2	0,195922E	00	0,336418E	00
3	0,210156E	00	0,423752E	00
4	0,251781E	00	0,442064E	00
5	0,180795E	00	0,333014E	00
6	0,591613E	-01	0,198470E	00
7	0,116551E	00	0,333157E	00
8	0,261581E	00	0,575244E	00
9	0,265467E	00	0,618568E	00
10	0,130337E	00	0,465682E	00
11	0,279055E	-01	0,251218E	00
12	0,951718E	-03	0,519124E	-01

TABLEAU 71

TOTAL DEPOTS PRIVES (SERIE I) ET TOTAL EMPLOIS PRIVES (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,153952E 02	-0,153952E 02
1	0,156077E 02	-0,651462E 02
2	-0,147165E 01	0,289516E 02
3	0,952432E 02	0,242865E 01
4	0,220831E 02	-0,959745E 02
5	0,306726E 02	-0,322199E 02
6	0,438557E 02	-0,146424E 02
7	0,373310E 02	-0,585856E 02
8	-0,712133E 00	0,475336E 02
9	0,394809E 02	-0,196671E 02
10	0,576849E 02	0,296756E 02
11	-0,530784E 02	0,562870E 02
12	-0,425641E 02	-0,895778E 02
13	0,853417E 02	-0,455049E 02
14	-0,248579E 02	0,227289E 02
15	0,321877E 02	0,736798E 02
16	0,849067E 02	-0,246987E 02
17	-0,938404E 02	-0,291611E 01
18	0,143227E 02	0,396979E 02

TOTAL DEPOTS PRIVES (SERIE I) ET TOTAL EMPLOIS PRIVES (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE  
PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 4

	Cohérence	Gain
1	0,146002E 00	0,271993E 00
2	0,127996E 00	0,312405E 00
3	0,534599E -01	0,241529E 00
4	0,825226E -01	0,310621E 00
5	0,962495E -01	0,294473E 00
6	0,129928E 00	0,306634E 00
7	0,105227E 00	0,298455E 00
8	0,171991E 00	0,415290E 00
9	0,169413E 00	0,430066E 00
10	0,310047E -01	0,223561E 00
11	0,242957E -01	0,288336E 00
12	0,200504E -01	0,322704E 00



TABLEAU 72

TOTAL DEPOTS A VUE DES AGENTS PRIVES ET DES INTERMEDIAIRES  
(SERIE I) ET TOTAL EMPLOIS PRIVES (SERIE II)

## A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	0,768313E 03	0,768313E 03
1	-0,236936E 03	0,665094E 03
2	-0,115765E 03	-0,721782E 03
3	-0,608469E 03	0,201348E 03
4	0,122482E 01	-0,103378E 04
5	-0,122410E 02	0,129698E 04
6	-0,606074E 02	0,208119E 03
7	0,328522E 03	-0,142779E 04
8	-0,254241E 03	0,227097E 03
9	-0,274461E 03	0,955076E 03
10	0,556176E 03	-0,119722E 04
11	-0,609676E 03	0,310038E 03
12	-0,126837E 03	0,385305E 03
13	0,909879E 03	-0,277059E 03
14	-0,903440E 03	0,297261E 03
15	0,633212E 03	-0,867590E 03
16	0,480766E 03	0,457644E 03
17	-0,894221E 03	0,683361E 03
18	0,111914E 04	-0,393708E 02

TOTAL DEPOTS A VUE DES AGENTS PRIVES ET DES INTERMEDIAIRES  
(SERIE I) ET TOTAL EMPLOIS PRIVES (SERIE II)

## B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 4

	Cohérence	Gain
1	0,332852E -01	0,518851E 00
2	0,322736E -01	0,928718E 00
3	0,316325E -01	0,151939E 01
4	0,219954E 00	0,534689E 01
5	0,398001E 00	0,827365E 01
6	0,292515E 00	0,780445E 01
7	0,130778E 00	0,556162E 01
8	0,145882E 00	0,613012E 01
9	0,190760E 00	0,778749E 01
10	0,159616E 00	0,905629E 01
11	0,223367E 00	0,148505E 02
12	0,341972E 00	0,219346E 02

TABLEAU 73

ENSEMBLE DES DEPOTS, AVANCES ET ESCOMPTES PASSIFS (SERIE I)  
 ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
 A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,391308E 03	-0,391308E 03
1	0,173115E 04	-0,141143E 04
2	0,103926E 04	0,230531E 04
3	-0,549963E 03	-0,200798E 04
4	-0,192412E 04	0,283921E 04
5	0,113418E 04	-0,615753E 03
6	-0,881690E 03	-0,296207E 04
7	-0,349988E 03	-0,937121E 02
8	0,489402E 03	0,288076E 04
9	0,671637E 03	-0,353610E 04
10	-0,184594E 04	0,165190E 04
11	0,198812E 04	0,164828E 03
12	-0,212677E 04	-0,369034E 03
13	0,963582E 03	0,984629E 03
14	0,105720E 04	-0,356977E 04
15	-0,131347E 04	0,244907E 04
16	0,101609E 04	0,803559E 03
17	0,106982E 04	-0,302953E 03
18	-0,228920E 04	-0,574934E 03

ENSEMBLE DES DEPOTS, AVANCES ET ESCOMPTES PASSIFS (SERIE I)  
 ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
 B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 4

	Cohérence	Gain
1	0,799508E -01	0,171934E 01
2	0,914799E -01	0,329729E 01
3	0,701384E -01	0,488038E 01
4	0,183151E 00	0,109959E 02
5	0,248693E 00	0,147020E 02
6	0,109225E 00	0,102723E 02
7	0,134824E 00	0,115745E 02
8	0,250784E 00	0,166947E 02
9	0,185901E 00	0,166609E 02
10	0,580354E -01	0,111760E 02
11	0,168864E 00	0,210235E 02
12	0,271724E 00	0,269897E 02

TABLEAU 74

CREDITS DE SIGNATURE ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE I)  
 ET LIQUIDITE VOLONTAIRE (SERIE II)  
 A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	0,244372E 00	0,244372E 00
1	-0,180774E 00	-0,228400E 00
2	-0,177819E 00	-0,532954E 00
3	-0,253062E 00	0,238057E 00
4	-0,135073E 00	-0,130368E 00
5	0,188066E 00	0,294517E 00
6	-0,355399E 00	0,333172E -01
7	0,4502 94E 00	-0,555039E -01
8	-0,416250E 00	0,145729E 00
9	0,245635E 00	0,226406E 00
10	0,335970E -01	-0,135046E 00
11	-0,149156E 00	0,426154E -01
12	0,128499E 00	0,103997E 00
13	-0,194165E 00	-0,259201E -01
14	0,195243E 00	-0,593052E -01
15	0,845299E -01	0,279425E -01
16	-0,170097E 00	-0,175940E 00
17	0,199533E 00	0,481759E -01
18	-0,975375E -01	-0,880110E -01

CREDITS DE SIGNATURE ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE I)  
 ET LIQUIDITE VOLONTAIRE (SERIE II)  
 B. SPECTRE CROISE  
 PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 2

	Cohérence	Gain
1	0,378485E 00	0,531375E 03
2	0,302348E 00	0,485517E 03
3	0,143973E 00	0,388651E 03
4	0,212341E 00	0,466707E 03
5	0,279075E 00	0,499594E 03
6	0,237983E 00	0,411974E 03
7	0,156953E 00	0,351138E 03
8	0,190850E 00	0,550507E 03
9	0,212541E 00	0,835011E 03
10	0,161745E 00	0,919649E 03
11	0,923194E -01	0,766773E 03
12	0,102477E 00	0,810974E 03

TABLEAU 75

CREDITS DE SIGNATURE ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE I)  
ET LIQUIDITE MIXTE (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	0,142464E 00	0,142464E 00
1	-0,242532E 00	-0,110136E 00
2	-0,286292E 00	-0,138190E 00
3	-0,857583E -01	0,212976E 00
4	-0,136382E 00	-0,160669E 00
5	0,614591E -01	0,143540E 00
6	-0,236383E 00	0,116237E 00
7	0,213877E 00	-0,109779E 00
8	-0,226203E 00	0,140622E 00
9	0,173118E 00	0,117343E 00
10	0,743182E -02	-0,290465E -01
11	-0,262547E 00	0,141391E 00
12	0,165380E 00	0,530846E -01
13	-0,186575E 00	-0,224675E -01
14	0,128050E 00	0,482488E -01
15	0,842626E -01	0,973418E -01
16	-0,238574E 00	-0,936486E -01
17	0,807465E -01	-0,812168E -02
18	-0,188599E -02	-0,181064E -01

CREDITS DE SIGNATURE ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE I)  
ET LIQUIDITE MIXTE (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE  
PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -2

	Cohérence	Gain
1	0,593006E 00	0,785157E 03
2	0,433817E 00	0,711125E 03
3	0,195668E 00	0,602490E 03
4	0,974036E -01	0,479151E 03
5	0,100122E 00	0,447514E 03
6	0,143445E 00	0,478443E 03
7	0,217447E 00	0,618860E 03
8	0,993387E -01	0,556845E 03
9	0,755522E -01	0,666185E 03
10	0,113753E 00	0,104964E 04
11	0,517979E -01	0,802022E 03
12	0,103713E 00	0,115411E 04

TABLEAU 76

LIQUIDITE MIXTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,345073E 00	-0,345073E 00
1	-0,928904E -01	-0,920469E -01
2	-0,961133E -01	-0,101003E -01
3	0,276683E -01	-0,171793E 00
4	0,512980E -01	-0,136576E 00
5	-0,439595E -02	0,140148E -01
6	0,533689E -01	0,908683E -02
7	0,984928E -01	-0,819901E -02
8	0,355937E -01	-0,118202E -02
9	0,839681E -01	-0,557227E -02
10	0,473304E -01	0,314223E -01
11	0,735233E -01	-0,117023E -01
12	-0,101897E -01	-0,847141E -01
13	-0,365047E -02	-0,557284E -01
14	0,564090E -01	0,946254E -01
15	0,370483E -01	-0,961638E -02
16	0,523545E -01	-0,115332E 00
17	0,105635E -03	0,299355E -01
18	0,195059E -01	-0,607717E -02

## LIQUIDITE MIXTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)

## B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 0

	Cohérence	Gain
1	0,752868E 00	0,911365E -03
2	0,734976E 00	0,985645E -03
3	0,496428E 00	0,882261E -03
4	0,389615E 00	0,867971E -03
5	0,450695E 00	0,996718E -03
6	0,357060E 00	0,835200E -03
7	0,243267E 00	0,597747E -03
8	0,264982E 00	0,595744E -03
9	0,287259E 00	0,652268E -03
10	0,283272E 00	0,658436E -03
11	0,322288E 00	0,653060E -03
12	0,358696E 00	0,650510E -03



TABLEAU 77

LIQUIDITE BRUTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,319727E 00	-0,319727E 00
1	-0,726429E -01	-0,880551E -01
2	-0,948670E -01	-0,116621E -01
3	0,303334E -01	-0,182955E 00
4	0,508929E -01	-0,143203E 00
5	-0,217311E -02	0,120520E -01
6	0,426344E -01	0,962821E -02
7	0,922629E -01	-0,117719E -01
8	0,347185E -01	0,555664E -03
9	0,761213E -01	-0,379932E -02
10	0,398863E -01	0,280082E -01
11	0,800062E -01	-0,907277E -02
12	-0,222497E -02	-0,870681E -01
13	0,141854E -01	-0,545146E -01
14	0,374458E -01	0,942710E -01
15	0,305757E -01	-0,924081E -02
16	0,564993E -01	-0,116846E 00
17	0,257374E -02	0,312922E -01
18	0,240225E -01	-0,900960E -02

LIQUIDITE BRUTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)

B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 0

	Cohérence	Gain
1	0,742498E 00	0,864663E -03
2	0,717660E 00	0,914472E -03
3	0,429255E 00	0,759796E -03
4	0,325445E 00	0,736194E -03
5	0,423569E 00	0,912973E -03
6	0,327784E 00	0,776281E -03
7	0,226289E 00	0,577081E -03
8	0,258163E 00	0,596616E -03
9	0,287992E 00	0,651042E -03
10	0,303384E 00	0,656057E -03
11	0,366049E 00	0,647584E -03
12	0,413778E 00	0,641305E -03

TABLEAU 78

LIQUIDITE NETTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,349636E 00	-0,349636E 00
1	-0,103498E 00	-0,733693E -01
2	-0,766409E -01	-0,198283E -01
3	0,249080E -01	-0,174885E 00
4	0,437673E -01	-0,129051E 00
5	0,205098E -02	0,164105E -01
6	0,532136E -01	-0,551062E -02
7	0,951990E -01	0,258577E -02
8	0,367823E -01	0,821554E -02
9	0,838349E -01	-0,119018E -01
10	0,477268E -01	0,212698E -01
11	0,736614E -01	-0,240029E -02
12	-0,102213E -01	-0,100381E 00
13	-0,246807E -02	-0,487953E -01
14	0,560102E -01	0,926139E -01
15	0,374089E -01	-0,205333E -01
16	0,534220E -01	-0,112275E 00
17	0,894627E -03	0,269499E -01
18	0,192587E -01	-0,150766E -01

## LIQUIDITE NETTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)

## B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 0

	Cohérence	Gain
1	0,749558E 00	0,902319E -03
2	0,743439E 00	0,977524E -03
3	0,512751E 00	0,875106E -03
4	0,413984E 00	0,872780E -03
5	0,483642E 00	0,101475E -02
6	0,400594E 00	0,880549E -03
7	0,263979E 00	0,637756E -03
8	0,238748E 00	0,589378E -03
9	0,250664E 00	0,624838E -03
10	0,255434E 00	0,629015E -03
11	0,312334E 00	0,653324E -03
12	0,360605E 00	0,673228E -03

TABLEAU 79

LIQUIDITE VOLONTAIRE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,461879E 00	-0,461879E 00
1	-0,115358E 00	-0,447115E -01
2	-0,291635E -01	0,650581E -01
3	-0,920625E -01	-0,251580E 00
4	0,134388E -02	-0,493980E -01
5	-0,943182E -03	0,504834E -01
6	-0,571452E -02	-0,509652E -01
7	0,996772E -01	0,402072E -01
8	0,143893E 00	-0,175937E -01
9	0,105365E 00	0,132487E 00
10	-0,641841E -01	0,378497E -01
11	0,136388E 00	-0,310514E -01
12	-0,288247E -01	-0,102071E 00
13	-0,530892E -01	-0,410384E -01
14	0,886280E -02	0,125118E 00
15	0,224742E -01	0,238484E -02
16	-0,246180E -01	-0,426142E -01
17	0,134044E -01	0,949064E -01
18	-0,536518E -01	-0,532720E -01

LIQUIDITE VOLONTAIRE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 0

	Cohérence	Gain
1	0,637908E 00	0,990289E -03
2	0,523839E 00	0,101747E -02
3	0,312352E 00	0,930598E -03
4	0,242316E 00	0,101585E -02
5	0,299398E 00	0,121490E -02
6	0,368875E 00	0,126984E -02
7	0,478053E 00	0,125469E -02
8	0,549619E 00	0,120293E -02
9	0,442393E 00	0,108316E -02
10	0,214250E 00	0,779338E -03
11	0,684467E -01	0,420259E -03
12	0,517280E -01	0,349456E -03

TABLEAU 80

LIQUIDITE VOLONTAIRE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,353131E 00	-0,353131E 00
1	-0,231876E 01	-0,212010E 01
2	0,200361E 01	0,225160E 01
3	0,214138E 01	-0,116070E 01
4	-0,362134E 01	0,445634E 00
5	-0,647823E 01	-0,245891E 00
6	0,895356E 01	0,387358E 00
7	0,494845E 00	0,107085E 01
8	-0,869375E 00	-0,433166E -01
9	-0,142401E 00	-0,576407E 00
10	0,128244E 01	0,220789E 01
11	0,680688E 00	-0,123038E 01
12	-0,269435E 01	0,605609E 00
13	0,158649E 01	-0,103170E 00
14	0,232799E 01	-0,206999E 01
15	-0,243082E 01	0,612424E 00
16	-0,133893E 01	0,221249E 01
17	0,152358E 01	-0,285865E 01
18	-0,131517E 01	0,546804E 01

LIQUIDITE VOLONTAIRE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)

B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -4

	Cohérence	Gain
1	0,489404E -01	0,383078E -04
2	0,206911E -01	0,151843E -04
3	0,249561E -01	0,107325E -04
4	0,108752E 00	0,178543E -04
5	0,255615E 00	0,254929E -04
6	0,320279E 00	0,254785E -04
7	0,191163E 00	0,168213E -04
8	0,989974E -01	0,109258E -04
9	0,903975E -01	0,946725E -05
10	0,894641E -01	0,797081E -05
11	0,529815E -01	0,516916E -05
12	0,993381E -03	0,660158E -06

TABLEAU 81

LIQUIDITE MIXTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,141786E 01	-0,141786E 01
1	-0,196818E 01	-0,206914E 01
2	0,381023E 01	0,253010E 01
3	0,119765E 01	-0,126215E 01
4	-0,390273E 01	0,477197E 00
5	0,145126E 01	-0,620168E 00
6	0,102377E 01	0,506614E 00
7	0,409683E 00	0,877556E 00
8	-0,694470E 00	0,334426E 00
9	-0,275068E 00	-0,661995E 00
10	0,131088E 01	0,245123E 01
11	0,810605E 00	-0,127211E 01
12	-0,264343E 01	0,187499E 00
13	0,146418E 01	0,560101E 00
14	0,247928E 01	-0,232013E 01
15	-0,244934E 01	0,318280E 00
16	-0,139048E 01	0,238151E 01
17	0,143338E 01	-0,289533E 01
18	-0,125013E 01	0,143620E 01

LIQUIDITE MIXTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)

B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -4

	Cohérence	Gain
1	0,220841E 00	0,960602E -04
2	0,186839E 00	0,557926E -04
3	0,155754E 00	0,356535E -04
4	0,266586E 00	0,414850E -04
5	0,389027E 00	0,470330E -04
6	0,413211E 00	0,432899E -04
7	0,314690E 00	0,323164E -04
8	0,219800E 00	0,228252E -04
9	0,147800E 00	0,161988E -04
10	0,760317E -01	0,100007E -04
11	0,140257E 00	0,117444E -04
12	0,243960E 00	0,146348E -04



TABLEAU 82

## LIQUIDITE BRUTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)

## A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,319727E 00	-0,319727E 00
1	-0,726429E -01	-0,880551E -01
2	-0,948670E -01	-0,116621E -01
3	0,303334E -01	-0,182955E 00
4	0,508929E -01	-0,143203E 00
5	-0,217311E -02	0,120520E -01
6	0,426344E -01	0,962821E -02
7	0,922629E -01	-0,117719E -01
8	0,347185E -01	0,555664E -03
9	0,761213E -01	-0,379932E -02
10	0,398863E -01	0,280082E -01
11	0,800062E -01	-0,907277E -02
12	-0,222497E -02	-0,870681E -01
13	0,141854E -01	-0,545146E -01
14	0,374458E -01	0,942710E -01
15	0,305757E -01	-0,924081E -02
16	0,564993E -01	-0,116846E 00
17	0,257374E -02	0,312922E -01
18	0,240225E -01	-0,900960E -02

## LIQUIDITE BRUTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)

## B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -4

	Cohérence	Gain
1	0,520338E -01	0,377366E -04
2	0,224713E -01	0,148574E -04
3	0,284017E -01	0,106036E -04
4	0,125421E 00	0,177940E -04
5	0,286107E 00	0,254833E -04
6	0,343453E 00	0,255946E -04
7	0,195327E 00	0,170204E -04
8	0,986788E -01	0,110675E -04
9	0,900650E -01	0,942004E -05
10	0,931189E -01	0,782943E -05
11	0,594238E -01	0,509370E -05
12	0,190919E -02	0,840048E -06

TABLEAU 83

LIQUIDITE NETTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,141813E 01	-0,141813E 01
1	-0,195306E 01	-0,207770E 01
2	0,378329E 01	0,252994E 01
3	0,121691E 01	-0,116250E 01
4	-0,390093E 01	0,408070E 00
5	0,143350E 01	-0,742226E 00
6	0,103021E 01	0,730046E 00
7	0,409773E 00	0,815999E 00
8	-0,700704E 00	0,434458E -01
9	-0,275342E 00	-0,314698E 00
10	0,131237E 01	0,230472E 01
11	0,810202E 00	-0,112181E 01
12	-0,264303E 01	0,595951E -01
13	0,146542E 01	0,563480E 00
14	0,247921E 01	-0,228916E 01
15	-0,244884E 01	0,301150E 00
16	-0,138938E 01	0,237243E 01
17	0,143330E 01	-0,287269E 01
18	-0,124928E 01	0,141346E 01

LIQUIDITE NETTE (SERIE I) ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)

B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -4

	Cohérence	Gain
1	0,486414E -01	0,378949E -04
2	0,208313E -01	0,150238E -04
3	0,260806E -01	0,107080E -04
4	0,114303E 00	0,178557E -04
5	0,265566E 00	0,255375E -04
6	0,322769E 00	0,254588E -04
7	0,180087E 00	0,167223E -04
8	0,899552E -01	0,108550E -04
9	0,855178E -01	0,944292E -05
10	0,875658E -01	0,793331E -05
11	0,507658E -01	0,514199E -05
12	0,107754E -02	0,709679E -06

TABLEAU 84

SOLDE INTERBANCAIRE PASSIF AVEC L'ETRANGER (SERIE I)  
 ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)  
 A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	0,965900E 03	0,965900E 03
1	-0,470327E 03	-0,212550E 03
2	-0,153266E 03	0,634073E 03
3	-0,274593E 03	-0,133533E 04
4	0,350331E 02	0,645797E 03
5	0,581197E 02	0,331462E 03
6	0,420463E 03	-0,764822E 03
7	-0,989143E 03	0,127113E 03
8	0,232132E 02	0,184365E 03
9	0,694618E 03	0,660329E 03
10	0,642742E 03	-0,688262E 03
11	-0,207863E 04	-0,839323E 02
12	0,145335E 04	0,560357E 03
13	0,134865E 04	-0,529978E 03
14	-0,952999E 03	-0,619560E 03
15	-0,487964E 03	0,129410E 04
16	0,267605E 03	-0,108833E 04
17	-0,636125E 03	0,149189E 04
18	0,407655E 03	-0,754444E 03

SOLDE INTERBANCAIRE PASSIF AVEC L'ETRANGER (SERIE I)  
 ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)  
 B. SPECTRE CROISE  
 PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 3

	Cohérence	Gain
1	0,374378E -02	0,354856E -02
2	0,279450E -01	0,656903E -02
3	0,500198E -01	0,596982E -02
4	0,292435E -01	0,378810E -02
5	0,559036E -01	0,531219E -02
6	0,505668E -01	0,555551E -02
7	0,200872E -01	0,387490E -02
8	0,908585E -02	0,262129E -02
9	0,173742E -01	0,307316E -02
10	0,534862E -01	0,388204E -02
11	0,916217E -01	0,372186E -02
12	0,792068E -01	0,317872E -02

TABLEAU 85

SOLDE INTERBANCAIRE PASSIF AVEC L'ETRANGER (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	0,615220E 02	0,615220E 02
1	0,759357E 02	-0,191564E 02
2	0,215671E 02	0,310187E 02
3	-0,500043E 02	0,541492E 02
4	0,258915E 02	0,136558E 02
5	-0,137999E 02	-0,353655E 02
6	-0,427886E 02	0,283624E 02
7	0,114443E 02	-0,376952E 02
8	0,189035E 02	-0,296113E 02
9	0,351609E 00	-0,177728E 01
10	0,148298E 01	0,496416E 01
11	0,700939E 01	-0,233917E 02
12	0,292085E 02	0,236959E 02
13	-0,216111E 02	-0,248576E 02
14	0,255923E 02	0,359192E 01
15	-0,719806E 01	0,448684E 02
16	-0,599853E 02	0,183647E 02
17	0,294175E 02	0,240837E 02
18	-0,731143E 02	-0,145882E 02

SOLDE INTERBANCAIRE PASSIF AVEC L'ETRANGER (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -1

	Cohérence	Gain
1	0,305546E 00	0,194453E 00
2	0,354133E 00	0,254691E 00
3	0,300414E 00	0,269655E 00
4	0,235249E 00	0,275954E 00
5	0,244031E 00	0,326799E 00
6	0,272676E 00	0,400520E 00
7	0,162978E 00	0,347681E 00
8	0,355997E -01	0,172927E 00
9	0,427290E -02	0,589029E -01
10	0,191004E -01	0,107695E 00
11	0,108594E 00	0,207557E 00
12	0,217930E 00	0,273420E 00

TABLEAU 86

SOLDE INTERBANCAIRE NET, DEPOTS BANQUE CENTRALE (SERIE I)  
 ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)  
 A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,943190E 03	-0,943190E 03
1	-0,965358E 03	-0,217557E 04
2	0,307504E 04	0,171391E 04
3	0,208801E 04	-0,406242E 03
4	-0,624840E 04	-0,341103E 03
5	0,513498E 04	-0,115506E 03
6	-0,178866E 04	0,594355E 04
7	0,128203E 04	-0,492892E 04
8	-0,643834E 03	0,870508E 03
9	-0,106248E 04	-0,144495E 04
10	0,184496E 04	0,251431E 04
11	-0,274963E 03	-0,534446E 03
12	-0,225544E 04	-0,248383E 04
13	0,213037E 04	0,146483E 04
14	-0,584994E 03	0,102153E 04
15	0,400729E 03	-0,780184E 03
16	-0,123409E 04	0,143968E 04
17	0,109200E 04	-0,253049E 04
18	-0,650809E 03	-0,168046E 04

SOLDE INTERBANCAIRE NET, DEPOTS BANQUE CENTRALE (SERIE I)  
 ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)  
 B. SPECTRE CROISE  
 PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -4

	Cohérence	Gain
1	0,335898E -01	0,312715E -01
2	0,237677E -01	0,170988E -01
3	0,166473E -01	0,102392E -01
4	0,710540E -01	0,160204E -01
5	0,199759E 00	0,229800E -01
6	0,249677E 00	0,232973E -01
7	0,178936E 00	0,173439E -01
8	0,176714E 00	0,161343E -01
9	0,247799E 00	0,187924E -01
10	0,276764E 00	0,188355E -01
11	0,224655E 00	0,157341E -01
12	0,173325E 00	0,132793E -01



TABLEAU 87

SOLDE INTERBANCAIRE NET, DEPOTS BANQUE CENTRALE (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)

## A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,312136E 03	-0,312136E 03
1	-0,982274E 02	-0,924305E 02
2	-0,894152E 02	-0,494213E 02
3	0,839055E 02	-0,107839E 03
4	-0,115814E 01	-0,126443E 03
5	0,441261E 02	0,955175E 02
6	0,210713E 02	-0,439190E 02
7	-0,804751E 01	-0,380695E 02
8	0,395838E 02	0,381778E 02
9	0,293726E 02	-0,128848E 03
10	0,509640E 02	0,465187E 02
11	0,498934E 02	-0,112525E 03
12	-0,665721E 02	-0,120007E 03
13	0,544545E 02	-0,104191E 02
14	0,783041E 02	0,765827E 02
15	0,231974E 02	-0,716677E 02
16	0,727576E 02	-0,120474E 03
17	0,178845E 02	-0,649759E 01
18	0,842142E 02	0,217154E 02

SOLDE INTERBANCAIRE NET, DEPOTS BANQUE CENTRALE (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)

## B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 0

	Cohérence	Gain
1	0,614397E 00	0,811240E 00
2	0,622525E 00	0,953088E 00
3	0,511772E 00	0,104638E 01
4	0,333443E 00	0,891366E 00
5	0,283923E 00	0,806683E 00
6	0,239404E 00	0,708260E 00
7	0,164664E 00	0,524098E 00
8	0,857897E -01	0,374663E 00
9	0,634494E -01	0,367527E 00
10	0,695224E -01	0,438246E 00
11	0,284583E 00	0,907116E 00
12	0,449681E 00	0,110917E 01

TABLEAU 88

SOLDE INTERBANCAIRE ACTIF AVEC DES BANQUES ETRANGERES (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES TITRES (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	0,118549E 02	0,118549E 02
1	0,128158E 03	0,108084E 03
2	-0,199485E 03	-0,676711E 01
3	0,149025E 03	-0,341936E 02
4	-0,161678E 02	-0,577684E 02
5	-0,682231E 02	-0,424135E 02
6	0,134679E 02	0,579224E 02
7	-0,451590E 02	-0,123024E 01
8	0,402706E 02	0,919585E 01
9	-0,149266E 02	-0,802596E 01
10	0,423551E 02	-0,504657E 02
11	-0,877457E 02	0,504681E 02
12	0,616840E 01	0,255879E 02
13	-0,136374E 03	-0,622733E 02
14	0,156008E 03	-0,378064E 02
15	-0,403561E 02	0,620449E 01
16	-0,128309E 02	0,221808E 02
17	0,177650E 02	0,408908E 02
18	0,599531E 02	0,162036E 01

SOLDE INTERBANCAIRE ACTIF AVEC DES BANQUES ETRANGERES (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES TITRES (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE  
PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -2

	Cohérence	Gain
1	0,336062E 00	0,182586E 00
2	0,365983E 00	0,204463E 00
3	0,184353E 00	0,148549E 00
4	0,127276E 00	0,132097E 00
5	0,328260E 00	0,221080E 00
6	0,279804E 00	0,224747E 00
7	0,178545E 00	0,226099E 00
8	0,154558E 00	0,235512E 00
9	0,185492E 00	0,248991E 00
10	0,283773E 00	0,290844E 00
11	0,347909E 00	0,288037E 00
12	0,343173E 00	0,258294E 00

TABLEAU 91

SOLDE INTERBANCAIRE NET, DEPOTS BANQUE CENTRALE (SERIE I)  
ET TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN TITRES (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,421727E 03	-0,421727E 03
1	0,843005E 02	0,218893E 03
2	0,742903E 02	-0,158940E 03
3	0,119242F 03	0,953234E 02
4	0,400210E 02	0,595975E 02
5	0,342926E 01	0,205448E 02
6	0,217482E 02	0,119773E 03
7	0,513866E 02	-0,121790E 03
8	-0,179262E 03	-0,645438E 02
9	-0,342972E 02	-0,918330E 02
10	0,128504E 03	-0,504525E 01
11	-0,146378E 03	-0,220134E 03
12	0,185588E 03	0,406307E 03
13	0,202493E 02	-0,328830E 02
14	-0,443557E 02	-0,390186E 01
15	-0,115046E 03	-0,127043E 03
16	-0,177529E 03	-0,111029E 03
17	0,124792E 02	0,748964E 02
18	-0,509913E 02	-0,277988E 02

SOLDE INTERBANCAIRE NET, DEPOTS BANQUE CENTRALE (SERIE I)  
ET TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN TITRES (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE  
PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 0

	Cohérence	Gain
1	0,131374E -01	0,146018E 00
2	0,132266E 00	0,400997E 00
3	0,271202E 00	0,511991E 00
4	0,214772E 00	0,422305E 00
5	0,153980E 00	0,862648E 00
6	0,170328E 00	0,888439E 00
7	0,151566E 00	0,846598E 00
8	0,172993E 00	0,850498E 00
9	0,281185E 00	0,481697E 00
10	0,387007E 00	0,485049E 00
11	0,467198E 00	0,499501E 00
12	0,500124E 00	0,495425E 00

TABLEAU 92

TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN TITRES (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,671708E 02	-0,671708E 02
1	-0,492867E 02	0,661798E 02
2	0,604168E 02	0,215666E 01
3	-0,160074E 03	-0,184855E 03
4	0,620580E 02	0,802500E 02
5	0,704309E 01	-0,142611E 03
6	0,270817E 02	-0,435555E 02
7	0,816776E 02	0,671789E 02
8	0,677573E 02	-0,599710E 02
9	0,122677E 03	0,202466E 03
10	-0,330473E 02	-0,107104E 03
11	0,899332E 02	0,918539E 02
12	0,438622E 02	0,245111E 02
13	-0,910801E 02	-0,443114E 02
14	-0,167812E 02	0,215955E 02
15	0,841333E 02	0,463608E 02
16	-0,387107E 02	0,746124E 02
17	0,176118E 02	0,863210E 02
18	-0,696415E 02	-0,367195E 02

TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN TITRES (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 3

	Cohérence	Gain
1	0,118459E 00	0,279612E 00
2	0,743560E -01	0,298742E 00
3	0,931250E -01	0,454015E 00
4	0,544458E -01	0,395266E 00
5	0,646801E -02	0,131745E 00
6	0,328146E -01	0,278600E 00
7	0,971673E -01	0,452220E 00
8	0,218423E 00	0,709414E 00
9	0,328014E 00	0,102645E 01
10	0,196950E 00	0,946034E 00
11	0,146137E 00	0,889513E 00
12	0,872226E -01	0,697304E 00

TABLEAU 93

TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN TITRES (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS PRIVES (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,104342E 03	-0,104342E 03
1	-0,541059E 02	0,120293E 03
2	0,537869E 02	-0,162990E 02
3	-0,845395E 02	-0,197513E 03
4	0,827839E 02	0,848267E 02
5	-0,671382E 02	-0,139353E 03
6	0,219361E 00	-0,562144E 02
7	0,105485E 03	0,104632E 03
8	0,433180E 02	-0,265403E 02
9	0,143546E 03	0,132435E 03
10	0,102048E 02	-0,840182E 02
11	0,194711E 02	0,194382E 02
12	0,318667E 03	0,648915E 02
13	-0,108310E 02	-0,589834E 02
14	0,563578E 02	0,163703E 02
15	0,377163E 02	0,622414E 02
16	-0,410662E 02	0,732643E 02
17	0,115814E 02	0,106524E 03
18	-0,190181E 02	-0,573647E 02

TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN TITRES (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS PRIVES (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE  
PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 3

	Cohérence	Gain
1	0,139027E 00	0,339494E 00
2	0,107582E 00	0,401369E 00
3	0,115038E 00	0,542321E 00
4	0,114251E 00	0,589450E 00
5	0,348303E -01	0,316766E 00
6	0,855623E -01	0,480890E 00
7	0,246583E 00	0,795133E 00
8	0,407274E 00	0,105698E 01
9	0,456999E 00	0,128608E 01
10	0,249193E 00	0,120700E 01
11	0,127131E 00	0,119390E 01
12	0,105719E 00	0,131206E 01



TABLEAU 94

BONS DU TRESOR, TITRES PUBLICS ET OBLIGATIONS PRIVEES (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,576543E 02	-0,576543E 02
1	0,161579E 02	-0,187901E 02
2	0,168519E 01	0,518628E 01
3	-0,707292E 02	-0,550061E 02
4	0,409333E 02	-0,691265E 01
5	-0,223600E 02	-0,831189E 02
6	0,644332E 02	0,253371E 02
7	0,986852E 02	0,236916E 02
8	0,244165E 02	-0,305214E 02
9	0,465713E 02	0,681922E 02
10	-0,996492E -01	-0,842211E 01
11	0,146935E 02	0,975052E 02
12	0,447241E 02	0,115526E 02
13	-0,662365E 02	-0,817888E 02
14	-0,167598E 02	0,877197E 00
15	0,153638E 02	0,409938E 02
16	-0,606263E 01	0,196085E 01
17	-0,414609E 02	0,180861E 02
18	-0,418783E 02	-0,128048E 02

BONS DU TRESOR, TITRES PUBLICS ET OBLIGATIONS PRIVEES (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE  
PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -3

	Cohérence	Gain
1	0,876855E -01	0,191781E 00
2	0,894678E -01	0,252336E 00
3	0,727482E -01	0,272138E 00
4	0,728817E -01	0,275520E 00
5	0,601785E -01	0,231055E 00
6	0,191140E -01	0,114858E 00
7	0,389396E -01	0,134591E 00
8	0,160130E 00	0,272950E 00
9	0,241228E 00	0,418361E 00
10	0,164678E 00	0,401599E 00
11	0,977869E -01	0,303718E 00
12	0,114696E 00	0,313699E 00

TABLEAU 95

BONS DU TRESOR ET TITRES PUBLICS (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,569889E 02	-0,569889E 02
1	0,154083E 02	-0,185030E 02
2	0,816320E 00	0,349932E 01
3	-0,697249E 02	-0,530082E 02
4	0,393798E 02	-0,807234E 01
5	-0,206727E 02	-0,834285E 02
6	0,649846E 02	0,263291E 02
7	0,979014E 02	0,244089E 02
8	0,242066E 02	-0,290332E 02
9	0,471274E 02	0,667899E 02
10	0,326529E 00	-0,850864E 01
11	0,146854E 02	0,971181E 02
12	0,450308E 02	0,111574E 02
13	-0,671644E 02	-0,808368E 02
14	-0,168688E 02	-0,125515E 00
15	0,155871E 02	0,417019E 02
16	-0,601503E 01	0,194798E 01
17	-0,417079E 02	0,173638E 02
18	-0,403071E 02	-0,114782E 02

BONS DU TRESOR ET TITRES PUBLICS (SERIE I)  
ET ENSEMBLE DES EMPLOIS (SERIE II)  
B. SPECTRE CROISE  
PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -3

	Cohérence	Gain
1	0,887564E -01	0,192705E 00
2	0,910644E -01	0,254281E 00
3	0,740364E -01	0,274230E 00
4	0,728837E -01	0,275669E 00
5	0,593278E -01	0,230044E 00
6	0,194650E -01	0,116213E 00
7	0,362788E -01	0,129844E 00
8	0,151470E 00	0,263835E 00
9	0,233730E 00	0,408537E 00
10	0,161033E 00	0,394275E 00
11	0,923718E -01	0,293028E 00
12	0,106355E 00	0,299554E 00

TABLEAU 96

BONS DU TRESOR, TITRES PUBLICS ET EMPLOIS PUBLICS (SERIE I)  
 ET DEPOTS PUBLICS (SERIE II)  
 A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,142992E 02	-0,142992E 02
1	-0,219487E 02	0,775848E 00
2	0,333841E 02	0,134795E 02
3	-0,124103E 02	-0,664590E 01
4	-0,664086E 01	0,358631E 00
5	-0,200266E 02	0,410809E 02
6	0,780437E 02	-0,339149E 00
7	-0,565915E 02	-0,344811E 02
8	0,424223E 02	-0,383132E 02
9	-0,399473E 02	0,305213E 02
10	0,562305E 02	0,660560E 02
11	-0,198266E 02	-0,348668E 02
12	-0,271011E 02	0,478613E 02
13	-0,447110E 02	-0,543275E 02
14	0,158297E 02	-0,721695E 01
15	-0,276826E 02	-0,255163E 02
16	0,413215E 02	-0,227849E 02
17	0,165882E 02	-0,626312E 02
18	-0,177814E 02	0,682009E 02

BONS DU TRESOR, TITRES PUBLICS ET EMPLOIS PUBLICS (SERIE I)  
 ET DEPOTS PUBLICS (SERIE II)  
 B. SPECTRE CROISE  
 PARAMETRE D'ALIGNEMENT = -2

	Cohérence	Gain
1	0,382327E -02	0,972089E -01
2	0,148333E -01	0,199113E 00
3	0,418411E -02	0,927193E -01
4	0,216630E -02	0,573112E -01
5	0,221789E -01	0,157798E 00
6	0,854136E -01	0,249094E 00
7	0,876769E -01	0,210474E 00
8	0,196198E -01	0,113462E 00
9	0,508769E -02	0,801741E -01
10	0,179960E -01	0,174517E 00
11	0,756732E -01	0,292322E 00
12	0,866737E -01	0,280895E 00

TABLEAU 97

BONS DU TRESOR, TITRES PUBLICS ET EMPLOIS PUBLICS (SERIE I)  
 ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)  
 A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	-0,191083E 04	-0,191083E 04
1	-0,820530E 02	0,273303E 03
2	0,840734E 03	0,141238E 04
3	-0,354140E 03	-0,863054E 03
4	0,153880E 04	0,998810E 02
5	-0,292313E 04	0,822876E 03
6	0,227109E 04	-0,626644E 04
7	-0,119792E 04	0,595058E 04
8	0,756887E 03	-0,104412E 04
9	0,460050E 03	0,151254E 04
10	0,950848E 03	-0,839191E 03
11	-0,976372E 03	-0,633439E 02
12	0,612467E 03	0,161084E 04
13	-0,815770E 03	-0,408018E 03
14	0,150601E 04	-0,298310E 04
15	-0,141308E 04	0,196694E 04
16	-0,819939E 03	-0,354694E 03
17	0,134885E 03	0,459185E 03
18	0,500049E 03	0,192125E 04

BONS DU TRESOR, TITRES PUBLICS ET EMPLOIS PUBLICS (SERIE I)  
 ET ENSEMBLE DES DEPOTS (SERIE II)  
 B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 0

	Cohérence	Gain
1	0,689274E -01	0,265231E -01
2	0,127508E -02	0,264616E -02
3	0,326081E -01	0,993107E -02
4	0,163326E 00	0,172577E -01
5	0,142257E 00	0,127623E -01
6	0,447955E -01	0,558688E -02
7	0,877538E -01	0,642242E -02
8	0,146629E 00	0,858684E -02
9	0,134407E 00	0,904330E -02
10	0,120278E -02	0,850608E -03
11	0,656512E -01	0,617908E -02
12	0,113529E -02	0,821009E -03

TABLEAU 98

CREDIT AU COMMERCE (SERIE I) ET SOLDE NET INTERBANCAIRE (SERIE II)

## A. CROSS-COVARIANCE

	Série retardée I	Série retardée II
0	0,190752E 02	0,190752E 02
1	-0,404404E 02	-0,350603E 02
2	0,550195E 01	-0,179452E 01
3	0,238587E 02	0,461645E 02
4	-0,459383E 02	-0,303576E 02
5	0,247898E 02	0,185442E 02
6	0,187467E 02	0,360115E 02
7	0,601945E 01	-0,155762E 02
8	0,274133E 02	0,220258E 02
9	-0,173927E 02	-0,542910E 01
10	-0,801136E 01	0,164260E 02
11	0,699543E 00	-0,118260E 02
12	-0,329917E 02	0,500833E 01
13	0,326291E 02	-0,198251E 02
14	-0,702148E 01	-0,145375E 02
15	-0,189070E 02	0,517839E 01
16	0,399895E 02	0,292927E 00
17	-0,165065E 02	-0,477975E 01
18	-0,128604E 02	0,104153E 02

CREDIT AU COMMERCE (SERIE I) ET SOLDE NET INTERBANCAIRE (SERIE II)

## B. SPECTRE CROISE

PARAMETRE D'ALIGNEMENT = 3

	Cohérence	Gain
1	0,134381E 00	0,415831E 00
2	0,164988E 00	0,433535E 00
3	0,833539E -01	0,292177E 00
4	0,344237E -01	0,165266E 00
5	0,773304E -01	0,227227E 00
6	0,123512E 00	0,288496E 00
7	0,152800E 00	0,311525E 00
8	0,271132E 00	0,424564E 00
9	0,280691E 00	0,457975E 00
10	0,148319E 00	0,321602E 00
11	0,100916E -01	0,713211E -01
12	0,424867E -02	0,410877E -01





## BIBLIOGRAPHIE

- ADEKUNLE J. O., « *The Demand for Money: Evidence from Developed and Less Developed Economies* », IMF Staff Papers, Vol. XV, N. 2, juillet 1968.
- AIGNER D. Jr. et BRYAN W. R., « *The Determinants of Member-Bank Borrowing: A Critique* », Journal of Finance, décembre 1968.
- ANDERSEN L. et BURGER A. E., « *Asset Management and Commercial Bank Portfolio Behavior: Theory and Practice* », Journal of Finance, mai 1969.
- BANCA D'ITALIA, Bollettino, novembre/décembre 1973.
- BANK OF ENGLAND, « *Control of Bank Lending: the Cash Deposits Scheme* », The Bank of England Quarterly Bulletin, juin 1968.
- BANK OF ENGLAND, « *Reserve Ratios and Special Deposits* », The Bank of England Quarterly Bulletin, septembre 1971.
- BAUMOL W. J., « *The Transactions Demand for Cash: an Inventory Theoretic Approach* », Quarterly Journal of Economics, novembre 1952.
- BELL G., « *Credit Creation through Eurodollars* », dans: Eric Chalmers éd., « *Readings in the Eurodollar* », Londres, W. P. Griffith, 1969.
- BERTONI A., « *La gestione della tesoreria delle banche di deposito. La situazione italiana e gli insegnamenti stranieri* », Milan, Giuffrè, 1974.
- BRAINARD W. C. et TOBIN J., « *Pitfalls in Financial Model Building* », American Economic Review, mai 1968.
- BRIMMER A. F., « *The Banking Structure and Monetary Management* », Document lu au San Francisco Bond Club, 1 avril 1970.
- BRIMMER A. F., « *Multinational Banks and the Management of Monetary Policy in the United States* », Journal of Finance, mai 1973.
- BRUNNER K., « *Two Major Issues in Recent Monetary Policy* », Journal of Money, Credit and Banking, février 1970.
- BRUNNER K. et MELTZER A. H., « *The Federal Reserve's Attachment to Free Reserves* », dans: Alan D. Entine éd., « *Monetary Economics* », Belmont, Wadsworth, 1968.

- BRYAN W.R. et CARLETON W.T., « *Short-run Adjustments of an Individual Bank* », *Econometrica*, avril 1967.
- BURGER A.E., « *The Implementation Problem of Monetary Policy* », Federal Reserve Bank of St. Louis, Review, mars 1971.
- BURGER A.E., « *The Money Supply Process* », Belmont, Wadsworth, 1971.
- CACY J.A., « *Determinants of Member Bank Borrowing* », Federal Reserve Bank of Kansas City, Monthly Review, février 1971.
- CACY J.A., « *Reserve Adjustments: Some Empirical Findings* », Federal Reserve Bank of Kansas City, Monthly Review, juin 1971.
- CASTELLINO O., « *Di alcuni modelli di comportamento delle banche ordinarie* », *Ratio*, 1970, N. 6.
- CAWTHORNE D.R., « *Reserve Adjustments of City Banks* », dans: D.R. Cawthorne, Sam B. Chase and Lysle Gramley, eds., « *Essays in Commercial Banking* », Federal Reserve Bank of Kansas City, 1969.
- CENTRAL BANK OF KENYA, Annual Report 1967.
- CENTRAL BANK OF KENYA, « *Money and Banking in Kenya* », Nairobi, 1972.
- CENTRAL BANK OF KENYA, Economic and Financial Review, plusieurs numéros.
- CHRISTELOW D.B., « *Britain's New Monetary Control System* », Federal Reserve Bank of New York, Monthly Review, janvier 1974.
- COHEN B.C., « *Deposit Demand and the Pricing of Demand Deposits* », *Quarterly Journal of Economics*, août 1970.
- COPPOCK D.J. et GIBSON N.J., « *The Volume of Deposits and the Cash and Liquid Assets Ratios* », The Manchester School, septembre 1963.
- CROSSE H.D. et HEMPEL G.H., « *Management Policies for Commercial Banks* », Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 2e édition, 1973.
- DAVIS C., « *Banking in Kenya* », The Banker, septembre 1973.
- DELL'AMORE G., « *Consumi e risparmi nel processo di sviluppo economico* », Milan, Giuffrè, 1964.
- DELL'AMORE G., « *Il credito al consumo* », Milan, Giuffrè, 1964.
- DELL'AMORE G., « *Economia delle aziende di credito* », Vol. I: « *I prestiti bancari* », Milan, Giuffrè, 1965.
- DELL'AMORE G., « *Economia dei saggi attivi bancari* », Milan, Giuffrè, 1971.
- DERWALD W.F. et DREESE R.G., « *Bank Behavior with Respect to Deposit Variability* », *Journal of Finance*, septembre 1970.
- DILL A., « *Liability Management Banking. Its Growth and Impact* », Federal Reserve Bank of Atlanta, Monthly Review, février 1971.
- DILLON B., « *Financial Institutions in Kenya: 1964-1971* », University of Nairobi, Institute for Development Studies, Working Paper No. 61, septembre 1972.

- FABRIZI P., « *L'evoluzione del controllo del credito in Gran Bretagna* », Milan, Giuffrè, 1973.
- FORESTIERI G., « *Le operazioni a medio termine nell'evoluzione delle banche di deposito* », Milan, Giuffrè, 1974.
- FRATIANNI M. et SAVONA P., « *La liquidità internazionale - Proposta per la ridefinizione del problema* », Bologne, Il Mulino, 1972.
- FREDIANI L., « *La ricerca operativa* », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1973.
- FRIEDMAN M., « *The Quantity Theory of Money — A Restatement* », dans: Milton Friedman éd., « *Studies in the Quantity Theory of Money* », University of Chicago Press, 1956.
- FRIEDMAN M., « *The Lag in Effect of Monetary Policy* », *Journal of Political Economy*, octobre 1961.
- FRIEDMAN M., « *Vault Cash and Free Reserves* », *Journal of Political Economy*, avril 1961.
- FRIEDMAN M., « *The Eurodollar Market: Some First Principles* », *The Morgan Guaranty Survey*, octobre 1969.
- FRIEDMAN M., « *Controls on Interest Rates Paid by Banks* », *Journal of Money, Credit and Banking*, février 1970.
- FRIEDMAN M., « *A Theoretical Framework for Monetary Analysis* », *Journal of Political Economy*, mars/avril 1970.
- FROST P. A., « *Banks' Demand for Excess Reserves* », *Journal of Political Economy*, juillet/août 1971.
- FROST P. A. et SARGENT T. J., « *Money-Market Rates, the Discount Rate, and Borrowing from the Federal Reserve* », *Journal of Money, Credit and Banking*, février 1970.
- GALBRAITH J. A. et GUTHRIE A. L., « *Cash Reserve Ratios and Banking Reserve Behavior* », *Journal of Political Economy*, janvier/février 1970.
- GIBSON N. J., « *Special Deposits as an Instrument of Monetary Policy* », *The Manchester School*, septembre 1964.
- GOLDFELD S. M., « *Commercial Bank Behaviour and Economic Activity. A Structure Study of Monetary Policy in the Postwar United States* », Amsterdam, North Holland, 1966.
- GOLDFELD S. M. et JAFFEE D. M., « *The Determinants of Deposit Rate Setting by Savings and Loan Associations* », *Journal of Finance*, juin 1970.
- GOLDFELD S. M. et KANE E. J., « *The Determinants of Member-Bank Borrowing: An Econometric Study* », *Journal of Finance*, septembre 1966.
- GUTTENTAG J. M. et LINDSAY R., « *The Uniqueness of Commercial Banks* », *Journal of Political Economy*, septembre/octobre 1968.
- HALL C. W., « *Defining Money: Problems and Issues* », *Federal Reserve Bank of Cleveland, Economic Review*, octobre 1971.
- HICKS J. R., « *A Suggestion for Simplifying the Theory of Money* », *Economica*, février 1935.

- HODGMAN D. R., « *Commercial Bank Loan and Investment Policy* », University of Illinois, 1963.
- HORWICH G., « *Elements of Timing and Response in the Balance Sheet of Banking 1953-55* », *Journal of Finance*, mai 1957.
- INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT, « *The Economic Development of Kenya* », Rapport d'une mission d'étude, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1963.
- INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT, « *Economic Progress and Prospects in Kenya, 1972* », Vol. II: « *The Mobilization of Private Savings* ».
- INTERNATIONAL MONETARY FUND, « *International Financial Statistics* », février 1974.
- JORDAN J. L., « *Relations among Monetary Aggregates* », Federal Reserve Bank of St. Louis, Review, mars 1969.
- JORDAN J. L., « *Elements of Money Stock Determination* », Federal Reserve Bank of St. Louis, Review, octobre 1969.
- JUCKER-FLEETWOOD E. E., « *Money and Finance in Africa* », Londres, Allen & Unwin, 1964.
- KANE E. J. et MALKIEL B. G., « *Bank Portfolio Allocation, Deposit Variability and the Availability Doctrine* », *Quarterly Journal of Economics*, février 1965.
- KERN D., « *Public Sector Deficits* », *National Westminster Bank Quarterly Review*, mai 1974.
- KNIGHT R. E., « *Correspondent Banking, Part III, Account Analysis* », Federal Reserve Bank of Kansas City, *Monthly Review*, décembre 1971.
- KNIGHT R. E., « *The Impact of Changing Check Clearing Arrangements on the Correspondent Banking System* », Federal Reserve Bank of Kansas City, *Monthly Review*, décembre 1972.
- KNIGHT R. E., « *Reserve Requirements: An Analysis of the Case for Uniform Reserve Requirements* », Federal Reserve Bank of Kansas City, *Monthly Review*, mai 1974.
- LACCA G., « *La creazione creditizia nel mercato dell'eurodollaro: un dibattito ancora aperto* », *Il Risparmio*, juillet 1973.
- LIFSON K. A. et BLACKMARR B., « *Simulation and Optimisation Models for Asset Deployment and Fund Sources Balancing Profit, Liquidity and Growth* », *Journal of Bank Research*, automne 1973.
- LINDSAY R., « *The Economics of Interest Rate Ceilings* », *New York University Bulletin*, N. 68-69, décembre 1970.
- LINTNER J., « *Dividends, Earnings, Leverage, Stock Prices and the Supply of Capital to Corporations* », *Review of Economics and Statistics*, août 1962.



- LINTNER J., « *The Cost of Capital and Optimal Financing of Corporate Growth* », *Journal of Finance*, mai 1963.
- LINTNER J., « *Optimal Dividends and Corporate Growth under Uncertainty* », *Quarterly Journal of Economics*, février 1964.
- LINTNER J., « *The Valuation of Risk Assets and the Selection of Risky Investments in Stock Portfolios and Capital Budgets* », *Review of Economics and Statistics*, février 1965.
- LOXLEY J., « *Building Society Instability in Kenya* », University of Nairobi, Economic Research Centre, Discussion Paper No. 8, février 1965.
- LOXLEY J., « *The Development of the Monetary and Financial System of the East African Currency Area, 1950-1964* », thèse de doctorat, University of Leeds [n.d.].
- MACHLUP F., « *Creazione di eurodollari: una storia misteriosa* », *Moneta e Credito*, septembre 1971, et *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, septembre 1970 (en anglais).
- MASERA F., « *La riserva obbligatoria nel sistema istituzionale italiano* », Rome, Ente per gli Studi Monetari, Finanziari e Bancari Luigi Einaudi, 1972.
- MAURI A., « *La genesi della banca centrale nel Chenia, in Tanzania ed in Uganda* », *Il Risparmio*, janvier 1970.
- MAYCOCK S. E., « *Monetary Policy and the Clearing Banks* », dans: David R. Croome and H. G. Johnson, eds., « *Money in Britain 1959-1969* », OUP, 1970.
- MCDONALD S. L., « *The Internal Drain and Bank Credit Expansion* », *Journal of Finance*, décembre 1953.
- MCMAHON R. J., « *Developing Future Bank Management* », New York, Association of Reserve City Bankers, 1968.
- MCMAHON R. J., « *A More Efficient Organization for Chain Banking* », *Banking*, mars 1969.
- MCRAE H., « *The New Credit Controls* », *The Banker*, octobre 1971.
- MEIGS J. A., « *Free Reserves and the Money Supply* », University of Chicago Press, 1962.
- MONTI M., « *A Theoretical Model of Bank Behaviour and its Implications for Monetary Policy* », Tilburg, SUERF, 1973.
- MORRISON G. G., « *Liquidity Preferences of Commercial Banks* », University of Chicago Press, 1966.
- MUNDELL R. A., « *Inflation and Real Interest* », *Journal of Political Economy*, juin 1963.
- MUNDELL R. A., « *Real Gold, Dollars and Paper Gold* », *American Economic Review*, mai 1969.
- NEWLYN W. T., « *The Theory of Money* », OUP, 1962.
- NEWLYN W. T., « *Money in an African Context* », OUP, 1967.
- NEWLYN W. T., « *Finance for Development. A Study of Sources of Finance in Uganda with Particular Reference to Credit Creation* », Nairobi, East African Publishing House, 1968.

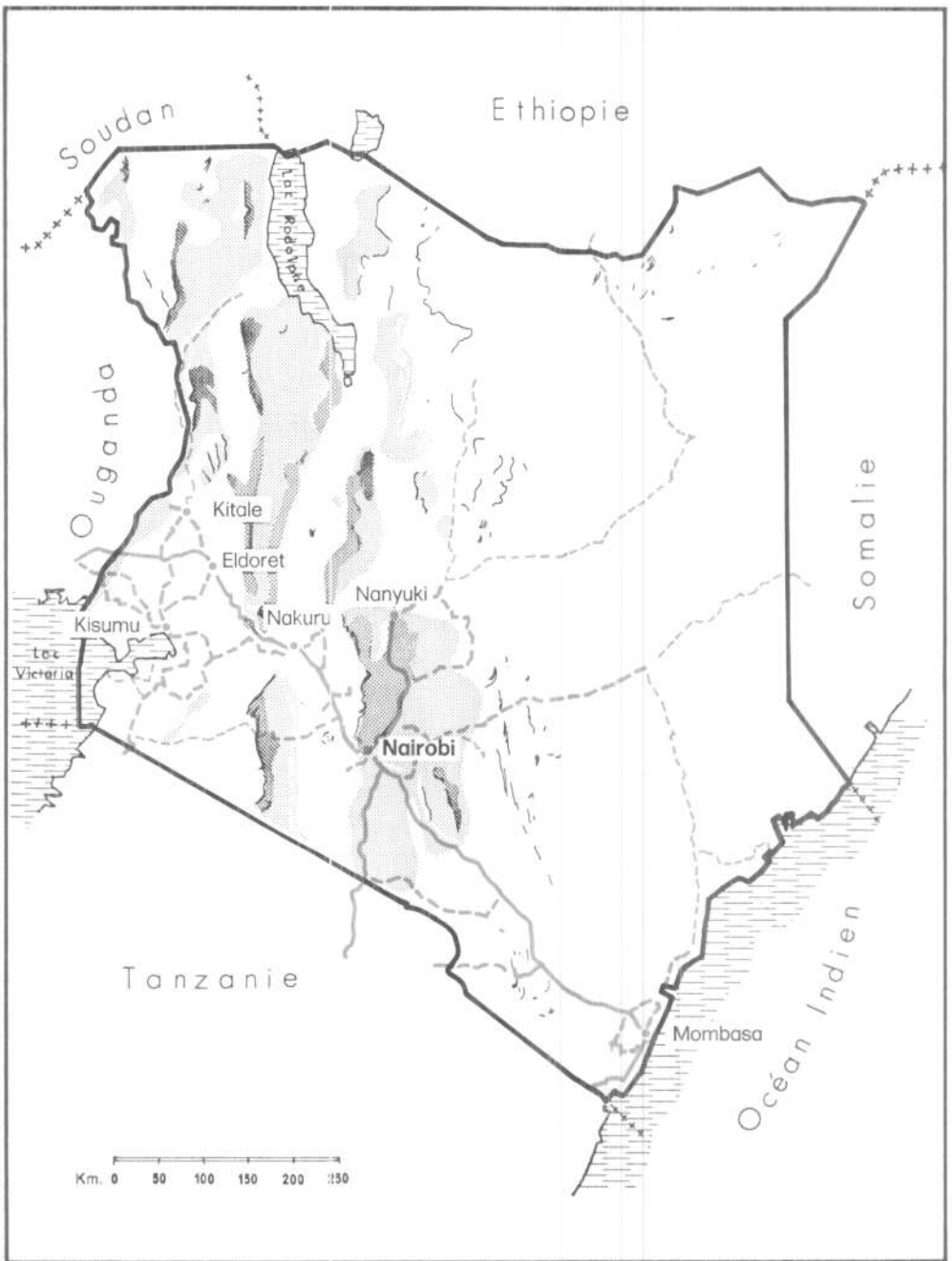
- PACI S., « *Aspetti della gestione dei rapporti con i corrispondenti esteri* », Il Risparmio, février 1975.
- PARK Y. C., « *Variability of Velocity: An International Comparison* », IMF Staff Papers, Vol. XVII, N. 3, novembre 1970.
- PATINKIN D., « *Keynesian Monetary Theory and the Cambridge School* », Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, juin 1972.
- PELTZAM S., « *The Banking Structure and the Transmission of Monetary Policy* », Journal of Finance, juin 1969.
- PIN A., « *La mobilitazione del risparmio nel sistema contabile detto dei flussi di fondi* », Leçons tenues à l'université de Sienne pendant 1973-74.
- POLAK J. J., « *Monetary Analysis of Income Formation and Payments Problems* », IMF Staff Papers, Vol. VI, N. 1, novembre 1957.
- POLAK J. J. et ARGY V., « *Credit Policy and the Balance of Payments* », IMF Staff Papers, Vol. XVIII, N. 1, mars 1971.
- POLAK J. J. et BOISSON-NEAULT L., « *Monetary Analysis of Income and Imports and its Statistical Application* », IMF Staff Papers, Vol. VII, N. 3, avril 1960.
- POLAKOFF M. E. et SILBER W. L., « *Reluctance and Member-Bank Borrowing: Additional Evidence* », Journal of Finance, mars 1967.
- POOLE W., « *Commercial Bank Reserve Management in an Uncertain World: Implications for Monetary Policy* », Journal of Finance, décembre 1968.
- PORTER R. C., « *A Model of Bank Portfolio Selection* », Yale Economic Essays, février 1961.
- PRAIS S. J., « *Some Mathematical Notes on the Quantity Theory of Money in an Open Economy* », IMF Staff Papers, Vol. VIII, N. 2, mai 1961.
- ROBICHEK A. et COLEMAN A. B., « *Management of Financial Institutions, Notes and Cases* », New York, Holt & Rinehart, 1967.
- ROBICHEK A. et MYERS S., « *Optimal Financing Decisions* », Englewood Cliffs N.J., Prentice Hall, 1965.
- ROBINSON R. I., « *The Management of Bank Funds* », Londres, McGraw Hill, 2e édition, 1962.
- RUOZI R., « *Le economie di scala nelle aziende di credito* », Il Risparmio, 1968.
- SHARPE W. F., « *A Simplified Model for Portfolio Analysis* », Management Science, janvier 1963.
- TEIGEN R. L., « *The Demand for and Supply of Money* », dans: Warren L. Smith and Ronald L. Teigen, eds., « *Readings in Money, National Income and Stabilization Policy* », Homewood, Ill., Richard D. Irwin, 2e édition revue, 1970.
- TOBIN J., « *The Interest-Elasticity of Transactions Demand for Cash* », Review of Economics and Statistics, août 1956.

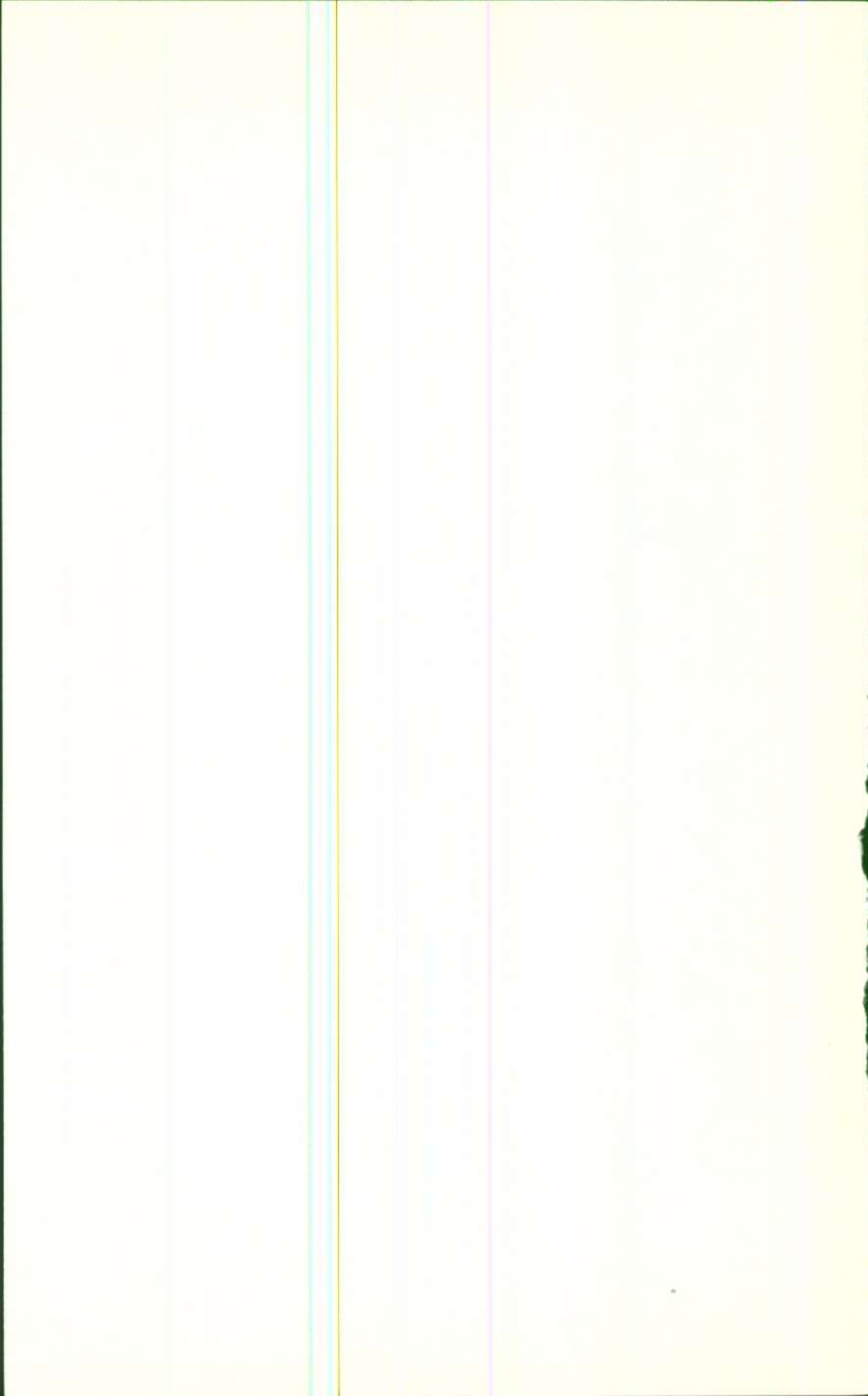
- TOBIN J., « *Money, Capital and Other Stores of Value* », *American Economic Review*, mai 1963.
- TOBIN J., « *Commercial Banks as Creators of Money* », dans: D. Carson éd., « *Banking and Monetary Studies in Commemoration of the Centennial of the National Banking System* ». Homewood, Ill., Richard D. Irwin, 1963.
- TOBIN J., « *Money and Economic Growth* », *Econometrica*, octobre 1965.
- TOBIN J., « *A General Equilibrium Approach to Monetary Theory* », *Journal of Money, Credit and Banking*, février 1969.
- TOBIN J., « *Deposit Interest Ceilings as a Monetary Control* », *Journal of Money, Credit and Banking*, février 1970.
- TOBIN J., « *Essays in Economics* », Vol. I: « *Macroeconomics* », Amsterdam et New York, North Holland, 1971. Tous les livres de James Tobin cités dans cette étude sont publiés ici.
- WALTERS A. A., « *Professor Friedman on the Demand for Money* », *Journal of Political Economy*, août 1965.
- WALTERS A. A., « *The Radcliffe Report - Ten Years After* », dans: David R. Croome and H. G. Johnson, éd., « *Money in Britain 1959-1969* », OUP, 1970.
- YANOVSKY M., « *Anatomy of Social Accounting Systems* », Londres, Chapman & Hall, 1965. La note du Tableau 12 se réfère à l'ouvrage paru en italien: « *Sistemi di contabilità nazionale* ». Bologne, Il Mulino, 1973.



REPUBLIQUE DU KENYA

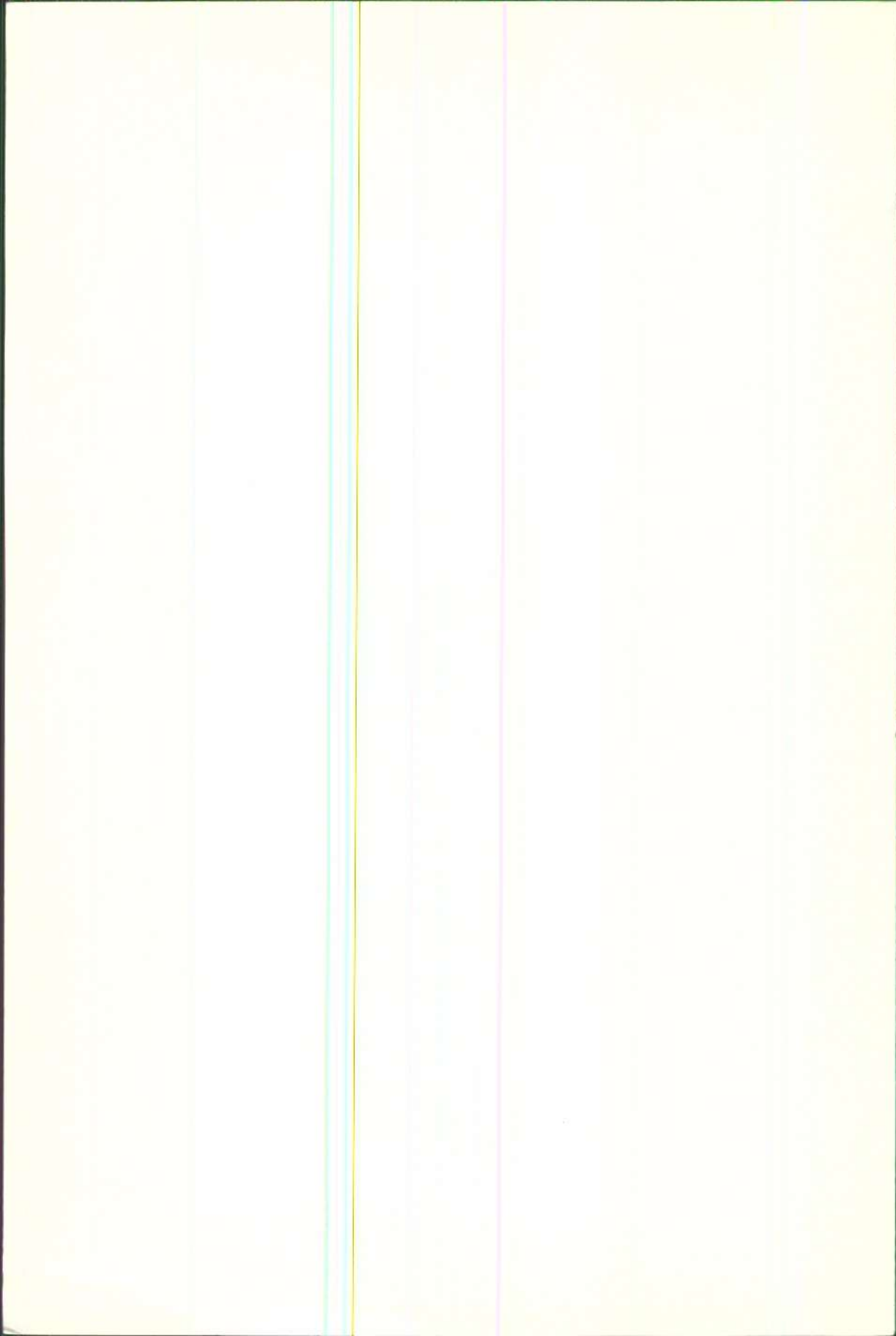






## TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION . . . . .	VII
Chapitre I: POLITIQUE DE LIQUIDITÉ DES BANQUES DE DÉPÔT DURANT LA PÉRIODE 1955-1967	
1. LA GENÈSE DU SYSTÈME BANCAIRE . . . . .	1
2. LA GENÈSE DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NON BANCAIRES . . . . .	4
3. ANALYSE DE LA GENÈSE DE LA BANQUE CENTRALE . . . . .	19
4. LA POLITIQUE DE LIQUIDITÉ DES BANQUES DE DÉPÔT AU COURS DE LA PÉRIODE 1955-1967 . . . . .	28
5. PREMIÈRES CONCLUSIONS . . . . .	36
Chapitre II: POLITIQUE DE LIQUIDITÉ DES BANQUES DE DÉPÔT DURANT LA PÉRIODE S'ÉCOULANT ENTRE OCTOBRE 1967 ET FÉVRIER 1973	
1. L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE . . . . .	51
2. ANALYSE DES OBLIGATIONS DE NATURE INSTITUTIONNELLE QUI LIMITENT LA LIBERTÉ DE CHOIX DES BANQUES . . . . .	61
3. LA DEMANDE D'ACTIFS FINANCIERS LIQUIDES DE LA PART DES PAR- TICULIERS AU KENYA . . . . .	67
4. GESTION DE LIQUIDITÉ DES BANQUES DE DÉPÔT AU KENYA . . . . .	75
5. ANALYSE DE LA POLITIQUE DE LIQUIDITÉ DES BANQUES DE DÉPÔT AU KENYA: LA MÉTHODE D'INVESTIGATION . . . . .	105
6. L'ANALYSE SPECTRALE CROISÉE . . . . .	125
7. UNE TENTATIVE D'INTERPRÉTER LE COMPORTEMENT DES BANQUES DE DÉPÔT EN MATIÈRE DE POLITIQUES DE LIQUIDITÉ . . . . .	136
APPENDICE STATISTIQUE . . . . .	139
BIBLIOGRAPHIE . . . . .	289
RÉPUBLIQUE DU KENYA (carte schématique) . . . . .	297



## LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

### TABLEAUX

1. Actifs du Conseil Monétaire de l'Afrique Orientale . . . . .	140
2. Quantités économiques relatives à la liquidité du système bancaire du Kenya . . . . .	141
3. Actifs et passifs du système bancaire du Kenya . . . . .	142
4. Dépôts et emplois du système bancaire du Kenya . . . . .	144
5. Soldes interbancaires avec les correspondants étrangers . . . . .	145
6. <i>Trend</i> des soldes interbancaires avec les correspondants des autres pays d'Afrique Orientale . . . . .	146
7. <i>Trend</i> des soldes interbancaires avec les correspondants des autres pays d'Afrique Orientale (données mensuelles) . . . . .	147
8. Transferts du Conseil monétaire . . . . .	148
9. Dette publique du gouvernement du Kenya . . . . .	149
10. Actifs et passifs des intermédiaires financiers privés . . . . .	150
11. Détenteurs de titres à long terme émis par le gouvernement . . . . .	152
12. Financement du déficit gouvernemental . . . . .	153
13. Produit intérieur brut au coût des facteurs et aux prix courants . . . . .	154
14. Balance des paiements de 1964 à 1967 . . . . .	156
15. Dépôts . . . . .	157
16. Dépôts des non résidents . . . . .	165
17. Emplois . . . . .	167
18. Emplois privés par secteur économique . . . . .	170
19. Effets escomptés en devises étrangères . . . . .	174
20. Crédits de signature . . . . .	176



21. Titres . . . . .	178
22. Titres étrangers . . . . .	182
23. Soldes interbancaires . . . . .	183
24. Soldes interbancaires passifs avec des banques commerciales étrangères . . . . .	185
25. Soldes interbancaires actifs avec des banques commerciales étrangères . . . . .	187
26. Soldes interbancaires avec les sièges centraux ou avec les filiales étrangères . . . . .	190
27. Avances et escomptes passifs . . . . .	194
28. Total actif/passif . . . . .	196
29. Liquidité du système bancaire . . . . .	197
30. Avances/dépôts et <i>cash ratio</i> . . . . .	199
31. Réserves de liquidité disponibles . . . . .	202
32. Monnaie détenue par les banques . . . . .	204
33. Capital versé ou affecté, fonds de réserve et fonds de risques . . . . .	206
34. Quotients financiers . . . . .	208
35. Parts de marché des établissements de crédit . . . . .	209
36. Composition du portefeuille titres des établissements de crédit subdivisés par ordre de dimensions . . . . .	210
37. Subdivision des emplois . . . . .	211
38. Emplois par secteur et par dimension bancaire . . . . .	212
39. Avances et escomptes passifs par dimension bancaire . . . . .	213
40. Distribution des dépôts par dimension bancaire . . . . .	214
41. Soldes interbancaires par dimension bancaire . . . . .	217
42. Liquidité (méthode brute) . . . . .	218
43. Actifs des intermédiaires financiers privés . . . . .	220
44. Passifs des intermédiaires financiers privés . . . . .	221
45. Analyse des dépôts des intermédiaires financiers non bancaires . . . . .	222
46. Analyse des emplois des intermédiaires financiers non bancaires . . . . .	223
47. Emissions de bons du Trésor . . . . .	224
48. Statistiques monétaires . . . . .	227
49. Quantité de monnaie . . . . .	229
50. Balance des paiements de 1967 à 1972 . . . . .	230

51. Possesseurs des titres gouvernementaux à long terme (valeurs nominales)	232
52. Sources de financement du gouvernement . . . . .	234
53. Emploi des ressources . . . . .	235

*Estimations des spectres*

54. Dépôts publics et des non résidents . . . . .	236
55. Dépôts des établissements financiers . . . . .	237
56. Dépôts privés . . . . .	238
57. Dépôts privés et publics . . . . .	239
58. Ensemble des dépôts . . . . .	240
59. Emplois . . . . .	241
60. Emplois privés par secteurs . . . . .	242
61. Portefeuille titres . . . . .	244
62. Quantités économiques sélectionnées . . . . .	246
63. Monnaie détenue par les banques, escomptes passifs et emprunts . . . . .	247
64A. Soldes interbancaires . . . . .	248
64B. Soldes interbancaires étrangers actifs . . . . .	249
64C. Soldes interbancaires étrangers passifs . . . . .	250
65. Soldes actifs (A) et passifs (B) avec les sièges centraux ou avec les filiales étrangères . . . . .	251
66. Escomptes d'effets en devises . . . . .	252
67. Liquidité volontaire et bancaire . . . . .	253
68. Résultats des analyses spectrales des séries individuelles . . . . .	254

*Tableaux de la cross-covariance et du spectre croisé*

69. Ensemble des dépôts et Ensemble des emplois . . . . .	258
70. Dépôts privés à vue et Emplois privés . . . . .	259
71. Total dépôts privés et Total emplois privés . . . . .	260
72. Total dépôts à vue des agents privés et des intermédiaires et Total emplois privés . . . . .	261
73. Ensemble des dépôts, avances et escomptes passifs et Ensemble des emplois . . . . .	262
74. Crédits de signature et ensemble des emplois et Liquidité volontaire	263

75. Crédits de signature et ensemble des emplois et Liquidité mixte . . . . .	264
76. Liquidité mixte et Ensemble des emplois . . . . .	265
77. Liquidité brute et Ensemble des emplois . . . . .	266
78. Liquidité nette et Ensemble des emplois . . . . .	267
79. Liquidité volontaire et Ensemble des emplois . . . . .	268
80. Liquidité volontaire et Ensemble des dépôts . . . . .	269
81. Liquidité mixte et Ensemble des dépôts . . . . .	270
82. Liquidité brute et Ensemble des dépôts . . . . .	271
83. Liquidité nette et Ensemble des dépôts . . . . .	272
84. Solde interbancaire passif avec l'étranger et Ensemble des dépôts . . . . .	273
85. Solde interbancaire passif avec l'étranger et Ensemble des emplois . . . . .	274
86. Solde interbancaire net, dépôts Banque centrale et Ensemble des dépôts . . . . .	275
87. Solde interbancaire net, dépôts Banque centrale et Ensemble des emplois . . . . .	276
88. Solde interbancaire actif avec des banques étrangères et Ensemble des titres . . . . .	277
89. Solde interbancaire actif avec l'étranger et Ensemble des emplois . . . . .	278
90. Solde interbancaire passif avec l'étranger et Total des investissements en titres . . . . .	279
91. Solde interbancaire net, dépôts Banque centrale et Total des investissements en titres . . . . .	280
92. Total des investissements en titres et Ensemble des emplois . . . . .	281
93. Total des investissements en titres et Ensemble des emplois privés . . . . .	282
94. Bons du Trésor, titres publics et obligations privées et Ensemble des emplois . . . . .	283
95. Bons du Trésor et titres publics et Ensemble des emplois . . . . .	284
96. Bons du Trésor, titres publics et emplois publics et Dépôts publics . . . . .	285
97. Bons du Trésor, titres publics et emplois publics et Ensemble des dépôts . . . . .	286
98. Crédit au commerce et Solde net interbancaire . . . . .	287

#### GRAPHIQUES

1. Coefficient de perte de base monétaire ( $s + t$ ) = 0,1 . . . . .	46
2. Coefficient de perte de base monétaire ( $s + t$ ) = 0,5 . . . . .	47

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN 1975  
PAR LES SOINS DU SERVIZIO STUDI E STATISTICA  
DE LA CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE  
SUR LES PRESSES DE GRAFICA COMENSE - TAVERNERIO (CÔME)





